

Table des matières

L'Europe d'une guerre à l'autre.....	2
I - L'infrastructure financière mondiale: La Banque d'Angleterre.	2
II – L'infrastructure financière mondiale: La Réserve Fédérale Américaine.....	4
III– L'assassinat de Sarajevo	10
IV– Qui a déclenché la Première Guerre Mondiale ?	19
V – Qui a financé la Seconde Guerre Mondiale ?	37
VI– Léon Trotsky, père du nazisme allemand	42
VII – La Grande-Bretagne et la France avaient prévu d'attaquer l'Union Soviétique en 1940	69
VIII – L'étrange Grande Guerre	73
IX – Comment les Britanniques ont « libéré » la Grèce.....	87
X -Qui a organisé la Famine de 1932-1933 en URSS ?	90
XI – Un quart de siècle soviétique (1930-1955)	94
XII– Pourquoi la Grande-Bretagne et les États-Unis n'avaient-ils aucune envie d'empêcher la Seconde Guerre Mondiale?	99
XIII– Pourquoi Londres a-t-il donné Vienne et Prague à Hitler ?	113
XIV– Comment Adolf Hitler est devenu un « agresseur provocateur ».....	129
XV– La Pologne trahie.....	143
XVI – Qui a signé la condamnation à mort de la France en 1940 ?	161
XVII – Grande-Bretagne – l'amant maudit d'Adolf Hitler.....	171
XVIII – Comment la Grande-Bretagne a aidé l'Union Soviétique à combattre Hitler	187
XIX – Comment Churchill a perdu et récupéré sa victoire dans la Seconde Guerre Mondiale....	199
XX – Qui a posé le mur de Berlin?	207

L'Europe d'une guerre à l'autre

Par Nikolay STARIKOV – [Oriental Review](#) – [Réseau International](#)

I - L'infrastructure financière mondiale: La Banque d'Angleterre.



ORIENTAL REVIEW ouvre la nouvelle série historique. Nous avons décidé de l'appeler « Les épisodes ». Nous n'allons pas donner un aperçu complet de l'histoire du monde. C'est au-delà de notre pouvoir et de notre compétence. Nous voulons raconter à nos lecteurs quelques histoires peu connues ou oubliées du grand public et des spécialistes. Entre-temps, ces histoires, à nos yeux, ont une référence et un impact directs sur la situation internationale contemporaine et peuvent peut-être être transposées dans le futur. Parce que, comme l'a enseigné l'Ecclésiaste : « Ce qui s'est passé sera de nouveau, ce qui a été fait le sera encore; il n'y a rien de nouveau sous le soleil » (Eccl. 1:9).

Comme il est généralement admis que dans notre monde pécheur, tout ce dont on parle c'est d'argent, nous inaugurons « Les Episodes » avec un aperçu de l'origine de la « bonne vieille » Banque d'Angleterre. La crise économique actuelle ne peut être pleinement comprise sans un examen minutieux des profondeurs de l'infrastructure financière mondiale...

La Banque d'Angleterre.

À la fin du XVIIe siècle, l'Angleterre était au bord de l'effondrement financier, 50 ans de guerre presque constante avec la France ayant épuisé l'économie nationale. Les représentants du gouvernement entamèrent des pourparlers avec les créanciers dans l'espoir de réunir les fonds nécessaires à la poursuite de leur politique, mais les taux d'intérêt offerts par ces créanciers étaient très élevés. Aussi, à la demande du gouvernement, une banque privée ayant le pouvoir d'imprimer de l'argent est littéralement sortie de nulle part.

Telle fut la naissance de la toute première banque centrale privée – la Banque d'Angleterre. Afin d'induire le public en erreur, elle portait le nom trompeur de Banque d'Angleterre, mais en réalité elle

n'a jamais été une institution publique. Elle a négocié ses actions sur le marché comme toute autre banque privée dès sa création.

Les investisseurs, dont les noms (il est important de le noter) n'ont jamais été divulgués, étaient tenus de mettre 1,25 million de livres en or pour l'achat d'actions, mais en réalité seulement 750 000 livres ont été payées. Malgré cela, la Banque d'Angleterre a été légalement enregistrée en 1694 et a commencé ses activités avec l'émission de prêts à intérêts avec des montants beaucoup plus élevés que le montant qu'elle était censée avoir en réserve.

Aujourd'hui, la Banque d'Angleterre a servi de modèle aux banques centrales privées qui existent dans tous les pays du monde. Les banques centrales privées sont maintenant si puissantes qu'elles contrôleront bientôt l'économie de chaque pays, ce qui mènera à la ploutocratie – le pouvoir entre les mains des puissants. Imaginez que nous transférions le contrôle de l'armée au crime organisé – vous voyez?

Les banques centrales ne devraient pas être entre des mains privées! Une clique de banques centrales privées porte avec elle une taxe cachée. Les gouvernements, qui n'ont pas la volonté politique d'augmenter les impôts, produisent plutôt des obligations et les vendent aux banques centrales pour financer les programmes gouvernementaux. Mais les obligations sont achetées avec l'argent que la banque centrale a créé de toutes pièces, et plus l'argent circule, moins il a de valeur dans nos poches. Le gouvernement reçoit autant d'argent qu'il le veut pour ses objectifs politiques, mais la population en paye le prix avec l'inflation. Le plus beau, c'est que à peine 10 000 personnes peuvent découvrir la vérité cachée derrière cette énigmatique absurdité pseudo-économique.

Après la création de la Banque d'Angleterre, le pays a connu un afflux de papier-monnaie. Les prix ont doublé. Un nombre important de prêts a été émis pour financer toutes les idées folles. Par exemple, une compagnie a proposé d'assécher la mer Rouge pour récupérer l'or de l'armée égyptienne prétendument noyée, l'armée qui poursuivait Moïse alors qu'il fuyait en direction des Israélites.

En 1698, la dette publique est passée de 1,25 million de livres à 16 millions. Pour compenser cela, les impôts de l'État ont augmenté encore et encore.

Bref, le capital financier a commencé à prendre le contrôle de facto de l'État.

II – L'infrastructure financière mondiale: La Réserve Fédérale Américaine



La Réserve Fédérale Américaine

« ... On nous a dit d'oublier nos noms de famille et de ne pas manger ensemble la veille de notre départ. Nous nous sommes mis d'accord pour nous rencontrer à une heure précise dans une gare sur la côte de l'Hudson à New York et aussi pour arriver seuls et aussi discrètement que possible. À la gare, on a attendu la voiture personnelle du sénateur Aldrich attachée au dernier wagon du train qui se dirigeait vers le sud. »

Quand j'arrivai à la voiture, les rideaux étaient fermés, et seule une lueur jaunâtre laissait transparaître la forme des fenêtres. Une fois à l'intérieur, nous avons observé le tabou sur nos noms de famille et nous nous sommes nommés « Ben », « Paul », « Nelson », « Abe... » Nous avons décidé de recourir à un secret encore plus grand et avons cessé d'utiliser les prénoms. »

Qu'est-ce que c'est? Une description d'une réunion d'agents secrets? Un rassemblement de grands patrons de la mafia? Non, ce sont les mots d'un des fondateurs du système de la Réserve Fédérale qui décrivent une réunion secrète au cours de laquelle la décision finale de créer la Fed a été discutée. Elle a eu lieu en 1910 sur la minuscule île de Jekyll dans l'océan Atlantique. Conformément à toutes les règles de conspiration, les banquiers se sont rendus sur l'île en dissimulant leurs noms et n'ont renforcé leur anonymat qu'à leur arrivée.

En l'espace d'une semaine à dix jours, nous étions complètement isolés du monde extérieur, nous n'utilisions ni téléphone ni télégraphe. Nous nous sommes cachés sur une île déserte. Il y avait beaucoup de serviteurs de couleur, mais ils n'avaient aucune idée de qui était ce Ben ou Paul, ou Nelson, sans parler de Vanderlip, ou Davison et Andrew. Tous ces noms ne représentaient absolument rien pour eux en quoi que ce soit. « [Frank A. Vanderlip, président, First National City Bank From Farm Boy to Financier. New York: Appleton, 1935.]



Comme des bandits sous le couvert de la nuit, les banquiers se sont secrètement rendus sur cette île isolée en utilisant des noms de code et des aspects déguisés. La réunion s'est tenue dans une des salles de conférence de l'hôtel, maintenant connu sous le nom de Jekyll Island Club Hotel, où les participants se sont mis d'accord sur leur plan et où, selon Frank Vanderlip, le sénateur Aldrich a écrit son discours au Congrès [ibid]. Cet homme, Nelson Aldrich, a proposé la création d'une banque centrale privée aux États-Unis qui s'appellerait le Système fédéral de réserve.

Mais chaque action a besoin d'une raison, de sorte que pour changer le modèle financier du pays, ils avaient aussi besoin d'une raison – une raison financière. Le Sénat des États-Unis a proposé la Fed sous un prétexte assez généreux ; il voulait créer une entité qui traiterait l'instabilité financière d'une manière professionnelle. Mais il faudrait une certaine instabilité pour justifier cette mesure. Ils en ont donc créé.

Pas une seule banque dans le monde ne resterait debout si la totalité de ses déposants exigeaient son argent en une seule fois. Et si vos amis banquiers refusent d'accorder un crédit à cette banque et exigent plutôt le remboursement immédiat de toutes les dettes de la banque envers eux, l'effondrement de cette institution financière est inévitable. Et c'est ainsi que fut soigneusement organisée la crise connue sous le nom de Panique de 1907. En étudiant attentivement cette crise, on voit une image douloureusement similaire – une tache de naissance de toutes les crises futures. Elles se ressemblent toutes comme des jumelles – non pas parce qu'elles sont causées par le même problème économique, mais parce qu'elles sont organisées de la même façon.

Une banque d'investissement appelée Knickerbocker Trust a été choisie comme cible. C'était le troisième acteur du marché. Soudain, des rumeurs ont couru au sujet de graves problèmes de la banque, et les investisseurs ont commencé à retirer leur argent. Le président du Knickerbocker Trust s'est alors tourné vers le plus grand banquier de l'époque – John Pierpont Morgan (J. P. Morgan). Mais en dépit de conditions amicales, celui-ci a refusé d'aider le propriétaire de la banque en difficulté. Les rumeurs du refus de Morgan provoquèrent la panique, qui atteignit son apogée le 22 octobre 1907. Entre le moment où la banque a ouvert ses portes jusqu'à midi, environ 8 millions de dollars ont été retirés par les déposants – soit 50 millions de dollars d'aujourd'hui – et la Knickerbocker Trust a fermé ses portes et cessé tous les paiements [<http://www.vedomosti.ru/newspaper/article.shtml?2008/10/14/164576>, en russe].

Pour épargner leur argent, les déposants se sont précipités vers d'autres institutions financières. Le 23 octobre, la panique s'est propagée à la Trust Company of America, la deuxième plus grande fiducie du pays. Elle a distribué 16 millions de dollars de ses 60 millions d'actifs en un jour. Le 24 octobre, la crise s'est propagée à la Bourse de New York. L'une après l'autre, les banques, maisons de courtage et fiducies ont commencé à fermer et à faire faillite (au moins sept banques insolubles ont fait faillite ce jour-là) – non seulement à New York, mais dans tout le pays [ibid].



Et qui est intervenu pour sauver la journée, si ce n'est J. P. Morgan. Il a, en fait « sauvé » l'économie américaine tout en étant l'un des principaux organisateurs de la crise. Morgan refusa d'emblée de régler les problèmes, leur donna le temps de grandir, puis décida résolument de les éliminer rapidement. Lui et d'autres ont versé 25 millions de dollars sur le marché financier américain et la situation s'est stabilisée.

J. P. Morgan

Il est important de se rappeler que chaque crise financière découle d'un manque de fonds. L'argent apparaît, et la crise est terminée.

Le meilleur pompier est toujours le pyromane lui-même.

Un jouet caché dans une pièce sombre est toujours trouvé le plus rapidement par ceux qui savent où il se trouve.

Les banques ont commencé à émettre des certificats – « monnaie de substitution » – afin d'augmenter la masse monétaire. Sam Morgan a soutenu le placement d'obligations de la ville de New York, ce qui a évité la faillite à la ville. L'autorité de John Pierpont était très élevée, » Il est bien connu que sa parole était une caution pour tous les titres « [? Greenspan. Age of Turbulence? Penguin Press HC, 2007,?. 38]

En « sauvant le pays », J. P. n'a pas oublié de « ramener le bacon à la maison » [faire des affaires]: sous prétexte de sauver sa vie, il a fait l'acquisition d'une compagnie de chemin de fer, Tennessee Coal, Iron and Railroad, qui faisait face à une faillite imminente et menaçait de ruiner de nombreux courtiers propriétaires de ses actions. Et bien que le président Roosevelt se soit opposé à la création de monopoles, dans ce cas-ci, il a regardé ailleurs.

La panique de 1907 a provoqué une baisse de plusieurs indicateurs économiques. Le marché boursier a chuté de 37 pour cent, au moins 25 banques et 17 fiducies ont fait faillite, les prix des marchandises ont chuté de 21 pour cent, la production pour l'année a chuté de 11 pour cent, tandis que le chômage est passé de 2,8 à 8 pour cent. De nombreuses institutions ont également souffert. Morgan est sorti de la crise avec des gains indéniables: connaissant à l'avance la crise qu'il a lui-même créée, il a vendu avec de gros profits les actions qu'il avait achetées bon marché, tout en gagnant encore beaucoup en ayant acheté dans les bonnes entreprises entrées dans la crise. Mais la plus grande aubaine du banquier a été dans le capital de la crédulité publique. Tous étaient convaincus que sans l'intervention opportune de Morgan, la crise aurait atteint son point culminant. En juin 1908, les indicateurs économiques sont à nouveau à la hausse. À l'Université de Princeton, le « héros » a même été honoré par le nouveau président américain Woodrow Wilson, » tout ce problème pourrait être évité si nous nommions un comité de six ou sept hommes d'esprit public comme J. P. Morgan pour s'occuper des affaires de notre pays « .

Et les actes ont suivi les paroles. Pour comprendre les causes de la crise soudaine, la Commission monétaire nationale a été créée. [La loi Aldrich-Vreeland du 30 mai 1908]. Sa mission était d'examiner la situation du système bancaire et de faire des recommandations au Congrès. Bien sûr, le Comité était principalement fait d'amis et d'acolytes de Morgan, le «Sauveur». Le sénateur Nelson Aldridge a été nommé président du comité. [Nelson Aldridge (Nelson Wilmarth Aldrich) a accepté pour une raison. Sa fille était mariée au banquier John Rockefeller Jr... Son petit-fils portait déjà le nom de Nelson Aldridge Rockefeller, et est devenu plus tard vice-président américain sous la présidence de Gerald

Ford. Personne ne connaît les vrais noms des propriétaires de la Fed – toutes les listes publiées – c’est de la spéculation. Mais le plus probable parmi les « chanceux » sont les Morgan, les Rockefeller, les Wartburg.]

La Commission s’est mise au travail – il est facile de deviner que sa principale conclusion était la « compréhension » de la nécessité de créer des structures conçues pour régler le système financier et prévenir de nouvelles crises. Cela a finalement mené à une mystérieuse rencontre de banquiers sur l’île Jekyll, où ils ont décidé que le moment était venu pour la création de la Fed.

Le Système fédéral de réserve a été présenté comme une panacée pour tous les maux financiers. La nouvelle institution a été créée soi-disant seulement pour régler les banques commerciales en s’assurant qu’elles ne se perdaient pas en jouant au marché boursier. Et pour qu’il régleme efficacement, le régulateur devait être indépendant...

Nelson Aldridge



En décembre 1913, Nelson Aldridge a présenté le projet de loi sur le système de la Réserve fédérale au Sénat des États-Unis. Sans entrer dans les détails fastidieux du vote, il convient de noter qu’un seul membre du Congrès s’est prononcé contre le projet de loi. Le titulaire du nom de famille « horrible », le sénateur Gilbert M. Hitchcock a reconnu la nécessité d’un organisme de réglementation des services financiers, mais il a inopinément proposé des modifications à la loi, qui auraient gâché le cœur de la question pour les banquiers. Il a proposé que la Réserve fédérale soit un monopole public plutôt qu’un monopole privé, et que le pouvoir d’émettre de la monnaie relève à nouveau du département du Trésor. Toutefois, pour des raisons inconnues de nous aujourd’hui, les amendements Hitchcock ont été rejetés et le projet de loi a été adopté rapidement. La même année, la dernière

semaine de 1913, le président des États-Unis a promulgué la loi. [John Pierpont Morgan n’a pas vécu assez pour voir la création de son idée. Il mourut à Rome le 31 mars 1913. Son fils John Pierpont Morgan lui a succédé à la tête de son empire. Le même nom pour le père et le fils a conduit à la confusion dans la description des événements, de nombreux auteurs, il semble, ayant cru que le fondateur de la Fed avait trouvé l’élixir de la jeunesse éternelle et de la longévité.]

Se dépêchant pour ne pas rater la dinde de Noël, les sénateurs ne se souciaient pas particulièrement des vérités financières. Ceux qui comprenaient le genre de révolution que serait la création de la Réserve fédérale dans l’histoire du monde persuadaient leurs collègues de la sagesse de la décision. Et les banquiers étaient en extase.

« Dans l’ensemble, il s’agit d’un projet de loi merveilleux qui a beaucoup contribué à stabiliser nos banques et notre monnaie », [New York Times, Sénat, 20 décembre 1913] a déclaré Edmund D. Hulbert, vice-président de Merchants Loan and Trust Company.

Il conduira « à une monnaie ajustable, qui nous sauvera de ces paniques », a convenu son collègue V. M. Gabliston, président de la First National Bank of Richmond.

L’adoption de cette loi financière aura un impact positif sur l’ensemble de la nation, mais facilitera aussi le commerce. Il semble que nous entrons dans une ère de prospérité économique générale », [E. Satton «The Power of the Dollar»] a déclaré Oliver J. Sands, président de l’American National Bank.

Les mots doux qui accompagnaient le lancement de la Réserve fédérale n'avaient aucun rapport avec la réalité. La Fed n'a pas été créée pour se protéger des crises futures. En fait, au contraire, elle a été créée pour les initier au bon moment. Autrefois, l'Amérique était soumise lorsque les Européens arrivaient avec des armes à feu et des armures forgées qui ne pouvaient pas être transpercées par les lances et les flèches des Indiens. De même, au début du XXe siècle, les banquiers reçurent l'instrument avec lequel ils pouvaient dominer cette terre bénie. Ayant le contrôle sur l'émission du dollar américain, les propriétaires secrets de la planche à billets de la Fed pouvaient faire élire et destituer les présidents et manipuler complètement les politiques des États-Unis d'Amérique....

La meilleure façon de cacher quelque chose, c'est de l'exposer au grand jour. Toutes les informations sur la Fed sont absolument disponibles. Pas besoin de théories de conspiration – allez en ligne et visitez le site officiel de la Fed: www.federalreserve.gov Allez là et cliquez sur le lien « Historique » à gauche. Vous y verrez l'histoire de la création de la « petite entreprise » et même des portraits de ses héros: J. P. Morgan et Nelson Aldrich. Cliquez ensuite sur le lien « Structure and Functions », et vous serez invité à faire le « Structure Tour » – un court voyage virtuel à travers la Fed – le narrateur, dont la voix ressemble à celle des présentateurs de films de science-fiction, commence l'histoire. Regardez, écoutez. Difficile de croire que la Fed existe vraiment. Il est difficile d'imaginer que le monde ait été fait de cette façon. Mais c'est un fait. Il suffit de savoir lire, regarder et analyser.

Portez une attention particulière à la phrase « La Fed est un mélange d'éléments publics et privés » [<http://www.federalreserveeducation.org/fed101/structure/>].

Même la Fed ne prétend pas qu'elle est une structure gouvernementale! Bien sûr, il n'est pas question ici de « mélange ». Par exemple, quel pourcentage est « privé » et quel pourcentage est « public ». ...

C'est tellement banal et simple, malgré le système enchevêtré. Bien avant la fondation de la Réserve Fédérale, l'ancien poète Virgile parlait de cette même chose: « Maudite soit d'or! Qu'est-ce que tu n'obliges pas les mortels à faire? »

Rien n'a changé.

Nous savons donc maintenant que le dollar américain n'appartient pas aux États-Unis. Mais les miracles ne s'arrêtent pas là...

Savez-vous quelles sont les coupures de dollars?

Habituellement, les gens disent: 1,5,10,20,50,100.

Tout est vrai. Les utilisateurs plus avancés ajoutent le rare billet de deux dollars. Il est considéré comme une rareté numismatique, et quitte généralement la circulation dès qu'il entre dans les mains d'une personne qui en comprend la valeur.

Quelles autres coupures connaissez-vous?

Très peu de réponses à cette question. Il s'avère qu'il y a un certain nombre de billets de banque dont la plupart des gens ignorent l'existence. Les dollars sont de 500, 1000, 5000, 10 000 et 100 000 dollars. Personne ne les connaît pour une simple raison – il est interdit de les exporter à l'extérieur des États-Unis en vertu des lois sur la monnaie du pays. Les billets de 100 000 \$ (émis avec la certification Or en 1934) n'ont jamais été mis en circulation et ne sont utilisés que pour des transactions entre les banques de la Réserve fédérale. Vous en avez vu un?

Savez-vous quoi, ou plutôt qui est représenté sur le plus gros billet ? Quel portrait est gravé sur le billet de 100 000 dollars? Répondre à cette question ne sera pas difficile si vous vous souvenez que l'argent

des États-Unis n'est pas imprimé par le gouvernement. La Réserve fédérale a ses héros, sa propre échelle de valeurs, ses « animaux de compagnie » dans la forêt sombre de l'histoire américaine.

Sur le billet de cent mille dollars, la plus haute coupure, c'est le visage du 28e président des États-Unis Woodrow Wilson – le président même qui a signé le Federal Reserve Act et créé la Fed [<http://money.dmd.ru/description/dollars/>]. Selon les imprimeurs de la Réserve fédérale, il était le plus grand leader de l'histoire américaine.



III– L'assassinat de Sarajevo



« Les empereurs autrichiens et russes ne devraient pas se détrôner l'un l'autre et ouvrir la voie à la révolution. »

Archiduc Franz Ferdinand

C'était une visite ordinaire et banale d'un haut dirigeant de l'Empire à l'une de ses villes centrales. Et pour nous, ce ne serait d'aucun intérêt, s'il n'y avait eu un « mais ». Suite à une série d'accidents suspects et de coïncidences étranges ce jour-là qui a conduit à la mort de l'héritier du trône autrichien, la Première Guerre Mondiale a commencé ...

La journée fatidique a commencé avec une série de particularités, et l'héritier autrichien est mort à cause de ce grand nombre d'«accidents». D'après son programme, l'invité d'honneur était censé assister à une réception à l'hôtel de ville, puis partir pour une visite planifiée des sites touristiques locaux. Mais, sitôt les premiers échanges de bienvenue terminés, Franz Ferdinand et sa femme sautèrent dans une voiture à toit ouvert et firent route vers la ville tandis que les gardes du corps du successeur de l'empereur François-Joseph 1^{er}, **pour une quelconque raison**, étaient restés derrière à la gare – ce qui est assez surprenant étant donné que les rumeurs d'une tentative d'assassinat s'étaient répandues dans la ville la veille. Mais aucune mesure de sécurité particulière n'a été prise même après que l'envoyé serbe (!) de l'Empire austro-hongrois ait averti d'une possible tentative de meurtre contre Franz Ferdinand. La date choisie, le 28 juin 1914, était également assez **étrange**. C'est ce jour-là, en 1389, que l'armée turque a vaincu la Serbie et a privé les Slaves de l'indépendance pendant des centaines d'années. En 1878, la Bosnie-Herzégovine a été occupée par l'Autriche à la suite de la guerre russo-turque et a été formellement annexée par l'Empire des Habsbourg en 1908. Tenir une fête militaire pour les nouveaux «opresseurs» à cette date était presque une provocation. Mais la date des festivités n'a pas été changée et le voyage des Archiducs n'a pas été annulé.



Le cortège de quatre voitures roulait à une vitesse de 12 km/h le long des berges de la Miljacka où s'était massée une immense foule. Tout était pimpant et festif. Les spectateurs le long des berges agitaient et criaient des éloges en allemand et en serbe. Un spectateur de 18 ans s'était frayé un chemin vers l'avant de la foule. Quand il a vu le regard interrogateur d'un policier, il a souri et a demandé à pouvoir voir le véhicule de l'Archiduc et, au même moment, a jeté un paquet contenant une bombe sur la voiture. Le chauffeur, voyant des mouvements suspects du coin de l'œil, accéléra et la bombe rebondit sur le capot du premier véhicule explosant sous les roues de la seconde. La bombe était pleine de clous: Franz Ferdinand était indemne, mais sa femme avait de légères égratignures au cou. Vingt personnes dans la foule furent blessées et deux officiers dans l'entourage de l'héritier. Nedeljko Gabrynowicz (c'était le nom du jeune terroriste) avait commencé à courir, mais il fut immédiatement attrapé.

Assez curieusement, l'attentat manqué **n'eut aucun effet** sur l'ordre du jour prévu de la visite. Le maire de la ville lisait un discours fleuri, mais Franz Ferdinand, ne pouvant se retenir, l'interrompt

« Monsieur le maire, je suis venu ici en visite amicale et j'ai été accueilli par des bombes. C'est scandaleux! ». Il se ressaisit alors et dit » Eh bien, continuez! «

À la fin du discours, l'Archiduc s'était calmé et un sourire était revenu à son visage quand il a demandé au maire:

«Alors, qu'en pensez-vous, y aura-t-il une autre tentative d'attentat contre moi aujourd'hui?

La réponse du maire reste inconnue à ce jour, de même que tous les autres mots de l'Archiduc. Cependant, **aucune mesure de sécurité supplémentaire n'a été prise** à la suite de leur conversation, malgré le danger évident. De plus, il a été décidé de suivre le programme original de la visite ! Imaginez ceci: une bombe explose près du véhicule du président autrichien, mais au bout de deux heures il roule encore paisiblement à travers la ville, agitant joyeusement la main devant la foule en liesse. C'est simplement impossible. Mais à Sarajevo, c'est exactement ce qui s'est passé.

Une file de voitures se déplaçait le long de la promenade allant dans la direction opposée. Cette fois, les voitures roulaient plus vite. La femme de l'héritier était toujours assise à côté de lui avec le gouverneur militaire de Bosnie, le général Potiorek. Un officier portant un sabre à la hanche se tenait

sur le marchepied gauche. À un moment donné, au milieu de la route, le conducteur de la première voiture se perd et tourne **accidentellement** à droite dans la rue Franz Joseph. Le général s'aperçoit alors qu'ils allaient dans la mauvaise direction et crie sévèrement contre le chauffeur. Celui-ci freine, roule sur le trottoir et s'arrête. L'ensemble du cortège était derrière lui, il entame alors de faire demi-tour pour éviter les embouteillages. C'est ainsi que le véhicule des Archiducs se retrouve devant la « Morits Schiller Delicatessen », **l'endroit même où se trouvait justement** un terroriste de 19 ans qui était destiné à entrer dans l'histoire. Il s'appelait Gavrilo Princip. Pour couronner le tout, la voiture de l'héritier ne fait pas que s'arrêter à cet endroit, elle **avait aussi son côté droit face au terroriste, le côté sans garde sur le marchepied**. L'héritier et sa femme n'avaient aucune protection.

Princip sort son revolver et tire deux coups sur le véhicule à l'arrêt. La première balle frappe Sofia, perçant la carrosserie de la voiture et le corset serré de la comtesse; la seconde frappe l'héritier du trône autrichien. Tous les deux sont tués. Trois enfants âgés de 10, 12 et 13 ans sont devenus orphelins. Gavrilo Princip et son complice tentent de s'enfuir, mais les deux sont rapidement pris et sévèrement battus. Ils sont battus à coups de poings et de pieds et ont même reçu quelques blessures à l'épée, de sorte que Princip a dû être amputé du bras en garde à vue. Une enquête est lancée presque immédiatement. La question à laquelle il fallait répondre à l'époque était de savoir qui avait organisé l'attentat. Voici la partie étrange – après avoir fait preuve d'une négligence suspecte dans la protection de Franz Ferdinand, le département de la justice austro-hongrois montre une agilité olympique dans la résolution du crime. L'enquête prend un rythme effréné. Immédiatement après, une vague d'arrestations est effectuée et une image claire du crime apparaît.

Gavrilo Princip a déclaré avoir tiré sur l'Archiduc parce que ce dernier était à ses yeux « l'incarnation de l'impérialisme autrichien, représentant d'une grande idée autrichienne, pire ennemi et oppresseur de la nation serbe ». Après une série d'interrogatoires, le crime est pleinement élucidé ; Franz Ferdinand a été tué par des Serbes – des étudiants de l'Université de Belgrade et des membres de « Mlada Bosna » (Jeune Bosnie) venus spécialement de Serbie à cet effet. L'organisation est apparue pour la première fois en 1912 avec pour objectif de libérer la Serbie du joug autrichien et de créer un État serbe indépendant unifié avec les provinces qui étaient alors occupées par l'Autriche. Derrière cette organisation terroriste, un groupe secret de nationalistes serbes appelé « la Main noire » a pris forme sous la direction d'un colonel nommé Apis ...

Mais ce jour étrangement tragique donne des raisons de soupçonner que des acteurs austro-hongrois ont été impliqués dans la mort de l'Archiduc. En fait, beaucoup dans le double empire étaient mécontents de la politique possible du futur empereur. Marié à une Tchèque, Franz Ferdinand nourrissait une grande sympathie pour les Slaves à l'intérieur et à l'extérieur de l'empire. Il croyait que la monarchie serait renforcée en donnant des droits aux Slaves qui les rendraient égaux aux citoyens allemands et hongrois de l'empire. A Budapest et à Vienne même, de telles idées déplaisaient à beaucoup de politiciens. En fait, les régions slaves de l'empire comprenaient un territoire administré par la monarchie hongroise, et si le plan de Franz Ferdinand se concrétisait, les Slaves dans ces régions recevraient leur autonomie. Peut-être cela explique-t-il **l'étrange** comportement des services de sécurité autrichiens.

Mais la simplicité et l'évidence du regrettable meurtre de l'Archiduc et de sa femme sont très trompeuses. Il n'a jamais traversé l'esprit des dirigeants austro-hongrois que la simplicité et l'évidence des éléments de l'enquête aient été rassemblées par les conspirateurs ! En divulguant les détails du crime, la police autrichienne a pu montrer ... qu'elle l'avait organisé !

Ceux qui se trouvaient derrière les 18 assassins avaient besoin de plus que la mort de Franz Ferdinand lui-même. Pour que les enquêteurs autrichiens parviennent à ceux qui étaient les véritables

responsables, il fallait qu'ils capturent les assassins **vivants**. Par conséquent, tous les participants ont été dotés de capsules de poison!

Voyant qu'ils seraient incapables de s'échapper, Nedeljko Gabrynowicz et Gavril Princip ont tous deux pris leur poison. Mais ça n'a pas marché, sur aucun des terroristes! Ce hasard, simple au premier abord, est un maillon essentiel dans l'enchaînement des événements tragiques ultérieurs! La prévoyance des conspirateurs est frappante: fournir aux assassins du poison «sûr» et le temps suffisant pour tirer. La foule et la proximité des gardes de l'Archiduc, à la seconde occasion, ne laissèrent pas aux assassins le temps de se suicider et ils tombèrent entre les mains de la justice autrichienne.

C'était sur les mots mêmes des terroristes que les conclusions de toute l'enquête étaient fondées ! Si la police s'était retrouvée avec deux cadavres plutôt qu'avec deux terroristes en parfait état, l'enquête serait restée au point mort. Mais, grâce à l'étrange poison, les enquêteurs ont eu, pas seulement un fil, mais une corde entière, avec laquelle éclaircir le mystère. Qui a donné le poison aux assassins ? Quiconque avait intérêt à ce que les Autrichiens trouvent rapidement les suspects et dirigent leur colère contre la Serbie. Les Serbes eux-mêmes n'avaient aucun intérêt à ce que la police mette la main sur les terroristes en vie – cela ne pouvait que nuire à la réputation des dirigeants serbes. Tout ce que les services secrets autrichiens avaient à faire, c'était de mal protéger les dignitaires et quelques «négligences» dans la sécurité au bon moment. C'était la seule contribution qui était attendue d'eux. Mais ce n'est que la pointe de l'iceberg. Les membres de Mlada Bosna ont clairement reçu le poison d'une organisation différente ...

On peut faire des suppositions sur les vrais organisateurs de l'assassinat de l'héritier autrichien en comparant les faits suivants:

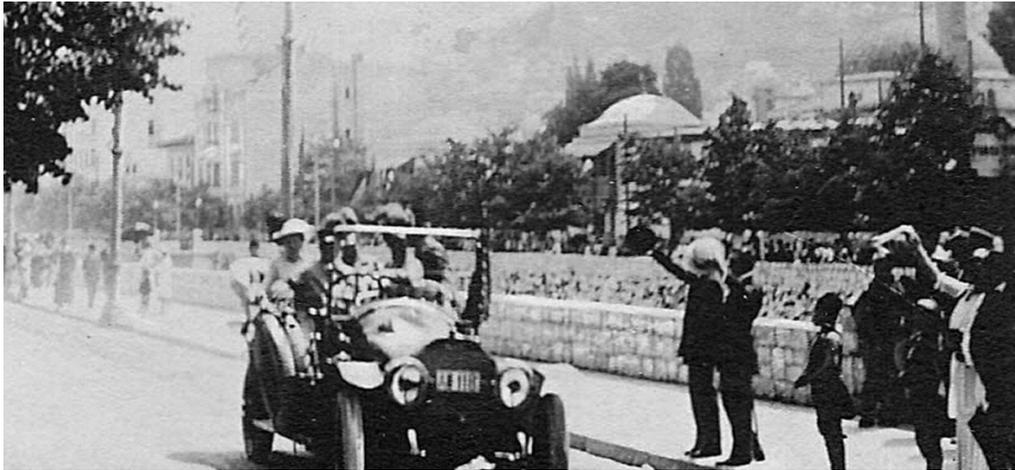
– celui qui a dirigé l'intrigue vers des conclusions rapides et évidentes n'était pas seulement intéressé par la mort de l'Archiduc, mais voulait aussi clairement utiliser la situation comme excuse pour provoquer le conflit;

Ceux qui ont donné aux terroristes un poison 'sûr' ont servi de prétexte à quelque chose de plus qu'une guerre austro-serbe.

Et ce ne sont pas les Serbes, ni les Autrichiens! La décision de Vienne de punir la Serbie pour ses activités malveillantes a conduit au déclenchement de la Première Guerre Mondiale. Mais posons-nous une simple question: les organisateurs serbes de la mort de Franz Ferdinand auraient-ils voulu quelque chose de plus grand? Cherchaient-ils une guerre énorme et sanglante qui prendrait la vie de millions de personnes ? Voulait-ils un conflit à CETTE ÉCHELLE en créant chez les Autrichiens une juste colère ? Il était dans l'intérêt des nationalistes serbes et de certains politiciens hongrois de limiter l'affaire à la mort de l'Archiduc, en tant qu'individu. Ni les Serbes ni les Autrichiens n'avaient besoin d'une guerre majeure. La Serbie voulait semer la discorde dans l'Empire austro-hongrois – et non pas le combattre. D'autres combats allaient sûrement éclater. Ayant initialement fourni une résistance décente aux forces autrichiennes, en 1915, les Serbes ont été mis en déroute. Leur armée embarquée sur les navires de l'Entente alliés fut évacuée en Grèce, laissant leur pays occupé par leur adversaire. En conséquence, le taux de pertes parmi les unités serbes était le plus élevé parmi tous les pays belligérants! L'Autriche-Hongrie a utilisé l'assassinat comme une excuse pour sévir contre la Serbie rétive et, après cette petite campagne victorieuse, à la fin de la guerre, l'empire a cessé d'exister, divisé en plusieurs États,

Ce n'est pas une coïncidence si Sir Edward Gray, ancien ministre britannique des Affaires étrangères, a écrit dans ses mémoires: «Le monde ne connaîtra probablement jamais toute la vérité de l'assassinat de Franz Ferdinand. Il semble que nous n'aurons jamais une seule personne qui puisse savoir tout ce

qu'il y a à savoir sur ce meurtre ». De quel secret parlait le chef de la politique étrangère britannique? Une enquête a rapidement et facilement nommé les auteurs. Mais le Foreign Office britannique disait quelque chose de tout à fait différent: un mois après l'assassinat de l'Archiduc, la Première Guerre Mondiale commençait, une guerre dans laquelle des dizaines de millions de personnes périraient. Comment cela s'est passé? Encore personne ne peut l'expliquer. Dans le prochain chapitre, nous essaierons de comprendre **qui avait besoin d'une guerre d'une ampleur sans précédent?**



Ne jamais faire une alliance avec la Grande Bretagne (et son prolongement, les Etats-Unis), telle devrait être la maxime de tout dirigeant sensé dans le monde. L'Angleterre (ou les Etats-Unis) ne noue pas des alliances pour être plus fort en cas de guerre, mais pour lier l'allié et s'assurer que ce dernier ira jusqu'au bout dans le combat dans lequel il est engagé qui, en fait, poursuit des buts qu'il ne soupçonne même pas et dont il sera une victime au même titre que l'ennemi à abattre. En d'autres termes, l'Angleterre (ou les Etats-Unis) n'a jamais eu d'alliés, encore moins d'amis. Elle a toujours utilisé l'allié et l'ennemi comme des outils. L'Histoire le démontre amplement. [RI](#)

Pour évaluer correctement qui serait le bénéficiaire de l'assassinat de l'archiduc Franz Ferdinand, il suffit de regarder les résultats de la Première Guerre Mondiale. **Il a détruit les deux principaux concurrents de la Grande-Bretagne – la Russie et l'Allemagne [NDT : et affaibli la France].** Convaincu que la Russie n'avait pas été écrasée pendant la guerre russo-japonaise et la révolution soigneusement planifiée, Londres a commencé à préparer un nouveau projet, beaucoup plus ambitieux, dont les objectifs étaient impressionnants et grandioses. Le métal ne peut être fondu qu'à des températures très élevées. De même, la carte politique de l'époque ne pouvait être remaniée que par une grande guerre européenne. Ce n'est que dans ses cendres que les frontières des pays, et même des peuples, peuvent être modifiées de façon méconnaissable. Pour anéantir la Russie, les Britanniques n'avaient pas seulement besoin d'une guerre – une guerre mondiale ne pouvait que détruire le gouvernement russe détesté. Pour abattre l'Allemagne, où il n'y avait pas un soupçon d'esprit révolutionnaire, une guerre d'une force sans précédent serait nécessaire. Seule une catastrophe totale pourrait pousser les bourgeois allemands à mépriser leur bien-aimé *Kaiser*.

Le but principal du plan anglais était la destruction de la Russie, et ensuite l'Allemagne. Pour notre ennemi séculaire, l'Angleterre, la politique s'est construite autour d'un objectif principal: empêcher la création d'une puissante puissance continentale ou, pire encore, d'un puissant bloc de puissances. Une

Union russo-allemande – c’était le pire cauchemar des Anglais. A cette fin, la tâche politique principale des Britanniques s’est graduellement divisée en deux tâches séquentielles: empêcher l’alliance russo-allemande et les forcer à se battre à mort les uns contre les autres. Mais ce n’était pas si facile. Au début du 20ème siècle, il n’y avait aucun différend entre la Russie et l’Allemagne qui puisse créer des motifs de conflit. Les deux pays étaient dirigés par des cousins royaux – Nicholas et Wilhelm, qui entretenaient de bonnes relations entre eux. Alors pourquoi ont-ils soudain commencé à se battre? Pour ceux d’entre nous qui sont nés à la fin du 20ème siècle – c’était l’Allemagne, l’agresseur arrogant qui, deux fois en 100 ans, a amené la Russie au seuil de la mort. La vision d’un Russe d’avant la Première Guerre Mondiale était cependant totalement différente. L’Allemagne pour leur pays était un régime traditionnellement amical contre lequel la Russie n’avait pas combattu depuis les guerres napoléoniennes 100 ans plus tôt exactement. Il fallait un événement important, une sorte de circonstance qui permette aux deux pays d’oublier leur longue amitié. Par conséquent, provoquer un conflit russo-allemand était devenu l’objectif principal de la politique britannique. La France avait aussi longtemps cherché ce résultat dans le cadre de sa propre politique étrangère. La France ne pouvait récupérer l’Alsace et la Lorraine que par la guerre, et la France ne pouvait à elle seule vaincre l’Allemagne. Qui d’autre pourrait se battre pour la «noble cause» du retour du territoire français au sein de la patrie, puis s’effondrer et tomber en morceaux? La Russie, bien sûr!

Le meurtre de l’héritier autrichien n’était que le dernier maillon, la dernière brique des plans d’incitation à la conflagration mondiale. Le travail avait été colossal et méticuleux, commençant aussitôt après la guerre russo-turque, et avait duré près de dix ans. Une fois les protagonistes créés et positionnés, les préparatifs suivraient et iraient à leur terme de façon logique, déclenchant le lancement d’une guerre future, une véritable guerre mondiale. Et quel meilleur endroit pour commencer que les Balkans, avec son jeu centenaire d’intrigues politiques, de conspirations et de guerres? La mort de l’infortuné archiduc serait un événement qui pourrait provoquer une guerre. Et ça a été le cas – à peine plus d’un mois après que Gavrilo Princip ait tiré ses coups de feu, l’Allemagne déclarait la guerre à la Russie!

La boucle est bouclée: l’Angleterre conclut une alliance avec la Russie afin d’empêcher notre rapprochement avec l’Allemagne, pour organiser une guerre terrible et détruire les deux rivaux!

Ce sont les services secrets britanniques (et français) qui ont été à l’origine de l’assassinat de Franz Ferdinand:

- Il était dans l’intérêt de la Grande-Bretagne que, grâce à une enquête rapide sur le meurtre, il apparaisse une piste claire de preuves menant à la Serbie;
- Il était dans l’intérêt de la Grande-Bretagne de fomenter le conflit entre les Serbes et les Autrichiens;
- Il était dans l’intérêt de la Grande-Bretagne que la Russie (alliée de la Serbie) et l’Allemagne (alliée de l’Autriche-Hongrie) entrent en guerre.

Selon le plan britannique, à la suite de la guerre et du déclenchement de la révolution, la Russie était censée perdre toutes ses frontières nationales pour devenir une république faible et se retrouver complètement dépendante de ses «bienfaiteurs». Le même triste sort attendait l’Allemagne. Le tir fatal de Gavrilo Princip fut le signal de départ de tous ces malheurs ...

Cependant, un autre problème s’est posé lors de la préparation de la confrontation russo-allemande. Le gouvernement tsariste jugeait encore ses propres forces armées comme modestes et n’avait jamais pensé qu’il serait mêlé à une guerre contre l’Allemagne et son allié l’Autriche-Hongrie, c’est-à-dire avec deux superpuissances en même temps !

Par conséquent, pour impliquer la Russie dans l'horrible guerre, il fallait qu'elle soit persuadée qu'elle avait des «alliés loyaux» qui ne laisseraient pas le Tsar dans une impasse. C'est le même scénario qui nous avait entraînés dans une guerre contre le Japon [NDT : le même qu'on a tenté de faire jouer à la Turquie récemment contre la Russie], mais à plus grande échelle – rassurer le gouvernement tsariste et le laisser seul avec l'ennemi au moment d'un réel danger. Les événements d'avant-guerre ont commencé à se transformer en ce scénario précis. L'Angleterre, notre ennemi le plus implacable, changea radicalement de position et devint notre «allié». A la Convention anglo-russe de 1907, Saint-Pétersbourg rejoignit l'alliance anglo-française, «l'Entente» (tirant son nom de l'Entente cordiale en Français). Les Fils d'Albion, qui avaient si souvent fait bouillir le sang des diplomates russes, qui avaient provoqué tant de guerres pour affaiblir notre pays, sont devenus nos «alliés». On aurait dû être très prudent. Cependant, Nicolas II y crut et paya chèrement pour cela.

L'Angleterre avait rassemblé toute sa force pour préparer et nourrir le futur conflit. Et derrière cela se profilait la silhouette d'un autre futur «allié». Les États-Unis, après avoir généreusement financé l'agression japonaise et la révolution russe, ne se reposaient pas sur leurs lauriers et s'étaient également lancés dans l'arène. Avec l'arrivée de l'Amérique, tout l'équilibre mondial des forces pouvait radicalement changer. Auparavant, c'était le chien britannique qui remuait sa queue américaine, maintenant c'était la queue qui commençait à remuer le chien.

Se peut-il que ceux qui ont manigancé la Première Guerre Mondiale n'aient pas compris quel serait le fruit de leur labeur? Pourquoi nos «alliés» se sont-ils lancés avec autant d'ardeur dans ce conflit ? La réponse est simple: aucun État démocratique n'a été détruit par la Première Guerre Mondiale. De par leur nature, les États dotés de systèmes démocratiques ont une structure plus stable que les monarchies. En cette période de cataclysme mondial, un nouveau parti prend le pouvoir, un autre gouvernement ou un nouveau dirigeant, mais jamais une révolution ou une explosion sociale majeure. Les monarchies n'ont pas un si beau paratonnerre contre le mécontentement populaire – un simple changement de décor politique. Quels que soient les changements que fera le *Tsar* ou le *Kaiser* parmi les gouvernants pendant la période de guerre, il est toujours le responsable du pays. Et la haine sera dirigée non seulement contre un individu – mais contre la monarchie elle-même. Changer de *Tsar* est beaucoup plus difficile que de remplacer un Premier ministre. Par conséquent, parce qu'une monarchie ne peut pas changer de chef d'Etat, le peuple se lèvera pour changer la forme même du gouvernement. Et la révolution en temps de guerre conduira inévitablement à la défaite.

C'est cette stabilité frappante du régime démocratique au cours de diverses crises qui a donné à ces gouvernements la détermination organisationnelle de susciter un conflit mondial pour détruire leurs concurrents monarchiques. Pour cette raison, la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis ont plongé tête baissée dans la confrontation et l'ont animée de toutes leurs forces. Il suffit de regarder le résultat de la Première Guerre Mondiale: les États-Unis n'ont rien perdu et ont gagné un paquet d'argent grâce à des contrats militaires de plus en plus importants. L'Angleterre a détruit ses rivaux dangereux la Russie et l'Allemagne et est sorti de la guerre légèrement affaibli. Néanmoins, comparée à tous les autres pays belligérants, elle en sort comme une oasis de prospérité. De tous les bellicistes, c'est la France qui a le plus trinqué. La guerre avait ravagé son territoire causant de grandes pertes humaines et économiques. Et pourtant les Français avaient quand même atteint leur but – une inversion du cours de la guerre franco-prussienne et le retour des provinces perdues ! L'ennemi juré de Paris, l'Allemagne, était complètement vaincu et roulé dans la poussière, et les lourdes pertes de l'armée française n'étaient rien de plus que le prix à payer pour éliminer un voisin dangereux.

La vérité sur l'équipe de l'assassinat de Sarajevo était déjà connue. Dans chaque pièce, chaque acteur a un rôle bien défini: entrer dans la scène, dire son texte et faire ses gestes. Puis vient le temps de passer derrière le rideau. Ainsi, les principaux témoins et acteurs du drame du meurtre de Franz

Ferdinand sont tous tombés dans l'oubli. Nedeljko Gabrynowicz a été le premier à quitter ce monde. Gavril Princip l'a tranquillement suivi le 1er mai 1918, succombant à la tuberculose en prison comme sa cohorte. Ils avaient terminé leur rôle de jeunes terroristes de deux manières: tuer l'Archiduc et mettre les Autrichiens sur la bonne voie. Ils ont joué selon le script préparé par les organisateurs militaires et politiques de l'assassinat. Le colonel Apis Dmitrievich, chef de l'organisation des nationalistes serbes, « the Black Hand », a combattu honorablement sur le front de la guerre qu'ils avaient provoquée quatre ans plus tôt, avant d'être arrêté soudain sur les ordres de son propre gouvernement. L'important organisateur en coulisses était maintenant un témoin inutile: le tribunal militaire jugea en Cour Martiale le chef du renseignement de l'état-major serbe et le condamna immédiatement au peloton d'exécution.



L'organisateur «politique» de l'assassinat de Sarajevo, Vladimir Gachinovitch, est également mort dans des circonstances mystérieuses. Il était à la fois membre des trois organisations soupçonnées du crime: Young Bosnia, Civil Defence et Black Hand. Il était également l'idéologue en chef et le membre le plus influent de Mlada Bosna, qui a perpétré l'acte terroriste. Ce fut Gachinovitch qui donna ses contacts dans ces organisations aux révolutionnaires russes, qui à leur tour les utilisèrent pour saisir l'occasion de monter une révolution. Parmi ses amis il y avait le socialiste Natanson et les sociaux-démocrates Martov, Lunacharsky, Radek et Trotsky. Ce dernier lui a même fait des éloges après sa mort, car, en août 1917, le jeune et costaud Vladimir Gachinovitch tomba subitement malade. C'était une maladie tellement incompréhensible et mystérieuse que les médecins suisses l'ont opéré deux fois (!) sans rien trouver. Gachinovitch mourut un peu plus tard le même mois ...

La première balle frappa l'Archiduchesse dans la poitrine. Elle n'eut que le temps de soupirer et retomba instantanément sur son siège. « La robe ... la robe ... » avait-elle murmuré en regardant la tache rouge étalée sur la soie blanche. Mais ce n'était pas son sang. La deuxième balle s'était logée dans la colonne vertébrale de son mari, passant à travers le col de son uniforme, frappant une artère dans le cou. L'héritier du trône autrichien agrippa son cou, mais le sang continuait de jaillir de ses doigts, trempant la robe blanche de sa femme et son élégant uniforme bleu en quelques secondes.

« Sophie, Sophie, ne mourez pas! Restez en vie pour nos enfants ! » gargouilla Franz Ferdinand en se tournant vers sa femme. Elle était déjà incapable d'entendre ses paroles, étant morte presque instantanément. Au même moment, une nouvelle partie de son sang coulait sur les mains du général Potiorek, qui tentait d'aider l'Archiduc. L'entourage de l'héritier a couru jusqu'à la voiture.

« Son cou, tiens son cou! » Cria quelqu'un avec hystérie. Non loin de là, un photographe s'est enfuit, après avoir capturé presque chaque moment de la fusillade. Les doigts de quelqu'un tentèrent de fermer la plaie de Franz Ferdinand, mais le sang continuait de couler à flot. Comprimer l'artère carotide, même dans un environnement calme, n'est pas une tâche facile, mais le col de son uniforme gênait aussi. L'Archiduc portait son uniforme très serré et, avec son humour habituel, plaisantait par le passé: « Le tailleur doit coudre les vêtements directement sur le corps, sinon les boutons vont s'envoler ». En ce jour fatidique, ses assistants ont désespérément essayé de le défaire de son uniforme bleu taché de sang pour arrêter l'hémorragie. Personne n'avait de ciseaux.

C'est le général Potiorek qui, le premier, a recouvert ses sens.

« A l'hôpital, vite! » hurla-t-il au conducteur, le sortant de son état de choc. La voiture s'est mise en mouvement. Sur la banquette arrière, Franz Ferdinand était en train de mourir dans les bras de deux aides qui luttèrent en vain pour faire pression sur la blessure. L'Archiduc a continué à respirer pendant 15 minutes après avoir perdu conscience. Il est mort un peu plus tard dans la voiture à côté de sa femme, dont la robe blanche était trempée du sang des deux époux.

Un mois plus tard, ce sang remplirait toute l'Europe ...

IV– Qui a déclenché la Première Guerre Mondiale ?



Il y a 103 ans, le monde avait été choqué par les premières explosions de la Première Guerre Mondiale – le bain de sang mondial annonçant les tragédies incroyables du XXe siècle. Pourquoi est-ce arrivé? Quelle puissance inhumaine a froidement poussé le monde à la catastrophe au cours de l'été 1914? ORIENTAL REVIEW publie une traduction exclusive d'une étude révélatrice de l'historien russe [Nikolay Starikov](#), auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire russe et l'histoire internationale, et la géopolitique contemporaine. Le texte ci-dessous est le résumé de son premier livre « Qui a mis fin à l'Empire russe? », Publié en Russie en 2006.

Si Princip n'avait pas commis l'attentat contre l'Archiduc autrichien Ferdinand, les partisans de la guerre dans le monde auraient trouvé une autre raison.

Grand-duc Alexander Mikhaïlovitch Romanov

C'est ainsi que le vieux gouvernement pirate d'Angleterre est parvenu une fois de plus à réaliser un carnage en Europe ...

Alfred von Tirpitz, grand amiral allemand



Lord Edward Grey

Plus tard, on a demandé aux politiciens de divers pays comment il était possible que la guerre la plus sanglante de l'histoire humaine soit soudain sortie de nulle part. La plupart d'entre eux manifestèrent leur ignorance, certains accusèrent les adversaires de leur pays de la catastrophe, mais un homme qui était au centre de la scène politique européenne resta modestement silencieux. Il n'a pas rejoint la discussion ni rédigé des mémoires. Cet homme était Lord Edward Grey, vicomte de Fallodon. Cet homme distingué avait été le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne de 1906-1916. Ce n'était pas lui qui « était l'origine de la guerre, mais les plans monstrueux étaient le résultat direct de son travail. Grâce aux efforts de Sir Gray, des millions d'adultes et d'enfants ont été envoyés

dans la tombe, des centaines de milliers de villes et de villages prospères ont été détruits et l'Empire russe a été effacé de la carte politique du monde».

Mais revenons à ce juillet chaud de 1914. L'enquête lancée par l'Empire austro-hongrois avait répondu sans équivoque à l'éternelle question «qui est le responsable?» Les meurtriers de l'Archiduc non seulement ont reçu des armes et un entraînement en Serbie, mais ont également été transportés dans le territoire bosniaque peu avant l'attaque. C'était l'occasion tant attendue dont avaient besoin les Autrichiens pour frapper leur ennemi détesté à Belgrade. Les extrémistes serbes avaient jeté le gant et tué l'héritier du trône. Leurs actions menaçaient clairement la fondation même de l'empire multiethnique des Habsbourg.

Mais, avant de décider de punir Belgrade, l'Allemagne et l'Autriche avaient besoin de temps pour régler une question: comprendre comment la Russie agirait dans cette situation. Trois fois auparavant, en 1908, 1912 et 1913, Vienne avait renoncé à son désir d'écraser la Serbie, trois fois la Russie avait renoncé à l'idée de défendre le gouvernement slave. Maintenant que le futur empereur avait été assassiné, les Allemands croyaient que Nicolas II ne pouvait s'opposer à la punition des meurtriers. Le grand amiral allemand Alfred von Tirpitz écrivait dans ses mémoires que le Kaiser Guillaume « voyait l'intervention de la Russie en faveur de la Serbie peu probable, car le Tsar, à son avis, ne soutiendrait pas des assassins royaux ... »



Kaiser Guillaume II

Dans sa juste colère, le Kaiser allemand n'a pas tenu compte des preuves discrètes, mais importantes qu'une grande guerre était proche. L'attaché naval allemand au Japon avait écrit à Berlin avant même l'attentat du 10 juin 1914: « Ce qui m'impressionne, c'est la confiance avec laquelle tout le monde s'attend à une guerre avec l'Allemagne dans un futur proche... un » je ne sais quoi » subtil mais clairement perceptible qui est dans l'air, comme la sympathie que l'on éprouve pour un prisonnier en attente d'exécution. » **Guillaume II n'avait pas encore pris sa désastreuse décision d'aller en guerre, et ce Reich était déjà considéré comme une âme en voie de rejoindre son Créateur.** On se demande pourquoi les politiciens japonais et les diplomates des puissances de l'Entente étaient si confiants

qu'un conflit militaire était imminent.

La réponse est simple – il y avait un script pour la destruction à venir. Les metteurs en scène connaissaient le véritable but de la guerre, et beaucoup d'autres étaient au courant des détails. Un script pour la guerre a vraiment existé; personne ne l'a vu sur papier avec des tableaux et des paragraphes, mais beaucoup de preuves témoignent qu'il a vraiment existé. Chernov, le chef du Parti socialiste russe – le Parti révolutionnaire – a écrit à ce sujet dans ses mémoires. Il a écrit une conférence de Josef Pilsudski, socialiste polonais et futur dirigeant de l'Etat polonais indépendant, à Paris **au début de 1914.**

« Pilsudski a prédit avec certitude que les Balkans déclencheraient une guerre austro-russe dans un proche avenir », a écrit Chernov, citant le socialiste polonais, **qui avait parfaitement deviné le déclenchement de la Première Guerre Mondiale!** Pilsudski a dit avec assurance et précision quel puissance défendrait qui et qui d'autre serait entraîné dans le conflit armé. Mais ce n'est pas la partie la plus importante!

« ... Pilsudski posa alors carrément la question: comment la guerre allait-elle se dérouler et qui triompherait? Sa réponse se lit comme suit: **La Russie sera vaincue par l'Autriche et l'Allemagne qui tomberont à leur tour aux mains des Anglais et des Français (ou Anglais, Américains et Français)** »

La prescience du futur dictateur polonais était extraordinaire! Nicolas II, Guillaume II et François Joseph ne soupçonnaient même pas qu'une guerre se préparait. L'Archiduc François Ferdinand jouait tranquillement avec ses enfants au palais du Belvédère, Gavrill Princip était étudiant à l'université, Mlada Bosna n'avait pas encore pensé à tuer l'héritier du trône autrichien et les états-majors des futurs adversaires n'avaient aucun plan pour la guerre à venir. **Joseph Pilsudeski n'avait pas seulement une connaissance intime du scénario de la guerre, il savait même comment cela finirait!**

Le script pour déclencher la Première Guerre Mondiale était incroyablement compliqué à organiser, mais très simple dans son essence. Avec le soutien de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie revendique la Serbie. Belgrade résiste, soutenue par des garanties de la Russie. En même temps, les Autrichiens et les Allemands, voyant que la force était la solution optimale au problème serbe, devaient être convaincus que Saint-Pétersbourg n'interviendrait pas du côté des Serbes et limiterait sa réaction à la condamnation diplomatique. Seule cette version pouvait allumer le fusible de la guerre. Si l'Autriche et l'Allemagne savaient qu'une action contre Belgrade provoquerait un affrontement avec la Russie, elles n'auraient pas franchi cette ligne car elles savaient que cela signifiait une guerre contre la France et finalement contre l'Angleterre en raison de l'alliance franco-russe.

L'évidence de cette chaîne potentielle d'événements était la principale garantie contre les conflits armés. La Première Guerre Mondiale pouvait être facile à prévenir. Tout ce que la Grande-Bretagne avait à faire c'était de dire à l'Allemagne qu'elle ne resterait pas neutre en cas de guerre en Europe et qu'elle se rallierait à ses alliés de l'Entente. C'est précisément ainsi que la Grande-Bretagne a empêché une guerre franco-allemande quelques années plus tôt pendant la crise marocaine. Une telle action avait été nécessaire à l'époque et l'était encore aujourd'hui si les messieurs de Londres avaient voulu préserver la paix. Mais, pour en revenir au Maroc, c'était juste pour le spectacle, un appât pour attirer la Russie dans le filet de l'Entente. Maintenant, c'était totalement différent: les préparatifs étaient destinés à détruire la Russie et l'Allemagne par le biais du plus terrible conflit militaire imaginable. La Grande-Bretagne avait besoin de la guerre, mais elle devait se poser en gardienne de la paix pour l'enflammer.

C'est là que lord Edward Grey est arrivé sur la scène politique dans toute sa gloire. L'honorable lord occupait le poste du gouvernement de Sa Majesté dont dépendait le sort de toute l'humanité en cet été brûlant de 1914. Comme tout diplomate, le chef du Foreign Office britannique avait le don de parler beaucoup pour ne rien dire. Ce don, il l'a brillamment démontré plus tard dans ses mémoires. Plutôt que de donner une réponse claire et de prendre une position claire, les paroles de Sir Gray cet été critique étaient pleines d'allusions et d'omissions. Ce n'était pas un accident.

Après l'assassinat de François Ferdinand le 29 juin 1914, le chef de la diplomatie britannique présente publiquement ses sincères condoléances à Vienne devant le parlement puis garde le silence. Le 6 juillet, après que le Kaiser eut discuté avec les Autrichiens, l'ambassadeur d'Allemagne à Londres, le prince Lichnowsky se rendit chez Grey pour sonder l'attitude de la Grande-Bretagne face à la situation qui se développait. Peu de temps auparavant, les Britanniques venaient de manifester ouvertement leur amour de la paix comme s'ils voulaient que ça se sache. Au-delà des équivoques diplomatiques, il y avait d'autres symboles tangibles de l'inclination de la Grande-Bretagne envers les Allemands. La racine principale de la rivalité anglo-allemande était navale – causée par le grand programme de construction navale du Reich. Londres voyait avec une hostilité non dissimulée la flotte allemande en pleine croissance, mais soudain sa position change ! L'amiral Tirpitz l'a décrit comme suit : « ... Les relations entre les deux pays étaient si bonnes que, pour la première fois depuis de nombreuses années, une escadre navale britannique est arrivée en Allemagne pour les célébrations de la semaine de Kiel. L'escadre est partie après l'assassinat à Sarajevo. »

C'est donc avec ça que l'ambassadeur allemand commence sa discussion avec Gray. Lichnowsky exprime la profonde satisfaction de l'empereur Guillaume lors de la visite de l'escadre britannique dans le port allemand, puis commence doucement à sonder la position britannique sur les complications internationales à venir. À cette fin, il déclare que les Autrichiens prendraient des mesures contre la Serbie. Après cela, il explique candidement la position allemande: Berlin ne pouvait pas refuser d'aider son allié, mais le faire pourrait signifier des complications possibles avec Saint-Pétersbourg. Les Allemands étaient bien conscients qu'en plus des sympathies ethniques, les deux monarchies étaient aussi liées par des liens familiaux: la mère de l'héritier du trône serbe était aussi la sœur du grand-duc Nicolas Nikolaïevitch Romanov, le futur chef de l'armée russe dans la guerre imminente. Le monarque russe lui-même était l'oncle du prince serbe Alexandre. Quelques mois plus tôt, Nicolas II avait personnellement promis à la Serbie «une aide militaire complète» et même tout le «soutien dont elle avait besoin».

Et ainsi, après avoir lancé le «ballon d'essai», l'ambassadeur allemand pose la question essentielle qui était la cause de sa visite. Les Allemands savaient que des négociations étaient en cours entre l'Angleterre et la Russie sur la convention sur la mer et que de tels arrangements pourraient encourager la Russie à résister à l'Autriche. Une déclaration ferme des diplomates de Londres aurait signifié aux Allemands de chercher immédiatement un moyen de sortir de la crise. Si la Russie avait le soutien de la Grande-Bretagne, le conflit avec eux serait inacceptable pour l'Allemagne. C'était une excellente occasion de montrer à l'ambassadeur allemand le fameux flegme britannique, mais Sir Gray déclara que la Grande-Bretagne « ne pourra pas tolérer la destruction de la France ». Les diplomates parlent toujours dans une langue spéciale, pas toujours compréhensible pour le commun des mortels, mais les diplomates se comprennent parfaitement. À bien des égards, leur travail consiste à interpréter les insinuations de chacun et leur capacité de parler sans rien dire. Traduit en langage « humain », l'expression britannique « ne pourra tolérer la destruction de la France » signifie:

- Saint-Pétersbourg a mené des négociations avec Londres;
- La Grande-Bretagne ne donne aucune garantie de sécurité à la Russie;
- En cas de conflit militaire entre l'Allemagne et la Russie, les Britanniques resteraient en dehors du conflit;
- La seule chose qui inquiète les Britanniques – et contre laquelle ils agiront irrévocablement – c'est la défaite militaire de la France.

Voilà combien d'informations vous pouvez mettre dans une petite phrase. Ainsi, ne mordant pas à la sonde allemande, Sir Grey laisse sous-entendre aux Allemands que la destruction de la Russie ne trouble pas la Grande-Bretagne.

La force de ceux qui voulaient fomenter la guerre réside dans la façon dont ils ont joué des deux côtés de la barrière, pour les deux camps. C'était une invention britannique – face à la guerre, ils étaient les amis des Allemands et les «alliés» des Russes. Quand la révolution commença à se répandre en Russie, les mêmes messieurs pouvaient embrasser Nicolas II et allouer de l'argent pour son renversement. Ils enverraient ensuite un télégramme de félicitations à Kerensky, et promettaient de soutenir le général Kornilov pour le renverser. Ensuite, les bolcheviks sont arrivés au pouvoir et les «alliés» continuèrent de les consulter, eux et aussi leurs adversaires. Au début de la guerre civile russe, les Britanniques allaient à la fois aider les Blancs et les surveiller pour s'assurer qu'ils ne triompheront pas. Pour les Britanniques, ce n'est pas une sorte de sournoiserie ou d'hypocrisie exceptionnelle, c'est quelque chose de naturel pour leurs intérêts et leurs plans. En jouant à la fois noir et blanc sur le même échiquier, on peut toujours réaliser un échec et mat au côté dont on n'a plus besoin.



Alexander Benckendorf

Tout cela c'est pour plus tard, mais pour que le plan de «l'alliance» visant à détruire la Russie se réalise, Sir Grey accueille cordialement l'ambassadeur russe Benckendorf après sa rencontre avec l'ambassadeur allemand. Et là, il entonne une autre chanson. Le 8 juillet, le chef du Foreign Office britannique décrit la gravité de la situation à laquelle la Russie est confrontée. Il ne doutait pas que l'Autriche attaquerait, et pensait même que la Russie devrait défendre la Serbie. En outre, il exagère l'hostilité de l'Allemagne envers la Russie. Il laisse entendre que, à sa connaissance, les opérations militaires de l'Allemagne se déplaceraient rapidement d'Ouest en Est en cas de conflit. Edward Grey avait donné une brillante performance : avec l'ambassadeur allemand, il était optimiste, avec le russe, c'était un pessimiste torturé.

Après avoir semé le doute dans le gouvernement russe, le ministre britannique des Affaires étrangères, sir Grey, rencontra de nouveau, le 9 juillet, l'ambassadeur allemand Lichnowsky. A peine trois jours plus tôt, Gray lui avait laissé entendre que la Grande-Bretagne n'interviendrait pas dans les événements sur le continent à moins qu'il n'y ait un risque de « destruction de la France ». Pour être sûr de comprendre la position du gouvernement britannique, les Allemands une fois de plus ont essayé de vérifier l'exactitude de leur « déchiffrement » des allusions du ministre des affaires étrangères. Tout comme durant la précédente rencontre, la position de l'Angleterre pouvait encore arrêter le glissement du continent européen dans l'abîme. Qu'allait dire le chef le plus respecté de la diplomatie britannique ? Probablement quelque chose sur l'importance de préserver la paix et la nécessité de résoudre les conflits par des moyens pacifiques, n'est-ce pas ?

Non, pas du tout. D'abord, Gray parle longuement de l'atmosphère pacifique en Russie. L'ambassadeur allemand prudent, conformément à ses instructions, demande si la Grande-Bretagne accepterait d'agir comme un agent d'apaisement sur la Russie dans le cas d'un conflit entre l'Autriche et la Serbie. Le lord britannique assura à Lichnowsky qu'il ferait « tout son possible pour empêcher une guerre entre grandes puissances ».

Dans ses mémoires, Grey écrit : « J'ai dit que si l'action autrichienne contre la Serbie restait dans certaines limites, il serait relativement facile de convaincre Saint-Petersbourg de la tolérer ». En même temps, l'ambassadeur avait fait savoir à Berlin que « Sir Grey rayonnait d'optimisme ». Grey parlait de façon si radieuse et rayonnante que ces mots étaient tout ce que les Allemands voulaient entendre. Voici ce que l'ambassadeur écrivit dans son télégramme à Berlin :

Il (Sir Grey) a affirmé qu'il n'avait rien à ajouter à ce qu'il avait dit le 6, et ne peut que répéter que, d'une part, des accords avaient été conclus entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie – mais d'autre part, **la Grande-Bretagne n'a pas conclu d'accords secrets contraignants concernant une guerre en Europe** « .

De plus, Gray avait déclaré : « que l'Angleterre veut garder ses mains totalement libres. » Traduit du langage diplomatique, cela signifie **la neutralité de l'Angleterre en cas de guerre** !

Mais comment Sir Grey peut-il dire qu'aucun accord contraignant ne s'applique à l'Angleterre en cas de guerre ? La Russie, l'Angleterre et la France n'ont-elles pas formé ensemble l'alliance de l'Entente ? !

Fait intéressant, Sir Grey avait dit la vérité. Les historiens n'ont jamais écrit à ce sujet, pour éviter d'aborder cette étrange question. Le fait est que :

Jusqu'au début de la Première Guerre Mondiale, l'alliance de l'Entente n'était pas encadrée par un traité!

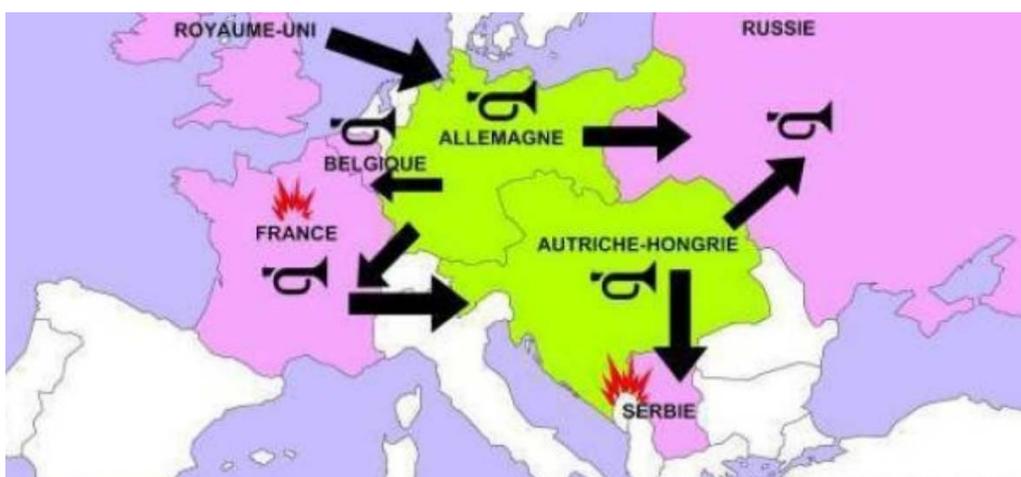
En fait, il y avait trois documents entièrement distincts. Le premier, entre l'Angleterre et la France, a initié le bloc de l'Entente. À vrai dire, il concernait Terre-Neuve, l'Afrique de l'Ouest, le Siam et l'Égypte! Il n'y a pas un mot sur les engagements militaires en cas de guerre. Le second, une convention entre la Russie et la Grande-Bretagne en 1907, divise les sphères d'influence en Perse, en Afghanistan et au Tibet – rien de plus, pas un mot sur les engagements militaires! Le troisième accord, sur lequel l'alliance de l'Entente était basée, était entre la France et la Russie et a été signé par Alexandre III. C'était le seul véritable document! Selon lui, les Français ou les Russes étaient obligés de déclarer immédiatement la guerre à toute puissance qui attaquerait la Russie ou la France. Mais ces engagements mutuels ne se trouvaient qu'à ... Paris et Saint-Petersbourg.

Le traité d'alliance réelle ne serait signé par les pays de l'Entente qu'après le début de la Première Guerre Mondiale. Quelle est la différence? Une différence de taille ! L'absence d'un traité normal a permis aux Britanniques de déclarer la neutralité pour provoquer l'Allemagne dans la guerre et en même temps promettre l'aide à la Russie. Si l'alliance de l'Entente avait été officiellement formée, les Allemands se seraient comportés différemment, parce que l'incertitude sur la position de Londres était le point clé pour les diplomates allemands.

L'ambassadeur de France en Russie Maurice Paleologue en a dit autant à son collègue britannique Sir George Buchanan: « J'insiste sur le rôle crucial que la Grande-Bretagne peut jouer pour modérer la belligérance de l'Allemagne, je me réfère à cette opinion il y a quatre jours lorsque l'empereur Nicolas m'a dit : **«L'Allemagne n'oserait jamais attaquer une union Russie, France et Angleterre, à moins d'avoir complètement perdu la tête ».**

Bien sûr, l'Allemagne n'attaquerait pas trois superpuissances. C'est pourquoi l'Angleterre a persuadé les Allemands qu'ils ne s'opposeraient pas à trois puissances! Ainsi, les Allemands et les Autrichiens n'ont pas eu peur d'être fermes.

Ainsi, la guerre tant attendue a pu commencer ...



Alfred von Tirpitz.

Et les Allemands l'ont pris pour argent comptant. La froide méfiance de la politique traditionnellement hostile de la Grande-Bretagne était dissipée par le charme radieux de Sir Grey. L'amiral Tirpitz notait: «Le 9 juillet, certains au ministère des Affaires étrangères soutenaient le point de vue sobre que si, contrairement aux attentes, la paix en Europe ne pouvait être maintenue, l'Angleterre resterait du côté de nos ennemis dès le début des opérations militaires. Toutefois, la position pacifique adoptée par le ministère britannique des Affaires étrangères au cours des dernières semaines avait de plus en plus trompé les proches du chancelier. Apparemment, même l'état-major avait commencé à considérer les intentions pacifiques de l'Angleterre. »



L'Angleterre aspire à la paix ! Ces quelques mots suffisaient pour que les Allemands se rendent compte que le sort de leur pays était suspendu à un fil. Mais les supérieurs de Sir Grey leur avaient donné un travail à faire et ils l'avaient magistralement exécuté, conduisant dans la tombe des millions de personnes qui, pour l'instant, ne se rendaient compte de rien dans la chaleur du soleil de juillet. Comme partout ailleurs dans le monde, la Grande-Bretagne dispose d'une diplomatie officieuse en parallèle de ses canaux officiels. Mais, en la circonstance, avec des enjeux si élevés, tout était silencieux. «L'Angleterre s'était même abstenue de nous avertir, les yeux dans les yeux, se plaignait Alfred von Tirpitz.

Au lieu de cela, la presse britannique «indépendante» commença à publier des articles qui, dans d'autres circonstances, auraient été qualifiés de provocations, mais qui ont bien sûr été considérés comme normaux. Le *Standard* et le *Daily Chronicle* ont expressément indiqué les coupables de la mort de l'héritier autrichien: «Il ne fait aucun doute que toute la conspiration a été préparée en Serbie, et une partie de la responsabilité – pas toute – incombe à la Russie». « Le meurtre est l'outil essentiel de la Russie pour éliminer tous ses adversaires gênants dans les Balkans ». Ce qui est fascinant, c'est la façon dont les révolutionnaires russes ont versé de l'essence sur le feu. Lev Davidovich Trotsky, dans son livre «L'Europe en guerre» déclare: «Le meurtre ... a été sans aucun doute concocté par le gouvernement serbe. D'un autre côté, la Russie était également impliquée dans la préparation de ce meurtre de manière indirecte. »

Rassuré sur les «voies pacifiques» de la Grande-Bretagne, le Kaiser allemand effectua sa croisière annuelle dans les fjords norvégiens. Les Autrichiens, d'accord avec son plan d'action, commencèrent à préparer le texte de l'ultimatum contre la Serbie. Grâce aux efforts de Lord Grey, l'Autriche et Berlin se présentèrent avec un tableau très rose : en cas d'invasion de la Serbie par l'Autriche, la Russie n'interviendrait pas nécessairement dans le conflit et, dans ce cas, l'Angleterre ne les soutiendrait pas. Une intervention française était probable, mais dans cette situation un tel scénario n'était pas si mauvais – Paris attendait déjà avec impatience l'occasion de reprendre l'Alsace et la Lorraine, et était donc déjà le véritable ennemi de l'Allemagne.

Les allusions transparentes de Sir Gray ont davantage incité à la guerre que les coups de feu de Gavril Princip.

L'action avait atteint son apogée. Le 20 juin, le président français Raymond Poincaré arriva en Russie – «La guerre». Afin que Nicolas II ne fut pas effrayé d'aider ses frères slaves, il lui fut assuré qu'en cas de guerre contre l'Allemagne, la France remplirait ses obligations d'alliée. Dans le même temps, les deux parties ont discuté de leurs plans militaires. La Russie, conformément à ses obligations, devait mobiliser ses forces pour être prête en 15 jours pour avancer sur l'Allemagne. Une offensive contre

l'Autriche-Hongrie était prévue pour le 19^{ème} jour de mobilisation. Tandis que le monarque russe et le président français conféraient, les événements semblaient figés, mais après le départ de Poincaré ils se sont emballés comme des chevaux fous. La Russie n'avait plus désormais qu'une semaine de vie paisible à vivre.



Sergei Sazonov

Le 23 juillet, le président «allié» est rentré chez lui et le lendemain, Grey réussit à torpiller la dernière opportunité d'une résolution pacifique du conflit. A la demande du Tsar, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Sazonov proposa que la Russie, l'Angleterre et la France fassent collectivement pression sur Vienne et obligent l'Autriche-Hongrie à régler ses revendications contre la Serbie. Grey rejette sa proposition. Cela aurait pu tout chambouler, car il attendait l'ultimatum autrichien. Ce papier était le fusible de la Première Guerre Mondiale – quelques jours seulement séparaient le moment de sa présentation du début des hostilités.

Alors il a attendu. Le 23 juillet, l'ambassadeur d'Autriche en Serbie lui a fourni ce qu'il voulait. Ce n'est pas une coïncidence si les diplomates viennois ont présenté l'ultimatum aux Serbes dès le retour de Poincaré à Paris – les dirigeants français et russes ne pouvaient pas planifier une réponse. C'était pratique pour les Autrichiens et les Allemands. En revanche, pour nos «alliés», cela avait une importance différente – étant parti, le président français n'avait pas besoin de répondre à des questions précises de Nicolas II et ne pouvait « qu'envoyer un télégramme ». Le Tsar russe n'eut pas l'idée de proposer de faire une autre déclaration commune, par exemple transmettre les exigences de l'Autriche à une sorte de comité international. Cela aurait retardé la guerre tant attendue. Ainsi, au lieu d'une discussion concrète de la situation de plus en plus complexe, les Français auraient pu s'en tirer avec des platitudes. Et le délai de l'ultimatum – seulement 48 heures! Le temps passa tellement vite qu'il était déjà trop tard pour arrêter la guerre! L'objectif principal de Grey était alors de rendre les événements irréversibles.

Grey avec l'ambassadeur autrichien pour la première fois le jour où l'ultimatum se sentait délivré. Les Anglais connaissaient déjà bien ses termes – le «Times» avait précisément divulgué son contenu la veille. Il était clair, pour quiconque connaissant un peu la politique, qu'il s'agissait d'une déclaration de guerre. Lorsque le ministre russe des Affaires étrangères, Sazonov, fut informé de l'ultimatum par télégramme, il s'exclama aussitôt: «Cela signifie la guerre en Europe!» Lord Grey «ne comprend pas». Plutôt que d'avertir les Autrichiens au seuil de la guerre, il ne fit qu'exprimer ses regrets que le document présenté à la Serbie ait un délai fixe et **il refusa d'en discuter jusqu'à ce qu'il puisse voir le texte pour lui-même!**

Grey parla ensuite avec l'ambassadeur austro-hongrois de la façon dont le commerce serait endommagé par une guerre entre **quatre grandes puissances**. L'ambassadeur Mensdorf savait parfaitement compter. Quatre puissances, cela signifie: la Russie, l'Autriche-Hongrie, la France et l'Allemagne. Il n'avait rien dit d'une cinquième puissance: l'Angleterre. Ce n'était même pas un indice, mais une évocation directe de la neutralité future de la Grande-Bretagne. L'ambassadeur autrichien conclut son rapport sur la conversation en ces termes: «Il était cool et objectif, comme d'habitude, et parlait avec amitié et même sympathie pour nous.» Après la conversation avec Grey, l'Autriche-Hongrie fut finalement calme et convaincue qu'elle pourrait envahir la Serbie. [NDT : le même scénario joué contre Saddam Hussein]

Maintenant, revenons aux faits. Après avoir reçu la notification en 10 point de Vienne, Belgrade était dans l'hystérie. L'odeur de la poudre à canon était déjà dans l'air, et la Serbie se retrouvait face à face

devant une Autriche enragée. «Nous ne pouvons pas nous défendre. C'est pourquoi nous implorons Votre Majesté de nous aider le plus rapidement possible », écrit le prince serbe Alexandre Régent dans son télégramme à Nicolas II. En retour, les Serbes reçoivent pour instruction de se soumettre aux conditions de l'Autriche, de ne pas résister, et de déclarer qu'elle céderait au pouvoir de l'Autriche et confierait son sort à la nation beaucoup plus forte.

L'ultimatum avait expiré après 48 heures. Dès le moment de sa présentation, une bombe à retardement avait été déclenchée. La moitié du temps s'était déjà écoulée lorsque l'ambassadeur d'Autriche à Londres avait apporté à Grey une copie de l'ultimatum. Et puis le grand acteur Lord Edward Grey a levé les yeux au ciel! Il s'est adressé à Mensdorf perplexe, disant que c'était l'évènement «le plus abominable de l'histoire de la diplomatie.»

Les dernières minutes de paix tombaient comme du sable dans le sablier et le chef loquace de la diplomatie britannique appela à nouveau l'ambassadeur d'Allemagne! Sir Grey aimait bavarder, on n'y pouvait rien! Maintenant, alors que l'Europe jouissait de ses dernières 24 heures de paix, les Britanniques allaient-ils prononcer les paroles capitales qui sauveraient des millions de vies ? Il n'en était pas question !

«Si l'Autriche violait le territoire serbe» observait avec justesse Grey, «nous courons le risque d'une guerre européenne ... dont les conséquences seraient absolument impossibles à prévoir pour les **quatre puissances**.

Le diplomate britannique a parlé une fois de plus des dommages possibles sur le commerce mondial, d'une explosion potentielle d'éléments révolutionnaires et des menaces de pauvreté généralisée, mais cela n'avait pas d'importance, c'était seulement des mots. Plus important encore, il a de nouveau souligné à l'ambassadeur allemand la possibilité d'une guerre entre les **quatre** grandes puissances, soulignant à nouveau que la Grande-Bretagne resterait neutre! Il n'est pas étonnant qu'il l'ait dit à nouveau – il avait besoin non seulement de l'Autriche pour présenter un ultimatum, mais aussi pour lancer une action militaire à l'expiration de l'ultimatum. Ce n'est que lorsque la neutralité britannique sera assurée que les Allemands et les Autrichiens s'engageront dans une guerre avec la Russie et la France.

Le 25 juillet, à l'heure dite, le Premier ministre serbe Nikola Pašić donne la réponse du gouvernement serbe. La Serbie accepte toutes les demandes sauf une, refusant que des représentants autrichiens enquêtent sur le complot relatif à l'attentat mené contre l'Archiduc en Serbie, estimant que cela constituerait « une violation de la Constitution et de la loi sur la procédure pénale ». Et bien que Belgrade ait accepté neuf des dix points de l'ultimatum, l'ambassadeur autrichien était insatisfait et déclare la rupture des relations diplomatiques. Grâce aux allusions du côté britannique, un camp était prêt pour la guerre. Que se passait-il de l'autre côté?

Les diplomates russes essayaient de sauver le monde. Le même jour où l'Autriche rompit ses relations avec la Serbie, Sazonov s'adressa à Sir Grey en lui demandant de condamner «clairement et fermement» les Autrichiens pour leurs actions. Aucune condamnation ne s'ensuivit car elle aurait pu encore arrêter les troupes autrichiennes qui s'amassaient à la frontière serbe. Cependant, le même jour, Benkendorf, l'ambassadeur de Russie à Londres, rapporte à Saint-Pétersbourg une impression de «neutralité» anglaise: «Bien que je ne puisse vous fournir aucune assurance formelle de la coopération militaire de l'Angleterre, je n'ai pas observé un seul signe de la part de Grey, ou du Roi, de l'un de ceux qui avaient de l'influence sur le fait que l'Angleterre considérait sérieusement la possibilité de rester neutre. Mon impression semble contredire l'impression générale de la situation. »

La tâche d'Edward Grey n'était pas facile: montrer à l'Allemagne la neutralité concernant la Russie tout en montrant à la Russie que cette «neutralité» était du côté de la Russie.

A Berlin, le Kaiser, préoccupé par la situation, en discuta avec ses proches. Ce jour-là, le frère de Guillaume II, le prince Heinrich, est arrivé à Potsdam avec un message du roi George V. Les têtes couronnées ont rejoint la campagne de désinformation. Le monarque britannique avait dit au prince Heinrich «Nous ferons tout notre possible pour ne pas être impliqués dans la guerre et resterons neutres».

«Quand j'ai exprimé mes doutes à ce sujet, le Kaiser m'interrompt:« J'ai la parole du roi et cela me suffit », écrit l'amiral Tirpitz dans ses mémoires. Temps compressé dans le flou. Le 28 juillet, les canons autrichiens ont ouvert le feu sur le territoire serbe. À Saint-Pétersbourg, les autorités russes ont insisté pour que l'Angleterre définisse enfin sa position. Une réponse inintelligible est arrivée de Londres. Seul l'ambassadeur de France en Russie, Maurice Paléologue, a pu affirmer dans ses mémoires que son homologue britannique, Buchanan, «recommandait vigoureusement à Sir Grey une politique de résistance aux ambitions de l'Allemagne».



Tsar Nicolas II

Sous la pression de l'armée et du ministre des Affaires étrangères Sazonov, le Tsar russe ordonne une mobilisation générale. C'était une renonciation, et cela s'est avéré une décision fatidique. Le même jour, il reçoit un télégramme du Kaiser Guillaume certifiant son intention d'agir en tant que médiateur entre la Russie et l'Autriche et lui demandant d'arrêter ses préparatifs militaires. Dans la soirée, Nicolas décide d'annuler la mobilisation générale et à la place publie seulement une mobilisation partielle dans quatre districts militaires. L'ordre de mobilisation partielle dans les districts de Varsovie, Kiev, Odessa et Moscou (seulement contre l'Autriche) est envoyé par télégramme dans la nuit du 29 juillet. Le problème, cependant, était que la **Russie n'avait pas de plans pour une**

mobilisation partielle – seulement pour une mobilisation complète. !

Il s'avère qu'il était impossible de faire des préparatifs militaires séparés contre l'Autriche-Hongrie, il fallait aussi mobiliser des forces contre l'Allemagne, contre laquelle la Russie n'avait aucun motif de plainte.

A Berlin, cela avait été compris, mais cela signifiait quelque chose de différent: la mobilisation signifie la guerre. C'était une menace. Par conséquent, le 29 juillet, l'ambassadeur d'Allemagne en Russie, Portalés, lit un télégramme à Sazonov du chancelier allemand Theobald von Bethmann-Hollweg. Bethmann exige que la Russie cesse toute préparation militaire, sinon l'Allemagne déclarerait également une mobilisation et cela pourrait facilement mener à la guerre.

A Londres, les autorités britanniques entendaient des appels similaires de Saint-Pétersbourg pour clarifier sa position. Le 29 juillet, nos «alliés», ayant montré leurs cartes, expriment leur engagement continu à la cause. C'est dommage que Nicolas II ne l'ait jamais appris! Le 29 juillet, le ministre britannique des Affaires étrangères rencontre à deux reprises l'ambassadeur allemand. Au cours de la première conversation, Grey ne dit rien de substantiel. Il attendait de savoir si la mobilisation russe avait commencé. Ayant obtenu l'information nécessaire, Sir Grey avisa Lichnowsky qu'il aimerait le revoir.

Il semble qu'il n'y ait eu aucune surprise lorsque Sir Grey déclara tout à fait inopinément ... Eh bien, laissons l'envoyé allemand s'exprimer: «Grey déclara que le gouvernement britannique souhaitait maintenir son ancienne amitié avec nous, et resterait à l'écart, le conflit étant limité à l'Autriche et à la Russie. **Si, par contre, nous attirions la France, alors la situation changerait radicalement et le gouvernement britannique serait potentiellement obligé de prendre des mesures immédiates.** »

– Qu'est-ce que cela signifie? – fut la seule réponse qui vint à l'ambassadeur allemand, mais le Kaiser avait déjà envoyé sa propre conclusion parfaitement exacte par télégramme – «cela signifie qu'ils nous attaqueront.» L'Allemagne ne savait pas que deux jours avant cette conversation sympathique et amicale, Edward Grey avait exigé avec véhémence la participation de la Grande-Bretagne à la guerre lors d'une réunion du cabinet, menaçant sinon de se retirer !

Maintenant qu'il avait dépassé le point de non-retour, le Reich vit qu'en cas de conflit avec Paris, il devait aussi combattre l'Angleterre! Et c'était une question fondamentalement différente. Combattre les ressources humaines et minérales pratiquement inépuisables de l'Empire britannique et, finalement, des États-Unis, signifiait un conflit avec le monde entier. Il n'y avait aucune chance pour la victoire allemande dans une telle lutte.

La déclaration de Grey était une bombe à Berlin. Le Kaiser lui-même a cédé à ses émotions « L'Angleterre montre ses cartes juste au moment elle a pensé que j'avais été coincé dans une situation désespérée! Les vils mercenaires bâtards ont essayé de nous tromper avec des dîners et des discours. Des tricheries éhontées dans les paroles du roi discutant avec Heinrich «Nous resterons neutres et essayerons de rester en dehors de cela aussi longtemps que possible. »

Le monarque allemand a ouvert les yeux trop tard. Le monde était déjà au bord du gouffre. Mais, mis à part la perplexité de Lichnowsky et la noble rage de Guillaume II, il est nécessaire d'examiner un autre fait: Sir Grey venait de donner aux diplomates allemands quelque chose de totalement nouveau. En fait, il leur avait donné *un ultimatum*: **si vous voulez éviter la guerre contre la Grande-Bretagne (c'est-à-dire le monde entier), ne vous battez qu'avec la Russie!** Ne touchez pas à la France!

C'est le point crucial: les Britanniques ont non seulement organisé la Première Guerre Mondiale, mais ils ont essayé d'ajuster la situation pour que les combats ne se déclenchent qu'entre l'Autriche, l'Allemagne et la Russie. Ils voulaient eux-mêmes rester à l'écart, sauf pour la «liberté d'action» pour utiliser le vocabulaire de Sir Grey. Tout est logique. Rappelez-vous le but de cette guerre pour nos «alliés»: détruire la Russie et l'Allemagne. Laissez-les se détruire les uns les autres et les Français et les Britanniques se joindront au combat à la dernière minute. Ils pourraient même déclarer la guerre pour maintenir le statu quo, mais il n'y a pas de raison de se battre de manière équitable. Les «alliés» ont fait de même en 1939 quand la Pologne en sang ne pouvait plus attendre leur aide.

Berlin était sous le choc des paroles du ministre britannique. La situation avait radicalement changé. Ils avaient trouvé comment sortir de l'impasse et résoudre le problème très rapidement. Dans le même temps, il est devenu connu que l'Italie était peu susceptible de se battre du côté de ses alliés – l'Allemagne et l'Autriche. La situation était sombre. Le tableau avait brusquement changé: Berlin était proche de la panique. L'avertissement de Grey avait été transmis à Vienne, et l'Allemagne avait tenté de persuader les Autrichiens de se contenter de prendre Belgrade comme une vengeance et de laisser ensuite la question aux médiateurs internationaux.

A ce stade, les organisateurs de la guerre avaient besoin de secouer le côté adverse maintenant que les Allemands et les Autrichiens étaient prêts à éviter la guerre. Le tsar russe ne connaissait pas encore la trahison de ses «alliés» et tard dans la soirée du 30 juillet, il signe un décret de mobilisation générale. L'ordre prenait effet le 31 juillet 1914. Cela enclencha une réaction en chaîne. En apprenant

que les Russes se mobilisaient, l'Allemagne réagit en conséquence, informant l'ambassadeur français que « suite à une mobilisation générale de l'armée russe, l'Allemagne initierait des *kriegs gefar* ». (Alerte militaire). » L'Allemagne demanda à la Russie de démobiliser, sinon elle commencerait sa propre mobilisation. Le président français Raymond Poincaré et le cabinet français réunis décidèrent de répondre à la mobilisation possible de l'Allemagne en faisant de même. Il reste un jour avant le début de la guerre.

Berlin se trouvait dans une situation sérieuse grâce aux efforts de Lord Grey. L'allié de l'Allemagne, l'Autriche, était déjà engagé dans des hostilités contre la Serbie. La Russie s'était mobilisée et, en réponse aux préparatifs allemands, la France commençait à se mobiliser également. Les Allemands n'avaient presque pas le choix: s'ils attendaient et ne faisaient rien, la Russie frapperait l'Autriche, obligerait l'Allemagne à soutenir son allié et la France soutiendrait le sien. La Grande-Bretagne entrerait alors dans la guerre. C'était une voie sans issue avec peu de chance de victoire. Le deuxième plan d'action a été proposé par Sir Grey lui-même : ne vous battez que contre la Russie, qui a pris l'initiative elle-même. Le prétexte avait été donné: la mobilisation russe était une menace directe pour la sécurité du Reich! Ainsi, les Anglais avaient poussé l'Allemagne et la Russie à la guerre! Le feu avait été allumé des deux côtés.

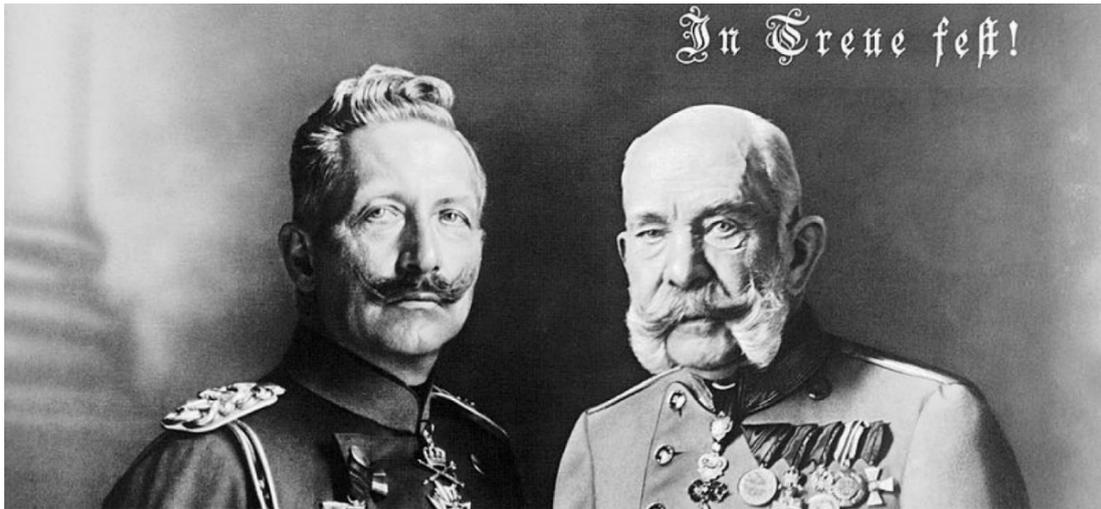
Ayant correctement compris l'allusion britannique, Berlin tenta à la dernière minute de sortir de l'impasse dans laquelle le Kaiser Guillaume II lui-même était entré. La dernière chance pour cela serait de faire en sorte que la Russie (sans perdre la face bien sûr) choisisse de ne pas interférer dans le conflit austro-serbe. Pour que cela se produise, la mobilisation des Russes devrait cesser. Tirpitz cite le Kaiser «... la mobilisation russe avait rendu la guerre inévitable. Seul un miracle pourrait l'arrêter maintenant. Un nouveau retard de notre part aurait cédé notre territoire à l'ennemi, et cela aurait été totalement injustifié. »

L'Allemagne essaya de créer ce miracle. Le 31 juillet à minuit, l'ambassadeur allemand Portalés présenta un ultimatum à la Russie. Si, à midi, le 1er août, la Russie n'avait pas démobilisée, l'Allemagne annoncerait également sa mobilisation. Sazonov avait alors demandé si cela signifiait la guerre.

«Non», avait répondu Portalés, «mais nous en serions extrêmement proches.»

Pendant que ses diplomates parlaient, le Kaiser allemand envoya personnellement un télégramme à Nicolas II, demandant désespérément à la Russie de lui donner l'assurance de ses intentions pacifiques. Mais dans une situation où les Britanniques avaient déjà trompé Guillaume, il voulait recevoir du Tsar russe non pas des mots, mais des **assurances d'intentions pacifiques!** Le dilemme est simple et tragique: soit le «cousin Nicky» revient à la raison et la guerre peut être évitée, soit il déclare la guerre, l'Allemagne n'aurait plus alors qu'à se battre contre la Russie. Sir Grey en avait promis autant aux Allemands! Le Kaiser, proche du désespoir, avait compris la situation. Le Tsar russe était beaucoup plus calme, il avait ses «alliés» derrière lui, en d'autres termes, **il ne comprenait rien!**

Les Britanniques étaient encore en mesure d'éviter une catastrophe mondiale jusqu'à minuit le 31 juillet 1914 s'ils avaient clairement indiqué leur intention d'entrer en guerre. Ils ne l'ont pas fait. Parce que les Anglais voulaient cette guerre.



Le matin du 1er août, Nicolas II reçoit l'ambassadeur d'Allemagne. Il maintient fermement que la mobilisation ne représentait aucune menace pour l'Allemagne et n'avait en outre aucune intention hostile. De plus, il serait impossible d'arrêter immédiatement la mobilisation en raison des énormes étendues de territoire concernées. Pourtalès transmet rapidement la substance de la conversation à Berlin. Les Allemands ne croyaient plus un mot, et **en réalité la mobilisation russe se poursuivait dans son deuxième jour**. Selon les plans d'avant-guerre de la Russie – qui étaient bien connus à Berlin – le 15ème jour, l'armée russe serait prête à attaquer.



Comte de Pourtalès

Ce soir-là, le Kaiser prit sa décision. L'ambassadeur d'Allemagne, le comte de Pourtalès, se rend au ministère russe des Affaires étrangères. « Sans donner à Sazonov le temps de dire un seul mot », écrit Moris Paléologue dans ses mémoires, rapportant les propres paroles de Sazonov, « Pourtalès dit d'une voix pressée et tremblante » Acceptez de démobiliser! Acceptez de démobiliser! Acceptez la démobilisation! ' »

Ensuite, l'ambassadeur d'Allemagne demande si le gouvernement russe avait l'intention de donner une réponse favorable à la demande de la veille de stopper la mobilisation. Sazonov répond par la négative. Après avoir demandé deux fois encore si la Russie annulerait sa mobilisation, Pourtalès remet à Sazonov une déclaration de guerre. Il était si nerveux qu'il remet deux versions du document.

C'était la partie formelle. Le grand-duc Konstantin Konstantinovich a enregistré le côté informel, en écrivant les mots de Nicolas II dans son propre journal. Tard dans la soirée du 1er août, le Tsar, ayant reçu la déclaration de guerre allemande, envoya un long télégramme au roi anglais. Le roi endormi à deux heures du matin était allé prendre une tasse de thé avec la reine. Il venait de prendre son bain et allait dans la chambre lorsqu'un valet le rattrapa. Il tenait dans sa main un télégramme de Guillaume II. **Ayant déjà déclaré la guerre, il appelait à la paix, demandant la cessation des hostilités!** Le gouffre s'était ouvert, et le Kaiser pouvait déjà en voir le fond et faisait la dernière tentative désespérée pour les sauver tous les deux. Nicolas ne lui avait pas répondu.

Réalisant leurs propres plans de mobilisation, les Allemands se heurtaient au même problème que l'état-major russe: ils ne pouvaient se mobiliser que globalement, en même temps contre la Russie et la France. Pour rassurer les Anglais et limiter la guerre de l'Allemagne à la Russie, le Kaiser Guillaume

envoya un télégramme au roi George de Grande-Bretagne. Son but était d'assurer que les Allemands suivaient le « conseil » de Sir Grey:

« Pour des raisons techniques ma mobilisation, annoncée cet après-midi, doit se faire sur deux fronts – Est et Ouest – selon la procédure. Il est impossible d'annuler, c'est pourquoi je m'excuse que ce télégramme soit arrivé en retard. Mais, si la France me démontre sa neutralité, garantie par la flotte et l'armée de la Grande-Bretagne, alors, **bien sûr, je m'abstiendrai d'envahir la France et j'appliquerai mes forces ailleurs**. J'espère que la France ne va pas s'alarmer. Mes troupes à la frontière seront empêchées d'entrer en France par télégraphe et par téléphone ».

L'Allemagne avait seulement déclaré la guerre à la Russie. Sir Grey pouvait dormir tranquille. Il avait fait un travail magnifique ces derniers jours et était probablement incroyablement fatigué. En outre, c'était une occasion de plus pour le chef de la diplomatie britannique de ne pas prendre de risque et de garantir que l'Allemagne allait dans la bonne direction: se battre uniquement contre la Russie!

Londres transmet deux dépêches à Berlin avec un petit intervalle entre les deux. Le premier était au sujet des garanties de sécurité que la Grande-Bretagne avait données à la Belgique. L'ambassadeur allemand Lichnowsky envoya lui aussi un télégramme de son cru. L'ambassadeur rapportait que le ministre britannique des Affaires étrangères, Sir Edward Grey, avait promis d'empêcher la France de se joindre à la guerre, à condition que l'Allemagne elle-même ne l'attaque pas. Cette dépêche déclenche une joyeuse résurrection à Berlin! Il semblait qu'une guerre terrible sur deux fronts pourrait être évitée, et peut-être la guerre elle-même car la Russie serait beaucoup plus conciliante en sachant qu'elle se battrait seule.

Mais la réalité vint rapidement gâcher l'humeur du Kaiser. Les actions prévues par les dirigeants militaires allemands illustraient parfaitement pourquoi Sir Grey insistait tellement pour que l'Allemagne ne se batte que contre la Russie. C'était assez simple. L'un des principaux chefs militaires allemands, le général Erich Ludendorff, avait résumé le problème de manière claire et simple : « Attaquer la Russie tout en défendant l'Occident dans les conditions préexistantes signifierait, comme l'ont montré de nombreux exercices militaires, une guerre prolongée, et un tel plan a donc été rejeté par le comte von Schlieffen.

La déclaration de guerre précipitée contre la Russie avait causé une grande surprise parmi les dirigeants de la Wehrmacht. Selon tous ses plans soigneusement formulés, l'Allemagne devrait attaquer la France en premier! Ne comprenant pas la démarche de son gouvernement, le commandant de la marine allemande, le Grand Amiral von Tirpitz écrit: « **Tel que les choses se présentent, je n'ai absolument aucune idée de la raison pour laquelle nous avons déclaré la guerre en premier**. Selon toute vraisemblance, nous l'avons fait sans cadre légal formel. Les Russes ont commencé la guerre sans la déclarer et nous avons cru que la défense était impossible sans la déclarer nous-mêmes. «

L'invasion de la Russie dans la première phase de la guerre était quelque chose que les Allemands ne pouvaient pas faire, ne voulaient pas faire et ne se préparaient pas à faire. Pour comprendre cela, il faut examiner le plan de guerre allemand. On connaissait le «plan Schlieffen», du nom du chef d'état-major qui «rejetait» l'idée d'envahir la Russie. Le plan se lit comme suit:

1. La guerre contre la France est inévitable.
2. Dans les conditions politiques actuelles, cela ne peut être qu'une guerre sur deux fronts.
3. La seule façon de gagner est de vaincre les ennemis un à la fois.
4. Une victoire rapide sur l'armée russe n'est pas possible en raison des conditions de la Russie et de son terrain.
5. Par conséquent, le coup devrait être porté à l'Ouest pendant que l'Est se défend.



6. L'armée française doit être vaincue avant le déploiement complet de l'armée russe. Cela peut être effectué par une manœuvre d'encerclement.

7. La ligne française des forteresses ne peut pas être brisée rapidement, par conséquent, elle doit être contournée.

8. Un tel contournement n'est possible que sur le territoire de la Belgique et de la Suisse qui sont neutres. Compte tenu du terrain de chacun, la dernière option est inacceptable.

Ainsi, la fine logique militaire allemande imposait la nécessité de frapper la France – et pas

seulement la France, mais aussi de violer la neutralité de la Belgique! C'est logique, puisque la France était le véritable ennemi de l'Allemagne, l'état-major allemand prévoyait de le vaincre en premier. Pour les Allemands, la Russie était une préoccupation secondaire, si une guerre débutait sur le front de l'Est, il valait mieux se mettre sur la défensive. Il s'avère donc que, livrée à elle-même, l'armée allemande commencerait par détruire les Français et non les Russes, simplement parce que l'Allemagne s'y était préparée depuis plus de 20 ans, et qu'elle ne pouvait pas tout changer en un jour.

L'espionnage a toujours existé et les conclusions de von Schlieffen n'étaient pas secrètes. Le fait que les Allemands devraient violer la neutralité de la Belgique était absolument clair. C'est pourquoi Londres s'est présenté comme garant de la neutralité de la Belgique avant le déclenchement des hostilités. C'était un rappel supplémentaire de la manière **correcte** dont l'Allemagne devrait agir. La défaite de la France se situait sur la route à travers la Belgique, mais dans un tel cas, l'Angleterre entrerait dans la guerre. Si Berlin voulait que les Britanniques restent neutres, il faudrait frapper à l'Est, contrairement à la planification de l'Allemagne, contrairement au bon sens, contrairement à tout! **Ce n'est qu'en poussant l'Allemagne dans un coin que l'on pourrait s'assurer que la lutte contre la Russie commencerait vraiment.**

C'est exactement ce que Sir Grey essayait de faire. Personne ne pouvait lui garantir que l'armée russe, encore mal préparée, envahirait l'Allemagne toute seule. On ne pouvait pas espérer un tel cadeau de Nicolas II (bien qu'en réalité cela viendrait). Ils n'étaient pas des imbéciles à Londres, ils comprenaient parfaitement que la meilleure chose à faire pour le gouvernement tsariste serait de se préparer à la guerre, de ne pas se battre et de regarder tranquillement, de derrière ses frontières, la mêlée allemande et française. Se préparer formellement pour la guerre, mais ne pas la faire en réalité. Ainsi, les Français s'affaibliraient et finiraient par être vaincus alors que la Russie garderait une position de prudence. Une guerre avec un tel résultat n'était pas du tout ce que les organisateurs voulaient! Au bout du compte, l'Allemagne pourrait se réconcilier avec la Russie de telle sorte qu'il n'y aurait plus de conflit avec Saint-Pétersbourg. Alors il n'y aurait pas de cataclysme mondial, pas de mer de sang, pas de **révolutions** à Berlin et à Saint-Pétersbourg! On ne pouvait le permettre : l'Allemagne et la Russie devraient s'annihiler l'une et l'autre. C'est pourquoi les Britanniques avaient poussé les Allemands à déclarer la guerre à la seule Russie.

Une confusion totale régnait parmi les dirigeants de la Wehrmacht. Le Kaiser n'avait pas expliqué le jeu déloyal de l'Angleterre aux chefs militaires qui traînaient littéralement l'Allemagne par les oreilles vers l'Est. Par conséquent, le comportement du gouvernement avait choqué les généraux et les amiraux allemands qui étaient rationnels. Ils savaient parfaitement que le plan ne nécessitait pas une déclaration de guerre hâtive contre l'Allemagne. Il fallait lancer rapidement les hostilités contre la

France. Un délai dans la lutte à l'Est ne pouvait qu'être bénéfique à l'Allemagne. Pourquoi subir l'ignominie en déclarant la guerre et attaquer si l'Allemagne n'avait pas l'intention d'envahir la Russie? Pourquoi déclarer la guerre à un gouvernement contre lequel il est seulement prévu de se défendre?

Le plus drôle est que presque tous les historiens qui écrivent sur la Première Guerre Mondiale posent tous exactement cette question. Mais aucun d'eux n'y répond! Parce qu'ils cherchent la réponse à Berlin alors qu'elle réside dans les couloirs du Foreign Office britannique!

Cette situation était devenue une impasse. Dans l'histoire militaire, cela s'est toujours déroulé de la manière suivante : premièrement, mobilisation, puis déclaration de guerre, et c'est seulement alors qu'il y a des combats. Pour les Allemands en 1914, c'était l'inverse : d'abord une rupture des relations diplomatiques, puis au mois d'août, ils commencent la mobilisation. Pas de combat du tout. Au contraire, après avoir mobilisé, les Allemands prennent des positions défensives. C'était absurde ! Pourquoi ont-ils alors déclaré la guerre s'ils peuvent se défendre sans la déclarer?

C'est un exemple généralement sans précédent: avant cette date, déclarer la guerre avait toujours été l'apanage du côté attaquant. L'essentiel est que l'agresseur déclare les hostilités pour pouvoir se jeter sur sa proie «en toute bonne conscience». En 1914, les Allemands ont tout faux: selon le plan, l'Allemagne était censée vaincre la France, mais elle a déclaré la guerre à la Russie. Le comportement des Allemands ressemble à une idiotie complète, si toutefois l'on oublie les «allusions» de Sir Grey. Mais si l'on tient compte de ces « indices », il faut convenir que les Allemands ne pouvaient pas faire autrement.

Cependant, tandis que le Kaiser consultait ses généraux, l'ancien plan de mobilisation allemand d'avant-guerre était achevé et l'armée continuait à se concentrer à l'ouest, plutôt que sur la frontière orientale. Le chef de l'état-major allemand Moltke a essayé d'expliquer la vérité évidente à son monarque. **Si l'armée allemande devait être transférée à l'est, l'Allemagne serait complètement sans protection si la France décidait d'attaquer!**

C'était un argument de poids. Après tant de bizarreries de la part des Anglais et le comportement étrange des Russes, personne ne devait être digne de confiance. Ici, Moltke joue sa dernière carte. Conformément au plan Schlieffen, la seizième division allemande se dirigeait déjà vers le Luxembourg et franchirait bientôt la frontière. Le Kaiser et son chancelier avaient paniqué et avaient exigé que la force soit arrêtée, de peur que la neutralité du Luxembourg ne soit violée et que la Grande-Bretagne ne se joigne à la guerre. Ils avaient réussi à arrêter la division littéralement à un kilomètre de la frontière. Mais un autre télégramme arriva de Londres, cette fois du roi George. C'était un message de réponse au Kaiser. Le monarque britannique déclarait qu'il ne savait rien des garanties britanniques de la neutralité française.



Le désespoir s'empara de Guillaume II. Contraint d'obéir à Sir Grey et de déclarer la guerre à la Russie, il espérait bien sûr que le conflit serait limité, mais Londres changeait à nouveau d'avis et ne voulait pas répondre de la France qui pourrait frapper l'armée allemande dans le dos. La mobilisation de la France battait son plein et ses forces maritimes et terrestres étaient pleinement opérationnelles. Le Kaiser n'avait qu'une option: se tourner vers les Français eux-mêmes.

Les Allemands avaient posé à Paris, le 31 Juillet, la question de savoir s'il resterait neutre. Peu de temps auparavant, en Avril, les pacifistes **venaient de gagner** au parlement. Le nouveau Premier ministre français Viviani était aussi un partisan de la paix, il cherchait à éviter la guerre. Ça ne lui posait aucun problème qu'ainsi il abandonnerait ses «alliés» russes. Qui se soucie que Poincaré ait promis la « guerre » à Saint-Pétersbourg. La France est une démocratie, et donc l'opinion du Premier ministre ne coïncide pas forcément avec celle du Président. C'est très pratique quand la main gauche n'est pas responsable de ce que fait la droite ! Bref, les honorables dirigeants français ont joué au bon flic et mauvais flic. Mais cela ne s'est pas limité à quelques conversations: le 31 juillet, avant la déclaration de guerre allemande contre la Russie, sur ordre du ministre français de la Défense, les forces françaises reculaient de 10 kilomètres de la frontière « comme preuve des intentions pacifiques de la France, pour éviter les incidents et les provocations accidentels.

Le lendemain déjà, **après la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie**, la position française devint encore plus incertaine. A la demande de l'Allemagne, elle donna une réponse incroyablement évasive: « La France agira selon ses intérêts ». Le Premier ministre Viviani a été contraint d'annoncer la mobilisation le 1er août, ajoutant que « cela ne veut pas dire la guerre », En vertu du traité russo-français, la France aurait dû déclarer la guerre à l'Allemagne, mais, au lieu de cela, elle entreprend une telle démarche « pacifique »! **Cette violation du traité «d'alliance», et trahison en même temps, le premier jour de la guerre, avait été faite dans l'anticipation que les Allemands commenceraient à lutter seulement contre la Russie, allant à l'encontre de ses propres plans et en dépit du bon sens.**

Au lieu de déclarer explicitement la guerre à Berlin, comme l'exigeait l'accord en tant qu'allié, les Français mettent la comédie au grand jour. La motivation de nos collègues de l'Entente semble enfantine. L'ambassadeur de Russie à Paris Izvolskiy rapporte le 1er août: « Pour des raisons politiques ... il est extrêmement important pour la France que sa mobilisation ne précède pas celle de l'Allemagne et qu'elle apparaisse comme une réaction », « et qu'il serait préférable que la déclaration de guerre soit faite par l'Allemagne, plutôt que par la France ». Le maréchal français Joffre écrivait à ses commandants : « à cause des considérations nationales d'ordre moral et pour des raisons impératives d'intégrité diplomatique, il faut que l'Allemagne soit pleinement responsable du déclenchement des hostilités ». En même temps, cela simplifierait tout : nos fidèles «alliés» gardaient toujours l'espoir que l'Allemagne puisse se concentrer exclusivement sur la Russie. D'où tout le charabia diplomatique.

Ce fut après ces réponses de Paris que le Kaiser envoya un télégramme à Nicolas II à deux heures du matin, essayant une dernière fois de les sauver tous les deux. Maintenant, tout le stratagème caché des alliés était devenu clair pour le leader allemand. Sir Grey l'avait trompé deux fois: la première fois lorsqu'il déclara que l'Angleterre en général ne participerait pas à la guerre, et la seconde quand il força l'Allemagne à déclarer la guerre à la seule Russie. Ensuite, après le début du conflit russo-allemand, les Allemands n'avaient aucune garantie sur la neutralité de Paris de la part des Britanniques ni des Français eux-mêmes. Paris pouvait à tout moment déclarer noblement qu'il se lançait dans les hostilités en tant que «allié» fidèle de la Russie et frapper l'Allemagne dès qu'elle aura le dos tourné. Berlin devait aussi attendre patiemment.

Peut-être cela se serait-il produit, et les traîtres français seraient entrés dans l'histoire si les Allemands n'avaient pas épargné Paris. Au moment où le gouvernement français répondait à Berlin de manière vague et indistincte, attendre l'opportunité de pouvoir donner un coup de poignard dans le dos était inutile. Les Français ne promettaient rien de particulier et il aurait été totalement incompréhensible qu'ils s'abstiennent de participer à la guerre. Les Britanniques n'étaient pas prêts à se battre si les Allemands envahissaient la France. Mais pour accepter de violer tous leurs plans de déploiement, le commandement allemand et Guillaume lui-même avaient besoin de recevoir une **Garantie officielle** française de neutralité. Par conséquent, le 2 août, le gouvernement allemand lance un ultimatum à la

Belgique, lui demandant d'autoriser les forces allemandes de traverser son territoire jusqu'à la frontière française, comme le prévoyait le plan Schlieffen. Le 3 août, la Belgique rejette la demande de l'Allemagne et demande l'aide de l'Angleterre. Le même jour, comprenant qu'elle n'avait plus de cartes à jouer, l'Allemagne déclare la guerre à la France, apparaissant devant le monde entier comme un agresseur sans vergogne. L'Angleterre lance alors un ultimatum à l'Allemagne pour lui demander de ne pas violer la souveraineté de la Belgique. Comme nous le savons déjà, les Allemands ne pouvaient pas s'y conformer. Le 4 août, la Grande-Bretagne entre en guerre sur un cheval blanc en tant que défenseur de la liberté belge ...



Le travail en coulisses de Sir Grey avait porté les fruits tant attendus. Quelques jours après le début des conflits germano-russe et austro-serbe, ils se sont mondialisés. La guerre la plus brutale de l'histoire de l'humanité venait de commencer, résultat de la planification minutieuse et de l'organisation magistrale du gouvernement britannique. Les signes de cette planification minutieuse ont été jusqu'à présent dissimulés, mais si vous lisez très attentivement la littérature consacrée à la Première Guerre Mondiale, à travers les énormes tas de mensonges brillera la lumière dorée de la vérité. Nous lisons dans les chroniques de batailles navales de l'époque que la flotte du roi anglais était déjà pleinement mobilisée au

moment où elle entre dans le début de la Première Guerre Mondiale. L'ordre de mobilisation précoce des marins britanniques a été donné le 10 juillet 1914, longtemps avant les actions spécifiques de tous les autres participants au conflit. **Coïncidence**, nous disent nos historiens. Mais Winston Churchill, qui était dans l'amirauté britannique à l'époque, a dit quelque chose de différent: «Jamais au cours des trois dernières années nous n'avons été si bien préparés.» Il avait raison – une préparation aussi parfaite et aussi brillante pour la guerre n'est pas une coïncidence. C'était le résultat d'années d'efforts systématiques. C'est le résultat d'un travail épique de la direction militaire, des dirigeants politiques, des diplomates et des espions du pays, et avec des exercices au cours desquels la marine aurait mobilisé les marins et leur aurait refusé tout repos. Et deux semaines plus tard, une flotte britannique « pacifique » pleinement approvisionnée entrait en guerre pour défendre les Belges contre l'Allemagne « agressive », dont la mobilisation n'avait fait que commencer ...

V – Qui a financé la Seconde Guerre Mondiale ?



Il y a 70 ans le plus grand massacre de l'histoire a commencé par un financement de la part de la banque d'Angleterre et du système de réserve fédéral des Etats-Unis.

Une résolution récente par l'assemblée parlementaire de l'OSCE a déclaré que l'Union Soviétique et l'Allemagne nazi ont joué un rôle égal dans le déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale. En outre, la résolution a pour objectif purement pragmatique de pomper l'argent russe pour renflouer quelques économies en faillite tout en cherchant à diaboliser la Russie comme successeur de l'Union Soviétique et préparer le fondement juridique pour empêcher Moscou de s'opposer à cette vision révisionniste de la guerre. Mais si nous devons débattre des responsabilités dans le déclenchement de la guerre, nous devons tout d'abord commencer par répondre aux questions suivantes : qui a arrangé l'arrivée des nazis au pouvoir ? Qui les a conduits vers une catastrophe mondiale ? Toute l'histoire de l'Allemagne d'avant-guerre montre que les politiques « nécessaires » ont toutes été mises en œuvre par des turbulences financières guidées – la même situation, soit dit en passant, que celle dans laquelle le monde se trouve aujourd'hui.

Les principales structures de la stratégie d'après-guerre de l'Occident étaient les institutions financières centrales des EU et de la Grande Bretagne, la banque d'Angleterre et le système de la réserve fédérale, couplées à des organisations financières et industrielles, qui ont entrepris d'établir un contrôle absolu sur le système financier en Allemagne pour gérer la politique de l'Europe centrale. La mise en œuvre de cette stratégie comprend les étapes suivantes :

- 1919-1924: préparer les terrains pour les énormes investissements financiers américains dans l'économie allemande.
- 1924-1929 : mise en place du contrôle du système financier et financement du mouvement national-socialiste.
- 1929-1933 : inciter et déclencher une profonde crise économique pour que les nazis prennent le pouvoir.
- 1933-1939 : coopération financière avec le gouvernement nazi et soutien de sa politique étrangère, visant à préparer et déclencher la nouvelle guerre mondiale.

Dans un premier temps, le principal levier de la pénétration du capital américain en Europe est venu des dettes de guerre et de la question étroitement liée des réparations allemandes. Après l'entrée officielle des États-Unis dans la Première Guerre Mondiale, les États-Unis ont accordé à leurs alliés (principalement l'Angleterre et la France) des prêts totalisant 8,8 milliards de dollars. La somme totale de la dette de guerre due aux États-Unis, y compris les prêts accordés entre 1919 et 1921, s'élevait à 11 milliards de dollars. Pour résoudre leurs propres problèmes financiers, les pays débiteurs se sont attaqués à l'Allemagne, l'obligeant à payer une somme énorme en réparations dans des conditions extrêmement difficiles. La fuite des capitaux allemands à l'étranger qui en a résulté et le refus des entreprises de payer leurs impôts se sont traduits par un tel déficit de l'État que le gouvernement n'a pu que produire en masse des marks allemands qui ne reposaient sur rien. En conséquence, la monnaie allemande s'est effondrée. Pendant l'hyperinflation de 1923, le taux d'inflation avait atteint 578,512% et un dollar valait 4,2 trillions de marks allemands. Les industriels allemands commencèrent à saboter ouvertement toute tentative de dédommagement, ce qui déclencha la fameuse « crise de la Ruhr », une occupation franco-belge de la vallée de la Ruhr en 1923.

C'est exactement ce que l'élite dirigeante britannique et américaine attendait. Après avoir laissé la France s'enliser dans les aventures de la Ruhrland et montrer son incapacité à résoudre le problème, ils prirent la situation en main. Le secrétaire d'État américain Charles Evans Hughes déclare: « Nous devons attendre jusqu'à ce que l'Europe soit prête à accepter la proposition américaine ».



Un nouveau projet avait été mis au point dans les entrailles de J. P. Morgan and Co. à la demande de Montague Norman, directrice de la Banque d'Angleterre. Au cœur du projet se trouvaient les propositions du représentant de la banque Dresdner, Hjalmar Schacht, formulées en mars 1922 à la demande de John Foster Dulles, futur secrétaire d'État d'Eisenhower, et conseiller juridique du président Woodrow Wilson à la Conférence de paix de Paris. Dulles transmet les propositions à l'administrateur en chef de J. P. Morgan and Co. qui fait ensuite des recommandations à Schacht, Norman et – enfin – aux responsables de Weimar. En décembre 1923, Schacht devient directeur de la Reichbank et joue un rôle déterminant dans le rapprochement des milieux financiers anglo-américains et allemands.

Au cours de l'été 1924, le projet, connu sous le nom de « Plan Dawes » (nommé ainsi d'après un certain Charles G. Dawes, directeur américain de l'une des banques de Morgan, qui présidait le comité d'experts chargé de préparer les propositions), fut adopté à la Conférence de Londres. Il appelait à ce que les réparations soient réduites de moitié, et il précisait également les modalités d'indemnisation de l'Allemagne. Toutefois, l'objectif premier était de créer des conditions favorables à l'investissement américain, ce qui ne pouvait être rendu possible qu'en stabilisant le mark allemand.

Pour ce faire, l'Allemagne obtient 200 millions de dollars en prêts, dont la moitié sont accordés par les banques de Morgan. Ce faisant, les banques anglo-américaines prennent le contrôle non seulement des paiements de l'Allemagne, mais aussi celui de son budget, de son système monétaire et, dans une large mesure, de son système de crédit. En août 1924, l'ancien mark allemand est remis à neuf, la situation financière de l'Allemagne est stabilisée et, comme l'a écrit le chercheur G. D. Preparta, la République de Weimar a été préparée pour « l'aide économique la plus spectaculaire de l'histoire, suivie par la récolte la plus amère de l'histoire du monde ». [...] L'incontrôlable bouillonnement du sang américain inondait le noyau financier de l'Allemagne. »

Les conséquences de tout cela se sont rapidement fait remarquer

Tout d'abord, étant donné que les indemnités annuelles devaient couvrir la dette totale des alliés, le « cycle absurde de Weimar » s'est développé. L'or que l'Allemagne utilisait pour payer les réparations de guerre était ramassé et vendu aux États-Unis, où il disparut. Depuis les États-Unis, selon le plan, l'or revenait en Allemagne sous forme d'« aide », qui était ensuite remboursée à l'Angleterre et à la France, qui l'envoyaient ensuite aux États-Unis pour rembourser leurs dettes de guerre. Les États-Unis lui appliquaient ensuite un taux d'intérêt élevé et le renvoyaient en Allemagne. En fin de compte, l'Allemagne a vécu de la dette, et il était clair que si Wall Street retirait ses prêts, alors le pays subirait un effondrement complet.

Deuxièmement, bien que les prêts aient été officiellement accordés à l'Allemagne pour assurer le paiement des réparations, ils étaient en réalité destinés à restaurer le potentiel militaro-industriel du pays. En fait, les Allemands ont remboursé les prêts avec des actions de sociétés allemandes, ce qui a permis au capital américain de s'intégrer activement dans l'économie allemande. Le montant total des investissements étrangers dans l'industrie allemande entre 1924 et 1929 s'élevait à près de 63 milliards de marks or (dont 30 milliards sous forme de prêts) et 10 milliards sous forme de réparations. Les banquiers américains – principalement J. P. Morgan, a fourni soixante-dix pour cent du revenu financier de l'Allemagne. En conséquence, dès 1929, l'industrie allemande se classait au deuxième rang mondial, mais elle était en grande partie entre les mains des plus grands groupes financiers et industriels américains.

Donc, I. G. Farben, l'entreprise qui est devenue la pièce maîtresse de la machine de guerre allemande, était sous le contrôle de Rockefeller Standard Oil à l'époque où elle a financé 45 pour cent de la campagne électorale d'Hitler en 1930. Par l'intermédiaire de General Electric, J. P. Morgan contrôlait l'industrie radiophonique et électrique allemande sous la forme d'AEG et de Siemens (en 1933, General Electric possédait une participation de 30 % dans AEG). Par l'intermédiaire de la société de télécommunications ITT, il contrôlait 40 % du réseau téléphonique allemand et 30 % de l'avionneur Focke-Wulf. Opel avait été racheté par General Motors de la famille Dupont. Henry Ford détenait une participation de 100 % dans Volkswagen. En 1926, avec la participation de la Rockefeller bank, Dillon Reed and Co, le deuxième plus grand monopole industriel voit le jour avec : la société métallurgique Vereinigte Stahlwerke (Unified Steel Trusts) de Thyssen, Flick, Wolf, Fegler, etc.

La coopération américaine avec le complexe militaro-industriel allemand devint si intense et omniprésente qu'en 1933, le capital américain atteignit des secteurs clés de l'industrie allemande et même de grandes banques comme la Deutsche Bank, la Dresdner Bank, la Donat Bank, etc.

Simultanément, une force politique était financée, appelée à jouer un rôle crucial dans les plans anglo-américains – le parti nazi et Adolf Hitler lui-même.

Le chancelier allemand Brüning écrit dans ses mémoires qu'à partir de 1923, Hitler recevait d'importantes sommes d'argent de l'étranger – l'origine exacte était inconnue, mais elles passaient par des banques suisses et suédoises. Il est également connu qu'en 1922, Hitler avait rencontré le Capitaine Truman Smith, attaché militaire américain à Munich – une rencontre que Smith raconta dans un rapport détaillé présenté à ses supérieurs de Washington (dans le Bureau des renseignements militaires) – et que celui-ci lui disait apprécier Hitler.

C'est à travers le cercle de connaissances de Smith que Hitler est entré en contact avec « Putzi » (Ernst Franz Sedgwick Hanfstaengl), un diplômé de l'Université de Harvard qui a joué un rôle important pour faire de Hitler un politicien à succès, lui donnant un soutien financier substantiel et des liens entre les personnalités britanniques de haut rang. Hitler se préparait pour la grande politique, mais tant que la

prospérité régnait en Allemagne, son parti restait à la périphérie de la vie publique. Cette situation changera radicalement avec le début de la crise. Après l'effondrement du marché boursier provoqué par la Réserve fédérale américaine à l'automne 1929, la troisième phase de la stratégie anglo-américaine commença.

La Fed et J. P. Morgan décident de cesser leurs prêts à l'Allemagne, provoquant une crise bancaire et une dépression économique en Europe centrale. En septembre 1931, l'Angleterre abandonne l'étalon-or, détruisant délibérément le système de paiement international et coupant complètement l'oxygène financier de la République de Weimar.

Mais le parti nazi connaît un essor miraculeux: en septembre 1930, grâce aux dons généreux de Thyssen, I. G. Farben, et Kirdorf, le parti recueille 6,4 millions de voix, ce qui le place en deuxième position au Reichstag. Peu après, une généreuse injection de fonds de l'étranger apparaît. Hjalmar Schacht était devenu le lien clé entre les grands industriels allemands et les financiers étrangers.

Le 4 janvier 1932, lors d'une réunion entre Adolf Hitler, le chancelier allemand Franz von Papen et Montague Norman, un accord secret est conclu pour assurer le financement du parti nazi. Le politicien américain Dulles était également présent à cette réunion, ce que ses biographes n'aiment pas mentionner. Le 14 janvier 1933, Hitler tient une réunion avec Kurt von Schroeder, un banquier sympathisant nazi, von Papen et Kepler, au cours de laquelle le programme d'Hitler est entièrement approuvé. C'est là que fut tracée la voie finale de la montée au pouvoir des nazis, et le 30 janvier, Hitler devint chancelier. Ensuite a commencé la quatrième étape de la stratégie.

Les relations entre le nouveau gouvernement et les cercles dirigeants anglo-américains étaient devenues extrêmement bienveillantes. Lorsque Hitler refuse de continuer à payer les réparations, ce qui soulève naturellement des questions sur le paiement des dettes de guerre, ni la Grande-Bretagne ni la France ne l'obligent à payer. En outre, après le voyage aux États-Unis du président de la Reichsbank, Hjalmar Schacht, en mai 1933, pour rencontrer le président et les principaux banquiers de Wall Street, les États-Unis accordèrent à l'Allemagne de nouveaux prêts totalisant 1 milliard de dollars. Et en juin, lors d'une visite chez Norman à Londres, Schacht demande un montant supplémentaire de 2 milliards de dollars en prêts ainsi qu'une réduction et éventuellement la cessation de paiement sur les anciens prêts. Ainsi, les nazis avaient quelque chose que le gouvernement précédent ne pouvait pas obtenir.

Au cours de l'été 1934, la Grande-Bretagne signe l'Accord de transfert anglo-allemand, qui devient l'un des fondements de la politique britannique à l'égard du Troisième Reich, et à la fin des années 1930, l'Allemagne devient le principal partenaire commercial de la Grande-Bretagne. En 1936, sa succursale de New York fusionne avec un holding Rockefeller pour créer la banque d'investissement « Schroeder, Rockefeller and Co. », que le New York Times qualifie d'« axe économique-propagandiste de Berlin-Rome ». Comme il l'a admis lui-même, Hitler considérait le crédit étranger comme la base financière de son plan quadriennal, cela n'a donc éveillé aucune inquiétude.

En août 1934, le géant pétrolier américain Standard Oil acheta 730 000 acres de terrain en Allemagne (environ 300 000 ha) et construisit de grandes raffineries de pétrole qui approvisionnaient les Nazis en pétrole. En même temps, les États-Unis fournissaient secrètement à l'Allemagne les équipements les plus modernes pour les usines d'avions, qui allaient bientôt produire des avions allemands. L'Allemagne reçut un grand nombre de brevets des firmes américaines Pratt and Whitney, Douglas et Bendix Corporation, et le bombardier en piqué « Junker-87 » fut construit en utilisant une technologie purement américaine. En 1941, au moment où la Seconde Guerre mondiale était en plein essor, les investissements américains dans l'économie allemande totalisaient 475 millions de dollars, 120

millions de dollars rien que pour Standard Oil, 35 millions pour General Motors, 30 millions pour ITT et 17,5 millions pour Ford.

La collusion financière et économique intime entre les hommes d'affaires anglo-américains et nazis a servi de toile de fond dans laquelle s'est déroulée la politique d'apaisement vis-à-vis de l'agresseur, menant directement à la Seconde Guerre Mondiale.

Aujourd'hui, alors que l'élite financière mondiale s'est lancée dans un plan de « Grande Dépression 2.0" avec, en corollaire, la transition vers un « nouvel ordre mondial », il est impératif d'identifier son rôle clé dans l'organisation des crimes contre l'humanité dans le passé.

VI– Léon Trotsky, père du nazisme allemand



«Bizarrement, l'Angleterre, monarchiste au fond d'elle-même et conservatrice chez elle, a toujours agi dans ses affaires étrangères comme la patronne des aspirations démagogiques, toujours en faveur des mouvements populaires qui cherchaient à affaiblir la base de la monarchie.»
Mémoire de Peter Durnovo au Tsar Nicolas II, février 1914.

La question de savoir qui a porté le régime hitlérien au pouvoir est la clé pour comprendre tous les événements tragiques qui ont suivi. Une mauvaise évaluation de la période du « nazisme précoce » conduit à une évaluation erronée des causes de la Seconde Guerre Mondiale – les énigmes et les mystères se multiplient. Si nous devons croire les livres d'histoire, alors les dirigeants politiques agissent contre toute logique et tout bon sens. Mais cela est tout simplement impossible – nous avons déjà dit que les imbéciles n'y parviennent pas. Les hommes d'État poursuivent des récompenses qui leur sont accordées sous forme de pouvoir, ce qui indique la logique de leurs actions. Si le gouvernement est dirigé par une marionnette, alors il a toujours besoin de pouvoir, mais pas du sien – et c'est toute la différence! Il est important de comprendre que toutes les décisions sont prises entièrement en fonction des dividendes politiques ou économiques que le pays récoltera, qu'il soit totalement indépendant ou que sa souveraineté soit fautive, auquel cas l'avantage revient à la nation qui est le « patron ». Et si, après avoir lu des recherches historiques sur la période qui a précédé la Seconde Guerre Mondiale, vous avez l'impression que tous les gouvernements du monde étaient dirigés par des imbéciles qui ne comprenaient pas les conséquences évidentes de leurs actions, cela signifie que l'auteur lui-même n'a rien compris de la période.

Afin d'évaluer correctement les actions des dirigeants mondiaux, nous devons remonter quelques années en arrière et plonger dans la cuisine désordonnée des révolutions russe et allemande. Commençons par la seconde. Cela a commencé sur fond de combats acharnés en Allemagne sur tous les fronts. Cependant, il est impossible d'expliquer sa défaite militaire. C'est-à-dire que vous ne le pouvez que si vous oubliez quelques faits importants. Le premier c'est qu'en 1945, l'Allemagne était complètement occupée et pourtant elle a résisté jusqu'au dernier homme. Lorsque la révolution a commencé en 1918, aucun soldat ennemi n'avait atteint le sol allemand. Au cours de la Première Guerre Mondiale, l'Allemagne ne connaissait pas les horreurs des bombardements, encore moins des tapis de bombes, qui pouvaient effacer toute trace d'une ville de la surface de la Terre. L'Allemagne a

souffert de grandes difficultés économiques, mais à Berlin et Hambourg il n'y a pas eu de famine du niveau de Leningrad en 1941. Alors pourquoi la révolution a-t-elle eu lieu?

Parce qu'elle a été mise en marche. Les mêmes forces qui ont fait tomber l'empire russe en février et octobre étaient maintenant prêtes à enterrer leur deuxième rival géopolitique – l'empire du Kaiser Guillaume. Et ils l'ont enterré ! L'effondrement artificiel de l'Allemagne a créé un terreau fertile pour que les nazis puissent mettre en branle leur agenda.

« Je vous dis que quand j'arriverai au pouvoir par des moyens légaux, nous créerons un tribunal nazi et nous vengerons la révolution de novembre, et de nombreuses têtes tomberont légalement. » avait ouvertement déclaré Hitler [Hitler et Staline d'Alan Bullock]. Peut-être mentait-il ou exagérait-il en disant que l'Allemagne avait été « *poignardée dans le dos* », ou peut-être s'agissait-il d'une autre astuce de la propagande de Goebbels. A vous de juger ...

Max von Baden



Au moment de l'effondrement de l'Allemagne, le chancelier était le prince Max von Baden. Strictement parlant, sa montée au pouvoir le 3 octobre 1918 marque la création d'un nouveau gouvernement dans lequel le ton n'est pas donné par des fonctionnaires rigides soutenus par le Kaiser, mais par des sociaux-démocrates de droite dirigés par Ebert et Scheidemann. Fin septembre, la situation était difficile sur les fronts. Les alliés de l'Allemagne craquaient. Le 30 septembre, la Bulgarie signe un armistice avec les alliés de l'Entente. Les dirigeants d'Autriche-Hongrie et de Turquie avaient également commencé à réfléchir à la survie de leur régime et non à une

victoire dans la guerre en cours. A ce moment-là, renforcer leur esprit et leur confiance dans la victoire était la tâche la plus importante – pour l'Allemagne, bien sûr.

Pour les adversaires de l'Allemagne, la priorité numéro un était de tenir des pourparlers séparés avec les satellites allemands. La guerre traînait en longueur. Avec une défaite imminente de l'Allemagne, celle-ci ne céderait toujours pas, donc en éclatant ses alliés, l'Entente pourrait hâter la fin. A Londres et à Paris aussi, les populations étaient au bord de la famine et ne pouvaient plus supporter des millions d'autres funérailles. Même pour les États-Unis, qui venaient d'entrer en guerre, une lutte prolongée n'était pas souhaitable. Ce n'est pas un hasard si Washington a attendu quatre ans et n'a déclaré la guerre à l'Allemagne que six mois avant sa défaite. L'idée était de minimiser ses pertes tout en utilisant ce que d'autres avaient réalisé, plutôt que de remplir les tranchées allemandes inexpugnables avec les cadavres des boys.

C'est à ce moment critique que les vrais miracles se sont produits. Le chancelier allemand, le prince Max von Baden, tombe malade; pour lui, c'est certainement mauvais, mais pour le pays ce n'est pas catastrophique. Cependant, le problème n'était pas la maladie du Prince, mais plutôt ses conséquences. Comment était-ce arrivé? Il n'avait rien du tout. Cela n'avait aucun sens.

Le prince Max von Baden dormait.

Et il a dormi un bon moment! Plus que n'importe qui au monde. Même plus que les personnes les plus fatiguées et les plus épuisées. Vous ne lirez pas ce « miracle » dans les manuels scolaires: les historiens ignorent des faits qu'ils ne sont pas conditionnés à vous expliquer. L'information se trouve dans les mémoires du Premier ministre britannique Lloyd George. Non seulement le chancelier a dormi pendant un temps extraordinairement long, mais, en fait, pendant ce temps, l'Allemagne a perdu la guerre!

« Une dose excessive de somnifères l'avait plongé dans l'oubli pendant 36 heures cruciales, du 1er au 3 novembre. Lorsqu'il se réveilla, il apparut que les alliés de l'Allemagne – la Turquie et l'Autriche-Hongrie – avaient déjà quitté la guerre, et que les agitateurs bolchéviques avaient alimenté les troubles dans tout le pays » [David Lloyd George, Mémoires de guerre (1938)].

Vienne et Istanbul avaient en effet signé des accords de paix séparés avec l'Entente alors que le dirigeant allemand dormait paisiblement comme un bébé. Quand il s'est réveillé, sa nation avait déjà un pied dans la tombe.

Croyez-vous au sommeil spontané de 36 heures du chancelier? Croyez-vous que personne n'aurait pu le réveiller? Que personne ne voulait le faire dans le contexte des événements en cours? Eh bien, Staline n'arrivait pas à dormir pendant la bataille de Moscou, alors même qu'il était épuisé. Hitler ne pouvait pas dormir dans les moments critiques où les Alliés s'emparaient de Berlin, comme si son système nerveux ne pouvait pas profiter d'un peu de repos! Même un George W. Bush, malade et surmené (comme n'importe quel autre président), aurait été réveillé dans un cas de désastre de l'ampleur du 11 septembre 2001. Si vous êtes dans cette position, vous devez diriger le pays – donner des instructions et réagir à l'évolution rapide de l'environnement.

Mais le prince von Baden dormait encore et encore. Il n'y a que deux explications raisonnables à cette « sérénité » à un moment aussi décisif de l'histoire allemande, et toutes deux nous disent que la « révolution » allemande a beaucoup d'allure de conspiration ou d'opération secrète.

- Quelqu'un, pas du tout par accident, a donné au Prince vraiment malade assez de somnifères pour tuer un cheval, et puis sous divers prétextes, a interdit à quiconque de venir le réveiller.
- Le Prince a choisi l'alibi lui-même, prétendant être malade et dormant tranquillement dans son bureau, et s'est arrangé pour ne pas interférer dans l'effondrement de son pays.

Ce qui s'est réellement passé, nous laissons à nos historiens curieux le soin de l'évaluer. D'autre part, il s'agit d'un de ces cas où des détails supplémentaires n'ajoutent pratiquement rien à l'affaire. Il y a eu également un autre moment curieux qui caractérise la révolution allemande et notre Belle au bois dormant, le prince von Baden. Comme on le sait, la mort de l'empire du Kaiser avait commencé avec le soulèvement des marins à Kiel. Tout comme en Russie, la « fierté et la gloire » de la révolution allemande, c'était ses marins, et nos deux flottes ont passé la plus grande partie de la guerre dans leurs ports. Les dreadnoughts et les cuirassés coûtent trop cher pour être gaspillés en les laissant couler dans les batailles. Grâce à la propagande et à l'oisiveté, les marins sont devenus une force de frappe de « changement de jeu »...

La provocation pour la rébellion dans le port de Kiel était d'envoyer contre leur gré des marins et des « frères » qui avaient perdu l'habitude de combattre, dans une bataille décisive contre la flotte britannique. Pour les amiraux allemands, l'idée avait du panache Les marins étaient des cartes que l'on pouvait encore jouer. Une victoire pourrait changer radicalement toute la situation et, en cas de défaite, ce ne serait pas pire. Après tout, de toute façon, la mort au combat est un honneur militaire beaucoup plus cohérent que la capitulation. Ce beau message propagandiste se retournait contre les soldats et ils commencèrent à se rebeller.

Comment appelle-t-on ce comportement? Très simple – Une mutinerie. Ce genre d'infraction est puni très sévèrement dans les forces armées. En temps de guerre, tout tribunal militaire rend un verdict sans équivoque – la mort par peloton d'exécution. Mais le gouvernement allemand, nouvellement dirigé par les sociaux-démocrates, choisit de ne pas appliquer cette méthode aux mutins. En outre, le Prince Max avait promulgué un décret interdisant l'usage de la force pour réprimer le désordre

grandissant. Et quand l'inaction fit vaciller le gouvernement et l'amena au bord du gouffre, le chancelier se réveilla brusquement et appela le Kaiser Guillaume au quartier général militaire allemand dans la ville de Spa, lui suggérant d'abdiquer. « Seul le long sommeil du prince Max l'avait empêché de faire ces suggestions à Guillaume plus tôt », écrit le Premier ministre britannique Lloyd George. Je ne sais pas pour vous, mais plus j'étudie ces miracles, plus je doute que le courageux prince allemand Max dormait « vraiment »...

Kaiser Guillaume II

La situation était très similaire à celle de la Révolution russe de février, lorsque le monarque avait été contraint d'abdiquer du trône et que cette abdication – et non la « situation révolutionnaire » – avait immédiatement mené le pays à son lit de mort. Mais si Nicolas II avait succombé au chantage, le Kaiser faisait preuve de sang-froid. Il avait un avantage: contrairement à son cousin russe, il n'avait pas été arrêté. Mais la persévérance du monarque aurait pu stopper la poussée des forces mises en mouvement qui aurait rapidement éliminé l'empire allemand de la liste des puissances militaires. Par conséquent, quelqu'un devait faire un audacieux mensonge.



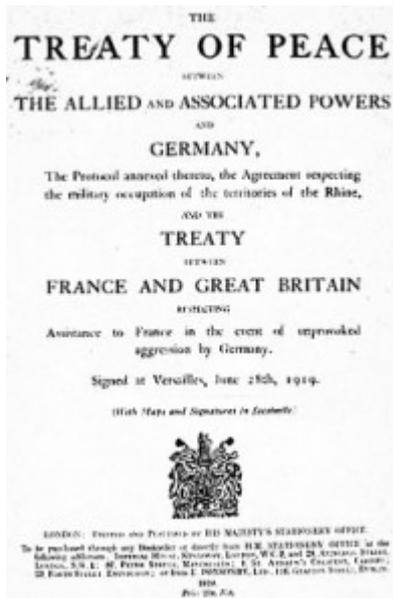
Max von Baden fit quelque chose d'absolument incroyable pour un prince et un premier ministre: il annonça l'abdication de son Kaiser, ayant reçu un refus clair et concis de lui !

En fait, Guillaume a abdiqué trois semaines après l'annonce de son abdication! Et le Prince n'était pas seulement chancelier, mais aussi le cousin du Kaiser. Si ce n'est pas de la trahison, quel mot pourrait s'appliquer?

Il y a d'autres « coïncidences bizarres » qui suggèrent que les révolutions russe et allemande ont été moulées du même moule. Les troubles à Petrograd ont éclaté le 23 février 1917, un jour exactement après que le Tsar eut quitté la capitale pour le quartier général militaire russe à Mogilev. 8 jours plus tard, la Russie entendait parler de son abdication. De même, le 28 octobre 1918, Guillaume quitte Berlin pour son quartier général à Spa. Douze jours plus tard, on annonça aux Allemands qu'ils n'avaient plus de monarque.

Une fois le travail terminé, le héros retourne dans l'ombre. Ayant assumé le pouvoir de Dieu Tout-Puissant (parce que les monarques, eux-mêmes sont oints par lui), Max von Baden présenta sa démission et transmit la chancellerie au leader social-démocrate Friedrich Ebert. Il avait commencé par démettre son Kaiser, puis s'était démis de son poste. Moins d'une heure (!) après avoir pris le pouvoir, le nouveau chef du parti social-démocrate « approfondissait » la révolution, déclarant, à lui tout seul, que l'Allemagne était une république!

Le gouvernement du prince « endormi » Max était au pouvoir depuis un peu plus d'un mois. Et pendant ce mois, il avait si habilement réussi à perdre d'abord tous les alliés de l'Allemagne, puis l'Allemagne elle-même! Ce sont les hommes que Hitler appellera plus tard les traîtres et les vestes retournées – et pas seulement pour l'abolition « douce » de la monarchie. Bien sûr, Scheidemann, Ebert et leurs complices du nouveau gouvernement n'ont pas tardé à signer et à signer l'armistice avec les pays de l'Entente dès leur arrivée au pouvoir.



Le tout a été réalisé avec tant d'habileté que les Allemands l'ont acheté comme s'il s'agissait d'un jeu de coquilles. Lorsque vous lisez ce document, les questions de savoir qui a organisé la révolution allemande et pourquoi trouvent leurs réponses:

« Article 4. Remise par l'armée allemande des matériels de guerre suivants: 5 000 canons, 25 000 fusils, 3 000 mortiers et 1 700 avions.

Article 7. Remise par les alliés de l'Allemagne: 5 000 locomotives, 150 000 wagons de train et 5 000 camions.

Article 9. L'approvisionnement et la fourniture de la force d'occupation en Rhénanie (hors Alsace-Lorraine) relèveront de la responsabilité du gouvernement allemand.

Article 10. Rapatriement immédiat sans réciprocité de tous les prisonniers de guerre appartenant aux armées des Alliés...»

En plus de tout ce qui précède, l'Allemagne doit transférer le contrôle aux Alliés: 6 navires de croisière lourds, 10 navires de combat, 8 navires de croisière légers, 50 destroyers et 160 sous-marins.

Peut-on appeler ça une « trêve »? De telles exigences peuvent-elles figurer dans son texte? Une trêve est aussi appelée cessez-le-feu. Ce document, rédigé par l'Entente et rapidement signé par les nouveaux dirigeants allemands, ne peut être qualifié que de reddition inconditionnelle. Si on avait dit aux Allemands ce que les Britanniques et les Français demandaient, ils auraient continué à résister. Par conséquent, le document est qualifié de « trêve ». L'Allemagne a d'abord déposé ses armes, s'est engagée à retirer ses forces de tous les territoires occupés, a transféré le contrôle de sa flotte aux Alliés, a rendu ses armes lourdes et ses véhicules de transport, et a libéré tous les prisonniers. Ce n'est qu'après tout cela, une fois que les Allemands n'avaient plus d'armée ni de moyens de résistance, que les « pourparlers de paix » ont pu commencer. Ainsi, les Allemands ont d'abord remis leurs armes et ce n'est que plus tard qu'ils ont appris à quelles conditions ils l'avaient fait!

La défaite de l'Allemagne s'est déroulée sans accroc. Avec l'accord du Kaiser, la délégation allemande entama les négociations en vue d'un armistice le 7 novembre 1918, c'est-à-dire avant que Guillaume n'annonce son abdication. Les Alliés avaient donné aux Allemands 72 heures pour réfléchir à la proposition, qui expirait le 11 novembre. Le Kaiser n'aurait jamais accepté de telles conditions. Après tout, la signature du document signifierait la défaite de l'Allemagne à la Première Guerre mondiale! Il était donc nécessaire qu'au moment de la signature de la « trêve », le Kaiser n'existe plus. Sinon, ce cessez-le-feu qui était en réalité beaucoup plus proche d'une capitulation n'aurait jamais été signé. Ainsi, le 9 novembre, le mensonge de Max von Baden sur l'abdication du Kaiser a été annoncé au monde, et un nouveau gouvernement composé de marionnettes a immédiatement signé les documents selon la date limite fixée par les adversaires – le 11 novembre.

Et tous les papiers étaient déjà prêts? Et le commandement de l'Entente était déjà en mesure de calculer la quantité de canons et d'équipement militaires que les Allemands devraient « rendre »? Peut-être les délégués allemands ont-ils eu la gentillesse d'apporter une liste avec eux? Ou peut-être que les Alliés avaient planifié tout cela plus tôt, connaissant à l'avance le coup d'État imminent?

La propagande de l'Entente a convaincu les Allemands qu'un accord de paix équitable serait conclu si l'Allemagne se débarrassait du Kaiser. Beaucoup étaient dans cet état d'esprit, et cela a contribué à la réticence de la population à le soutenir. Le peuple allemand a renversé son gouvernement, plongé le pays dans le chaos et rendu impossible la poursuite de la lutte pour sa propre armée. Cependant, en

rédigeant les conditions de la trêve et du traité de Versailles, personne ne fit aucune faveur aux Allemands qui renversèrent Guillaume. Au contraire, l'humanité n' a pas connu une « paix » aussi dure depuis les guerres puniques entre Rome et Carthage. En conséquence, les Allemands se sont sentis trompés et trahis. Je dois dire que la plupart des traîtres ont fini par trouver leur juste punition. Matthias Ertsberger, qui signa la trêve, fut abattu en août 1921 par deux jeunes nationalistes. Ceux qui ont également signé le Traité de Brest-Litovsk du côté russe n'ont pas survécu au-delà de 1937-1938...

Naturellement, le traité extorqué à Versailles a alors été signé. Vous connaissez la suite: les réparations jusqu'en 1988, la faim et le froid sans précédent dans l'histoire humaine. Les Allemands ont vite dessoûlé, mais il n' y avait pas de chemin de retour. La production allemande de biens est tombée à son niveau de 1888, bien que la population ait augmenté de 30 pour cent depuis lors. Il ne leur restait qu'à choisir entre souffrir ou fermer les fenêtres et allumer le gaz. C'est à ce moment-là que Adolf Hitler a commencé à monter dans l'arène politique. Il avait compris qui avait gagné la Première Guerre Mondiale et dont la gracieuse approbation serait nécessaire pour que l'Allemagne se remette sur pied.



Qui a organisé les révolutions de février et d'octobre en Russie et la révolution de novembre en Allemagne? Les révolutions russe et allemande ont été organisées par les services secrets britanniques, avec le soutien possible des Etats-Unis et de la France. Le but de la Première Guerre Mondiale était d'obliger les deux puissances à se vider de leur sang et à déclencher des révolutions. Toutes sortes de partis politiques ont été utilisés à cette fin – les socialistes-révolutionnaires russes, les cadets, les menchéviks, les bolcheviks et, en Allemagne, les sociaux-démocrates hétéroclites. Mais tout ne s'est pas passé comme prévu. Alors que l'Allemagne avait trouvé son propre boucher, Gustav Noske, les bolchéviques avaient résolument adopté la tactique de tuer les opposants politiques. Introduits en Russie par les services secrets britanniques, grâce à un accord secret avec les services secrets allemands à bord du « wagon fermé », les bolchéviques avaient refusé de quitter la scène politique. Les bolchéviques, qui s'étaient révélés être des organisateurs talentueux et impitoyables, avaient gagné la guerre de Sécession russe et avaient rompu la laisse de leurs bienfaiteurs britanniques.

Quand la poussière de l'effondrement de l'empire russe s'était installée, une nouvelle forme avait émergé face au regard abasourdi des Anglais. A la place de l'empire géant, mais prévisible des Tsars, surgit un nouveau pays un peu plus petit, mais totalement imprévisible – l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. A sa tête se trouvaient des leaders qui connaissaient trop bien l'art des coups d'Etat et des révolutions et qui étaient donc de véritables adversaires dans le combat politique.

Cependant, la nouvelle idéologie de l'Union Soviétique ne représentait pas un danger en soi. En fin de compte, tous les slogans en « ismes » et configurations de systèmes politiques ne sont rien d'autre que des moyens pour atteindre les objectifs visés – ils ne sont pas une fin en soi. C'est pourquoi les Bolcheviques, ayant secoué la Russie dans leur ascension vers le pouvoir, ont été contraints de poursuivre les politiques de leurs prédécesseurs couronnés et ont rapidement rattrapé presque tout leur retard. Cela se faisait sous la bannière du marxisme, mais le fondement n'avait rien à voir avec un triomphe des idées du londonien barbu, mais plutôt avec la logique de la confrontation géopolitique et la promotion des intérêts nationaux.

Considérons maintenant la situation dans notre pays au début des années 1920. Les innombrables richesses de la Russie n'étaient pas un secret pour le monde. Même sans aucune étude géologique, on peut présumer qu'un sixième de la Terre n'est pas seulement recouvert de sable, d'argile et de galets et, sur ce vaste territoire trônait le grand empire russe. Comme dans tous les autres empires, la Russie a connu de nombreux problèmes en raison de son histoire, de sa géographie et de sa composition ethnique. Les services secrets britanniques ont aiguillonné tous ces points de pression. Ne pensez pas que la Russie se soit effondrée du jour au lendemain. Les activités subversives se sont accumulées contre elle pendant des mois, voire des années. Le travail a été long (environ 100 ans), méthodique et de longue haleine. Cela a commencé juste après la défaite de Napoléon Bonaparte, lorsque la Russie est devenue la plus forte puissance du continent européen et s'est terminée par les révolutions de février et d'octobre et la guerre civile russe.

Ainsi, l'écrasement de l'Empire russe fut complet. Mais la lutte politique n'avait pas pris fin. Comme la politique elle-même, elle était interminable. Par conséquent, dès que l'URSS a commencé à apparaître sur les cartes, les tentatives pour l'effacer ont aussi commencé. Lorsque cela s'est enfin produit en 1991, des activités subversives ont commencé contre la Fédération de Russie. Nous ne devons pas nous leurrer: tant que la Russie ne sera pas réduite à la taille de Monaco ou du Luxembourg, ils essaieront toujours de l'affaiblir et de la briser en morceaux, quel que soit le régime au pouvoir ou son degré de « démocratie » ou d'« ouverture ». Ils continuent à discuter de l'ampleur des efforts à fournir pour cette entreprise et de son financement. En 2007, les États-Unis ont dépensé 43 milliards de dollars pour leurs services de renseignement. Les chiffres de ce que la Grande-Bretagne dépense chaque année sont top secret.



Ce n'est pas seulement le désir de faire tomber un concurrent qui a poussé les Anglo-Saxons à organiser la Révolution russe, mais aussi celui de se débarrasser de toutes les valeurs « libératrices ». Mais les choses se sont déroulées tout à fait autrement. Avec Lénine à leur tête, les bolchéviks remettent contre toute attente la Russie sur pied. Au moment de la mort du fondateur du gouvernement soviétique en 1924, tout était encore très fragile.



L'économie a dû être reconstruite et, sur ce point, une lutte a éclaté en URSS entre deux idées, deux individus, deux philosophies, sur la façon de développer le pays. Alors que Lénine gisait dans son cercueil, Joseph Staline et Léon Trotsky se battaient pour savoir qui allait gagner la suprématie sur le Parti communiste et le droit de diriger lui-même le pays. Il n'est pas nécessaire de réciter en détail les biographies de ces dirigeants et tous les méandres de la politique soviétique, il y a déjà des milliers de livres sur ce sujet. Ce qui nous intéresse, c'est de comprendre les moments clés de

cet affrontement, et ce qu'il signifiait, car cette bataille au sein des bureaux du Kremlin, loin de Munich, a joué un rôle majeur dans le sort d'un caporal allemand encore inconnu – Adolf Hitler.

Si l'on décompose toute la démagogie entre ces deux chefs de parti en des phrases simples et compréhensibles, leur désaccord est le suivant: Trotsky croyait que la Révolution russe n'était pas le but, mais plutôt un moyen de déclencher la révolution dans les pays plus développés afin de faire triompher le communisme dans le monde entier. L'idée de Staline était que la victoire des bolchéviques en Russie était un phénomène unique et précieux en lui-même, et la tâche la plus importante était de finir d'établir un État socialiste libéré du libre marché, plutôt que de se concentrer sur l'exportation de la révolution ailleurs.

La bataille pour le parti a tourné autour de ce noyau idéologique. Trotsky avait déclaré: »La création d'une société socialiste indépendante était impossible pour un seul pays dans le monde » et avait donc appelé à une guerre révolutionnaire extérieure. La révolution socialiste, écrit-il, commence au niveau national, se développe jusqu'à l'international et s'achève au niveau mondial. Ainsi, la révolution socialiste est permanente dans un sens nouveau et plus large du terme: elle ne sera achevée qu'après le triomphe final d'une nouvelle société sur toute notre planète. »

Staline et ses partisans s'y étaient opposés, accusant la théorie de l'auteur de la révolution permanente d'être une tentative subversive pour diviser le parti: « Nous pouvons et devons construire le socialisme en URSS. Mais pour construire le socialisme, il faut avant tout exister. Nous avons besoin d'une chance de respirer avant une autre guerre, nous devons nous assurer qu'il n'y aura pas de tentatives d'intervention extérieure; nous devons lutter pour un minimum de stabilité internationale... » En réponse, Trotsky utilisa tout son talent d'orateur et de polémiste pour éclipser son adversaire moins éloquent. Les discours et les déclarations de Staline et de Trotsky étaient principalement consacrés à des accusations mutuelles. Après avoir présenté leurs arguments, ils se sont attaqués l'un à l'autre. Dans cette bataille, l'arme ultime était de citer Lénine, parce que tout le monde sait que l'on peut déterrer n'importe quoi si on veut. Passer en revue les arguments des deux adversaires serait inutile, ce serait ennuyeux et endormirait même le lecteur le plus intéressé. Il est plus important de répondre à une autre question: qu'est-il vraiment arrivé à l'élite du parti soviétique? Qu'est-ce qui se cache derrière ce conflit théorique (en apparence) entre Staline et Trotsky?

Les historiens ont essayé d'éplucher les tonnes de couches sémantiques produites par les prétendants dans cette discussion pour essayer de trouver un seul noyau de sens. Mais la vérité est ailleurs. Elle est dans les biographies de Staline et Trotsky; elle est dans les origines de notre révolution. Elle est même à l'endroit où ces futurs adversaires se trouvaient à la veille de l'effondrement de l'Empire russe et où ils se sont retrouvés au sommet du parti bolchévique.

Au moment de la révolution de février, Joseph Staline était en exil en Sibérie. Le gouvernement provisoire lui avait accordé l'amnistie et lui avait permis de simplement monter à bord d'un train pour Petrograd. Plus tard, le géorgien obstiné devint un fervent partisan de Lénine, exécutant consciencieusement toutes les instructions du leader, et s'impliqua directement dans l'organisation de la révolution d'octobre. Mais il n'avait rien à voir avec l'obscur soutien financier du Parti bolchévique.

Trotsky avait une autre histoire. À la même époque, en février, il était en Amérique lointaine, où, selon ses propres mots, il ne faisait rien. La profession de Trotsky était d'être un révolutionnaire professionnel. Apparemment, ce genre de travail est extrêmement bien payé, puisque Trotsky est rentré dans la mère patrie avec 10 000 \$ dans ses poches. Aujourd'hui, maintenant que les billets verts ont été considérablement dévalués, ce montant semble risible, mais au tournant du siècle, la monnaie américaine était une force. Par conséquent, en valeur actuelle, ce montant valait 20 à 30 fois plus – et c'était justement ça qu'il avait mis dans sa poche. Pour les faux frais, pour ainsi dire. Le principal

financement fourni à la Révolution russe par les banquiers américains était transféré par le biais de comptes en Suède neutre et des malles portées par des personnages insoupçonnables entrant discrètement dans le pays. Personne ne conteste que Vladimir Lénine a été ramené au bercail dans le « wagon fermé » avec une valise gonflée pleine d'argent. Non, c'est un fait incontestable que les bolcheviques nageaient dans l'argent. Qui le leur a donné? Les Allemands? En partie, mais il faut comprendre qu'une part substantielle de l'argent « allemand » de Lénine provenait de prêts américains accordés au gouvernement allemand. Tout comme Lénine, Trotsky était lié à des cercles noirs et entretenait des relations avec divers services de renseignement. De retour dans leur patrie, Trotsky et Lénine s'associèrent rapidement, oubliant instantanément leur inimitié passée. Il convient de noter que Trotsky n'a rejoint le Parti bolchévique qu'à l'été 1917, mais en organisant le soulèvement d'octobre, il a fait plus d'efforts que tout autre dirigeant bolchévique, y compris Lénine.

En d'autres termes, Léon Trotsky représentait l'investissement américain (ou le renseignement anglo-saxon) dans la nouvelle Russie révolutionnaire. Par conséquent, il a pris les mesures appropriées et a exprimé les idées appropriées...

Il suffit de citer un seul fait sur le camarade Trotsky et tout devient clair. Au début des années 20, il dirigeait le Commissariat du peuple à la communication. C'est sous sa direction que cette organisation a passé un contrat avec la firme suédoise Nydkvist et Holm pour un achat gigantesque de locomotives à vapeur.

Tout ce qui concerne cette commande est intéressant. Tout d'abord, la quantité – 1000 locomotives. Deuxièmement, le prix – 200 millions de roubles d'or. Les autres détails ne sont pas moins curieux. Ce n'est un secret pour personne que la Suède n'est pas un habitat pour les éléphants, mais le fait que le pays scandinave soit loin d'être le leader mondial de la production de locomotives a aussi échappé à tout le monde. Nydkvist et Holm n'avaient même pas la capacité de production nécessaire pour répondre à la commande soviétique de l'époque. Par conséquent, les deux parties ont accepté une transaction dans le cadre de ce programme: la Russie rouge paierait à l'avance, les Suédois construiraient alors des usines, puis nous enverraient les locomotives.

Dans toute l'histoire de l'entreprise, Nydkvist et Holm n'avaient jamais produit plus de 40 locomotives sur une année. Mais il décida de rassembler ses forces et en produisit jusqu' à 50 en 1921! Plus tard, la commande fut répartie de manière égale sur cinq ans, au cours desquels les Suédois utilisèrent notre argent pour construire une usine! En 1922, l'acheteur reçut 200 locomotives et de 1923 à 1925, il en reçut 250 par an. En outre, l'Union Soviétique avait joué le rôle non seulement de l'acheteur, mais aussi du prêteur dans cet accord. Et cela n'avait rien à voir avec un paiement anticipé pour les locomotives. En mai 1920, l'entreprise reçut non seulement une avance de 7 millions de couronnes suédoises, mais aussi un prêt sans intérêt de 10 millions de couronnes « pour la construction d'un atelier d'usinage et d'une chaufferie », prêt qui devait être remboursé lors de la livraison des 500 dernières locomotives. Si la commande soviétique avait été réduite, les Suédois auraient pu facilement garder l'argent! Par exemple, la partie suédoise aurait pu retarder l'expédition, et le texte du document ne prévoyait pas les cas dans lesquels le contrat avec la société suédoise pouvait être résilié.

Mais ce n'est pas tout. Les locomotives ont été commandées à deux fois le prix d'avant-guerre – et elles n'ont pas été achetées en monnaie dépréciée, mais en roubles d'or! C'était un scénario assez scandaleux: prix excessif, acompte, pas de marchandise. Et quand arriveraient-elles? Qui le sait? N'importe quel inspecteur des impôts ou vérificateur qui verrait quelque chose comme ça commencerait à se lécher les babines. L'affaire sentait comme un énorme scandale et une promotion majeure pour tous ceux qui découvraient la fraude.

Le magazine soviétique *Economist* a écrit sur l'étrange affaire de 1922. L'article exprimait la stupéfaction face à cette étrange façon de faire des affaires. De plus, Frolov, l'auteur, posait une question logique: pourquoi était-il nécessaire de commander les locomotives à la Suède en premier ? N'aurait-il pas été préférable de développer ou plutôt de faire progresser l'industrie nationale? L'entreprise Putilov à Pétersbourg produisait 250 locomotives par an avant la guerre. Pourquoi ne pas lui avoir accordé un prêt? Une telle somme d'argent pourrait « améliorer toutes ses usines de locomotives et nourrir ses travailleurs ».

Cette étrange gestion du camarade Trotsky vous surprend-elle? Vous seriez encore plus surpris par la réaction de Lénine à cet article d'*Economist*. « Ce sont clairement tous des contre-révolutionnaires, des hommes de main de l'Entente, organisés par des agents et des espions qui tentent d'influencer notre jeunesse. Nous devons veiller à capturer et continuer à capturer systématiquement ces « espions militaires » et à les renvoyer », avait écrit le chef du prolétariat. Il a ensuite demandé à Felix Dzerzhinsky, le chef de la police secrète Cheka, de fermer le magazine.

Mais revenons au prix de cet accord qui était si peu rentable pour la Russie et qu'il est interdit de critiquer: **200 millions de roubles d'or – ce n'est pas seulement une somme colossale. C'était un quart des réserves d'or du pays à l'époque !**

Que signifie donc réellement ce comportement étrange de Lénine et Trotsky? Cela signifie que les dettes doivent être payées et les promesses tenues. L'argent dépensé pour l'effondrement de la Russie devait être rendu. C'était un des accords entre les représentants des gouvernements occidentaux et les bolchéviques. Du fait que Lénine est resté au pouvoir pendant si longtemps, il ne rompit ses accords avec ses « partenaires » au sein du renseignement britannique que progressivement, et à la fin, il n'en restait pas grand-chose. Après n'avoir été mis à la barre de la Russie que pour la ruiner, il a utilisé cette couverture pour faire le contraire – recoudre son territoire. D'où la logique de ses actions. Nous ne rembourserons pas les dettes du Tsar. Nous ferons des concessions. Nous ne renoncerons pas à notre autorité, et l'argent dépensé sera remboursé.

Donc, avec Trotsky, c'est plus ou moins compris. Quel est le rapport avec Hitler? Nous y reviendrons dans le prochain chapitre.

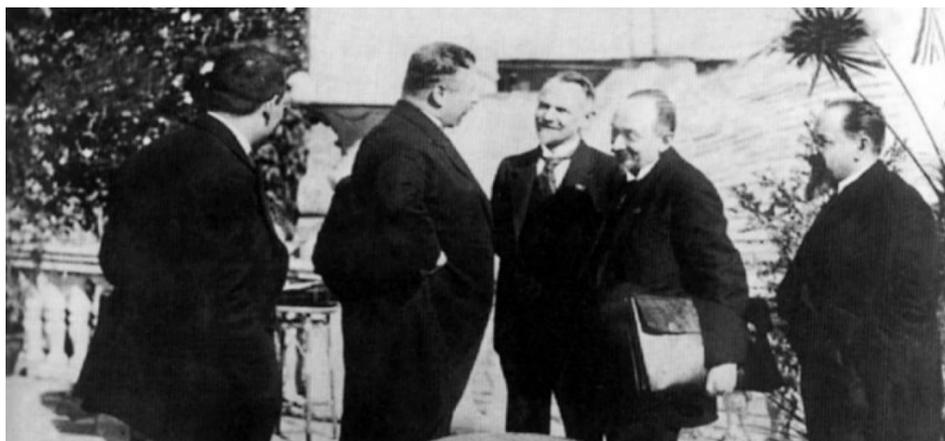


Photo: Personnes qui ont participé au Traité de Rapallo de 1922, qui a sanctionné le traité de paix entre l'Allemagne et l'Union Soviétique. Sur la photo: Joseph Wirth, Leonid Krasin, Georgy Chicherin et Adolf Joffe.

Afin de bien comprendre la relation entre les bolcheviques et l'Occident, il est important de se rappeler que les léninistes ont « roulé » les anglo-saxons. Ils ont préservé les points les plus importants: ils n'ont pas vendu le pays, ils n'ont pas donné ses richesses. Mais tant que durait la guerre civile russe, il y avait l'espoir que les bolchéviques « reviennent à la raison » et fassent « ce qui était nécessaire » ; les résistants contre le communisme et le bolchevisme recevaient peu de soutien. Mais, même sans eux, il n'y avait pas moyen de contourner le fait que quelqu'un doive jouer le rôle du boucher et de l'alcoolique pour assurer la loyauté des révolutionnaires les plus féroces.

De même, en 1920-1921, les national-socialistes allemands n'avaient pas de gros besoins. Par conséquent, tout le soutien qu'ils ont obtenu et leurs modestes succès dans ces années-là peuvent être attribués aux talents de Hitler et à l'enthousiasme de ses amis et admirateurs. A cette époque, c'étaient surtout des vieilles dames bienveillantes qui donnaient un peu d'argent pour la campagne des nazis. Donc les choses pour les Aryens purs allaient de mal en pis. «Jusqu'au milieu de l'année 1921, le parti ne pouvait pas se maintenir financièrement à flot ; ses colleurs d'affiches n'avaient même pas d'argent pour la colle! »



Les portraits d'Hitler de l'époque le montrent dans des vêtements simples, souvent de seconde main. Il vivait dans une petite chambre sordide pré-meublée de la Triftstrasse, avec du linoléum usé sur le sol. Son seul mobilier était un lit, une étagère, une chaise et une table de fortune [Hanfstaengl, Ernst 'Putzi'. *Hitler: The Missing Years*]. Frideling, la petite-fille du compositeur préféré d'Hitler, Richard Wagner, le décrit comme portant «une culotte en cuir bavaroise, des chaussettes courtes en laine grossière, un short à carreaux rouge et bleu et une courte veste bleue sur sa silhouette osseuse.» [Hitler and Stalin: Parallel Habite par Alan Bullock]

Autre description: «dans des bottes lourdes, un costume sombre et un gilet de cuir avec une étrange petite moustache, il n'est pas vraiment impressionnant. On dirait un serveur dans un restaurant de la gare. » [Hanfstaengl, Ernst 'Putzi'. *The Missing Years*]

L'attitude d'Hitler vis-à-vis du travail était également très particulière: «Il désespérait tout le monde, parce que personne ne pouvait jamais être sûr qu'il se présenterait à une réunion planifiée et qu'il était impossible de le forcer à prendre une décision.

Pfeiffer von Zalomon, le futur chef des troupes d'assaut nazies a dit que la première fois qu'il a vu son Führer, il a refusé de faire sa connaissance parce qu'il était habillé comme un clochard: vieille carte de visite, bottes en cuir jaune et sac à dos sur le dos. Un autre a décrit la tenue vestimentaire hitlérienne à cette époque comme: un costume bleu, une chemise violette, un gilet marron et une cravate rouge vif [Joachim C. Fest, Hitler]. Vous conviendriez que le spectacle du futur Führer était assez étrange. Aujourd'hui, nous dirions que ses spécialistes du marketing et de l'image de marque auraient beaucoup de travail à faire. Mais ça a marché! Peut-on imaginer Hitler 1941 en short?

Hitler avait des dépenses personnelles très modestes. A Pâques 1923, il reçut de Goering quelques marks pour partir en vacances en montagne. Plus tard, en se souvenant de ces années, il dit: « pendant longtemps, je n'ai mangé que des pommes tyroliennes. C'est incroyable les économies que nous avons faites à l'époque. Chaque mark économisé a été dépensé plus tard par le parti. » [Konrad Heiden, *Fuhrer*]

Comme on dit, les mendiants ne peuvent choisir, et c'est pourquoi les premiers partisans d'Hitler étaient tous si idéalistes. Parce que leur chef ne travaillait pas pour l'argent, mais pour une idée, et cela n'apportait pas moins de respect et d'admiration à Hitler que ses compétences oratoires. Quand

la situation financière des nazis a-t-elle commencé à s'améliorer? Cela est arrivé quand ils en avaient le plus besoin. Comme nous pouvons le voir, il n'en avait pas besoin en 1921, ni au début de 1922. Les historiens ne nous disent rien sur le « miracle » financier des nazis durant cette période.



Du 10 avril au 19 mai 1922, la Russie soviétique, alors appelée République socialiste fédérative soviétique russe, participait à une conférence internationale dans la ville italienne de Gênes. Il s'agissait, en fait, de présenter les dirigeants bolchéviques au monde « civilisé ». Comme toujours, la conversation portait sur l'argent. Les gouvernements occidentaux ont fait d'énormes revendications financières, y compris des dettes de guerre et d'avant-guerre avec intérêts. De plus, ils exigeaient que les bolcheviques remboursent –

avec intérêts – tous les actifs du gouvernement blanc qui n'avaient pas été couverts (!) ainsi que le remboursement de toutes les entreprises étrangères nationalisées. Tout cela, selon les experts occidentaux, totalisait 18 milliards de roubles d'or.

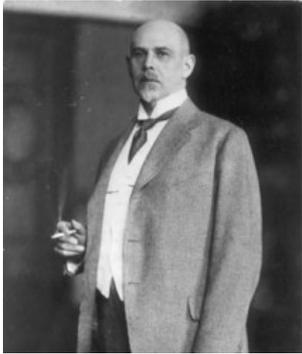
Bien sûr, les bolcheviques ne pouvaient pas se le permettre. Les paiements annuels auraient atteint 80% du budget de la Russie à l'époque! L'ensemble du calcul était basé sur ceci: incapables de payer, les bolchéviques devaient simplement « abandonner » la Russie et accepter l'assujettissement, après en avoir passé la gestion à Entente – un processus arrangé avec l'aide de Kerensky et de Lénine: l'effondrement révolutionnaire de l'Empire russe.

C'est là que Vladimir Lénine fit un doigt d'honneur aux partenaires de négociation! Plutôt que d'assumer inconditionnellement les dettes et la servitude financière, sans la moindre gêne, la délégation soviétique lança une réclamation contre l'intervention étrangère et le blocus – 30 milliards de roubles d'or en tout. Au bout de quelques jours, les diplomates occidentaux frappés de stupeur se présentèrent avec une option plus modérée. Les bolchéviques acceptèrent de reconnaître les dettes d'avant-guerre de la Russie et étaient prêts à offrir aux détenteurs d'actifs le droit de louer ou de recevoir des compensations pour leur ancienne propriété. En retour, l'Angleterre, la France et l'Italie reconnaîtraient de jure le gouvernement soviétique, lui accorderaient une aide financière, « oublieraient » les entreprises nationalisées et annuleraient les dettes de guerre et les intérêts y afférents.

Personne n'avait jamais parlé aussi effrontément avec les vainqueurs de la Première Guerre Mondiale. Pendant que tout cela se passait et que la délégation occidentale discutait des demandes sans précédent des Bolcheviques, la délégation soviétique faisait une démarche diplomatique de grande importance. Le 16 avril 1922, dans la banlieue génoise de Rapallo, la RSFSR et l'Allemagne signent un traité permanent d'abandon mutuel des demandes de remboursement des pertes et dépenses militaires et non militaires. En outre, l'Allemagne reconnaît la nationalisation de la propriété publique et privée allemande dans la RSFSR! **Le traité est signé la nuit en secret et les diplomates du reste de la délégation occidentale ne l'apprennent qu'après coup.**

C'était trop! La Russie de Lénine avait réussi à embobiner habilement les Anglais et les Français. Bien sûr, après cela, la Conférence de Gênes n'a rien accompli. Après son échec, une autre tentative est faite pour convaincre les bolcheviques de remettre la Russie à l'Occident. A la Conférence de La Haye (du 15 au 20 juin 1922), la délégation soviétique reste sur les mêmes positions qu'à Gênes. Il était clair pour les puissances occidentales qu'il fallait parler différemment avec les bolcheviques hors de contrôle. Et à l'Allemagne aussi, qui avait si clairement démontré son indépendance, l'Occident devrait

imposer l'ordre. Les services secrets britanniques n'ont pas suscité de révolutions en Russie et en Allemagne pour qu'ils deviennent amis!



W. Rathenau

Deux jours à peine après la signature du Traité de Rapallo, le 18 avril 1922, les gouvernements de l'Entente, de la Petite Entente (Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Roumanie), ainsi que la Pologne et le Portugal envoyèrent un réprimande provocante à l'Allemagne. Ils y accusaient l'Allemagne de déloyauté envers les Alliés pour avoir » secrètement signé un traité avec la Russie dans le dos de ses collègues ». En conséquence, les chefs de la délégation allemande, J. Wirth et W. Rathenau rendirent visite à la délégation soviétique le lendemain et les supplièrent (!) d'annuler le traité. La panique du gouvernement » libre et démocratique » de l'Allemagne était si grande que leur délégation se précipitait constamment vers la mission britannique, appelant Berlin et tentant à nouveau de convaincre la délégation de la Russie soviétique de prétendre que personne n'avait jamais signé d'accord! Bien sûr, ils n'ont pas été en mesure de contrecarrer la position des diplomates russes et le traité a été sauvé.

Aussitôt, les actifs anglo-saxons essentiels ont commencé à s'activer dans le pays de la bière et des saucisses. Comme des grenouilles dans un marais asséché, elles attendaient leur heure. Le marécage était asséché, et pendant que le pays tombait dans la stupeur, ils attendaient. Ainsi, lorsque l'humidité vivifiante est revenue, une activité sans précédent a fait son apparition parmi les partis politiques allemands – en particulier ceux qui étaient indispensables – les nazis.

Si je me souviens bien, le traité de Rapallo a été signé le 16 avril 1922, il se trouve que par hasard le parti nazi a connu un » saut du nombre de membres du parti » au printemps 1922 ! C'est dans les années 1922-1923 que l'Allemagne a été frappée par une inflation galopante. La population s'appauvrit rapidement. Pourtant, vers le milieu de l'année 1922, Adolf Hitler avait brusquement de l'argent. Beaucoup d'argent. Pour cette raison, il a planifié un congrès du parti à Munich en Janvier 1923. Cinq mille membres de la troupe d'assaut, parfaitement équipés, devaient défiler devant leur chef. En même temps, Hitler louait 12 sites pour des rassemblements et louait des orchestres, des groupes de danse folklorique et même un célèbre clown pour attirer le public. Immédiatement après Rapallo, au printemps 1922, le tirage du journal hitlérien *Völkischer Beobachter* passa de 8 000 à 17 500 exemplaires. A la fin du congrès, il a commencé à imprimer tous les jours. Quelles coïncidences intéressantes!

Maintenant, nous pouvons répondre à la question pourquoi de mystérieux sponsors étrangers ont soutenu le jeune mouvement nazi. Les nationalistes allemands ont activement utilisé des forces extérieures pour déstabiliser le pays. Les nazis n'étaient pas intéressants ou précieux en eux-mêmes, mais plutôt comme un outil pour provoquer une crise gouvernementale et écarter les dirigeants méprisés par les anglo-saxons qui avaient osé signer un traité avec les bolcheviques. La République de Weimar était un gouvernement démocratique qui pouvait facilement démissionner en cas de grave détérioration de la situation politique interne. Et si elle ne démissionnait pas, elle pourrait facilement être éliminée avec l'aide des nationalistes. Quelle était la date de signature du traité germano-soviétique de Rapallo? Le 16 avril 1922. Et le 24 juin 1922, un groupe de conspirateurs nationalistes assassina le ministre allemand des Affaires étrangères Walter Rathenau, qui était juif. C'était une leçon évidente pour tous les politiciens allemands: la victime était un partisan de relations plus étroites avec Moscou, quoique graduellement, tout en gardant un œil sur l'Occident.

Plus tard, le 14 novembre 1922, le chancelier allemand Joseph Wirth, qui avait approuvé le traité de Rapallo, fut révoqué. Wirth souhaitait sincèrement un rapprochement germano-soviétique, mais il était également partisan de mesures progressives, craignant la réaction des « puissances occidentales face à une telle manifestation d'indépendance dans la politique étrangère allemande » La mort de Walter Rathenau était un signe convaincant que ses craintes n'étaient pas sans fondement.

Avec l'augmentation des tensions internes en Allemagne, la pression extérieure s'est accrue simultanément sur le gouvernement allemand. Le prétexte était le retard dans le paiement des réparations. Peu de temps auparavant, les pays signataires de l'Entente ne pressaient pas les Allemands sur ce front, mais soudain, c'était une autre affaire. Des mesures encore plus strictes devaient suivre l'assassinat de Rathenau et la démission de Wirth. En janvier 1923, les forces françaises occupèrent la région de la Ruhr en Allemagne – sa principale zone industrielle – pour prendre le contrôle des activités de transit et d'extraction du charbon. Le gouvernement allemand a exhorté ses citoyens à se contenter de résister passivement. Mais les Français se comportaient comme de vrais occupants. Par exemple, ils ont tiré à la mitrailleuse lors d'une manifestation ouvrière à Essen, tuant 13 personnes et en blessant plus de 30 autres. Lorsque près d'un demi-million de personnes se sont présentées aux funérailles des victimes, un tribunal français a condamné le propriétaire de l'entreprise et huit de ses dirigeants à 15 et 20 ans de prison.

Toute l'Allemagne serra les poings d'indignation. Des embuscades et des actes de sabotage contre les troupes françaises se multiplièrent à travers la Ruhr, suivis d'autres exécutions par l'occupant. Et qu'en est-il des nazis qui organisaient des rassemblements sous les uniformes de patriotes allemands extrémistes?

Ceux qui comprennent les véritables sources de financement d'Hitler ne seront pas surpris que les membres de son parti n'aient pas pris part aux combats contre les Français. Au contraire, Hitler a personnellement promis de mettre à la porte tous ceux qui oseraient prendre une part active dans la résistance à l'occupation française de la Ruhr, et il y a eu des moments où il a tenu sa promesse, même s'il avait parlé six mois auparavant de la nécessité d'une guérilla dans le cas de l'occupation de la Ruhr!

Stimulé et renforcé, le Parti nazi pouvait alors être facilement utilisé, comme d'autres groupes nationalistes, pour déstabiliser la situation intérieure de l'Allemagne. Quelle cruelle ironie du destin! Ceux qui crient le plus fort au sujet de la glorieuse Russie, l'Allemagne, etc. sont dans la plupart des cas aveuglément utilisés comme instruments des adversaires géopolitiques de leurs pays pour affaiblir et briser leur patrie. Souvenons-nous de nos nobles Blancs, mais myopes. Rejetant l'idée même du « bradage de la mère patrie », les dirigeants du mouvement blanc ont fini par perdre la guerre de Sécession et ont laissé le pays aux mains des bolchéviques. Les skinheads et les ultranationalistes russes modernes n'ont aucune idée du fait qu'en harcelant les « Noirs », ils causent beaucoup de tort à notre pays. Cela n'a rien à voir avec l'image du pays, mais plutôt avec le fait que la violence interethnique dans un pays multiethnique mène toujours à un schisme, ce que recherchent ses ennemis extérieurs. **De même, le nazi Hitler était involontairement ou inconsciemment un jouet entre les mains de ses financiers français et anglais. Cela n'avait rien à voir avec son « séparatisme » mythique, et donc pas non plus avec son « patriotisme »!**



Environ un an avant l'organisation du Putsch de la Brasserie par Hitler, quelques personnalités curieuses sont apparues dans son entourage, et les historiens n'ont toujours pas été en mesure de déterminer l'origine des sommes d'argent qu'ils ont apportées avec eux. L'argent liquide est rentré de plusieurs côtés. En plus de l'argent « suisse » français et anglais, l'argent américain est également tombé dans les poches d'Adolf Hitler. Néanmoins, en 1922, les puissances recherchaient des personnalités politiques en Allemagne, quelqu'un qui pouvait être utilisé selon la situation: pour changer des politiciens indésirables, commettre des assassinats et des provocations. Personne n'avait encore pensé à mettre Hitler au pouvoir. Avant Munich, presque personne n'avait entendu parler de lui.

Par conséquent, l'attaché militaire américain en Allemagne, le capitaine Truman-Smith, a d'abord rencontré d'autres personnes – le général à la retraite Ludendorff, qui avait commandé le Wehrmacht pendant la Première Guerre Mondiale et le prince héritier Ruprecht. Ils ont parlé à l'Américain de la nouvelle étoile montante. Le 20 novembre 1922, le capitaine rencontra le futur Führer dans son appartement du deuxième étage [*William Shearer « The Rise and Fall of the Third Reich »*]. Hitler fut très franc avec l'Américain. Évidemment, si l'attaché militaire se lançait en politique – et non pas dans les canons et les fusils – c'est que ses fonctions étaient plus étendues que de s'occuper de simples questions militaires. Le dirigeant encore inconnu du petit parti local bavarois parla de son intention d'« éliminer le bolchevisme », de « se débarrasser des chaînes de Versailles, d'établir une dictature, de créer un gouvernement fort ». En fait, profitant de cette rare occasion où le renseignement américain venait à lui en personne, Hitler s'offrait lui-même comme « l'épée de la civilisation » dans la lutte contre le marxisme – c'est-à-dire contre la Russie!

La proposition tombe à point nommé – ces fanatiques peuvent être utiles à tout moment. Pour l'instant, bien sûr, ce n'était pas le moment de se battre contre les Russes, mais ce type valait le coup d'œil. De retour de Berlin, Truman-Smith remit un rapport détaillé que l'ambassade envoya à Washington le 25 novembre 1922. Mais l'ennui, c'est que l'attaché militaire officiel des Etats-Unis ne pouvait pas s'engager aussi activement auprès d'un politicien allemand conformément à son statut diplomatique. Les Yankees, cependant, avaient trouvé Hitler si prometteur qu'ils avaient mis le futur Führer en contact avec un contact des services secrets américains sur place. Le leader nazi invita le diplomate à son prochain rassemblement, mais Truman-Smith n'y alla pas lui-même. Il envoya plutôt son « copain » Ernst Sedgwick Hanfstaengl. Hanfstaengl était le fils d'un marchand d'art prospère et avait la double nationalité américaine et allemande. Né en Bavière, il a été diplômé de l'Université de Harvard en 1909. La moitié de l'Allemagne a tranquillement passé toute la Première Guerre Mondiale en Amérique. Non seulement, en tant que citoyen allemand, il n'a pas été arrêté – même après que

les États-Unis eurent déclaré la guerre à l'Allemagne – mais après avoir promis de « ne pas s'engager dans des activités antiaméricaines », il a été laissé en paix. Pourquoi? Parce que son avocat était le secrétaire d'État américain Theodore Roosevelt! [Hanfstaengl: »Hitler: The lost years «]



Ernst Sedgwick Hanfstaengl

Mais lorsque l'Allemagne perdit la guerre, Hanfstaengl se précipita aussitôt dans son pays natal. Dans une Allemagne dévastée prise dans les griffes de l'inflation violente, la vie d'Ernst « l'Américain » était une île de prospérité et d'abondance. Il avait toujours de l'argent, mais les sources de revenus n'étaient pas totalement transparentes: la maudite inflation avait totalement détruit l'entreprise de son père. La version « officielle » attribue son bien-être à une galerie d'art américaine. Une explication convaincante mais totalement non vérifiée, ce qui veut dire que c'était très commode...

Ayant reçu l'invitation à participer au rassemblement d'Hitler, Hanfstaengl a tout de suite « éprouvé de la sympathie pour lui » et ils sont devenus rapidement amis. Il a même écrit ses deux derniers mémoires intitulés *My Friend Adolf, My Enemy Hitler and Hitler: the Lost Years*. Je recommande à tout le monde de lire ces livres. Pourquoi? Ce n'est pas en raison de leur style littéraire particulier, mais en raison des faits importants qu'ils avancent. Il s'avère que la vanité n'est pas seulement une caractéristique des poètes et des artistes, des généraux et des écrivains. Les agents du renseignement commettent aussi ce péché. Par conséquent, en vieillissant ils prennent le temps d'écrire un petit livre modeste dans lequel, bien sûr, ils ne disent pas toute la vérité. Au lieu de cela, ils l'arrosent de faits bien connus et de détails obscurs pour montrer au « lecteur réfléchi » que l'auteur avait secrètement fait l'histoire sans que personne ne s'en soit aperçu auparavant – en aidant l'étrange fanatique nommé Adolf Hitler.

Et il en avait des choses à écrire. Avec sa taille de deux mètres, Ernst avait été surnommé « Putzi » chez les nazis, qui signifie « enfant » (et « drôle » et « amusant »). Sous ce nom, il entra dans les livres d'histoire allemands du mouvement nazi. Les historiens ne se souviennent de rien, et peignent Hanfstaengl comme un amuseur, oubliant que ce genre de rôle est le plus approprié pour l'influence cachée d'un marionnettiste.

La véritable valeur de Putzi dans la formation des nazis pour en faire un parti et d'Hitler pour en faire un chef n'est pas encore pleinement appréciée. Le pianiste Hanfstaengl fit entrer l'impitoyable caporal dans l'élite munichoise, ainsi que dans les cercles artistiques et littéraires. Des contacts comme la famille de Hanfstaengl ont donné à Hitler la respectabilité dont il avait tant besoin et l'ont aidé à établir des relations importantes. Fondamentalement, Putzi et sa femme Helen furent la première famille aisée à lui ouvrir leurs portes. Avant tout, ils ont été sa première équipe de fabrication d'image de marque. Hitler apprit à se comporter dans la haute société et acquit les bonnes manières.

La villa Hanfstaengl lui était toujours ouverte et là, le futur führer jouait non seulement au piano la musique de son Wagner adoré, mais aussi partait avec de l'argent. Putzi Hanfstaengl était riche et pouvait se permettre d'aider un politicien novice – à diriger, et mettre sur la bonne voie. Dans ces mémoires, Hanfstaengl déclare ouvertement et honnêtement les idées qu'il a ancrées dans l'esprit du führer en évolution: « S'il y a une autre guerre, celui qui a l'Amérique de son côté gagnera. La seule politique raisonnable que vous devriez suivre est l'amitié avec les États-Unis. S'ils se mettent du côté de vos ennemis, vous perdrez toute guerre... » [Hanfstaengl: » Hitler: les années perdues «]

Il est à noter que ce sermon ne s'adressait pas à un chef d'Etat ou de gouvernement, mais à un chef d'une organisation marginale encore totalement inconnu. Grâce à l'éditeur qui a écrit l'introduction

du livre de Hanfstaengl, il a effectivement formulé en quelques mots les pensées du « bouffon »: « Sa thèse était que l'Allemagne ne retrouverait plus jamais son équilibre et sa grandeur sans rapprochement avec la Grande-Bretagne et surtout les Etats-Unis. Le point fondamental qu'il a essayé d'ajouter dans le cerveau d'Hitler était que toute idée de régler des comptes en Europe serait illusoire si les deux puissances maritimes rejoignaient le camp adverse.

C'était bien pensé. Et si vous développez un peu plus ces idées, vous arriverez à la conclusion suivante : vous devez vous lier d'amitié avec l'Angleterre et les États-Unis et combattre la Russie. Nous avons déjà vu ce raisonnement quelque part, non ? ... Mais où? De la part de Hitler lui-même dans *Mein Kampf* ! Le résultat est assez intéressant : en 1923, Hanfstaengl tient une série de discussions géopolitiques avec Hitler, éclairant le futur führer et élargissant ses horizons. Et déjà en 1924, « l'étudiant » écrit son propre livre, mot pour mot répétant la thèse de son ami. Alors, qui est le véritable auteur de *Mein Kampf* ? Il s'avère que c'était un espion américain.

Si quelqu'un doute encore pourquoi et pour quoi Adolf Hitler a rencontré Ernst Hanfstaengl « par hasard », lisez simplement son livre, et tous les doutes s'effaceront. Beaucoup trop d'allusions à ceux pour qui travaillait le riche «ami» américain des nazis. Hitler était sans aucun doute un orateur talentueux. Ernst Hanfstaengl a inspiré confiance à son ami Adolf, en élevant ses talents oratoires à des sommets encore plus élevés: «Je lui ai parlé de l'efficacité des paroles expressives dans la vie politique américaine, et lui ai expliqué comment cela renforçait et affutait les principales grandes lignes, faisant saillir les idées avec un effet phonétique et allitératif. « [*Hanfstaengl: » Hitler: Les années perdues* «]

Hitler était d'accord. Il a tout absorbé comme une éponge. « A bien des égards, Hitler était encore malléable et obéissant », écrit Hanfstaengl. Mais, en développant son talent oratoire, Hitler posa à son maître une question raisonnable : «Vous avez absolument raison. Mais comment puis-je atteindre le peuple allemand, sans la presse? Les journaux m'ignorent totalement. Comment tirer parti de mon succès d'orateur avec notre misérable *Volkischer Beobachter*, qui ne sort mes discours qu'une fois par semaine? Nous n'obtiendrons rien tant qu'il ne sera pas imprimé tous les jours. « [*Ibid*]

Et sur la place, en novembre 1923, Hitler tenterait un coup d'État. Mais pour gagner le soutien des masses, vous avez besoin de propagande. Et pour faire de la propagande, vous avez besoin d'argent. Mais, hélas, de l'argent il n'y en avait nulle part. Il n'aurait peut-être jamais été trouvé, car le futur führer se présenta pour parler pendant le festival de la bière à Munich, et il s'était souvenu du dicton «Il vaut mieux avoir un ami au marché que de l'argent dans un coffre». Adolf Hitler n'avait pas d'ami au marché, mais il avait un copain vraiment riche nommé Ernst Hanfstaengl, et c'était suffisant, car c'était lui qui fournissait l'argent de la propagande! « En mars 1923, Hanfstaengl fit à Hitler un prêt de 1000 dollars – une somme folle à cette époque. » [*Konrad Heiden: « Der Führer »*]

Ne vous laissez pas tromper par le mot prêt. Il y a de nombreuses raisons de croire qu'Hitler n'était pas pressé de rembourser Putzi, et à l'époque, 1 000 \$ représentaient vraiment une somme folle ! En fait, mille, ou même un dollar, selon Hanfstaengl était une fortune! [*Hanfstaengl: « Hitler: Les années perdues* »]

Avec l'argent de leur bienfaiteur américain, les nazis achetèrent une nouvelle machine à imprimer pour leur journal, le *Volkischer Beobachter* . Le journal de Hitler n'était plus un petit bulletin – c'était un journal normalement formaté et sortait tous les jours! Mais Hanfstaengl ne s'est pas arrêté avec la création du porte-parole principal des nazis. Il a personnellement attiré le dessinateur Schwartzer pour travailler sur un nouvel entête et sur les chapeaux, et a également suggéré une nouvelle devise pour le journal – « Travail et Pain ». [*Ibid*]

Après avoir mis la presse nazie en mouvement, Hanfstaengl se tourne vers Hitler pour lui apporter de petites choses, mais très importantes. C'est lui qui explique à son ami Adolf à quel point il était important d'avoir le bon type de musique pour dynamiser la foule et gonfler leur enthousiasme. Par exemple, Putzi joue des chansons de combat de Harvard pour le führer et Hitler «fait même répéter la mélodie à l'orchestre de Storm trooper». Hanfstaengl compose ensuite *personnellement* une douzaine de nouveaux morceaux pour des marches du Storm trooper! [Ibid] Et c'est sur l'air de ces « Marches triomphales », écrites pour les Américains, que les Storm troopers marcheront sous les portes du Brandebourg le jour où Hitler deviendra chancelier.

Sur ce point, Hanfstaengl a dissimulé le fait qu'il a aidé les nazis en leur transférant de l'argent. Il a écrit à ce sujet à plusieurs reprises dans ses mémoires: « J'avais décidé que je soutiendrais secrètement le parti national-socialiste »; « J'avais ... compris que toute l'aide que je donnais, devait être faite en secret »; « J'ai toujours gardé mon aide aux nazis entièrement secrète et je ne pouvais pas me permettre d'en parler ». [Ibid]

Pourquoi devait-il le cacher? Son explication était très peu convaincante: «J'étais un membre de l'entreprise familiale.» Que faisait Hanfstaengl en Allemagne qui était si important qu'il pouvait marcher dans les rues avec Adolf Hitler, mais pas l'aider avec de l'argent? Que faisait d'autre Hanfstaengl, en plus de donner un enseignement à Hitler, de le parrainer et de l'accompagner dans ses déplacements ? Difficile à dire d'après ses mémoires. L'auteur était muet sur ses relations commerciales.

Cependant, il n'oublia pas de nous raconter comment, lors de sa première visite dans l'appartement de son ami Adolf, il s'était familiarisé avec sa bibliothèque. Seriez-vous intéressé de savoir ce que le chef d'un parti politique lisait dans ses temps libres? Probablement oui. Si vous regardiez son étagère, vous souviendriez-vous des titres? Vous en auriez probablement reconnus et retenus quelques-uns. Mais, en écrivant vos mémoires 20 ans plus tard, une liste exacte serait difficile à se rappeler. Mais, Ernst Hanfstaengl était un si grand ami du chef nazi, qu'il a fait quelque chose d'assez inhabituel pour la plupart des gens. « Les livres étaient tellement divers. Trouvant le temps, j'ai fait un inventaire, « [Hanfstaengl: » *Hitler: Les années perdues* «] écrit l'Américain. Un tel comportement est étrange pour une personne moyenne, naturel pour un agent de renseignement.

On reste sur une impression distincte, que le contact avec Hitler, et la collecte d'informations sur lui a été l'emploi à temps plein de Hanfstaengl, et toutes ses autres activités semblent n'être rien de plus qu'une couverture. En effet, par exemple, Hanfstaengl aurait passé une année entière à écrire un scénario, mais ce film n'a jamais été tourné. Pourquoi? Parce que Putzi ne travaillait pas du tout sur un scénario. Il s'engagea méticuleusement et systématiquement dans une chose: préparer le futur führer de l'Allemagne. Une histoire sur la réalisation d'un film éviterait facilement les questions sur son métier. Après tout, une telle profession n'existait pas à l'époque – aider Hitler.

« Le parti était toujours à court d'argent », écrit [ibid] Hanfstaengl. Alors, pourquoi l'ami et le parrain de six pieds de haut n'ont-ils pas donné deux, trois ou dix mille dollars, si son arrière-pensée était de soutenir le novice Hitler? Très simple: il était riche, mais nullement le millionnaire que sa «légende» suggérait, et il ne pouvait pas sacrifier plus que ce qu'un riche bourgeois pouvait se permettre «pour la cause». Mille dollars, pas de problème. Dix mille – non. Mais il pourrait faire des présentations importantes et conseiller. A la veille du putsch, Hitler se rendit en Suisse – depuis longtemps un nid d'espions de tous les pays du monde – pour de l'argent. Je me demande si c'était son gentil ami qui l'a envoyé là-bas?

Cela reste inconnu, mais un autre fait est véritable : après l'échec du putsch, Hitler accourt chez Hanfstaengl dans le village d'Uffing à environ 60 km de Munich [Desmond Seward:: *Napoleon and*

Hitler]. Au désespoir, sa nature hystérique avait atteint ses limites. Ne voyant aucune autre alternative, Adolf Hitler avait décidé de se tuer et avait porté un revolver à sa tempe. Comme nous le savons, il ne l'a pas fait. À qui devons-nous nos plus sincères remerciements pour avoir sauvé la vie du monstre le plus abominable de l'histoire? – La femme de Hanfstaengl. Elle a arraché le revolver de la main de Hitler. Hitler a été arrêté plus tard à la maison de Hanfstaengl et emmené en prison où il a commencé à travailler les pensées de Hanfstaengl dans un livre. Le premier acte de liberté du Führer après sa sortie de prison a été d'aller, non pas à Hering ou à Rosenberg, mais à la nouvelle maison de Hanfstaengl de l'autre côté de la rivière Isar ...

Le couple Hanfstaengl avait réussi à sauver la vie de Hitler à deux reprises. La première fois c'était au printemps de 1923 lors d'un voyage à Berlin. La route traversait la Saxe et les communistes avaient pris le contrôle de la région. Par conséquent, dans cette partie de l'Allemagne, il y avait un mandat d'arrêt contre Hitler et «même un prix sur sa tête». La police communiste arrêta leur voiture et la vie du Führer était sur le fil du rasoir. Hanfstaengl a alors tendu son passeport suisse (qu'il utilisait pour rentrer en Allemagne en revenant des Etats-Unis) et a expliqué qu'il était étranger et qu'il se rendait au marché de Leipzig escorté de son chauffeur et de son valet. « Vous m'avez sauvé la vie », avait dit Hitler à l'époque. Durant les années suivantes, il a toujours rappelé cette journée avec une grande délectation. Cependant, Hanfstaengl lui-même a écrit que « il avait tout de même été offensé que je l'ai appelé mon valet. »

Le reconnaissant Hitler n'oubliera pas son ami et le nommera par la suite au poste clé de secrétaire à la presse étrangère du parti. En outre, Putzi dirigeait la division de presse étrangère dans le bureau de l'adjoint du Führer. Lors de ses voyages à l'étranger, il promouvra fortement la nouvelle classe politique allemande.

Un sceptique dirait que cela ne prouve rien et il aurait raison! Mais il y a des faits beaucoup plus intéressants dans la biographie de Hanfstaengl. Pour un modeste attaché de presse, Hanfstaengl avait des contacts et des connaissances vraiment incroyables.

À l'été 1932, un politicien britannique extrêmement influent est arrivé en visite privée – Winston Churchill. Un épisode curieux a émergé plus tard dans les mémoires de Sir Winston: « Dans l'hôtel, Regina, un monsieur s'est présenté à quelqu'un dans mon entourage. Son nom de famille était Hanfstaengl et il parlait longuement du Führer, dont il était apparemment très proche. Comme il semblait être un homme jovial et bavard, et parlait d'ailleurs un anglais impeccable, je l'invitai à déjeuner. Il était exceptionnellement intéressant quand il parlait des activités et des points de vue de Hitler; il semblait totalement captivé par lui. **Selon toute probabilité, il avait été chargé de prendre contact avec moi et avait clairement essayé de faire bonne impression.** Après le déjeuner, nous avons pris un grand plaisir à le voir s'asseoir au piano et jouer avec brio plusieurs chansons et numéros de théâtre. Il semblait connaître toutes mes chansons préférées en anglais, et il savait divertir tout le monde. Il s'est avéré qu'il était le confident le plus proche du Führer. Il m'a dit que je devrais rencontrer Hitler et que, pour arranger la rencontre, rien ne serait plus facile [*Winston Churchill: « Seconde Guerre mondiale »*]. «

Sir Winston a présenté l'épisode comme si une connaissance au hasard avait essayé de le présenter au Führer. La version de Hanfstaengl se lit différemment: «J'avais passé beaucoup de temps en compagnie de son fils Randolph (fils de Churchill – N.-S) au cours de nos voyages préélectorales. J'avais même réussi à lui faire prendre l'avion avec nous une ou deux fois. Il m'avait signalé que son père arriverait bientôt en Allemagne et que nous devrions organiser une rencontre. [*Hanfstaengl: « Hitler: Les années perdues »*] «

Vous conviendrez qu'après cette fraternisation avec son fils, qui a pris quelques vols organisés par Hitler et Hanfstaengl, ce Putzi était pour lui quelque chose de plus qu'un «gentleman qui s'est présenté à quelqu'un de mon entourage». Mais, d'une manière ou d'une autre, Churchill avait accepté la rencontre: « À cette époque je n'avais aucun préjugé national contre Hitler. Je connaissais peu sa doctrine ou ses qualités personnelles. Je suis fasciné par les gens qui se lèvent pour la défense de leurs terres natales vaincues, même si je suis moi-même de l'autre côté. Il avait tout à fait le droit d'être un patriote allemand, s'il le voulait ». [*Winston Churchill: « Seconde Guerre Mondiale*]

Mais qui a chargé Hanfstaengl de « prendre contact » avec le politicien britannique? Qui lui a ordonné d'organiser une rencontre entre les deux grands chefs? Hitler lui-même? Non. Le Führer ne lui a pas demandé d'établir ce lien parce qu'il n'a même pas assisté à la rencontre avec Churchill, malgré les nombreuses tentatives d'Ernst Hanfstaengl pour l'en persuader ! « Ainsi, Hitler a manqué sa seule occasion de me rencontrer », avait déploré Churchill. Un politicien sérieux ne peut pas agir ainsi – d'abord demander une rencontre avec l'un des principaux politiciens du pays le plus puissant du monde et ne pas se présenter. C'est enfantin et idiot. Une demi-année plus tard, Hitler prendrait le pouvoir et ne ferait jamais la connaissance personnelle de Churchill. Il s'avère que ce ne sont pas les nazis qui ont ordonné à Hanfstaengl de présenter Hitler à Churchill, mais plutôt le même service de renseignement qui a si adroitement transformé Adolf Hitler en l'étoile montante de la politique allemande. Sinon, pourquoi connaîtrait-il le fils de Churchill et pourquoi l'auraient-ils entraîné avec eux pour les vols pré-électorales?



Il n'y a qu'une réponse: toutes les activités de Hanfstaengl étaient destinées à convaincre Hitler de la nécessité de l'amitié avec l'Angleterre et les États-Unis et, pour ce faire, il poussa Hitler vers les hommes les plus forts de la Terre. En effet, même l'absence du Führer n'a pas empêché le lord britannique de discuter de plusieurs sujets très sensibles. Avec qui? Avec Hanfstaengl. « Dites, que pensez-vous d'une alliance entre la France, l'Angleterre et votre pays? » [*Hanfstaengl: « Hitler: Les*

années perdues »] avait demandé Churchill.

Et pourquoi le vieux renard Winston est-il venu en Allemagne en premier lieu, sinon pour regarder personnellement l'homme qui deviendrait en six mois le chef de l'Etat allemand?

L'ami d'Hitler lui a fait encore beaucoup de bonnes choses. Par exemple, en février 1934, il est parti sans le consentement du Führer pour rencontrer ... Benito Mussolini. La modeste mission du secrétaire de presse était de pousser le Duce à normaliser les relations. Ce n'est pas juste, lui dit Hanfstaengl, que «de telles difficultés puissent exister entre nos deux États fascistes». Comme nous le savons par l'histoire, c'est précisément à ce moment que le rapprochement entre les deux dictateurs a commencé. Cela vaut la peine de faire une pause ici et de poser une autre question : comment Hanfstaengl a-t-il pu obtenir un rendez-vous avec le leader italien ? Tout Allemand qui arrive en Italie est-il vraiment immédiatement accueilli avec chianti et une invitation à discuter avec Mussolini? Le titre de notre héros n'était pas assez élevé pour recevoir un tel traitement.

Mais les connexions de Hanfstaengl étaient vraiment fantastiques. Si, en feuilletant les captivantes mémoires de Putzi, vos pensées s'égarèrent vers les aventures du baron von Munchausen et ses grands contes, vous vous trompez. Car même si le récit de la visite de Putzi à Mussolini est difficile à croire, il existe des preuves concrètes des pouvoirs improbables de Hanfstaengl. Après avoir tant fait pour le Reich, il a quitté l'Allemagne en mars 1937. Plus précisément, il s'est faufilé hors du pays, soi-disant

après s'être mis en conflit avec certains dans le cercle restreint de Hitler et a senti que sa vie était menacée.

Et où notre héros est-il parti? – dans son Amérique natale. Là, il semble qu'il avait un autre bon ami, un camarade de classe de Harvard – le président américain Franklin Delano Roosevelt! Que deviendra notre protagoniste allemand qui travaillait pour Hitler en tant que secrétaire du parti à la presse étrangère? Qu'en est-il du fait que, dans ce poste, il a déposé, lors de cérémonies aux États-Unis, des couronnes ornées de l'aigle et de la croix gammée?

Pendant la Seconde Guerre Mondiale, Hanfstaengl travaillait ... en tant que conseiller du président Roosevelt! [*William Shearer « La montée et la chute du troisième Reich »*]

Officiellement, il était un expert sur l'Allemagne nazie. Il a travaillé en état d'arrestation – c'est-à-dire sous surveillance. Ernst Hanfstaengl était gardé par le sergent de l'armée américaine Egon Hanfstaengl. Curieuse coïncidence? Non, c'était son fils, qui a été sorti de l'Allemagne au bon moment pour garder Daddy **par ordre personnel du président!** Quelle amitié, qui a duré jusqu'à ce que les nazis soient forts et au pouvoir. Il n'était plus nécessaire d'aider, de diriger ou de conseiller davantage. Ils ont eu la guerre grâce à ceux qui ont repéré Hitler, grâce au travail de Hanfstaengl, qui était également à portée de main. Mais peut-être, le « contrat » avait-il simplement expiré? Cette partie de l'histoire reste sombre, dans toute cette période d'ascension de Hitler au pouvoir.



Mais revenons à la Russie. En pointant du doigt sur ses partenaires occidentaux et en rompant l'isolement diplomatique de la Russie à la conférence de Gênes par la signature du traité de Rapallo, Lénine avait épuisé ses dernières forces. *En mai 1922*, il a eu un accident vasculaire cérébral. C'était la première fois que la question de son successeur se posait. En fait, Lénine n'avait choisi personne pour le remplacer, et après sa première attaque, il n'était plus capable de diriger le pays. C'est ainsi que commença la lutte pour l'héritage de Lénine entre Trotsky et Staline.



Tout le monde en Union Soviétique connaissait la date de la mort de Lénine: **le 21 janvier 1924**. Mais, presque personne ne se souvient d'une autre date non moins importante pour comprendre les origines du fascisme. Les Anglais ont attendu la mort de Lénine, et seulement alors, ils ont reconnu l'Union Soviétique. Les dirigeants britanniques n'avaient aucun problème avec le communisme, ils ne voulaient tout simplement pas travailler avec l'homme qu'ils avaient envoyé pour

détruire le pays et le soumettre au contrôle occidental. Lénine avait mené à bien le premier volet, mais pas le second. Et, à Gênes, il avait prouvé qu'il pouvait réaliser des prouesses diplomatiques aussi habilement que ses «amis» britanniques. Bien sûr, des choses telles que l'établissement de relations diplomatiques ne se sont pas accomplies en une semaine. Les consultations étaient déjà actives avant la mort du leader, et quand la Grande-Bretagne a reconnu l'URSS neuf jours après le décès de Lénine, elle envoyait un signal direct et sans ambiguïté indiquant quelle orientation politique recevrait le plus de compréhension. Le départ de Lénine donnait une excellente occasion de corriger les problèmes causés par sa fine ruse. Trotski, sur qui les Anglo-Saxons plaçaient leurs espoirs, était là pour corriger le problème.

Revenons maintenant aux différences idéologiques entre Joseph Staline et Léon Trotsky, c'est à dire entre la théorie de la création d'un Etat socialiste et l'impossibilité fondamentale de le faire. Qu'est-ce que cela signifie de créer un nouvel ordre social? Cela signifie la lutte, le sang, la guerre civile, la mort et la dévastation. Sur ce point, Trotsky et Staline étaient plus ou moins d'accord. Mais, une fois la bataille terminée, il serait toujours temps de reconstruire le pays, et c'est là que les désaccords ont commencé. Staline pensait qu'il était nécessaire de se concentrer sur l'établissement du socialisme en URSS et, à cette fin, de construire de nouvelles manufactures, de nouvelles usines, de nouveaux chemins de fer. Le socialisme devrait améliorer la vie du travailleur, ce qui signifie construire des jardins d'enfants, des écoles, des bibliothèques, lutter contre l'analphabétisme et l'ignorance, investir dans l'amélioration des infrastructures, la construction de centres de villégiature et de résidences d'été pour les travailleurs – non seulement pour restaurer la Russie, mais aussi pour la développer et l'améliorer.

Que suggérait Trotsky ? Le socialisme uniquement dans une Russie isolée était impossible. Par conséquent, la construction à grande échelle n'avait aucun sens. Quelle est l'utilité de construire un plafond sans poser les fondations? Et la seule base pour une vie meilleure en Russie pourrait être une révolution mondiale. Telle était la tâche à accomplir, et ce n'est qu'après que le reste devrait être traité. Cela signifiait qu'il n'y avait pas besoin de centres de villégiature ou de jardins d'enfants, ni de manufactures et d'usines. Il n'y avait pas vraiment besoin de quoi que ce soit, si ce n'est de financer des mouvements révolutionnaires à travers le monde et la création d'une armée forte qui pouvait faire éclore l'aube de l'humanité à la pointe de l'épée. La révolution permanente de Trotsky devait être exportée en permanence. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela signifiait qu'à tout moment l'URSS pouvait attaquer un pays au hasard à la discrétion du camarade Trotsky – lui et ses amis étrangers à qui Léon envoyait l'argent des «locomotives».

Ce n'était pas une situation anodine. Si Trotsky avait gagné, alors toutes les forces du pays auraient été utilisées pour menacer le monde extérieur. Dans ce cas, le camarade Trotsky aurait donné à ses patrons britanniques et américains une occasion extraordinaire d'obtenir la destruction de l'Union Soviétique par la force militaire. Qui dénoncerait l'agression de l'Occident si l'URSS elle-même se préparait à attaquer? Personne, bien sûr, tout le monde applaudirait. En outre, la théorie de

l'exportation de la révolution a permis à la Grande-Bretagne de créer des tensions dans des endroits opportuns avec le sang des soldats russes. Le Shah perse ne veut pas donner son pétrole aux Britanniques ? Alors l'Armée Rouge peut venir pour déclencher une révolution, mettre le feu au pays et ensuite les gentils Blancs Britanniques arriveront pour sauver les Perses des communistes sauvages. Et, en signe de gratitude, ils s'approprient le pétrole.

Le premier affrontement entre Staline et Trotsky eut lieu en janvier 1923 au sujet de l'occupation de la Ruhr. Trotsky a appelé la Russie à soutenir les communistes qui, rappelons-le, ont organisé un soulèvement à Hambourg en octobre 1923. Cela signifiait sacrifier l'amitié avec l'Allemagne au nom des idées de la révolution mondiale – et l'amitié avec l'Allemagne signifie plus que de simples banquets et sourires entre diplomates. Cela signifie des outils, des machines, des turbines et du matériel optique que seule l'Allemagne peut fabriquer, et dont l'Union Soviétique avait désespérément besoin. Staline était catégoriquement contre l'intervention, et aucune intervention n'a eu lieu.

En janvier 1924, Lénine meurt et s'ouvre alors la lutte pour le pouvoir en Russie. À l'époque, on ne savait pas trop qui allait gagner, mais il était probable que l'écrasement de la Russie nécessiterait une autre guerre. Pour cela, les Anglo-Saxons auraient besoin d'un gouvernement pour la démarrer, et ce gouvernement aurait besoin du leader approprié.

Le procès du coup d'État nazi eut lieu en février-mars 1924. Hitler est condamné à cinq ans de prison. Sans perdre de temps, il commença à dicter son futur livre, *Mein Kampf*, à Rudolf Hesse. Dans ce document, nous nous rappelons qu'il ne cessait de vanter les avantages d'une alliance anglo-allemande pour les deux pays. N'êtes-vous pas choqué? Il aurait dû être assis dans une cellule à se réformer, pas écrire un livre! Mais, pour le Führer, la prison était comme un lieu de villégiature – de la bonne nourriture, des heures de visite régulières: six heures par jour.

Un régime de traitement préférentiel pour Hitler a été installé dans la prison. «Le pénitencier ressemblait à une épicerie fine. Vous ouvrez un magasin de fleurs, de fruits et de vin avec l'inventaire entassé dans cette cellule », ainsi que l'a décrit Ernst Hanfstaengl, la « plume » du Führer. *Hanfstaengl: « Hitler: Les années perdues »*] En parlant de cela, l'Américain était allé le voir là-bas, non par sentimentalisme, mais pour sortir encore une fois Hitler d'une situation difficile. Le manuscrit du «chef-d'œuvre» de Hitler avait été secrètement sorti de prison et était déjà prêt à l'imprimerie *Völkischer Beobachter*, mais l'imprimerie nazie avait beaucoup de factures impayées. Si elles n'étaient pas été payées, tout aurait été perdu.

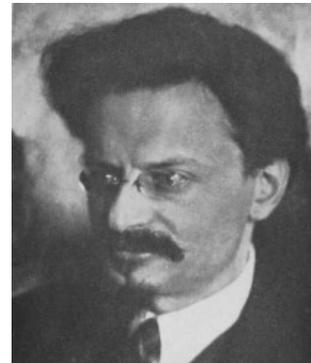
« J'ai payé certains d'entre eux et reconnu les autres, et cela suffisait à maintenir le papier à flot », [Ibid] écrit l'ange gardien de Hitler dans ses mémoires. La plupart des idées pro-britanniques dans le livre appartenaient à Hanfstaengl de toute façon, donc cela aurait été dommage si elle n'avait jamais vu le jour. Et ça ne coûterait pas trop d'argent, alors pourquoi pas. **Et au lieu de cinq ans de prison, Hitler n'a fait que treize mois** [du 12 novembre 1923 au 20 décembre 1924]! L'aide nécessaire était petite, mais cruciale ...

A la libération de Hitler un miracle financier se produit. Ce sera plus tard qu'Hitler relèvera miraculeusement l'économie allemande, mais tout d'abord le premier «miracle» lui arrive personnellement. Le manuscrit achevé de son livre, *Quatre ans de combat contre les mensonges, la stupidité et la lâcheté*, apparaît en version imprimée sous un nouveau titre – *Mein Kampf* (Mon combat). Sa diffusion est relativement limitée et l'intérêt du lecteur encore plus faible. En 1926, il publie la deuxième édition de *Mein Kampf*, avec pratiquement le même résultat. La première édition s'est vendue à 10 000 exemplaires en 1925 et environ 7 000 ont été vendus en 1926. En 1927, les deux éditions ne trouvent que 5 607 acheteurs, et en 1928, encore moins – seulement 3 015. [de Joachim C. Fest : « Hitler »]

Il est clair qu'un écrivain ne pourrait pas vivre de telles «ventes» comme il est maintenant coutume de le dire. Mais Adolf Hitler, le jeune «écrivain», vivait plutôt bien. Il semble qu'il n'avait aucun autre revenu, mais ce fait ne l'a pas empêché de mener une vie insouciant. Six mois à peine après sa sortie de prison, il vivait à nouveau dans son ancien appartement à Munich, mais à l'été 1925, il loue puis achète une villa dans les Alpes bavaroises – le fameux futur Obersalzberg. En outre, il s'achète le dernier modèle Mercedes Kompressor à six places (!), Ce qu'un scribouillard moyen ne peut pas se permettre ces jours-ci, et encore moins en Allemagne quand c'était un achat extrêmement coûteux [Ibid.]. Le style de vie de Hitler a également acquis la brillance appropriée pour un Führer: de beaux vêtements, de l'argent de poche, une voiture et un chauffeur. La police fiscale de la Weimar était extrêmement intéressée par les sources de revenu inconnues de Hitler qui lui permettaient de vivre luxueusement bien loin de sa couchette de prison. Répondant aux inspecteurs des impôts, Hitler avait dit: «Ni en 1924, ni au premier trimestre de 1925, je n'ai eu de revenu. Mes frais de subsistance sont couverts par des prêts que j'ai eus de la banque – la même source de l'argent que j'ai utilisé pour acheter une automobile. »

La correspondance d'Hitler avec les autorités fiscales raconte une histoire différente. «Je limite mes besoins personnels aux nécessités, ne consommant pas d'alcool ni de tabac, mangeant dans les restaurants les plus modestes, et, à l'exception des loyers minuscules, je n'ai aucune charge en tant qu'écrivain et publiciste ...» [Ibid] L'écrivain Adolf Hitler répondait aux inspecteurs des impôts. En effet, dans la colonne «profession», il n'écrivait que «écrivain» et tout ce qui était indiqué dans ses déclarations de revenus était «écrivain», avec des revenus provenant de la vente de livres. Mais le crédit à lui tout seul ne suffirait pas à tout expliquer: ses frais dépassaient largement ses recettes, ce qui explique pourquoi les inspecteurs posaient des questions. Dans ses explications, le Führer a cité des prêts qu'il avait contractés pour ses achats. Cependant, on ne sait toujours pas comment il les a remboursés tous.

Le 10 décembre 1928, Trotsky est exilé à la lointaine ville de Verni (maintenant Almaty, Kazakhstan). Il a voyagé avec toutes les commodités: un wagon privé a été mis à sa disposition pour voyager avec ses proches, ses archives personnelles, sa bibliothèque et tout ce dont il avait besoin (y compris un chien et un attirail de chasse).



Bien sûr, la vie du chef de la révolution mondiale qui s'était soldée par un échec s'est beaucoup aggravée en exil. Mais pour Hitler et les nazis, l'année de l'expulsion de Trotsky est devenue, au contraire, le début de la croissance sans précédent du parti. «Le succès d'Hitler et sa doctrine peuvent être évalué par les chiffres suivants : En 1928, il possédait au total 12 sièges au Reichstag. En 1930, ce chiffre était passé à 107 et en 1932 à 230. » [W.Churchill « World War II «]

Le parti nazi avait brutalement progressé, devenant la principale force nationaliste, toujours dans le sud du pays, absorbant une multitude de petits syndicats et de groupes nationalistes. Ensuite, il a commencé à croître au niveau national. En 1927 (encore avant l'exil de Trotsky), un dessin montrait un portrait très peu flatteur des troupes d'assaut après une marche: «ils étaient vêtus d'uniformes bon marché, minables, et le camion qui les transbahutait n'était pas mieux qu'un tacot vétuste.» [Desmond Seward : Napoléon et Hitler]

Comme ce monde est interconnecté! Parfois, c'est simplement incroyable! Qui aurait pensé que dès que Léon Trotsky aurait été envoyé à Almaty, la qualité des uniformes et des indemnités des troupes fascistes d'assaut monterait en flèche? Vous ne croyez pas à cette coïncidence? Alors, essayez de trouver une description peu flatteuse d'une de leurs marches de 1928!

Cependant, le véritable point de basculement, après lequel Hitler se hissa rapidement et sans entrave vers le sommet de l'Allemagne, se produisit au premier tiers de 1929. Pour la énième fois, le mouvement se transforma en une heureuse métamorphose, commençant, comme d'habitude, par le Führer lui-même. En 1929, ses biographes écrivent que sa déclaration de revenus parlant encore «d'intérêts sur les prêts» avait miraculeusement disparu. [Hitler] de Joachim C. Fest] Il y avait eu un véritable miracle financier, et Hitler n'était plus endetté! En même temps, il déménage et habite dans un appartement de neuf pièces sur la Prinzregentenstrasse, un quartier bourgeois huppé de Munich [Ibid.]. Il avait un large entourage: aides, gardes du corps, chauffeurs, cuisiniers et même des jardiniers.



Hitler surveille sa brigade de section d'assaut à Nuremberg en 1927. Le camarade Trotsky n'avait pas encore été expulsé de l'Union Soviétique et n'avait même pas encore été exilé à Almaty. À l'époque, Léon Trotsky poursuivait sa lutte pour le pouvoir et les uniformes des Sections d'Assaut laissaient beaucoup à désirer. Les nazis n'avaient toujours pas reçu de financement, mais il a plu de l'or immédiatement après l'exil de Trotsky.

Mais au tout début de 1929, le chef adjoint du parti nazi, Rudolf Hesse, voyagea personnellement à travers toute l'Allemagne pour collecter des fonds. Il remet deux paquets de photographies à des industriels allemands; l'un affichant des manifestations communistes, l'autre montrant des marches des Sections d'Assaut. Le message dans le texte qui les accompagnait était simple: ce sont des forces de destruction; nous sommes les forces de l'ordre. Mais les soldats des Sections d'Assaut étaient pauvres, avaient besoin d'uniformes et d'équipement – en un mot, de l'argent. Les nantis devaient donner aux démunis, ou risquer de tout perdre.

Hitler lui-même a considérablement réduit ses activités. «Si en 1927, il a parlé publiquement 56 fois, deux ans plus tard, il avait réduit ses prestations à 29 ». [Hitler] de Joachim C. Fest] Fatigué? Non, à ce moment-là, d'autres moyens pouvaient atteindre les résultats équivalents et il n'était pas nécessaire de s'user la voix dans des rassemblements. Hitler faisait maintenant campagne pour l'argent et les journaux – pas la presse nazie. Pour une quelconque raison, en 1929, le magnat des médias Alfred Hugenberg crée une alliance avec Hitler. La raison officielle était de s'unir contre le plan de Jung appelé «la renaissance de l'Allemagne». La vraie raison était d'augmenter la portée du message de Hitler. Hitler a parlé à la radio, et un grand nombre d'Allemands ont appris pour la première fois l'existence des nazis et de leur irrésistible leader. Hitler avait tellement de relations publiques que le nombre de ses partisans se multiplia par sept en deux ans [Le 20 mai 1928, les Nazis obtiennent 2,6%, le 14 septembre 1930, 18,3% des voix] .

Mais encore en 1928, le manque de fonds était tel que cela avait conduit Hitler à annuler le congrès du parti qui devait se tenir cette année-là à Munich – il devait économiser pour les uniformes des Sections d'Assaut, donc pas de grand forum! Les historiens ont une explication toute prête: en raison «de l'existence d'un sentiment rebelle dans le parti». [Hitler] de Joachim C. Fest] Mais nous savons tous que réduire les allocations est le meilleur moyen de susciter le mécontentement. Avec de l'argent, tous les problèmes internes du parti seraient résolus. Mais Hitler n'avait pas d'argent. Il avait tout investi dans la prochaine campagne parlementaire [Ibid].

Investis et perdus: le 20 mai 1928, le parti nazi n'obtient que 2,6% des voix et se retrouve à la neuvième place. Qui parrainerait de tels outsiders politiques? Seulement ceux qui en avaient besoin. Et soudain, à Nuremberg, du 3 au 4 août 1929, le parti nazi tint la plus grandiose convention de son histoire. Trente trains spécialement commandés transportèrent 200 000 membres du parti dans la ville. [Alan Bullock: 'Hitler et Staline: des vies parallèles'] Soixante mille membres des Sections D'Assaut défilèrent devant

le Führer. Et cela avait été fait par une organisation politique qui, à l'été 1928, était fauchée et avait perdu des élections? Quel genre de marraine fée avait aidé les nazis?

Les noms des magiciennes étaient ... les renseignements britanniques, américains et français – presque toute la future «coalition anti-hitlérienne», qui fut presque menée au bord de la tombe par la terrible bête qu'elle avait nourrie. A en juger par les dates que nous avons devant nous, ces organisations ont accompli ce «miracle» financier particulier dans l'intervalle entre le début et le milieu de l'année 1929. Nous avons déjà vu que Hitler recevait toujours des financements uniquement lorsque les événements en Union Soviétique ne se déroulaient pas selon les plans de l'Occident. Que se passait-il là-bas pendant cette période?

Le 10 février 1929, Trotsky fut expulsé de l'URSS.

À la mi-décembre 1928, le commissaire de la Direction politique d'État partit de Moscou pour aller voir Trotsky et lui dire de cesser de diriger l'opposition, sinon son expulsion risquait d'être mise sur la table. Trotsky avait refusé et s'était exilé, d'abord en Turquie dans les Iles du Prince dans la mer de Marmara. Une fois là, il commença immédiatement à imprimer *le Bulletin de l'Opposition*, écrit son autobiographie «Ma vie», qui, incidemment, félicitait Hitler. C'est là qu'il écrivit également «L'Histoire de la Révolution Russe» et d'autres œuvres, qui fustigeaient désespérément le pays (URSS) qu'il avait contribué à créer, désormais hors de contrôle. En 1933, il s'installa en France, en 1935, en Norvège, et partout où il va, il écrit constamment quelque chose, imprime toujours quelque chose [*Le Bulletin de l'opposition a été publié pendant 12 ans: de 1929 à 1941*].

Avec quels moyens? Les pots-de vin de l'affaire des «locomotives»? Ou y avait-il quelqu'un qui le soutenait? Mais qui a besoin d'un homme qui a commencé une révolution et qui n'est plus qu'un combustible usé? Les mêmes personnes qui lui fournissaient de l'argent de 1905 à 1917! La famille de Trotsky et lui-même n'ont jamais connu de difficultés financières – leurs biens ont surgi de nulle part tous seuls. Curieusement, Trotsky, le fougueux révolutionnaire, n'a eu aucune difficulté à obtenir des visas pour les pays de la démocratie bourgeoise. Pourquoi, vous direz-vous, les Français accueilleraient-ils le champion de la révolution permanente?

À la fin de 1936, Trotsky s'installe au Mexique, où il a vécu jusqu'au 20 avril 1940, date à laquelle l'Espagnol Raul Mercader, révolutionnaire et agent du NKVD, le tue avec un pic à glace...

«*Sans Staline, il n'y aurait jamais eu Hitler*», écrit Trotsky.

C'est vrai, Leon Trotsky, tout à fait raison. Seulement, les mots «diable de la révolution mondiale» n'ont pas du tout le sens que les historiens ont compris. Staline n'a pas donné d'argent à Hitler, ne lui a apporté aucun soutien dans son ascension et n'a eu aucun contact avec les nazis jusqu'à ce qu'ils aient une autorité officielle en Allemagne.



Staline a rendu Hitler nécessaire et urgent en détruisant le trotskysme et en expulsant Trotsky de l'Union Soviétique, permettant au pays de prendre un développement différent de celui qui nous avait été imposé par la Grande-Bretagne et ses alliés! Si Trotsky avait triomphé en URSS, il aurait donné le pays sans combat. Sinon, pourquoi l'Allemagne se retrouverait-elle avec un leader comme Adolf le fou?

Il est temps de dire la vérité: Staline n'a pas créé Hitler, pas plus que les industriels allemands ; c'était plutôt les éternels rivaux géopolitiques de la Russie.

Ils ont préparé la Seconde Guerre Mondiale pour corriger une erreur commise en 1917. Pour ce faire, ils avaient besoin de Adolf Hitler.

Et c'est pourquoi personne ne pouvait l'arrêter.

VII – La Grande-Bretagne et la France avaient prévu d’attaquer l’Union Soviétique en 1940



Le 23 mars 1940, un bimoteur civil Lockheed-12A, immatriculé G-AGAR, décolle d’un aérodrome de Heston, dans la banlieue de Londres. Le pilote britannique Haig McLane est aux commandes. L’avion met le cap sur Malte; puis après une escale au Caire, il se dirige vers la base militaire britannique de Bagdad. De là, il prend ensuite la direction de la frontière soviétique avec deux spécialistes de la photographie aérienne à bord. Après avoir traversé la frontière à 7000 m d’altitude sans avoir été repéré, l’avion continue vers Bakou dans le cadre d’une mission de reconnaissance aérienne.

De quoi s’agissait-t-il ?

Les photos sont envoyées aux départements appropriés en Angleterre et en France. Elles ont été utilisées pour élaborer des plans pour une attaque surprise contre l’Union Soviétique, qui devait commencer par les bombardements des villes de Bakou, Grozny, Batumi, Maikop et Poti. Le plan prévoyait l’utilisation de 90-100 bombardiers anglais Blenheim et américains Glenn Martin dans l’attaque de Bakou. Le bombardement devait se dérouler jour et nuit, avec des pilotes s’orientant sur les foyers d’incendie. Tous les champs de pétrole, les raffineries et les ports étaient censés prendre feu.



L'URSS avait achevé la rénovation de ses raffineries de pétrole au début de 1940. Mais d'importants collecteurs de pétrole brut – des fosses remplies de pétrole – et un grand nombre de derricks en bois dataient du passé. Selon une évaluation effectuée par des experts américains, le sol dans ces régions était tellement saturé de pétrole que le feu se propagerait à grande vitesse et se déplacerait vers d'autres champs. Il faudrait des mois pour éteindre les incendies et

des années avant que la production ne puisse reprendre.

Ce que nous savons de l'écologie aujourd'hui nous dit que ces bombardements auraient créé une catastrophe environnementale. Des colonnes de convection se seraient formées au-dessus des feux, et l'air chaud aurait poussé les produits de combustion dans les couches supérieures de l'atmosphère. Cela aurait produit des pluies acides, perturbé l'échange de chaleur dans l'atmosphère et contaminé la zone avec des substances cancérigènes et mutagènes. Les habitants de Bakou seraient restés sans eau, bien sûr, parce que les produits de combustion auraient empoisonné les puits. Les incendies dans les puits profonds auraient libéré des «eaux mortes» contenant des composés de cuivre et d'azote. Le ruissellement des produits de combustion dans la mer aurait détruit la flore et la faune marine.

C'est horrible à imaginer. Il est incompréhensible que l'Occident «civilisé» planifie froidement de tuer des centaines de milliers de civils avant même les bombardements barbares de Dresde, Hiroshima et Nagasaki. Et c'étaient des civils, parce qu'il n'y avait pas de forces ou d'installations militaires importantes à Bakou, Dresde, Hiroshima ou Nagasaki.

Les préparatifs étaient sérieux

Le 11 janvier 1940, le secrétaire général du ministère français des Affaires étrangères, Léger, écrivait à l'ambassadeur américain Bullitt que la France ne romprait pas ses relations diplomatiques avec l'Union Soviétique et ne lui déclarerait pas la guerre ; elle détruirait l'Union Soviétique si possible, en utilisant des canons si nécessaire.

Le Premier ministre français Daladier proposa d'envoyer un escadron dans la mer Noire pour bloquer les lignes de communication soviétiques et bombarder Batumi depuis la mer. Le 19 janvier 1940, il envoie un document sur l'attaque de l'Union Soviétique au général Gamelin, commandant en chef de l'armée française et vice-président du Conseil suprême de guerre, ainsi qu'à l'amiral de la flotte Darlan. Deux exemplaires du document ont été adressés au général Koëltz, commandant des forces terrestres françaises, et au général Vuillemin, chef d'état-major de la Force aérienne française et commandant en chef de sa force aérienne.

Le 24 janvier 1940, le général Ironside, chef d'état-major de l'Empire britannique, envoya au Cabinet de guerre un mémorandum sur «la principale stratégie de guerre», dans lequel il déclarait que l'Angleterre ne pouvait aider la Finlande de manière efficace que si elle attaquait la Russie sur le plus

grand nombre possible d'axes et, surtout, en frappant Bakou – une région de production de pétrole – afin de provoquer une grave crise nationale en Russie.

Autre fait : lors de la réunion des chefs d'état-major de l'Angleterre et de la France à Paris le 31 janvier 1940, le général français Gamelin suggère que les bombes britanniques soient larguées sur des cibles à l'intérieur de la Russie; et le maréchal anglais Pierce, chef d'état-major adjoint de l'aviation britannique, avait soutenu la proposition.

Comme on dit, les faibles suivent les forts. Le ministre iranien de la Guerre, M. Nakhjavan, demande aux Britanniques de lui fournir 80 avions et de coordonner les plans de la guerre contre la Russie.

Le 3 février 1940, l'état-major français ordonne au général Jaunaud, commandant de l'armée française en Syrie, d'étudier la possibilité d'une attaque aérienne contre Bakou. Trois jours plus tard, la question est discutée et approuvée lors d'une réunion du Cabinet de guerre de l'Angleterre. À la lumière de la mission assignée, le Comité des chefs d'état-major ordonne la préparation d'un document.

Le 28 février 1940, l'état-major de la France produit un document contenant des calculs précis des moyens nécessaires pour l'attaque de Bakou. L'approche britannique en la matière était complète et proposait d'attaquer notre pays dans trois directions. En fin de compte, tous les détails avaient été coordonnés et des négociations eurent lieu avec l'état-major turc en mars – il était entendu que la Turquie participerait également à l'attaque contre l'Union Soviétique. Un travail encore plus intensif pour coordonner et finaliser les plans des agresseurs a lieu en avril. Reynaud, qui a succédé à Daladier comme Premier ministre, était un faucon encore plus grand que son prédécesseur et exigeait plus d'action de la part des Britanniques.

La machine infernale qui préparait l'attaque de l'Union Soviétique commença à compter les derniers jours et heures avant le bombardement des champs de pétrole de notre pays qui devait avoir lieu le 15 mai 1940. Les stocks de carburant des avions et de bombes explosives et incendiaires furent augmentés sur les aérodromes britanniques et français au Moyen-Orient; les navigateurs avaient indiqué les directions d'attaque sur les cartes pour permettre aux pilotes d'effectuer des bombardements nocturnes. Reynaud téléphona à Churchill le 10 mai 1940 pour dire que la France était prête pour l'attaque du 15 mai.

Les troupes britanniques et françaises sont évacuées de Dunkerque

Ce qui les a arrêtés

Mais ... ironie du sort ! Le 10 mai, cinq jours avant que l'Angleterre et la France ne commencent leur guerre contre l'Union Soviétique, Hitler donna l'ordre d'arrêter la « Drôle de Guerre » avec la France qui ne comportait aucune opération militaire et lança une attaque décisive. Les Allemands vainquirent les Français en quelques jours, et pour une quelconque raison, une nouvelle campagne russe n'avait plus que peu d'intérêt pour les héritiers de Napoléon. Les Allemands n'ont pas réussi à détruire le Corps expéditionnaire britannique en France et l'ont laissé s'échapper à Dunkerque.



Juste cinq jours – et l'histoire prenait un chemin différent! L'histoire, bien sûr, abhorre le subjonctif, mais nous pouvons être sûrs que le coût de la guerre aurait été complètement différent. Nous aurions repoussé l'attaque des agresseurs britanniques et français. Les dirigeants soviétiques étaient au courant des plans d'attaque de Bakou – et ils étaient prêts à réagir. Des chasseurs de haute altitude

MIG-3 avaient été mis au point et mis en service – ils étaient capables d’intercepter des bombardiers britanniques, américains et français à haute altitude. Les avions de combat anglais armés uniquement de mitrailleuses ne représentaient pas une menace pour les bombardiers de combat blindés Il-2, sans parler des avions de combat français. Le raid aérien «allié» n’aurait donc pas causé les désastres, la mort et la destruction qu’ils espéraient. Les relations avec l’Allemagne auraient pu être différentes.

Tôt ou tard, le système politique de l’Allemagne aurait évolué; ses excès auraient été dans le passé, comme les feux de l’Inquisition et les Croisades, la persécution des hérétiques et les bûchers des sorcières.

Bien sûr, une attaque contre notre pays aurait été inquiétante. L’Allemagne aurait compris comment faire cause commune avec l’Angleterre ou la France. D’autant plus que l’Angleterre avait son propre Sir Oswald Mosley – le chef des fascistes britanniques et membre du Parlement et du gouvernement qui connaissait personnellement les rois anglais et belges, ainsi que Hitler et Goebbels. Ils auraient trouvé un langage commun. Nous ne devrions pas oublier: les forces de Hitler comprenaient 200 000 volontaires français qui ont combattu notre pays. Et voici un autre détail intéressant: les derniers défenseurs du bunker d’Hitler étaient des soldats français des SS.

Cinq jours, cinq jours seulement ... et l’histoire aurait pris un cours différent ...

VIII – L'étrange Grande Guerre



Dans des articles précédents, nous avons examiné en détail les circonstances mystérieuses entourant [l'assassinat du prince héritier Franz Ferdinand](#) à Sarajevo le 28 juin 1914 et la finesse du [jeu diplomatique](#) joué par le gouvernement britannique [au cours du chaud été 1914](#), qui visait à attirer l'Allemagne et la Russie dans le conflit balkanique. Le temps est maintenant venu d'ouvrir quelques pages peu connues de cette Grande Guerre que l'on pourrait, à juste titre, appeler « l'étrange guerre ».

Le tout début du conflit mondial fut inhabituel. Jusqu'à cette date, quiconque déclarait la guerre commençait une action offensive. Cependant, en 1914, après avoir déclaré la guerre à la Russie, l'Allemagne s'est **immédiatement mise sur la défensive**. Les actions de Berlin sont certes dignes d'étonnement, mais plus surprenantes encore sont les actions des Autrichiens. Ayant commencé une guerre contre la Serbie, ils ne semblent pas avoir remarqué que le conflit russo-allemand avait commencé pour leur compte. A Vienne, ils n'ont pas entendu la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France. Ils n'ont pas non plus réagi à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la guerre. Ils ont déclaré la guerre à la Russie le 6 août, 6 (!) Jours après l'Allemagne. Le combat effectif sur le front russo-autrichien ne débuta que le 12 août et, sur le front russo-allemand, il commença même plus tard le 13 août 1914.

Il devint bientôt clair que les généraux allemands n'avaient pas de plan séparé pour la destruction de la Russie. **L'état-major allemand avait des plans en cas de guerre contre la France, que la Russie soutiendrait, mais pas contre la Russie!** L'armée allemande se heurta à de sérieuses difficultés pour tenter d'arrêter la puissante efficacité de l'armée russe, qui cherchait à pénétrer au cœur du territoire allemand. Elle a été forcée d'improviser au fur et à mesure, retirant de nouvelles unités militaires de nulle part. **Il semble que l'Allemagne n'était pas prête pour une guerre contre la Russie.**

Et les dirigeants militaires et politiques russes le savaient parfaitement. C'est pourquoi la déclaration de guerre du Kaiser allemand avait surpris tout le monde à Saint-Pétersbourg. Les soldats, aussi bien allemands que russes, étaient dans un total état de confusion. Le Tsar Nicolas II lui-même était empli d'étonnement. Dans son télégramme au roi d'Angleterre George V, envoyé le lendemain de la démarche allemande pour justifier sa propre mobilisation, le Tsar Nicolas II exprime ses sentiments: *« Je suis en droit d'agir comme je l'ai fait à cause de la soudaine déclaration de guerre de l'Allemagne. Ce fut une surprise totale pour moi puisque j'avais donné au Kaiser Guillaume l'assurance la plus*

catégorique que mes forces armées ne bougeraient pas pendant que les pourparlers de médiation étaient en cours. «

Une guerre mondiale avait commencé. *En Occident, après avoir achevé le déploiement de son armée, les Allemands avaient porté un coup dévastateur à la France à travers le territoire de la Belgique. Le front russe, cependant, était silencieux. Pour le moment, l'armée russe elle-même n'avait pas commencé son offensive! C'est à ce moment-là que l'Allemagne fut également contrainte d'ouvrir des opérations militaires sur le front de l'Est.* Comme l'a déclaré l'amiral allemand Tirpitz: «Les circonstances nous ont obligés à porter des coups sur ce front, ce qui n'était pas conforme à nos intérêts politiques.

Posons-nous une question très simple: sérieusement, **pourquoi** l'armée russe a-t-elle attaqué les Allemands? Et pourquoi, par la suite, a-t-elle lancé son offensive contre l'Autriche-Hongrie?

La réponse est enracinée dans les raisons et les objectifs de l'escarmouche élaborée par les Anglais. **L'armée russe a poursuivi l'offensive à la demande de ses « alliés » de l'Entente.** Ou plutôt une supplication qu'une demande! Et du point de vue du Tsar Nicolas II, ils étaient dans leur droit. *En ce qui le concerne, la déclaration soudaine de guerre était un signe de la déloyauté et de l'agressivité de l'Allemagne, tandis que l'entrée en guerre de la France et de l'Angleterre, quel que soit leur désir, témoignait de leur loyauté et de leur attachement à leur alliance avec la Russie. Dès lors, le Tsar russe se sentait profondément redevable envers Paris et Londres et, par conséquent, le Tsar Nicolas II était disposé à aider les Français à combattre l'attaque de l'Allemagne. Aide au détriment de lui-même, payé avec le sang de milliers de soldats russes.*

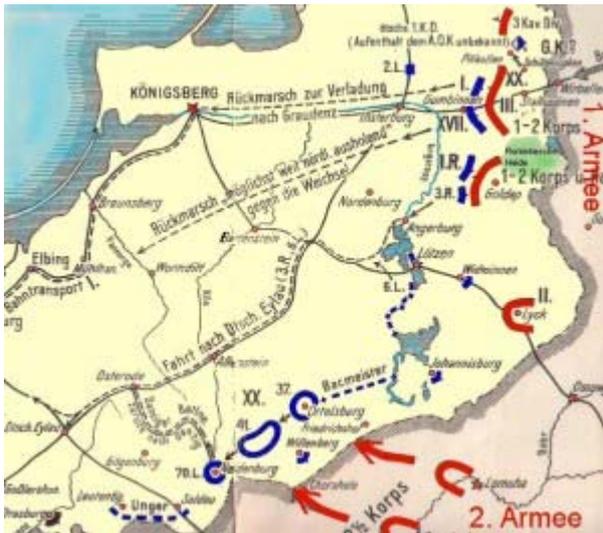
Au tout début de la guerre, l'Angleterre et la France avaient deux problèmes réels qui avaient tous deux la même solution. Le premier était la possibilité d'une réconciliation germano-russe. Un tel développement des événements devait être exclu une fois pour toutes. L'option «d'une guerre sans guerre» mélangeait toutes les cartes de l'Angleterre et réduisait à néant leurs fines manœuvres. Le sang des soldats allemands et russes était nécessaire, une mer de sang rendant impossible une réconciliation entre les deux adversaires. Les Allemands et les Autrichiens ne se préparaient pas à attaquer, ce qui signifiait que les armées russes devaient le faire. Le deuxième problème de la France avait été créé par les soldats allemands, qui s'étaient frayés un chemin à travers la Belgique d'une manière étonnamment rapide et se dirigeaient vers Paris. La solution aux problèmes de l'Angleterre et de la France était donc d'accélérer le démarrage d'opérations militaires de grande envergure sur le front russo-allemand.

L'offensive russe avait le mérite de :

- mettre un terme une fois pour toutes à la possibilité d'une résolution pacifique du conflit;
- déplacer le fardeau de la guerre du front occidental vers le front oriental; et
- commencer à saper le système étatique de l'Empire russe, puisque l'armée russe n'était pas prête à attaquer.

C'est exactement pour cette raison que les Etats « alliés » ont tenté de faire attaquer l'armée russe **dès le premier jour de la guerre.** Le ministre français de la Guerre, Adolphe Messimy, l'exigeait littéralement, tandis que l'ambassadeur de France en Russie, Maurice Paléologue, « suppliait » le Tsar Nicolas II » d'ordonner l'attaque » sinon, la France serait « inévitablement écrasée ». Le général Brusilov, héros de la Première Guerre Mondiale et créateur de la célèbre offensive de Brusilov, a rappelé: « Au début de la guerre, pour sauver la France, il (le commandant en chef) a décidé d'aller à

l'encore **du plan de guerre élaboré plus tôt et de lancer rapidement une offensive, sans attendre la concentration et le déploiement des armées** .



Il restait moins de cinquante kilomètres jusqu'à Paris. La ferveur de la bataille était telle que le commandement français saisissait toutes les opportunités pour arrêter l'ennemi. Au début du mois de septembre 1914, près de 600 taxis parisiens, effectuant plusieurs voyages, ont transporté environ 6 000 soldats français sur le front. Et ce renfort, bien que petit, a joué un rôle : sur la Marne, les Allemands lâchèrent soudain prise et commencèrent à reculer. Les historiens ont appelé cela le **Miracle de la Marne**. **En réalité, cependant, ce ne sont pas des miracles qui ont sauvé Paris. Paris a été sauvé par des dizaines de milliers de Russes massacrés et**

emprisonnés. Au cours des batailles les plus acharnées pour Paris, deux armées russes sous le commandement des généraux Samsonov et Rennenkampf **envahirent** le territoire de la Prusse orientale. Après la **défaite de la bataille de Gumbinnen**, les Allemands vaincus commencèrent à battre en retraite, le Haut Commandement de l'armée allemande fut contraint de retirer près de 100 000 soldats des troupes qui constituaient leur avancée sur Paris et de les redéployer contre les Russes. Le résultat de cette attaque imprévue fut l'encerclement et la destruction de toute une armée russe. Incapable de supporter la honte, le général Samsonov s'était tiré une balle dans la tête.

Le désir d'attirer le plus grand nombre possible de troupes allemandes et autrichiennes vers le front de l'Est est un dénominateur commun qui transparaît dans toutes les opérations de l'armée russe en 1914. En même temps que son attaque contre les troupes allemandes, une autre section de l'armée russe commença une offensive contre l'Autriche en Galice, cette fois-ci pour aider les Serbes. Les troupes russes progressèrent sans avoir été totalement mobilisées et préparées. Il y eut une série de défaites au début, mais la supériorité globale des troupes russes en termes de tactiques, d'armes et de moral fit sa part. À la suite de combats acharnés, les troupes austro-hongroises subirent une grave **défaite**.

Ne comprenant pas les raisons et les objectifs de la guerre mondiale qui avait éclaté, les dirigeants russes n'étaient même pas en mesure d'évaluer correctement les possibilités de développement des événements. A Saint-Petersbourg, ils étaient convaincus que la guerre ne durerait pas très longtemps, car l'Allemagne et l'Autriche ne pourraient certainement pas résister à la puissance combinée de l'Entente. Et en réalité, l'Allemagne aurait été détruite rapidement à la seule condition que les objectifs de tous les membres de l'Entente fussent les mêmes. Cependant, la Russie se battait pour la défaite générale de l'ennemi, tandis que les Britanniques se battaient pour la future organisation du monde, un monde dans lequel il n'y avait pas de place pour l'Empire russe.

Les Anglais eux-mêmes ne prirent pratiquement pas part au massacre qui s'annonçait. Comme d'habitude, ils menaient une guerre par procuration. Pour aider la France, le Corps expéditionnaire britannique du général French composé de deux corps et d'une brigade de cavalerie fut envoyé sur le continent, soit au total 70 000 personnes. **Le nombre de pertes subies par l'armée russe en une opération était plus grand que tout le corps expéditionnaire britannique!** Mais pourquoi l'armée britannique était-elle en si petit nombre en Europe?

Après la fin, la Première Guerre Mondiale s'appelait la Grande Guerre. L'illusion que la guerre serait rapidement conclue fondit littéralement au bout de quelques mois, en même temps que les réserves d'obus. Les puissances belligérantes mobilisèrent rapidement des millions de réservistes pour se battre pour leur pays. Tous les pays l'ont fait, sauf ... la Grande-Bretagne. L'armée britannique n'était toujours composée que de volontaires. Combien de temps cela a-t-il duré? Très longtemps. Le service militaire général a été introduit au Royaume-Uni le 6 janvier 1916, **16 mois après le début du conflit mondial**. Pendant tout ce temps, l'armée britannique était incapable d'aider ses alliés dans toute la mesure de sa puissance. Il va de soi que c'était complètement **accidentel**. Lorsqu'on leur demandait de l'aide, les Britanniques pouvaient ainsi hausser les épaules, et manifester leur impuissance – il n'y a rien que nous puissions faire. Notre armée est si petite ; voyez-vous ? Si petite !

L'armée russe était à l'offensive, cette fois en Moravie et en Silésie. La Silésie a du charbon et était une importante région industrielle de l'Allemagne, par conséquent les Allemands furent encore obligés de déplacer leurs troupes du front français vers les Russes. L'artillerie lourde allemande écrasa l'infanterie russe sans réponse. Les pertes étaient atroces. En seulement six mois, le nombre de pertes représentait la moitié du nombre total de toute la guerre! La guerre entra dans une phase de position – l'ennemi avait épuisé les dernières réserves qu'il avait préparées et les Allemands n'avaient pas de force pour une victoire décisive. Tout cela pour seulement quelques kilomètres de territoire français saisis. Pendant les opérations militaires complexes, alors que la pénurie des armes était critique, ni les Anglais ni les Français n'avaient offert de soutien à la Russie. Le général Bonch-Bruévich a écrit l'amère vérité : *« L'Angleterre et la France étaient prodigues en promesses. Mais les promesses étaient restées des promesses. Les énormes sacrifices consentis par le peuple russe pour sauver Paris de l'invasion allemande se sont avérés vains. Avec un cynisme rare, ces mêmes Français et Anglais nous ont pratiquement refusé la moindre d'aide. À chaque demande de la Russie en munitions, les généraux français et anglais déclaraient qu'ils n'avaient rien à donner. En attendant, les Anglais eux-mêmes, d'après le témoignage du Premier ministre britannique Lloyd George, « stockaient des obus comme s'ils étaient en or et indiquaient fièrement leurs énormes réserves d'obus prêts à être envoyés au front ».* De plus, quand la Russie paya pour la fabrication de munitions dans les usines américaines, la cargaison, qui était déjà prête à être envoyée, fut envoyée aux ... Anglais. Ils l'ont simplement interceptée et l'ont utilisée pour leurs propres besoins. Les négociations et les correspondances qui ont suivi sur la question n'ont abouti à rien.



Le comportement étrange de tous les monarques en guerre à la veille et pendant la Première Guerre Mondiale était à l'instigation de Londres. Le chantage et la tromperie flagrants, animés avec tant de

«virtuosité» par le secrétaire britannique aux Affaires étrangères, Edward Grey, ont pu fonctionner chez les Allemands. Les Anglais menèrent également le même jeu du côté opposé chez les Russes et, après une courte pause, ce fut le tour de la Turquie.

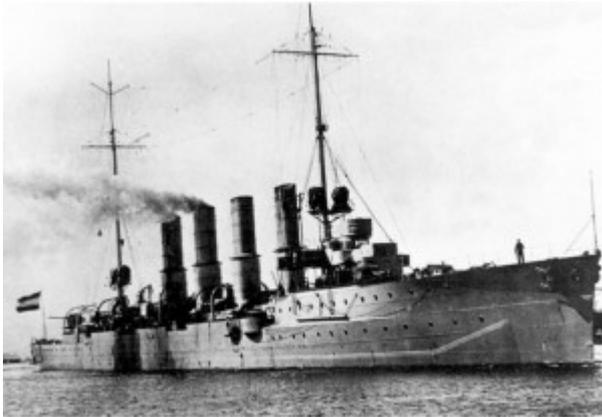
Le moment est venu pour nous de parler un peu de l'entrée d'Istanbul dans la guerre. Le mystère n'est pas plus clair à ce stade que pendant toute l'histoire trouble de cette période. La Russie est entrée dans la guerre mondiale simplement pour se défendre. C'est une forte motivation, mais le gouvernement russe doit avoir eu un autre motif plus mercenaire. Sinon, si les Allemands avaient offert la paix, la Russie aurait pu l'accepter. Une sorte d'appât savoureux était nécessaire et pour Saint-Pétersbourg, c'était le détroit turc. Cependant, les «alliés» auraient été incapables d'offrir les Dardanelles tant convoités à la Russie sans la participation de la Turquie au conflit mondial. Et en effet, les Anglais eux-mêmes n'auraient pu prendre une partie du territoire turc que si Istanbul entraînait en guerre **contre** les puissances de l'Entente. D'où la logique suivante derrière la tactique de la diplomatie britannique: essayer de toutes ses forces de provoquer la Turquie à soutenir l'Allemagne. Il n'y a pas lieu de s'étonner de l'absurdité apparente du comportement de l'Angleterre, seuls des gestes peu orthodoxes et des décisions courageuses auraient pu leur permettre d'accomplir la tâche herculéenne de mener une guerre mondiale selon leur propre scénario. Et puis plus tard, après avoir détruit la Turquie pendant la guerre, les Britanniques pourront glorieusement diviser son territoire. Seule la Russie n'obtiendrait absolument rien. Pour elle, Sir Grey prévoyait une guerre civile, le chaos et une perte de territoire.

À un moment donné, il s'est avéré que les efforts diplomatiques de la Russie et de la Grande-Bretagne allaient dans des directions opposées. La diplomatie russe essayait d'avoir la Turquie à son côté ou de la convaincre de rester neutre. Saint-Pétersbourg n'avait certainement pas besoin d'un autre adversaire. À cette fin, le ministre russe des Affaires étrangères Sazonov offrait de garantir la sécurité de la Turquie et de lui rendre les îles de Lemnos. La diplomatie anglaise avait répondu à cet accord en ne garantissant que la sécurité de la Turquie pendant la durée de la guerre. En ce qui concerne les îles, Londres émit un refus catégorique. L'Angleterre provoquait presque ouvertement les Turcs, en faisant clairement, avec toute l'amabilité adéquate, des «concessions» aux Allemands, qui étaient prêts à se soumettre à toutes les conditions que l'Etat turc pourrait avoir.

En plus des jeux diplomatiques qui se déroulaient, il y avait aussi des attaques offensives et hostiles contre la Turquie. En tant que première puissance de construction navale au monde, la Grande-Bretagne avait reçu de nombreux États des commandes de construction de nouveaux navires de pointe. Quelques années avant le début de la guerre, le Brésil avait commandé son troisième cuirassé à l'Angleterre, un cuirassé armé de 14 canons de 305 mm. Cependant, le pays du café et des carnivals n'avait pas tout à fait pris en compte ses capacités financières et se préparait déjà à annuler sa commande lorsque la Turquie est arrivée sur la scène. Non seulement la Turquie racheta le navire brésilien, mais le pays paya également la construction d'un autre navire du même type. À l'été 1914, ils auraient dû être remis au client, mais les firmes anglaises commencèrent à utiliser toutes les excuses possibles pour retarder la livraison des navires et, le 28 juillet 1914 (le jour où l'Autriche-Hongrie déclara la guerre à la Serbie), la Grande-Bretagne réquisitionna les deux dreadnoughts turcs et les intégra comme faisant partie de sa propre flotte sous les noms de « HMS Agincourt » et « HMS Erin ».

Alors que Sir Grey s'efforçait de «se battre pour la paix», le ministère de la Guerre britannique mettait la dernière main à ses préparatifs de guerre. L'idée d'une guerre mondiale ne s'était présentée à personne à ce moment-là, sauf peut-être au gouvernement britannique. C'est pourquoi le gouvernement turc a trouvé la réquisition de ses navires si offensante, telle une gifle publique dans le visage. Logique intéressante: **l'Autriche déclare la guerre à la Serbie, donc l'Angleterre saisit les navires de la Turquie.** Ces actes provoquèrent une explosion d'indignation à Istanbul, puisque la

construction des navires de guerre avait en partie été financée par une souscription publique. Le déficit inattendu des deux navires de haut rang sapait la capacité défensive de la flotte turque. C'était l'Angleterre qui en était responsable, mais la haine de la Turquie s'étendit à l'ensemble de l'Entente, dont le membre le plus proche était géographiquement ... la Russie.



Croiseur léger allemand Breslau, qui deviendra plus tard le Midilli turc.

Le commandement militaire allemand décida de profiter sans délai de la situation en cours et proposa secrètement au gouvernement turc d'acquérir deux nouveaux navires de guerre allemands qui, depuis 1912, se trouvaient en Méditerranée. C'étaient le croiseur de bataille « SMS Goeben » et le croiseur léger « SMS Breslau ». Comme cela arrive souvent en politique, les actions audacieuses du

Commandement allemand pour amener la Turquie de son côté s'inscrivent pleinement dans les intérêts des Anglais, raison pour laquelle « SMS Goeben » et « SMS Breslau » arrivèrent à Istanbul sains et saufs. Cette histoire est d'un tel intérêt que nous allons y jeter un coup d'œil un peu plus en détail.

« SMS Goeben » et « SMS Breslau » se trouvaient en mer au moment culminant du début de la guerre mondiale, au moment où l'Angleterre et l'Allemagne étaient sur le point de devenir des ennemis. La destruction des deux navires allemands n'aurait pas été difficile pour la flotte britannique, qui était la meilleure au monde. La marine anglaise n'en était pas très éloignée, mais ... permit aux croiseurs allemands de lui **glisser entre leurs doigts**. Quand les Anglais rattrapèrent de nouveau les navires à Istanbul, la situation avait déjà radicalement changé. Le gouvernement turc avait annoncé qu'il avait acheté « SMS Goeben » et « SMS Breslau » à l'Allemagne. Désormais, ce n'était plus des navires allemands mais turcs nommés « Sultan Yavuz Selim » et « Midilli ». Le commandement des navires restait allemand, ils avaient simplement changé les casquettes allemandes contre des fezzes turcs.

La « négligence » des Britanniques eut de graves conséquences. Le 29 octobre 1914, l'amiral allemand Souchon, ayant accepté le poste de commandant en chef de la marine ottomane, conduisit sa flotte en mer, prétendument pour des exercices d'entraînement. Et il fit ce que les dirigeants du gouvernement allemand attendaient de lui et pas seulement le gouvernement allemand, mais aussi ... la reconnaissance britannique. « SMS Goeben » avait ouvert le feu sur Sebastapol, « SMS Breslau » sur Novorossiysk et le croiseur « Hamidiye » sur Odessa. Le lendemain matin, l'ambassade de Russie à Constantinople demanda des passeports et, contrairement aux souhaits de la Russie, la Turquie se révélait être le prochain adversaire de la Russie et le nouvel allié de Berlin. En conséquence, les voies navigables de la mer Noire, le long desquelles la Russie pouvait recevoir tout ce dont elle avait besoin, étaient bloquées. Et ce qui est plus grave, le flux principal des exportations russes passait par ces Détroits: à la veille de la Première Guerre Mondiale, entre 60 et 70% de toutes les exportations de céréales russes passaient par le Bosphore et les Dardanelles, et le nombre total des exportations russes représentait près de 34% du commerce total. La Russie avait maintenant du mal à vendre ses produits et à recevoir les matériaux dont elle avait besoin. Les pénuries dans les premières années de la guerre peuvent, à bien des égards, s'expliquer par ce tragique « incident », lorsque deux navires allemands ont « trompé » la flotte britannique.



Empire Ottoman en 1820-1924



De toutes les manières possibles, les alliés évitaient même de coordonner les actions conjointes de tous les membres de l'Entente. Vers la fin de la première année de la guerre, les Allemands épuisés ne pouvaient plus avancer et le front occidental s'était stabilisé, ayant atteint la Suisse neutre d'un côté et la mer de l'autre. L'ennemi était allé sous terre et améliorait constamment ses défenses. La guerre traînait et il n'y avait aucun signe de fin. Il est étrange qu'ayant déjà été en guerre pendant six mois, les alliés de l'Entente n'aient pas encore appris à coordonner leurs actions. Ils semblaient avoir du mal à faire pression sur le Reich des deux côtés en même temps. Les Britanniques avaient peur d'une telle attaque contre l'Allemagne, puisque les Allemands n'auraient pas pu y résister,



Alfred von Tirpitz (1849-1930)

La main osseuse de la destruction commençait lentement mais sûrement à broyer l'Europe et à se rapprocher de sa destination finale, la future révolution qui commençait à jeter son ombre sur les cartes de la Russie, de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. C'était un moment extrêmement important. Les Allemands avaient très vite bien compris ce qui se passait: « Les Anglais espéraient écraser notre pays avec l'aide du rouleau compresseur russe, et l'armée franco-belge-britannique devait ralentir notre attaque; **S'il y avait un danger que la Russie soit trop victorieuse, son plan était de mettre fin à la guerre** », a souligné à juste titre l'amiral von Tirpitz.

Le plan des «alliés» fonctionnait parfaitement – la Russie et l'Allemagne s'affaiblissaient. L'offensive allemande débuta en janvier 1915 et se poursuivit presque sans relâche jusqu'à plus ou moins la fin de l'été. En conséquence, les troupes russes avaient été forcées d'abandonner la Galice, qui avait été prise plus tôt, et elles avaient subi des pertes importantes. Ce n'était cependant pas une catastrophe. Le front avait tenu ferme et l'abandon de la Pologne, suite à la défaite en Galice, était une opération planifiée pour redresser la ligne de front. L'armée allemande était également épuisée – le front russe ayant dévoré toutes les réserves qu'elle avait préparées.

Tandis que les Russes versaient du sang, le commandement anglo-français ne faisait rien pour soulager le sort de l'armée russe. Au lieu de cela, ils étaient tranquillement occupés à la fabrication et à la production militaires. En 1915, la France avait augmenté d'une fois et demie sa production de fusils, de cinquante fois celle des cartouches et de près de six fois celle de l'artillerie lourde. Pour sa part, l'Angleterre avait multiplié par cinq sa production de mitrailleuses et presque dix fois celle des avions. Ceux de la brumeuse Albion et ceux du soleil de Paris ne connaissaient-ils peut-être pas la terrible situation de l'armée russe? Ils la connaissaient parfaitement bien. L'ambassadeur de France, Maurice Paléologue, a rappelé les paroles du général Alekseev, chef de l'état-major général russe, dans ses mémoires: «Nos pertes en vies humaines ont été colossales. Si nous n'avions besoin que de reconstituer nos effectifs, nous les aurions remplacés rapidement puisque nous avons plus de 900 000 personnes en réserve. Mais, nous n'avons pas assez d'armes pour armer et entraîner ces gens ... » .

Ce qui ne veut pas dire que les alliés ne fournissaient pas d'armes à la Russie. Cela ne se passait pas comme ça, mais elles étaient rares. Ainsi, en 1915, par exemple, les «alliés» n'avaient fourni à la Russie que 1,2 million d'obus, soit moins d'un sixième de la production mensuelle d'obus de l'Allemagne. Le général Svechin a écrit: « Notre demande aux Français de commander des obus à leurs usines a été refusée. Il s'est avéré qu'ils n'étaient pas prêts à faire le même sacrifice qu'au début de la guerre, quand nous étions prêts à attaquer pour soutenir nos alliés. Ce n'est qu'en 1916 que le gouvernement français nous a accordé la permission d'acheter un petit pourcentage de la production d'une usine du Creusot. La direction de l'usine n'avait aucun scrupule à nous facturer des prix exorbitants. »

Ce n'est pas pour rien que les Anglais ont laissé SMS *Goeben* atteindre Istanbul et provoqué la Turquie à entrer dans la guerre. Les ports russes de la mer Noire avaient été bloqués, donc une quantité importante d'armes «alliées» fut livrée via Mourmansk et Arkhangelsk, mais en raison des difficultés de transport, une grande partie de l'équipement fut retardée et n'arriva **jamais** au front. Les Anglais ne fournissaient que des navires de transport pour transporter des armes, à condition de recevoir du pain, du beurre, du bois, des spiritueux et d'importantes matières premières stratégiques dont la Russie elle-même avait besoin. Bientôt, le gouvernement britannique exigea que la Russie déplace ses

réserves d'or à Londres comme garantie que ses commandes seraient payées. Des dizaines de tonnes d'or russe y furent transportées et constituèrent ce que l'on a appelé «l'or du Tsar». Il n'a jamais été retourné en Russie et n'a pas été couvert par des livraisons.

Les partenaires de la coalition ne l'ont pas fait parce que leur intérêt était d'obtenir une **victoire finale totale**. Ainsi, par exemple, partout où l'Allemagne était présente, elle mettait tout en œuvre pour soutenir l'efficacité de ses collègues autrichiens, bulgares et turcs. Mais avant même le début de la guerre, les Anglais et les Français avaient rayé la Russie de la liste des vainqueurs et l'avaient ajoutée à la liste des nations qui ne survivraient pas à la guerre.

Le ministre des Affaires étrangères de l'URSS Sergey Sazonov

Alors que la guerre ne souriait pas à la Russie, les diplomates russes tentaient de discuter de la configuration de l'après-guerre avec les alliés. Le seul prix possible pour la Russie pour son rôle dans la guerre était le précieux détroit turc, qui agissait comme un bouchon pour bloquer la sortie de la flotte russe de la mer Noire. Les Anglais le savaient parfaitement bien. Ils avaient passé des siècles à empêcher la Russie de détruire la Turquie et de s'emparer des détroits du Bosphore et des Dardanelles. Et maintenant ils utilisaient ces détroits comme appâts. « L'extrême besoin de soutenir la Russie au milieu de ses échecs en Prusse orientale », écrit Winston Churchill dans *The World Crisis*, « obligea Edward Grey, ministre britannique des Affaires étrangères, à demander à Buchanan, notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg, dès le 14 novembre 1914, d'informer Sazonov que le gouvernement reconnaissait que la question des détroits et de Constantinople devait être réglée conformément aux désirs de la Russie. »



Au début de l'année 1915, le gouvernement tsariste décida que le temps était venu de mettre les points sur les i. Le 4 mars 1915, le ministre Sazonov envoie un «mémoire» aux ambassadeurs des Alliés: «Le cours des événements récents a conduit Sa Majesté le Tsar Nicolas II à la conclusion que le problème de Constantinople et des Détroits devrait être réglé définitivement en conformité avec le désir séculaire de la Russie ». Les demandes de la Russie sont alors répertoriées : Constantinople, la rive ouest du Bosphore, la mer de Marmara et les Dardanelles, ainsi que la Thrace méridionale jusqu'à la ligne Midia-Enos.

Le problème des Détroits était assez compliqué et douloureux pour les alliés. Accepter que la Russie possède les Détroits et Constantinople signifiait les laisser entrer dans la zone de ses intérêts vitaux, où les Anglais ne voulaient donner accès à personne. Mais refuser ce droit à la Russie était également risqué. Un refus direct aux Russes pourrait mettre en action ceux qui voulaient faire la paix avec l'Allemagne, entraînant le retrait de Saint-Pétersbourg de la guerre. Alors ce serait adieu à la révolution et à tous les plans pour lesquels la guerre avait été déclenchée en premier lieu. Il fallait apaiser le Tsar Nicolas II.

Mais d'une manière très inhabituelle. Au lieu d'une attaque sur le front allemand, qui aurait contraint les Allemands à relâcher leur pression sur l'armée russe, les Anglais et les Français portèrent un coup à ... la Turquie, pour tenter de s'emparer de ces mêmes détroits dont le gouvernement russe avait déjà commencé à discuter. Les Anglais ne donnèrent pas de réponse officielle au Tsar Nicolas II, mais essayèrent plutôt d'occuper les Dardanelles. Et pour avoir une longueur d'avance sur les troupes russes, ils débarquèrent le 25 avril 1915 à Gallipoli. Leur but était de s'emparer des Dardanelles et de Constantinople et d'empêcher la Russie d'y arriver.



Blindé Rolls Royce britannique aux Dardanelles, 1915

Le gouvernement russe était plus qu'un peu alarmé et mal à l'aise. La rapidité des Britanniques causa même quelques inquiétudes au Tsar Nicolas II, qui considérait à juste titre que le détroit était tout naturellement son futur trophée de guerre (et lui seul!). Il lui était incompréhensible que, au lieu d'aider sur le front

allemand, les troupes anglaises soient parties pour les Dardanelles. Les troupes débarquées étaient si inattendues, et l'emplacement si provocateur, que le gouvernement russe inquiet a immédiatement demandé que les alliés confirment que le détroit serait remis à la Russie. L'ambassade britannique annonça « que le gouvernement de Sa Majesté n'avait lancé une attaque contre les Dardanelles qu'en considération du bien commun. La Grande-Bretagne n'en tirait aucun avantage direct: la Grande-Bretagne elle-même ne comptait pas s'y installer.

Les faits, cependant, suggèrent le contraire. L'opération des Dardanelles avait été préparée avec une grande hâte, ce qui était extrêmement inhabituel pour une opération militaire aussi compliquée que le débarquement de troupes dans une zone ennemie bien fortifiée. D'autant plus que la défense des Dardanelles était entre les mains des Allemands qui avaient depuis longtemps placé toute l'armée turque sous leurs ordres. Les troupes anglo-françaises étaient confrontées à l'assaut de vingt-quatre anciens forts ottomans qui étaient sous le commandement d'officiers allemands. De lourds combats ont commencé et en juillet 1915, le commandement allié débarqua deux autres divisions, suivies par une autre et encore une autre. Les pertes ne furent pas été prises en considération – après avoir pris Constantinople, les Anglais étaient maîtres de la situation et pouvaient contester la prétention de la Russie sur les Détroits à partir d'une position plutôt favorable. L'amiral Wallis a reconnu que « dans toute l'histoire mondiale, il n'y eut jamais d'opération menée avec une telle hâte et qui ait été si mal organisée ». Que faut-il faire d'autre lorsque les circonstances exigent que toutes les règles écrites et non écrites soient enfreintes? En même temps, il faut noter que toutes les troupes furent évacuées du front des Dardanelles au début de janvier 1916. En 1915, cependant, au plus fort des combats sur le front russo-allemand, il y avait une flopée de divisions « alliées » qui trainaient inutilement autour de Gallipoli ...



Au moment où le commandement russe avait commencé à se heurter à des difficultés pendant l'offensive allemande de 1915, ils avaient vainement essayé d'obtenir au moins une aide réelle de la part des Alliés. Cependant, à la différence de leurs adversaires, les actions des pays de l'Entente continuaient à manquer de coordination, ce qui explique la passivité et la répugnance des Anglais et des Français à attirer une partie des forces allemandes sur eux. Mais ne recevant absolument aucun soutien, la Russie insista pour résoudre les problèmes de coordination des actions. Sous la pression de Saint-Pétersbourg, une conférence militaire interalliée eut lieu à Chantilly le 7 juillet 1915. Après presque une année d'actions militaires des pays de l'Entente, c'était la première fois (!) qu'ils tentaient de coordonner plus étroitement les plans stratégiques pour obtenir la victoire finale dans la guerre. Lors de la toute première session, le général français Joffre déclara que «le manque de coordination des actions des alliés» pourrait conduire les «Austro-Allemands» à concentrer leurs principales attaques sur chacune des armées alliées et à les retirer de la bataille l'une après l'autre ». La solution qui s'offrait à elle était simple et logique: l'armée alliée à laquelle l'attaque principale de l'ennemi était dirigée devait recevoir l'aide des autres membres de l'Entente. Le chef virtuel du renseignement militaire russe, le colonel Ignatiev, dont le frère représentait la Russie à la conférence, a écrit: « Malgré les belles déclarations, il n'a pas été possible de créer un organe central interallié de coordination, en grande partie **par la faute de l'Angleterre**, les contradictions entre les participants s'étant avérées trop grandes ».



Le maréchal Joffre à Chantilly, 1915

Afin d'élaborer et de coordonner ses plans, l'Entente tint une deuxième conférence à Chantilly en décembre 1915. Le nouveau représentant de la Russie, le général Zhilinsky, tenta de nouveau d'atteindre des objectifs très clairs avec les partenaires de la coalition. Le commandement russe avait insisté sur le fait qu'une attaque sur les fronts occidentaux et orientaux devrait être menée en **même temps** ! Il ne devrait pas y avoir de délai entre le début des opérations menées par des armées séparées. Le

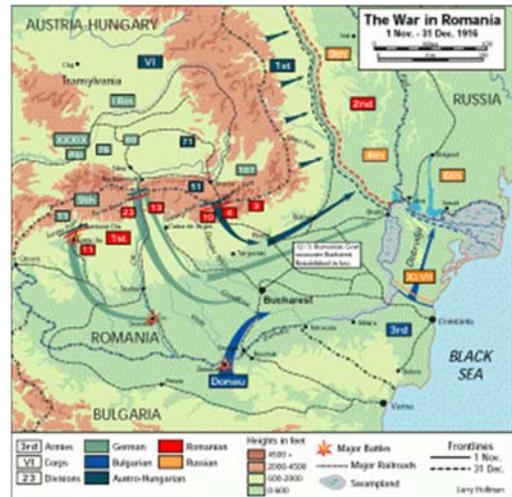
général russe tenta également de trouver une solution à une attaque immédiate par les autres Alliés si l'un d'entre eux était attaqué par les Allemands, même si les préparatifs d'une telle attaque n'étaient pas encore complètement achevés.

La conférence était d'accord avec Zhilinsky et avait complètement convenu que ce qu'il avait suggéré ne permettrait pas à l'ennemi de manœuvrer librement avec des réserves. Et c'était tout ! Seules les dispositions générales avaient été approuvées, aucun objectif spécifique n'avait été défini. Les dates des futures offensives avaient été fixées dans un mémorandum préparé par l'état-major français. Au départ, tout était planifié comme l'avait demandé le général Zhilinsky – une attaque simultanée sur les fronts occidental et oriental – mais de «petits» amendements furent introduits par la suite.

Selon le plan de départ de l'ensemble de l'alliance, mais actualisé avec les nouvelles modifications, l'attaque du front français était prévue pour le 1er juillet 1916 et sur le front russe deux semaines plus tôt. Juste le temps pour les Allemands de redéployer leurs divisions par rail sur le front russe. En d'autres termes, dans le plan préparé par les Anglais et les Français, la Russie était une fois de plus asservie au fardeau principal de la guerre et les événements subséquents n'ont rien changé, quels que soient les changements dans la situation politique et militaire.

Pour une quelconque raison, les historiens semblent s'écarter d'un schéma intéressant : **quel que soit le pays impliqué dans cette guerre, de quelque bord qu'il se trouve, la Russie était le seul pays dont la situation était en train de se détériorer !**

L'entrée en guerre de la Roumanie le 27 août 1916 en est une belle illustration. Ou plutôt, elle est révélatrice de la persévérance avec laquelle les « Alliés » ont attiré Bucarest. D'un point de vue militaire, cela posait un problème certain à la Russie « , écrit Mannerheim. Il existe un point de vue largement connu que divers auteurs attribuent à diverses autorités militaires. L'essentiel est le suivant: il n'était pas important de savoir de quel côté la Roumanie entrait en guerre, car la puissance militaire nécessaire pour la détruire ou s'en dégager était exactement la même. Et c'est là que réside le « problème »: l'entrée de la Roumanie dans la guerre n'était d'aucune utilité pour l'Entente, mais elle causerait des dommages considérables à la Russie. La puissance militaire de la Roumanie était très faible, mais le pays partageait une longue frontière avec la Russie. Si la Roumanie entrait en guerre, le front russe serait automatiquement étendu. Le remplir épuiserait toutes les réserves de la Russie et affaiblirait d'autres sections du front. C'est pourquoi les Anglais ont fait tout leur possible pour forcer Bucarest à entrer dans la guerre. Pour que le gouvernement roumain puisse entrer dans la guerre avec un cœur léger, les diplomates britanniques leur promirent des gains territoriaux aux dépens de l'Autriche-Hongrie et donnèrent l'extraordinaire assurance que la Roumanie serait capable de déclarer seule la guerre à l'Autriche. C'est ainsi que les Roumains entrèrent en guerre, mais ce sont l'Allemagne, la Bulgarie et la Turquie qui lui déclarèrent la guerre.



La situation était assez étrange: les membres de l'Entente, luttant contre un seul et même ennemi, avaient des points de vue diamétralement opposés sur l'entrée de la Roumanie dans la guerre. Exactement comme cela avait été avec la Turquie. Cependant, il n'y a rien de surprenant. C'était simplement que les véritables objectifs de la Russie pour entrer dans la guerre et ceux de ses alliés étaient différents, donc leur approche était différente.

La flotte russe de la mer Noire était également confrontée à un nouveau casse-tête: elle avait désormais le problème supplémentaire de protéger les côtes roumaines contre les navires ennemis. Lors de son interrogatoire avant d'être exécuté par un peloton d'exécution en janvier 1920, le commandant de cette flotte, l'amiral Kolchak, a rappelé les mots fascinants que le Tsar Nicolas II lui avait personnellement dits:

« Je ne suis absolument pas d'accord avec la position actuelle de l'entrée de la Roumanie dans la guerre: je crains que ce ne soit une entreprise non rentable qui ne fera qu'allonger notre front, **mais le commandement allié français y tient**. Ils veulent que la Roumanie entre en guerre quoi qu'il arrive. Ils ont envoyé une mission spéciale en Roumanie avec des fournitures militaires **et la pression du commandement allié l'a obligé à céder**. »

À cet égard, la réaction du chef du commandement français, le général Joffre, est révélatrice: après avoir découvert l'entrée en guerre de la Roumanie, il proclame avec enthousiasme: «Il n'y a absolument rien à regretter!» Vous comprendrez pourquoi le général français était si ravi si vous regardez les événements qui ont mené à l'entrée de la Roumanie dans la guerre.

L'offensive russe (l'[offensive de Broussilov](#)) était terminée à la fin d'août 1916 et, tout de suite après, les Roumains annoncèrent leur décision d'entrer en guerre du côté de l'Entente. Après quoi ils lancèrent une attaque contre la Hongrie, en mettant la pression sur les troupes autrichiennes. L'Allemagne réagit immédiatement. Les Allemands mirent deux mois à se regrouper et, le 11 novembre 1916, les troupes allemandes lancèrent leur offensive sous le commandement du général Mackensen. Après avoir rapidement vaincu l'armée roumaine, les Allemands atteignirent Bucarest où ils détruisirent complètement les troupes roumaines restantes en trois jours pendant la bataille de Bucarest et entrèrent dans la capitale. En quelques jours, l'armée roumaine avait perdu 120 000 personnes qui avaient été tuées ou capturées et elle avait pratiquement cessé d'exister.

« La Roumanie avait demandé de l'aide à la Russie dès le début des actions militaires et la taille de cette aide n'avait cessé d'augmenter à mesure que les offensives allemande et austro-hongroise progressaient. Au début du printemps 1917, il y avait 36 divisions d'infanterie russes et 6 de cavalerie russe sur le front roumain, qui s'étendait sur environ 500 kilomètres. Cela signifiait que l'armée russe avait envoyé environ un quart de ses troupes en Roumanie et ne disposait presque plus de réserves. En outre, la Russie était censée fournir de l'équipement et de la nourriture à l'armée roumaine, mais à ce moment-là, la situation de la Russie empirait de jour en jour. **C'est un exemple typique de la façon dont un allié faible apporte plus de soucis que d'aide!** », Écrit le général Mannerheim dans ses mémoires.

Le maréchal français Joffre bouillonnait et avait exigé que 200 000 soldats russes soient envoyés pour sauver la Roumanie. L'ambassadeur de Roumanie, Diamandy, avait harcelé le Tsar avec un plan de l'état-major de Bucarest selon lequel les Russes devaient concentrer 3-4 corps à travers les Carpates orientales et frapper le flanc des Allemands qui avançaient. Les «Alliés» exigeaient l'impossible: il n'y avait tout simplement nulle part où trouver autant de troupes en si peu de temps. Par conséquent, sans refuser d'aider la Roumanie, le Tsar Nicolas II et le général Alekseev avaient rejeté le plan proposé. Parce que les nombreuses réserves nécessaires n'étaient tout simplement pas disponibles et que le retrait de troupes laisserait inévitablement le front exposé et pourrait permettre à l'ennemi de percer ailleurs. Mais il semblerait que c'est ce que recherchaient les «Alliés». Leur hystérie était indescriptible. Diamandy courut se plaindre à Paléologue qui avait envoyé un message à Paris, et dès lors, ils poussèrent encore et encore. En fin de compte, ce sont les forces russes qui ont sauvé les Roumains, puisque les forces britanniques étaient «bloquées» sur le front macédonien et incapables de «se battre» pour aider la Roumanie. Cela aurait pu être facilement prédit. **Les troupes russes allaient toujours aider leurs alliés, tandis que les Anglais et les Français avaient toujours une raison convaincante pour expliquer pourquoi ils ne l'avaient pas fait eux-mêmes.**

«En ce qui concerne la Roumanie», écrivait A. Zaionchkovsky, un théoricien militaire russe bien connu et commandant de corps sur le front roumain, «l'Entente a donné un bel exemple de discorde militaro-politique». En ce sens qu'ils avaient exhorté la Roumanie à entrer dans la guerre, mais n'avaient pas protégé le pays contre la défaite. Devinez pourquoi ! D'où avaient été prélevées les troupes allemandes qui avaient vaincu les Roumains? Du front occidental, bien sûr! Par conséquent, l'entrée de la Roumanie dans la guerre avait affaibli la Russie et l'Allemagne: un nombre encore plus important de troupes allemandes et russes s'étaient affrontées, ce qui était tout à fait conforme au scénario des «Alliés». Il y avait moins de troupes allemandes sur le front occidental et plus sur le front de l'Est, et ainsi les difficultés de la guerre étaient imperceptiblement transférées aux Russes qui subissaient déjà d'énormes pertes. L'armée russe avait commencé à avoir encore moins d'artillerie et d'armes par kilomètre de front. Les livraisons d'armes des Alliés n'étaient plus comme elles l'avaient été, alors que les nouvelles divisions allemandes n'oubliaient jamais d'emporter leur propre artillerie avec elles.

La Première Guerre Mondiale est littéralement un tel kaléidoscope de vils exemples de la politique anglaise qu'à un moment donné, on cesse d'être étonné de leur trahison. Mais en fait, l'histoire entourant l'entrée de la Roumanie dans la guerre se démarque des autres, car elle a un sens caché de plus. Pour le comprendre, il vous suffit de vous familiariser avec les plans de la Russie de cette période, qui étaient également bien connus des « Alliés ». Après le débarquement inattendu des Anglais et des Français à Gallipoli, le Tsar Nicolas II inquiet ordonna qu'un plan soit élaboré pour s'emparer des Détroits si importants stratégiquement pour la Russie. Vous vous rappellerez que les gouvernements de l'Entente ne s'y étaient pas opposés verbalement, mais ils étaient arrivés à des conclusions et avaient pris des mesures. Et ici nous abordons encore une fois un autre moment plutôt intéressant. Il semble que les divisions qui couvraient l'écart «roumain» en train d'émerger sur le front se préparaient pour l'Opération Dardanelles! Ils avaient été redéployés sur le front roumain en abandonnant l'opération destinée à s'emparer des Détroits et de Constantinople!

Ainsi, ayant forcé la Roumanie à entrer en guerre, les Anglais réussirent à contrecarrer l'opération russe de s'emparer du Bosphore et des Dardanelles. Le commandement russe avait initialement planifié l'opération du Bosphore pour l'automne de 1916, mais fut ensuite occupé à secourir les Roumains, ce qui signifiait qu'elle serait déplacée en avril 1917. Mais à cette date, aucun débarquement n'aura lieu : le Bosphore fut l'une des raisons pour lesquelles la révolution russe eut lieu en février 1917 ...

IX – Comment les Britanniques ont « libéré » la Grèce



Les premières troupes aéroportées de l'armée britannique débarquèrent en Grèce le 4 octobre 1944. L'objectif principal de l'Angleterre dans ce pays n'était cependant pas de vaincre les forces allemandes, loin de là, mais de réaliser une avance rapide pour rencontrer les troupes soviétiques du maréchal Tolboukhine, qui venaient juste de mener avec succès une opération pour libérer la Yougoslavie. Ne rencontrant aucune résistance de la part des troupes allemandes, les Anglais s'empressèrent d'occuper le territoire libéré pour ne pas laisser entrer les Russes en Grèce.

La paix n'a pas suivi leur arrivée en Grèce. Au contraire, les opérations militaires ont éclaté avec une vigueur renouvelée. Les Anglais étaient opposés aux partisans du puissant mouvement communiste ELAS. En conséquence, les « libérateurs » britanniques ont commencé des opérations militaires contre les Grecs.



Voici quelques faits sur ce conflit qui, aujourd'hui, est passé complètement sous silence :

– En novembre 1944, le général Scobie, commandant des forces britanniques en Grèce, donne l'ordre de désarmer les unités ELAS. Les représentants communistes du Cabinet refusent de signer un décret ordonnant la dissolution de l'ELAS et, le 2 décembre, ils démissionnent. Le lendemain, une manifestation de 500 000 hommes a lieu à Athènes contre les actions du gouvernement et du commandement britannique. Les armes sont utilisées contre les manifestants par les autorités. Le 4 décembre 1944, les combats commencent entre les unités de l'ELAS d'un côté et les troupes britanniques et gouvernementales de l'autre, et les membres de l'ELAS prennent le contrôle d'Athènes et du Pirée. Le fait que les unités de l'ELAS ne soient évacuées du Pirée que le 12 décembre 1944 donne une indication de la gravité des combats. À Athènes, Les troupes britanniques sont encerclées et elles ne réussissent

à s'en sortir que vers la fin du mois. En outre, deux divisions sont redéployées en Grèce depuis le front italien.

Comme nous pouvons le voir, il y avait tellement de partisans de l'ELAS dans la capitale grecque qu'ils avaient facilement pris le contrôle de toute la ville. **En ouvrant le feu sur les manifestants, les troupes britanniques avaient montré de quel côté du conflit ils étaient. Rappelez-vous que c'est précisément pour ce genre d'actions que Londres a condamné Kadhafi et Assad récemment.**

Voici ce que Winston Churchill écrit dans son livre « La Seconde Guerre Mondiale » :

« Le dimanche 3 décembre, les partisans communistes, engagés dans une manifestation interdite, se sont heurtés avec la police et la guerre civile a commencé. Le lendemain, le général Scobie ordonna à l'ELAS d'évacuer Athènes et le Pirée sur-le-champ. Au lieu d'obtempérer, leurs troupes et leurs civils armés tentèrent de s'emparer de la capitale par la force. A ce moment j'ai pris un contrôle plus direct de l'affaire. En apprenant que les communistes avaient déjà pris presque tous les commissariats d'Athènes, assassinant la majeure partie de leurs occupants qui n'étaient pas engagés de leur côté, et se trouvaient déjà à un demi mile des bureaux du gouvernement, j'ordonnai au général Scobie et à ses 5 000 soldats britanniques qui, dix jours auparavant, avait été reçu avec ravissement comme libérateur par la population, d'intervenir et tirer sur les traîtres agresseurs. Il ne sert à rien de faire des choses comme celles-là à moitié. »

– Au total, du 3 décembre 1944 au 15 janvier 1945, les avions britanniques ont effectué 1665 sorties au-dessus de la Grèce, détruisant 455 automobiles, quatre pièces d'artillerie et six locomotives.

– Les Anglais n'ont réussi plus ou moins à établir le contrôle sur le territoire de la Grèce continentale qu'après six semaines de combats acharnés. Le 12 février 1945, un accord visant à mettre fin à la guerre civile fut signé à Varkiza, aux termes duquel toutes les unités de l'ELAS se retiraient des régions d'Athènes, de Selanik et de Patras.

– La majorité des combattants de l'ELAS cessèrent les hostilités et rentrèrent chez eux. Cependant, les représentants du gouvernement démocratique, ainsi que la nation humaine du «monde libre», violèrent l'accord et commencèrent à les arrêter par centaines et à les fusiller sans procès.

– En fin de compte, la situation a explosé à la suite des élections dites «générales», qui eurent lieu le 31 mars 1946. Les communistes et un certain nombre de partis démocratiques avaient accusé le gouvernement d'avoir falsifié les résultats et d'avoir fait pression sur les électeurs. Il convient de mentionner que la brutalité policière n'avait pas diminué durant toute l'année 1945. Les élections servirent de prétexte à une nouvelle confrontation. Le premier conflit ouvert eut lieu en juillet 1946, lorsque les forces gouvernementales tentèrent de débarrasser les régions de Vermion et du Mont Olympe des communistes. Malgré le fait que ceux qui étaient à l'offensive étaient soutenus par des chars et des Spitfires, les attaques échouèrent. Les unités ELAS bénéficiaient d'un large soutien parmi la population du pays, d'une vaste expérience de la guérilla contre les Allemands, et il y avait aussi le fait qu'il y avait un certain nombre d'alliés secrets dans l'armée grecque. Un nouveau cycle de guerre civile avait commencé dans le pays.

– La guerre de Grèce a duré jusqu'au début de 1949, soit un total (avec des pauses) de cinq ans!

– Selon les chiffres officiels, les forces gouvernementales ont subi des pertes de 12 777 personnes tuées et 37 732 soldats et officiers blessés, tandis que les unités pro-communistes ont subi des pertes de 38 000 tués, et il n'y a pas de chiffres sur le nombre de blessés. Mais combien de personnes tuées et torturées étaient des civils? Le pays était en ruines; les Allemands, en se retirant de la Grèce, n'ont

pas réussi à détruire entièrement leurs lignes de communication, ce qui a été fait par les Grecs eux-mêmes – non sans l'aide des Anglais et des Américains, bien sûr.

L'histoire des Balkans, et surtout de la Grèce, est un exemple clair de la misère d'une vision en noir et blanc de l'Histoire, une Histoire dans laquelle Staline et l'URSS sont accusés de tout, tandis que l'Occident a toujours raison dans tout ce qu'il fait.

X -Qui a organisé la Famine de 1932-1933 en URSS ?



Aujourd'hui, nous dirions qu'il s'agit d'un machiavélique false flag, peut-être le pire de tous ceux dont nous avons eu connaissance à ce jour. Toutes les composantes de la grande famine de 1932-1933 sont connues et répertoriées dans les livres d'Histoire, et pourtant seuls les récits conventionnels falsifiés circulent. Ceux qui ont organisé la catastrophe n'ont pas hésité à créer des crises dans leur système, à accepter l'effondrement de leur économie, à tuer des millions de leurs concitoyens, pour parvenir à leurs fins. Il existe d'étranges similitudes avec ce qui se passe aujourd'hui avec la Russie. Ceux qui croient que les difficultés qu'éprouvent les entreprises occidentales dues aux retombées des sanctions antirusse inciteront à stopper l'escalade des hostilités, se trompent lourdement. La machine pourrait bien aller jusqu'au bout, comme en 1933. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire le texte ci-dessous. [RI](#)

La théorie du Holodomor est ressortie dans les médias à chaque fois que l'Ukraine s'apprête à se rapprocher de la Russie. Simplement pour rappeler à ceux qui ne connaissent pas cette tragédie, en 1932-1933 il y eut une grande famine en URSS qui prit un nombre de vies sans précédent (jusqu'à 7 millions de victimes selon quelques estimations discutables). Paradoxalement la famine toucha essentiellement les régions les plus fertiles comme le Caucase du Nord, le bassin de la Volga, l'Oural du Sud, la Sibérie de l'Ouest, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan. Durant la dernière décennie de nombreux historiens occidentaux furent engagés pour mettre au point la théorie selon laquelle cette famine tragique était un génocide volontaire orchestré par le gouvernement de Staline contre les Ukrainiens. Considérons les faits historiques et essayons de nous rapprocher de la vérité à propos des causes et circonstances de cette horrible famine en URSS.

Premièrement, nous devons faire un rappel à propos de l'or, qui étonnamment n'est pas toujours un moyen de paiement...

Au début des années 1920, l'Union Soviétique tout juste proclamée était concernée par la restauration de son industrie totalement détruite après la Première Guerre Mondiale et la guerre civile en Russie (1918-1921). Les Soviétiques avaient désespérément besoin de machinerie moderne et d'équipements industriels. Comment ont-ils pu se les payer ? Le gouvernement soviétique a été capable de fournir au marché international trois choses : des céréales, des minéraux et de l'or.



Le Chervonet d'or soviétique, 1923

À la Conférence de Gênes en 1922 fut introduit le *Gold Exchange Standard* ou étalon de change-or en français. Depuis la fin de 1922, l'Union Soviétique émettait les *chervonets* d'or – une nouvelle monnaie soviétique dont l'entière production était assurée par les réserves d'or et qui était convertible en or. En 1923, le *chervonet soviétique* était l'une des monnaies mondiales les plus stables et les plus sûres. Cela représentait un danger clair et omniprésent pour l'épicentre financier émergent – les États-Unis d'Amérique. En résultat de la Guerre Mondiale, le poids économique et financier des États-Unis explosa de manière étonnante. Ce pays fut l'un des rares bénéficiaires de l'abattoir humain qu'était l'Europe dans les années 1910. Mais un rival inattendu émergea vigoureusement, le parti Bolchévique.

En 1924, le *chervonet soviétique* fut remplacé par un rouble moins fort qui n'avait pas d'équivalent en or. La menace qui pesait sur le dollar américain et la livre britannique fut ainsi diminuée. En contrepartie l'Union Soviétique fut reconnue par le Royaume-Uni, la France, la Norvège, l'Autriche, la Grèce, la Suède, le Danemark, la Chine, le Japon, le Mexique et d'autres pays. Les États-Unis possédaient 46% des réserves d'or du monde capitaliste.

En 1925, les dirigeants soviétiques décidèrent d'accélérer l'industrialisation du pays. Assez étonnamment et malgré la promesse d'énormes gains économique d'une telle politique, les pays de l'Ouest *refusèrent l'or comme moyen de paiement lors de toutes transactions avec l'Union Soviétique !* Cet incroyable comportement est connu historiquement comme le « blocus de l'or ». L'URSS pouvait payer pour des machines et autres équipements seulement avec du pétrole, du bois et des céréales. (Il est intéressant de noter qu'ils acceptaient quand même les pièces d'or de la Russie Impériale pré-révolution – la monnaie d'un pays qui n'existait plus était inoffensive !)

En 1929, les banquiers américains causèrent la Grande Dépression. La courte période de stabilité du système monétaire international fut terminée.

En 1931, l'Allemagne et l'Autriche n'avaient pas réussi à rembourser leur dette étrangère et arrêtaient de convertir le mark en or, mettant ainsi fin au *Gold Exchange Standard*. À l'automne 1931, le Royaume-Uni cessa également la conversion en or.

Comme vous pouvez le constater, il serait logique et naturel de lever le blocus de l'or de l'Union Soviétique à ce moment-là, permettant ainsi à l'or soviétique de soulager l'économie occidentale. **Mais la décision qui fut prise alors était choquante d'absurdité. Non seulement ils laissèrent le blocus de l'or en place, mais ils imposèrent un embargo commercial sévère sur la majeure partie des exportations soviétiques !** Et ce, malgré la grave crise économique de l'Ouest où la plupart des producteurs étaient intéressés par n'importe quelles demandes, particulièrement celles qui sont

payées en or, bois, pétrole ou toute autre matière première de l'Union Soviétique. Par exemple en 1932 80% de l'exportation de machinerie britannique était à destination de l'URSS. Néanmoins, le 17 avril 1933, le gouvernement britannique décida d'un embargo sur l'importation de biens russes. Quelle était la logique d'une telle décision ? C'était une décision politique pour mettre la pression sur le tenace gouvernement soviétique animé par une idéologie et une structure économique antagonistes.

Les échanges commerciaux entre l'Ouest et l'URSS étaient-ils finis pour autant ? Absolument pas. La demande soviétique pour la technologie et la machinerie occidentale était plus élevée que jamais : l'industrialisation était en pleine bourre. Mais à présent l'Ouest n'acceptait plus qu'un seul moyen de paiement : les céréales soviétiques ! (L'étrangeté de cette demande s'explique par le fait qu'à ce moment les monnaies des pays les plus agraires étaient fortement dévaluées et la demande en céréales sur le marché mondial avait diminué de 50 à 70% !)

Le gouvernement de Staline fut confronté à un choix : soit il renonçait à restaurer l'industrie et donc capitulait devant l'Ouest, soit il continuait de s'industrialiser et menait son pays à une crise interne effroyable. Si les Bolchéviques prenaient des céréales aux paysans, il y avait une forte probabilité de famine, qui à son tour pouvait mener à des troubles internes et à un retrait du pouvoir. Donc quoi que Staline choisît, l'Ouest serait victorieux. Staline et son entourage décidèrent alors de continuer en force et de ne s'arrêter devant rien.

Le gouvernement collectait des céréales et les envoyait à l'Ouest, non pas pour affamer une partie de la population, mais parce qu'il n'y avait pas d'autres solutions pour payer l'approvisionnement en équipements. Tous les espoirs de Staline reposaient sur une nouvelle moisson. Il s'avéra que celle-ci fut petite, le pays étant frappé par la sécheresse. L'URSS fut incapable d'acheter de la nourriture en échange d'or (blocus de l'or) ou de monnaie (il n'y en avait pas à cause de l'embargo). Dans l'urgence, des efforts furent faits pour recevoir des céréales depuis la Perse qui avait accepté l'or. Cependant, les autorités n'eurent pas le temps et la catastrophe avait déjà commencé.



Des victimes de la famine, Kuban, 1932

Entre 1932 et 1933, des milliers et des milliers de personnes périrent et ce fut seulement après cela que l'Ouest accepta à nouveau le pétrole, le bois et les métaux précieux des Soviétiques.

En octobre 2008, le Parlement Européen a reconnu le Holodomor en Ukraine comme un crime contre l'humanité. Le coupable désigné fut « l'URSS stalinienne ». Cependant, le rapport du Parlement Européen n'a pas répondu à deux questions :

- Pourquoi les capitalistes se sont comportés aussi « étrangement » et ont refusé l'or de Staline ?
- Pourquoi ont-ils demandé à n'être payés qu'en céréales ?

Il n'y a ni vérité ni logique dans les rapports du Parlement Européen. La vérité c'est qu'en 1934, l'exportation de céréales par l'URSS cessa complètement. Sur ordre du gouvernement soviétique...

La famine de 1932-1933, qui fut précautionneusement organisée par l'Ouest, n'eut pas l'effet désiré : les Bolchéviques restèrent au pouvoir. Ils continuèrent de s'industrialiser. Les mesures économiques furent sans effet – Staline restaurait le pays à n'importe quel prix. Seules les mesures militaires restèrent. Et, en 1933 exactement, Adolf Hitler, qui avait ouvertement écrit ses désirs d'expansion dans les vastes plaines russes, arriva au pouvoir en Allemagne...

XI – Un quart de siècle soviétique (1930-1955)



La grande famine ukrainienne de 1932-1933

Au cours de cette période, commençant en 1930 avec des charrues en bois partagées en commun pour ensuite gagner la guerre en Europe presque seule, et enfin devenir un dépositaire de l'armes nucléaires en 1955, comment cela a-t-il été possible ? Dans les années 1950, si quelqu'un avait osé suggérer que l'Union Soviétique produirait un jour plus de fer et de pétrole que les États-Unis, il aurait été qualifié de ridicule. S'il avait suggéré que l'Union Soviétique puisse un jour avoir la parité avec les États-Unis en matière d'armes nucléaires, il aurait été considéré comme un traître. Pourtant, ces deux événements ont bien eu lieu dans les années 1970. En 1949, le professeur Bush, qui était président du MIT et responsable scientifique aux États-Unis, a écrit un livre dans lequel il déclarait que la bombe atomique était si complexe que les Russes ne seraient jamais en mesure de développer l'arme, mais s'ils avaient de la chance, ils pourraient en développer une dans 20 ans. Le livre avait été imprimé et devait être publié. MAIS, les Russes firent exploser leur première bombe atomique deux jours avant la sortie prévue du livre. Il n'a jamais été publié. L'explosion de la première bombe à hydrogène par les Russes eut lieu en 1961. SPUTNIK fut lancé en 1957. Le premier objet dans l'ESPACE ! Pour voir ce qui s'est passé et les résultats qui en ont découlé, il est nécessaire d'examiner en détail ce quart de siècle. Lorsque je mentionne l'ethnicité, cela ne reflète en rien la grande majorité de ce groupe en particulier.

Boris Savinkov

Tout d'abord, revenons un peu en arrière dans les années 1920 et prenons le cas de Boris Savinkov. Il était le chef juif des socialistes-révolutionnaires qui étaient juifs pour la plupart. C'est lui qui a donné à Fanny Kaplan le revolver avec lequel elle devait tirer sur Lénine, ce qu'elle a fait. Lénine est mort quelques années plus tard. Boris a fui aux États-Unis où il est resté jusqu'à ce que Felix Dzerzhinsky (le chef des services secrets de Staline qui était un noble polonais de naissance) le ramène en Union Soviétique et le fasse exécuter avec ses cohortes au milieu des années 1920. Boris



a écrit un livre intitulé » [Memoirs of a Terrorist](#) « Publié par Albert & Charles Boni (DK 254.S28 A3) dans lequel il a écrit au sujet de son intention d'assassiner les généraux et les amiraux russes qui ont combattu dans la guerre russo-japonaise de 1904-1905 et les principaux responsables

gouvernementaux. Boris Savinkov avait quelque chose à voir avec les purges à la fin des années 1930. Boris a admis qu'il était un terroriste et a écrit un livre sur le fait d'être terroriste.

Deux événements principaux ont eu lieu dans les années 1930 : la collectivisation/famine dans la période 1932/1933 et les purges à la fin des années 1930. Les purges ont fait suite aux tentatives de défaire le gouvernement soviétique.

Commençons par les Purges ou en russe la chistka, traduite par « purification ». L'Union Soviétique avait-elle des ennemis internes et externes? Bien sûr que oui. Avec la guerre à l'horizon, ils devaient s'attaquer à ce problème. Ont-ils fait des erreurs? OUI. Y avait-il une 5ème colonne (collaborateurs) en Union Soviétique quand les Allemands envahirent le pays en 1941? NON. Mais les Allemands avaient des collaborateurs de 5ème colonne qui les accueillait dans tous les autres pays qu'ils envahissaient. Le fascisme et l'antisémitisme avaient des partisans dans toute l'Europe. L'Église catholique avait des concordats (accords entre l'Église et l'État) avec l'Allemagne nazie et les autres pays fascistes d'Europe. En 1941, Joseph E. Davis, ancien ambassadeur américain auprès de l'Union Soviétique, écrivait: « Il n'y avait pas de 5ème colonne en Russie en 1941 – elles avaient toutes été abattues. La purge avait nettoyé le pays et l'avait débarrassé de la trahison. La 5ème colonne de l'Axe en Union Soviétique avait été écrasée » .

Les purges étaient donc bonnes et efficaces. Encore une fois, des innocents ont été fusillés. Mais des dizaines de millions d'innocents ont été tués pendant la Seconde Guerre Mondiale. Nous devons considérer les chiffres de ceux qui ont été purgés en fonction de l'ensemble. La grande majorité de ceux qui ont été exécutés étaient des Juifs, des Polonais et des citoyens non slaves de l'Union Soviétique. Les membres du parti communiste ont souvent été fusillés. Pourquoi? Parce qu'ils n'étaient pas dignes de confiance et manifestaient de l'hostilité envers le gouvernement soviétique. L'un des critères pour être fusillé était: « si vous êtes en position d'autorité et que votre loyauté est douteuse, vous serez fusillé ».

Pourquoi les Polonais? Au début des années 1930, ils avaient conclu des accords secrets avec les Japonais pour attaquer l'Union Soviétique. Le Japon a attaqué la Mandchourie en 1931.

Les populations russes et ukrainiennes n'étaient pratiquement pas affectées par les purges. Environ 1 personne sur 10 000 a été touchée. Plus de 90 % des centaines de milliers de personnes exécutées appartiennent aux catégories mentionnées. Parmi ceux qui ont reçu le titre de Héros de l'Union Soviétique pendant la Seconde Guerre Mondiale, il y avait 108 Juifs. Le cinquième rang après les Russes, les Ukrainiens, les Biélorusses et les Tatars. 11 633 médailles de héros de l'Union Soviétique ont été décernées à une armée dont l'effectif dépassait 10 000 000 au cours de la guerre.



Le maréchal soviétique Konstantin Rokossovsky au défilé de la victoire à Moscou, le 24 juin 1945

Le maréchal Tchernyakhovsky, qui était juif, a commandé le 3e Front biélorusse dans la dernière année de la Seconde Guerre Mondiale et a été tué au combat. Les Polonais avaient 6 divisions dans le cadre de l'Armée Rouge à la bataille de Berlin. Parmi les groupes ethniques, certains étaient des héros, d'autres étaient des traîtres et la grande majorité étaient des gens ordinaires. Ce qui est intéressant, c'est qu'Andrei Vyshynsky (qui était le juge principal à l'époque de la purge) était polonais. [Le maréchal Konstantine Rokossovsky](#) était de naissance mixte russe/polonais.

Un livre intitulé » [The Great Conspiracy](#) » par Michael Sayers & Albert Kahn publié par Little, Brown & Company en 1946 donne un aperçu des purges. Léon Trotsky et ses partisans ont subi très lourdement ces purges. Le livre « Origines of the Great Purges » de J. Arch Getty, publié en 1987 par Cambridge University Press, fournit des informations supplémentaires, tout comme le livre de Robert W. Thurston intitulé «La [vie et la terreur dans la Russie de Staline](#) » publié en 1996 par Yale University Press. Sur les cinq millions de personnes envoyés dans les prisons / goulags, 95% sont sortis vivants. Ce chiffre comprend un certain nombre de généraux qui ont continué à se battre et gagné la Seconde Guerre Mondiale avec l'Armée Rouge.

La collectivisation et la famine de 1932/33 est un sujet plus complexe.

En 1930, le gouvernement soviétique estimait que la guerre allait éclater dans 10 ans. C'était une bonne estimation en ce sens que l'Union Soviétique a été envahie en juin 1941. Il fallait construire une industrie de guerre, ce qui fut fait.

D'où venait le travail? Un très grand pourcentage de la population travaillait dans l'agriculture. L'utilisation d'un cheval et d'une charrue à bois et le travail du sol sur une petite parcelle de terrain n'étaient pas efficaces. Collectiviser les fermes et utiliser des tracteurs et des charrues en acier était beaucoup plus efficace et a permis de libérer la main-d'œuvre excédentaire pour créer des industries de guerre. Les riches propriétaires, appelés koulaks, représentaient environ 1 % de la population agricole et ne se réjouissaient pas de la collectivisation.

Le pays devait se préparer à la guerre qui s'annonçait. Il suffit de lire [Mein Kampf](#) d'Hitler qui fut un best-seller pour savoir quelles étaient les intentions de l'Allemagne. La guerre. La famine de 1932/33 fut un problème critique. Quelles en sont les causes? Qui était responsable? Combien de personnes sont mortes durant la famine? Il y a eu une grave sécheresse en 1932 qui a réduit la récolte. Il y a eu beaucoup de chaos et de sabotage durant cette période, ce qui a entraîné l'abattage du bétail et la perturbation générale de la collectivisation. Les Koulaks ne voulaient pas de collectivisation. Fait intéressant, de futurs dirigeants soviétiques tels que Gorbatchev et Eltsine étaient des descendants de koulaks. Le NKVD (Comité populaire des affaires intérieures, la police secrète) a été tenu pour responsable d'une partie du chaos.

A cette époque, le NKVD était juif à 50% avec un grand nombre d'autres minorités nationales. Le pourcentage de Juifs dans le NKVD a été réduit à 4% à la fin des purges en fin 1939, les Russes/Ukrainiens étaient minoritaires dans la police secrète soviétique au début des années 1930. Cela a changé à la fin de la décennie, lorsque la grande majorité des agents du NKVD ont été Russes.

La sécheresse, la mauvaise gestion et le sabotage sont responsables de la famine qui a suivi. Kosior qui était le chef du parti communiste en Ukraine à l'époque a été exécuté en 1939. C'était un Juif polonais. Il a été tenu pour responsable de la famine. Les Ukrainiens et les Juifs ont été en conflit dans une certaine mesure depuis le milieu des années 1600 jusqu'au début des pogroms en 1881 et au-delà. La cause de la famine comporte de nombreux aspects, à commencer par la sécheresse et ensuite la mauvaise manipulation, qu'elle soit délibérée ou non. Il convient d'examiner la famine et les personnes qui ont contribué à son ampleur. Le journal Hearst a beaucoup contribué à accroître les effets de la famine. Avec le krach boursier aux États-Unis en 1929 et la Crise de 10 ans qui s'ensuivit, le socialisme devait avoir quelque chose de très mauvais pour contrebalancer la dépression.

Avant d'explorer l'étendue de la famine, deux faits doivent être révélés. Premièrement, la population ukrainienne avait augmenté de 3 340 000 habitants entre 1928 et 1939. Une augmentation d'environ 10%. Deuxièmement, au cours de la Seconde Guerre Mondiale, les Ukrainiens se sont vus décerner le titre de Héros de l'Union Soviétique dans le même pourcentage que la population de l'Union

Soviétique. Ils se sont battus avec la même intensité que les Russes. Les estimations de la famine selon les auteurs varient entre 10 millions, 6 millions et 3 millions. Deux de ces trois estimations, et plus probablement toutes, sont fausses. Compte tenu des deux faits susmentionnés, ces estimations doivent être considérées comme des exagérations. Ma propre discussion personnelle avec des gens d'Ukraine qui étaient adultes dans les années 1930 ne donne aucune indication d'une famine massive. Les temps étaient durs, mais les gens avaient survécu.

Le livre de Douglas Tottle's, » [Fraud Famine and Fascism the Ukrainian Genocide Myth](#) » publié en 1987 par Progressive Books, 71 Bathurst St. à Toronto, Canada fournit une perspective raisonnable sur la famine en Ukraine en 1932/33. Un historien mennonite (les mennonites n'ont pas de camp à broyer) estime que ceux qui sont morts dans la famine représentaient moins de 1% de la population, soit quelques centaines de milliers. Pas des millions. Il n'y a pas de cimetière en Ukraine pour laisser supposer que 10 % ou plus de la population est décédée au cours de la période 1932/33. En 1932, 80 % des exportations de machines britanniques étaient destinées à l'Union Soviétique. L'Union Soviétique était obligée de s'industrialiser et de construire une industrie de guerre, et elle l'a fait. Les Britanniques réclamaient le paiement en blé plutôt qu'en or, pétrole ou bois. Le blé a été confisqué pour rembourser la dette des machines industrielles. Tout le processus a été mal géré et les populations paysannes ont souffert. En 1934, aucun grain de blé ne fut autorisé à être exporté de l'Union Soviétique. Il n'y avait pas de famine dans les villes soviétiques. Ce n'était pas une tentative délibérée de punir le peuple ukrainien comme certains tentent de le faire croire. C'était une série de mauvaises décisions dans lesquelles les paysans à travers l'Ukraine et le sud de la Russie ont souffert. On ne connaîtra pas exactement l'étendue des victimes de la famine. Si c'était aussi massif que certains historiens le prétendent, il y aurait des dizaines et des centaines de milliers de notes personnelles que les gens auraient écrites. Ces notes n'existent pas. Voir [L'Europe d'une guerre à l'autre \(X\) -Qui a organisé la Famine de 1932-1933 en URSS ?](#)

La tragédie juive en Europe doit être quantifiée. Au cours de l'Holocauste, les nazis ont tué plus de Juifs en UN JOUR que ce dont le Tsar russe a été tenu responsable au cours des CINQ siècles de règne tsariste. Ce chiffre provient d'un historien renommé. Le Japon a attaqué la Russie en 1904. Les Juifs refusèrent de servir dans l'armée russe pour défendre la Russie. Les soi-disant pogroms ont eu lieu à partir de 1881 et ont duré plus de 30 ans jusqu'au début de la Première Guerre Mondiale en 1914. L'incident de 1881 a eu lieu à Kiev où 3 Juifs ont été tués avec 3 Chrétiens. Une simple bagarre de rue. Le pire incident s'est produit à Kishinev en Moldavie pendant la période de Pâques en 1903 où jusqu'à 100 Juifs ont été tués. La cause présumée était l'accusation ridicule à partir d'une calomnie selon laquelle les Juifs utilisaient du sang chrétien dans leurs matzos. Il est tout aussi ridicule de suggérer que les chrétiens utilisent des serpents dans leurs services religieux. Mais il y a encore des chrétiens de l'arrière-pays qui utilisent des serpents dans leurs églises et il aurait pu y avoir des juifs fous impliqués dans la calomnie du sang. Au total, environ 600 Juifs ont été tués pendant cette période de plus de 30 ans. Un nombre disproportionné de personnes ont été tuées en Moldavie. Des meurtres similaires ont eu lieu en Amérique pendant cette période. Il n'était pas rare que les lynchages, les exécutions par des justiciers et les gens qui prenaient la loi entre leurs mains n'étaient pas rares. Les Juifs qui ont survécu à la Seconde Guerre Mondiale en Europe peuvent remercier l'Armée Rouge.

On lit beaucoup sur Katyn et le meurtre de 4500 officiers polonais. Au début de la Seconde Guerre Mondiale, en septembre 1939, les Russes capturèrent 400 000 soldats polonais. Environ 5 % de cette armée composée d'officiers de réserve ont été soumis à des traitements sévères et ont été tués. Plus de 95 % de cette armée polonaise a continué à lutter contre les nazis au sein de l'Armée Rouge et certains ont combattu en Italie. Les officiers de réserve n'étaient pas des officiers de l'armée régulière. Dans la vie civile, il s'agissait d'agents de la fonction publique, de policiers, d'employés du

gouvernement, d'avocats et d'autres catégories professionnelles. Après la Première Guerre Mondiale, la ligne de Curzon a été établie pour délimiter avec précision la frontière entre les populations polonaise et ukrainienne. Pendant la Révolution russe, les Polonais du Maréchal Pilsudski ont attaqué, se sont déplacés sur 130 milles vers l'est et ont asservi 5 millions d'Ukrainiens. Entre 1920 et 1939, lorsque l'Ukraine occidentale (environ 5 millions d'habitants) était sous le régime polonais, il y a eu beaucoup de troubles entre les Polonais et les Ukrainiens, au point que les Ukrainiens ont tué le ministre polonais de l'Intérieur et de nombreux fonctionnaires polonais. Pendant cette période, la Pologne était une dictature militaire fasciste. La répression infligée aux Ukrainiens entre 1920 et 1939 doit être corrigée. Les officiers de réserve ont été emprisonnés. On leur a dit de changer leur attitude par rapport à la gouvernance de l'Ukraine occidentale. Ceux qui ont été exécutés à Katyn (4421, comprenant des Juifs et des Polonais) se moquaient de tenter de changer d'attitude. Ils haïssaient le système soviétique dont ils étaient des ennemis jurés et furent tués. La guerre était en route et tout ce qui n'était pas conforme à la loi était considéré comme de la trahison. La Pologne a perdu 5 500 000 personnes pendant la guerre. 3 millions de Juifs et 2 500 000 Polonais. Ils ont été tués par les Allemands. Les Allemands tuèrent au moins 300 fois plus de citoyens polonais que les Russes. Et si les Russes n'avaient pas libéré la Pologne des nazis, toute la population polonaise aurait été anéantie et il n'y aurait pas de Pologne aujourd'hui. Personne ne parle de ce qui est arrivé aux centaines de milliers de soldats polonais capturés par les Allemands. Et pourquoi ? (*La responsabilité soviétique de la tragédie de Katyn est encore remise en question par un certain nombre d'historiens.*)

XII– Pourquoi la Grande-Bretagne et les États-Unis n’avaient-ils aucune envie d’empêcher la Seconde Guerre Mondiale?



La cause essentielle de la stabilité de notre monnaie devait être recherchée dans nos camps de concentration.

Adolf Hitler

Pendant de nombreuses années, une seule question a tourmenté les historiens et les politiciens de nombreux pays : aurait-il été possible de prévenir l’horrible Deuxième Guerre Mondiale ? Et même d’après une analyse superficielle de la situation, il est clair qu’il y avait effectivement de nombreuses possibilités pour qu’elle ait lieu. Un examen plus attentif révélera qu’Adolf Hitler a clairement reçu une aide assidue lorsqu’il prit le pouvoir et se lança dans la guerre.

Commençons par la plus grande occasion de contrecarrer son emprise – la démocratie. On se souviendra que la République de Weimar était un État démocratique où les dirigeants étaient librement élus par des citoyens exerçant leur droit au suffrage universel et au scrutin secret. C’était le système en place de 1919 à 1933, une période où les Nazis n’étaient pas les seuls acteurs sur la scène politique allemande, et pourtant l’activité d’autres organisations politiques avait été dissoute et interdite, puis une loi fut adoptée interdisant la création de nouveaux partis. Néanmoins, les Allemands avaient passé 14 ans sous une démocratie totale.

Et alors qu’est-ce qui a incité les Allemands à voter pour le NSDAP? Car, après tout, la répression, les camps de concentration et la Gestapo ne sont pas une explication très satisfaisante. Les historiens donnent une réponse sans équivoque: la crise économique a alimenté la montée au pouvoir d’Hitler. Les Allemands avaient été les premiers touchés par des niveaux d’inflation épouvantables, puis une Grande Dépression tout aussi dévastatrice.

Entre 1918 et 1923, le Mark allemand a perdu 99,9% de sa valeur par rapport au dollar américain. Mais les choses ne faisaient que commencer. Les vrais «miracles économiques» ont commencé en 1923.

Dates	Taux de change du Mark allemand par rapport au dollar US
1er juillet 1923	160 000
1er août 1923	1 100 000
4 septembre 1923	13 000 000
1er octobre 1923	242 000 000
1er novembre 1923	130 000 000 000
30 novembre 1923	4 200 000 000 000



Billet de 5 milliards de marks, Allemagne, 1923.

À la fin de novembre 1923, un dollar valait quatre trillions, deux cent milliards de marks allemands!

On se rappellera qu'en 1923, [Ernst Hanfstaengl](#), homme d'affaires et mécène allemand, qui travaillait pour le renseignement américain, a aidé Adolf Hitler à acheter une imprimerie et à lancer la production de masse de son journal nazi. Tandis que le Führer lui-même était assez confiant et ravi (littéralement) de la révolution, il absorbait aussi imperceptiblement les idées de Hanfstaengl sur la nécessité d'une amitié allemande avec l'Amérique et la Grande-Bretagne.

Il n'est pas possible de résumer en une seule phrase l'horreur épouvantable de la vie allemande de l'époque. Ou peut-être que si. Les gens étaient maintenant enterrés dans des sacs en carton au lieu de cercueils en bois. ^[1] Un cercueil était devenu un luxe extraordinaire. Comme le dollar américain – ne serait-ce qu'un seul. Et [Ernst Hanfstaengl a offert mille dollars à son ami Adolf](#). Est-ce que tout cela s'est passé de façon arbitraire?

Voici un autre fait qui aide à prouver que l'inflation allemande était quelque chose d'artificiel, une création délibérée. Au moment du *putsch de la Brasserie* de Hitler, l'inflation avait grimpé à des chiffres vraiment astronomiques, mais elle s'est arrêtée moins de trois semaines après ce coup d'État manqué. L'explosion astronomique sans précédent de l'inflation s'est terminée en un jour! Il semble que ce n'était plus nécessaire. Le peuple allemand, même dans ces circonstances fantasmagoriques, n'a pas soutenu la violente tentative d'Adolf Hitler pour prendre le pouvoir. Le 13 novembre 1923, cinq jours (!) Après le putsch de la brasserie, [Hjalmar Schacht](#) est nommé au poste de commissaire aux devises. C'est lui qui a enregistré le prix d'achat final de 4,2 trillions de marks pour un dollar. Le 22 décembre 1923, Schacht devint le chef de la banque centrale allemande et, en août 1924, il introduisit un nouveau Mark, effaçant 14 zéros de l'ancienne monnaie allemande comme un mauvais rêve. Un dollar américain valait désormais 4,2 marks allemands.

Mais même ce premier cataclysme économique en Allemagne fut incapable de propulser Adolf Hitler au pouvoir. Un deuxième était nécessaire. Le 29 octobre 1929, le tristement célèbre «Black Friday», un désastre financier sans précédent, se produisit à la bourse de New York. Cela déclencha une crise économique mondiale écrasante connue sous le nom de Grande Dépression, qui, par une autre coïncidence « miraculeuse », a duré précisément jusqu'à la nomination de Hitler comme chancelier. [2] Cependant, ce n'est pas le fait le plus surprenant à découvrir dans l'histoire de la Grande Dépression.

Nous allons analyser les faits, et seulement les faits, mais un en particulier saute aux yeux. Et c'est la relation étrange entre la cause et l'effet. *Aux États-Unis, il y a eu une crise, mais c'est en Allemagne que Hitler est arrivé au pouvoir. C'est ce que nous disent nos vénérables historiens. Mais où est la logique? Aux États-Unis, les négociants et les courtiers se suicident par balles et se jettent par les fenêtres des gratte-ciel, des centaines de milliers de fermes sont ruinées, des milliers de banques sont anéanties et la production diminue considérablement.*



Mais les Américains n'avaient aucune intention d'accepter calmement une chute rapide et catastrophique de leur niveau de vie. Les États-Unis ont été secoués par une série de manifestations publiques impliquant des centaines de milliers de manifestants, et la situation était si sombre que les fréquentes marches de la faim des chômeurs sont devenues emblématiques des États-Unis (pas de l'Allemagne!). Ces manifestations ont culminé en

décembre 1931 avec une marche nationale contre la faim à Washington et, à l'été 1932, des vétérans sans emploi de la Première Guerre Mondiale avançaient vers la capitale américaine. Ils ont fait le piquet de grève devant le bâtiment du Capitole pendant cinq jours, après quoi le président américain a donné l'ordre de disperser les anciens combattants par la force. Cependant, ce n'était pas la police, mais les unités militaires, y compris la cavalerie et même des chars blindés qui ont été appelés pour mener à bien cette opération!

L'Allemagne n'était donc pas le seul pays où les gens ordinaires fouillaient dans les poubelles à la recherche de nourriture – il y avait beaucoup plus de gens qui étaient réduits à un tel état de l'autre côté de l'océan. Alors, où aurait-on dû s'attendre à ce que les nazis prennent le pouvoir? À en juger par le nombre de chômeurs, ce résultat aurait semblé plus probable aux États-Unis. En Grande-Bretagne également, les extrémistes auraient dû au moins gagner un rôle important sur la scène politique nationale, sinon une victoire pure et simple. Mais rien de semblable ne s'est produit dans les pays anglo-saxons. Pourquoi les partis fascistes locaux qui avaient émergé là-bas sont restés si faible, sans voix dans le destin de leurs nations?

Parce que personne en Angleterre ou aux États-Unis n'avait été préparé à accompagner un Führer!

La montée au pouvoir de Hitler n'était pas le résultat de malheurs économiques, ni ne peut être expliquée par la politique intérieure allemande. La décision de le placer à la barre n'a pas été prise à Berlin, mais à Londres et à Washington.



Le jeudi 6 février 1919, trois mois après l'armistice qui a mis fin à la Grande Guerre, une Assemblée constituante allemande se réunit dans le théâtre de Weimar

Ainsi, la suggestion selon laquelle l'ascension d'Hitler au pouvoir a été alimentée par les malheurs économiques de l'Allemagne ne tient tout simplement pas. Voyons maintenant la situation politique de ce pays à l'époque de [la République de Weimar](#).

Il serait naïf de nier le fait que l'Allemagne a passé les années depuis 1919 dans la main de fer des vainqueurs de la Première Guerre Mondiale. Et ce contrôle s'est manifesté de plusieurs façons.^[1] Dans l'arène politique, l'Allemagne a été gouvernée par le Parti social-démocrate allemand, dirigé par Stresemann et Ebert, qui, avec [le prince « endormi » Max von Baden](#), ont si habilement mis en scène une révolution et l'abdication du Kaiser. C'est quand les sociaux-démocrates sont arrivés au pouvoir dans le pays qu'ils ont rédigé une Constitution qui comprenait des cycles électoraux sans fin et que leur chef, Ebert, est devenu le premier président de l'Allemagne.^[2]

¹ . Comme nous le savons, les termes de la reddition de l'Allemagne à la fin de la Première Guerre Mondiale étaient énoncés dans le traité de Versailles. Les vainqueurs étaient méticuleux et le traité très détaillé, mais il n'incluait pas le point le plus important – le montant des réparations! Le traité ne contenait qu'une déclaration générale exigeant que le gouvernement allemand verse une indemnisation pour les dommages causés aux citoyens des puissances alliées et qu'il finance les pensions des soldats, des veuves et des membres des familles des survivants des forces de l'Entente. En d'autres termes, le coupable a été identifié et condamné, mais dans le verdict, ils ont oublié de préciser exactement combien il devait souffrir. Le traité n'établit que le premier paiement dû, soit 20 milliards de marks. Imaginez l'effet de levier restant entre les mains des vainqueurs! Si une politique « correcte » était suivie, le montant des réparations pourrait être réduit, mais si de « mauvaises » mesures étaient prises, elles augmenteraient considérablement. Mais le plus important, c'est que cela ne pouvait pas être remis en question! Il est intéressant de noter que le montant exact des réparations n'a été notifié qu'en 1928, lorsque Trotsky s'est enfui en exil, et Hitler s'est soudainement retrouvé avec une ligne de crédit illimitée à sa disposition et a commencé sa marche vers le sommet du pouvoir.

² Seuls trois présidents ont servi la République de Weimar: Friedrich Ebert (1919-1925), Paul von Hindenburg (1925-1934) et Adolf Hitler (1934-1945). Les sentiments des Allemands à l'égard d'Ebert, qui a signé le traité de Versailles, étaient évidents du fait que, lors de ses funérailles, le cardinal von Faulhaber, archevêque de Munich-Freising, refusait catégoriquement d'ordonner que les cloches de l'église sonnent. Et le fait qu'Ebert fût un Juif a fourni plus tard à Hitler une merveilleuse plateforme pour la propagande antisémite. Par exemple, l'assemblée du Reichstag du 12 septembre 1932 n'a siégé qu'une seule journée avant d'être dissoute.

C'est à ce parti, ou plutôt ses bailleurs de fonds étrangers, que le pays devait le carrousel politique qui a duré jusqu'à l'arrivée au pouvoir des nazis. En 14 ans (1919-1933), l'Allemagne a été soumise à neuf élections au Reichstag!^[3] L'une des dispositions démocratiques de la Constitution de Weimar stipulait que les élections au Reichstag devaient avoir lieu tous les deux ans. L'objectif de cette disposition était de donner aux Allemands ordinaires le contrôle total et permanent de leur parlement. Mais dans la pratique, cela signifiait seulement que le public vivait dans une atmosphère constante de ferveur politique surchauffée et de campagnes politiques sans fin.



La Grande-Bretagne, la France et les États-Unis ont essayé pendant longtemps de trouver des moyens de permettre à Hitler de remporter légalement la victoire politique en Allemagne. Affiche électorale nazie

Le pays était en train de se transformer en épave. « *Un sentiment de découragement total et de vide envahissait tout* » ^[4] écrit Joachim Fest, décrivant les émotions du peuple allemand pendant la crise économique, mais ces mots auraient pu facilement s'appliquer à toute l'histoire de la République de Weimar.

Cette disposition n'était-elle qu'une simple inscription au hasard dans la Constitution de Weimar? Bien sûr que non! Londres et Washington avaient besoin d'une constitution qui inclurait un « cheval de Troie » d'instabilité permanente s'ils voulaient diriger la vie politique de l'Allemagne dans la direction requise. Après tout, les élections ne sont pas seulement des tracts et des bulletins de vote, mais aussi des scandales et des luttes meurtrières. Les candidats et les partis ont besoin de soutien, d'aide et d'argent, et ils peuvent donc être contrôlés en empêchant la création d'une nouvelle version forte de l'Etat allemand, qui, à la fin du XIXe siècle, était devenu l'acteur de développement le plus rapide sur la scène mondiale. L'anéantissement de l'Allemagne pendant la Première Guerre Mondiale avait exigé des efforts herculéens, d'énormes sommes d'argent et des millions de vies. Est-il possible de croire qu'après une telle expérience, l'Angleterre et les États-Unis auraient évité d'installer un régime fantoche en Allemagne?

Mais il n'y avait pas que le Parlement qui était devenu un manège, on pouvait voir la même chose dans l'exécutif. Durant les 14 années de la démocratie de Weimar, 14 hommes différents ont servi comme Chancelier!^[5]

Et dans ce royaume de l'absurde, émergeaient un chef et un parti qui renonçaient à tout ce cirque. Cela seul leur a valu la sympathie. « Les partis marxistes et leurs alliés avaient 14 ans pour montrer ce qu'ils pouvaient faire. Le résultat est un fiasco », a affirmé Hitler, fustigeant ses adversaires au sujet de l'état de sa nation.

³ 19 janvier 1919; 6 juin 1920; 4 mai 1924; 7 décembre 1924; 20 mai 1928; 14 septembre 1930; 31 juillet 1932; 6 novembre 1932; 5 mars 1933. Nous n'incluons pas l'élection du 12 novembre 1933, date à laquelle seuls les nazis étaient inscrits sur le bulletin de vote.

⁴Fest, Joachim. 2002. Pg. 269.

⁵ Gustav Bauer (1919-1920), Hermann Müller (1920), Constantin-Fehrenbach (1920-1921), Joseph Wirth (1921-1922), Wilhelm Cuno (1922-1923), Gustav Stresemann (1923), Wilhelm Marx (1923-1925), Hans Luther (1925-1926), Wilhelm Marx (1926-1928), Hermann Müller (1928).

Les gens n'étaient pas attirés par les nazis par amour pour le NSDAP, mais plutôt parce qu'ils étaient écœurés des partis qui offraient une alternative à Hitler. Par exemple, le pourcentage d'électeurs alliés au Parti social-démocrate a chuté de 37,9 % en 1919 à 18,3 % en mars 1933, et le nombre de partisans du Parti démocrate allemand est passé de 18,6 % à 0,8 % au cours de la même période.



Même dans ces circonstances, Hitler était incapable de gagner les élections! L'idée que le chef nazi a été nommé chancelier parce que son parti a remporté les élections est encore un autre mensonge commode soutenu par les historiens. Adolf Hitler a prêté serment comme Chancelier le 30 janvier 1933. La dernière élection qui avait eu lieu avant cette date remontait au 6 novembre 1932, date à laquelle le parti nazi avait obtenu 33,1 % des voix. Le NSDAP était le parti le plus important au parlement, mais il ne détenait pas la majorité absolue. De plus, par rapport à l'élection précédente, les nazis suivaient une tendance à la baisse: au 31 juillet 1932, ils avaient remporté 37,4 % des voix, mais leur niveau de soutien avait chuté de 4,3 % le 6 novembre 1932. L'idée que Hitler a gagné les élections est un mythe. Il a simplement été nommé à la tête du pays ! Quelqu'un a exercé une telle pression sur l'élite politique allemande que les « déficiences » et les « bizarreries » d'Hitler semblent avoir été presque oubliées.

Comment cela a-t-il été possible ?

Le fait est que les institutions démocratiques en Allemagne avaient commencé à faiblir avant même l'arrivée des nazis au pouvoir. En mars 1930, lorsque Hitler ne remporta que 18,3% des voix, il devint clair qu'en dépit de tous les efforts et du financement massif d'origines inconnues, Hitler ne gagnerait jamais une élection parlementaire. Les Allemands étaient simplement bénis par trop de bon sens. Mais les dirigeants britanniques n'étaient pas satisfaits de cette situation. Après tout, quelqu'un devait attaquer l'URSS et assurer enfin la stabilité dont les dirigeants du monde avaient besoin. Cela signifie qu'un plan de secours était nécessaire. Et on en a créé un.

En mars 1930, les principes de la démocratie parlementaire furent quelque peu modifiés en Allemagne.

Bien qu'auparavant ce soit le chef de la majorité parlementaire qui devenait automatiquement Chancelier, ce poste était maintenant attribué par le président du pays, conformément à l'article 48 de la Constitution de Weimar. En d'autres termes, le chef de l'état pouvait nommer n'importe quel citoyen allemand, et pas seulement le vainqueur des élections législatives.

C'était une mesure dangereuse. Il était souhaitable que les nazis gagnent « équitablement ». Une analyse du nombre invraisemblablement élevé d'élections en Allemagne juste avant l'ascension d'Hitler au pouvoir suggère qu'il devait y avoir des élections jusqu'à ce que le NSDAP puisse remporter la victoire. Mais quand il devint clair que cela ne marcherait pas, Hitler fut simplement « nommé » Chancelier.

Alors, Hitler aurait-il pu être stoppé ? Oui. Cela aurait pu se faire si le pays n'avait pas été transformé en cirque politique et si la population allemande n'avait pas été lassée des élections, qui n'avaient fait que gonfler le nombre de partisans du NSDAP. Ernst Hanfstaengl et d'autres n'auraient pas dû être chargés d'aider à préparer le futur Führer pour qu'il puisse se présenter comme un homme politique respectable et bien élevé.

Et surtout – il n'y avait pas de base légale pour la nomination d'Hitler comme chancelier! N'importe qui aurait pu être nommé à ce poste, n'importe qui sauf celui qui aurait utilisé sa nomination pour

devenir le criminel le plus infâme de l'histoire de l'humanité. Tout cela aurait pu se faire à une seule condition: si la montée au pouvoir d'Hitler n'avait pas été exigée par des forces extérieures auxquelles les politiciens allemands étaient incontestablement soumis.



Adolf Hitler avait donc réussi à résoudre le premier problème. Cependant, même après être devenu chancelier en janvier 1933, il se retrouva incapable de déclencher un conflit militaire pour les raisons les plus prosaïques – il n'avait littéralement pas d'armée. Avec ses 100 000 hommes de la Reichswehr (manquant de chars, d'avions, d'artillerie lourde et d'une flotte), le Führer n'a pu s'emparer que de son minuscule voisin luxembourgeois, sans doute seulement avec l'assentiment des autres puissances. Pour lancer la Seconde Guerre Mondiale, Hitler avait besoin de ressusciter son armée, de la doter des armes les plus récentes et de l'agrandir à **42 fois** sa taille actuelle!

N'importe qui peut voir qu'il faut beaucoup d'argent pour maintenir une armée. Et il faut encore plus d'argent pour en réarmer une. Et des sommes vraiment astronomiques sont nécessaires pour la multiplier par 42. Cette tâche est extrêmement complexe, même dans un pays économiquement développé. Et qu'en est-il si un pays est sur le point de s'effondrer, avec six millions de chômeurs et des usines qui ferment leurs portes parce qu'une crise économique mondiale provoque l'hémorragie des capitaux à travers ses frontières? C'est un projet impossible. L'économie ne pourra jamais soutenir une telle augmentation sauvage des dépenses militaires, et le niveau de vie baissera inévitablement. Cela serait suivi soit par la révolution, soit par le rejet d'une telle direction militariste.

Mais nous savons tous qu'Hitler a réussi. Comment?

Quelqu'un lui a apporté une aide financière énorme!

On peut dire que la reprise économique de l'Allemagne a commencé en 1924, lorsqu'il est devenu clair que pour mener une éventuelle guerre contre la Russie, il fallait non seulement des dirigeants [6] mais aussi un pays agresseur. La Pologne ne pouvait espérer vaincre seule la Russie. Les Français et les Britanniques ne voulaient pas se battre. On aurait pu renouer avec les intrigues de 1914, mais l'Allemagne était alors plus faible que jamais. Elle devait être reconstruite. Le 16 août 1924, lors d'une conférence à Londres, les représentants des puissances victorieuses adoptèrent ce que l'on appelait le

⁶ On s'en est occupé à titre individuel, libérant Hitler de prison avant même qu'il n'ait purgé un quart de sa peine



Plan Dawes: la capitale américaine allait fournir une bouée de sauvetage sous forme de prêts à la malheureuse nation allemande pour qu'elle continue à payer les réparations. Et les principales industries allemandes pourraient être reprises au rabais par les monopoles américains. Ce plan a atteint trois objectifs :

- . la préparation d'un futur agresseur
- . les bénéfices de l'afflux de capitaux
- . la dépendance de l'économie allemande vis-à-vis des investisseurs étrangers, ce qui rendait la politique allemande plus facile à manipuler.

Les Allemands ont reçu une grosse somme d'argent – 190 millions de dollars [7]. Le résultat fut qu'en août 1924, la monnaie allemande s'est immédiatement stabilisée, et bientôt, cette terrible époque où il fallait des milliards et des trillions de marks allemands pour acheter un seul dollar disparut tout simplement. Mais les autres éléments de ce plan n'étaient pas si humains. Sous le prétexte fallacieux d'assurer les paiements des réparations, les Alliés se sont vus confier le contrôle du budget de l'État allemand, de la masse monétaire et du crédit, ainsi que des chemins de fer. C'est à cette époque que [« Putzi » Hanfstaengl apparaît aux côtés d'Hitler](#), et le capitaine Truman Smith, l'attaché militaire américain, est envoyé en Allemagne pour examiner la sélection des politiciens allemands disponibles....

Libération anticipée d'Adolf Hitler de la prison de Landsberg (après huit mois au lieu des cinq ans prévus) où il avait été enfermé

L'Allemagne était, en fait, sous une occupation américaine tranquille. L'indépendance de l'Allemagne à cette époque était aussi illusoire que, par exemple, celle de l'Irak aujourd'hui. Un gouvernement, un drapeau et un hymne national existaient, mais pas la capacité de concevoir des solutions indépendantes. L'Angleterre et les États-Unis ont pu faire ce qu'ils voulaient en Allemagne, et nous pouvons en voir le résultat: des élections sans fin, la libération anticipée d'Hitler et sa nomination comme Chancelier. Rien de ce qui s'est passé en Allemagne entre 1918 et 1933 ne s'est produit à la demande des Allemands eux-mêmes.

⁷ Préparata, Guido Giacomo. Conjurer Hitler. Comment la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont créé le Troisième Reich. 164

Affiche de propagande nazie. Le texte dit que la production industrielle allemande est passée de 34,8 milliards de marks en 1932 à 58,3 milliards en 1935. Cette augmentation sans précédent de la production industrielle est le résultat de la politique économique du Führer. Continuez comme ça! Votez pour le Führer le 29.3! »

En 1932, l'Allemagne a été libérée de son obligation de continuer à payer les réparations, bien qu'une fraction insignifiante seulement ait été remboursée. Pourquoi? Parce qu'en Janvier 1933, Adolf Hitler est devenu Chancelier et il avait besoin de créer un miracle économique. Et pour cela, il avait besoin d'argent.

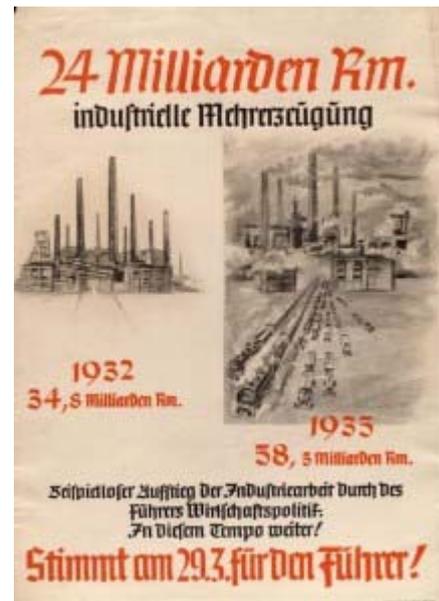
Entre 1933 et 1939, les dépenses allemandes en armement ont presque décuplé (passant de 1,9 milliard de marks à 18,41 milliards), et leur croissance en pourcentage du budget national n'a pas été moins impressionnante – de 24 à 58%. A titre de comparaison, la plus grande « menace » du monde, l'Union Soviétique communiste, censée se préparer à la conquête du monde, n'allouait que 9 % de son budget à ses forces armées en 1934.

Comme nous le savons, Adolf Hitler a admirablement géré sa tâche. Dans un laps de temps incroyablement court – six ans seulement au pouvoir – il a pu reconstruire une machine de guerre d'une puissance incroyable. *Les historiens appellent cela le miracle économique nazi. Cependant, derrière chaque succès phénoménal d'un parti, nous constatons une trahison des intérêts nationaux dans la partie cachée du rouage politique. Et plus le succès d'un pays est incroyablement « miraculeux », plus les dirigeants des autres puissances acceptent de jouer le jeu. Ainsi, les incroyables succès d'Hitler sur la scène internationale ne reposaient pas sur ses talents exceptionnels de diplomate ou d'homme d'État, mais plutôt sur le fait qu'ils avaient déjà été organisés avec l'Angleterre, les États-Unis et la France dans le cadre d'une trahison des intérêts de la nation allemande.*

Il est clair que les succès des nazis ont été financés et organisés par le « monde civilisé » de cette époque. Le déclenchement rapide d'un conflit militaire était plus avantageux pour Londres et Washington en termes purement économiques (pas même politiquement!). Plus tôt il commencerait, moins d'argent devrait être versé dans le puits sans fond de la machine de guerre d'Hitler. Donc, pour eux, un début de guerre en 1938 serait préférable à 1939, et 1939 mieux que 1940.

Si les dirigeants du monde occidental avaient voulu empêcher une guerre future, il leur aurait été possible de le faire avec peu ou pas de versement de sang, ou du moins sans la quantité de sang qui allait venir. Churchill le reconnut plus tard lui-même, affirmant que « jusqu'en 1934, au moins le réarmement allemand aurait pu être évité sans perdre une seule vie. » ^[8] Alors pourquoi a-t-on pu continuer? Churchill ne répond pas à cette question dans ses mémoires. Mais une chose est claire pour toute personne rationnelle: **si des politiciens sérieux voient un danger et ne font rien pour l'éliminer, c'est que la situation doit leur plaire.**

Winston Churchill était un patriote britannique et l'un des dirigeants les plus renommés de ce pays. Ainsi, il était incapable de dire clairement pourquoi les événements avaient pris une tournure si étrange. Mais une phrase devrait mettre la puce à l'oreille du lecteur: « Jusqu'au milieu de 1936, la



⁸ Churchill, Winston. La Seconde Guerre Mondiale. Vol. 1. la tempête de rassemblement. 46

politique agressive d'Hitler et la rupture du traité avaient reposé, non pas sur la force de l'Allemagne, mais sur la désunion et la timidité de la France et de la Grande-Bretagne et sur l'isolement des États-Unis."^[9]

Et voilà, une excuse à toute épreuve: « désunion », « timidité » et « isolement ». Nous pouvons clairement voir toute l'étendue de « l'isolement » américain dans le nombre d'espions américains comme Ernst Hanfstaengl qui tournaient autour d'Hitler. Et les faits:



Junker 87

. Le 19 septembre 1934, l'équipement le plus moderne pour les usines aéronautiques fut secrètement livré à l'Allemagne à partir des Etats-Unis contre 1 million de dollars en or, et il serait bientôt mis à l'œuvre pour fabriquer des avions allemands. ^[10]

. Au même moment, l'Allemagne obtenait un grand nombre de brevets militaires des firmes américaines Pratt & Whitney, Douglas et Bendix Aviation, tandis que les bombardiers Junkers Ju 87 étaient construits avec des techniques apprises à Detroit.

On retrouve la même chose derrière la mention de Churchill de la « désunion » et de la « timidité » de Paris et de Londres. Dans le cadre de ce travail, nous ne pouvons pas consacrer beaucoup d'espace aux détails techniques. Nous ne mentionnerons donc que brièvement qu'en 1936, alors qu'il « suscitait déjà la peur », Hitler manquait non seulement d'avions modernes, mais aussi de chars. Le premier véritable char d'assaut du Reich hitlérien fut le Panzer III, dont la production ne commença qu'en 1938. Une version mise à jour à partir de son prédécesseur, le Panzer II F, avec un blindage supplémentaire à l'avant (c'est seulement lorsqu'elle a été ainsi renforcée que cette redoutable machine pouvait éviter de tomber facilement succomber à l'ennemi) est entrée en production en Juin 1940. C'est pourquoi Winston Churchill affirme dans ses mémoires: « *La vaste production de chars d'assaut avec laquelle ils ont brisé le front français n'a vu le jour qu'en 1940.*»

Le renouveau et le réarmement de l'armée allemande entre 1933 et 1939 se sont produits avec le savoir et un soutien financier et technologique fort des cercles oligarchiques de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. L'objectif de cette politique était de créer une machine de guerre colossale sous le couvert de l'Allemagne nazie pour porter un coup à la Russie soviétique. Mais avant cela, l'Allemagne devait encore regagner les terres teutoniques qui avaient été perdues à la suite de la Première Guerre Mondiale. Dans le chapitre suivant, nous verrons quel genre d'aide Hitler a reçu dans ces domaines de ses « amis » étrangers.

⁹ Churchill, Winston. The Gathering Storm, vol. 1, p. 190

¹⁰ Préparata, Guido Giacomo. Conjurer Hitler. Comment la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont créé le Troisième Reich. Pg. 225



Pour transformer sa nation en un agresseur puissant, Hitler devait d'abord récupérer tout ce qui avait été récemment enlevé à son pays. Il a été aidé en cela par les nations britanniques, françaises et américaines elles-mêmes qui avaient passé l'Allemagne sur le grill des braises de Versailles.



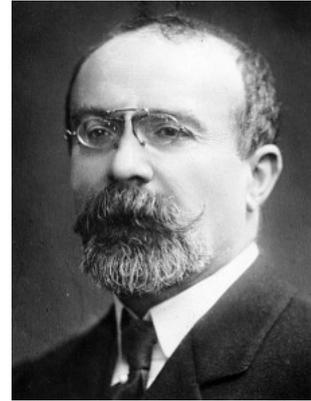
Carte d'expansion du Troisième Reich 1935-1939.

La région de la Sarre fut le premier territoire que le Führer ramena au bercail du Troisième Reich. Autrefois rattachée à l'Allemagne, cette région était régie par un mandat de la Société des Nations depuis 1919, et le contrôle de ses mines de charbon avait été confié aux Français dans le cadre des indemnités de réparation. Les habitants de la Sarre vivaient sous ce régime depuis 16 ans et personne ne s'était jamais intéressé à leur opinion sur la situation. Et tout d'un coup, on leur demande de décider s'ils veulent rejoindre soit l'Allemagne nazie, soit la France démocratique, ou rester sous le contrôle de la Société des Nations.

À première vue, il n'y a pas grand-chose à redire. Seuls les détails mineurs, quelques brouilles suscitent la méfiance. L'Allemagne nazie déclencha une campagne de propagande furieuse parmi la population de la région et même en France même. Mais aucune agitation n'a été vue de Paris. De plus, le ministre français des Affaires étrangères, Pierre Laval, a affirmé deux jours avant le référendum que « la France n'est pas intéressée par son issue ». Il n'est pas difficile d'imaginer l'effet que cela a dû avoir sur les populations sarroises qui menaient la lutte pour l'annexion à la France. Les diplomates britanniques y ont également contribué. Ils adoptèrent une position très « étrange » en s'opposant fermement à ce que la Sarre reste sous l'administration de la Société des Nations. Les Britanniques prétendaient que c'était un fardeau écrasant pour ce précurseur de l'ONU moderne. Ainsi, l'issue du référendum du 13 janvier 1935 était acquise. En fin de compte, 90 % ont voté pour la réunification avec l'Allemagne.

Louis Barthou, ministre des Affaires étrangères de la France en 1934

Peu de temps avant, le ministre français des Affaires étrangères, [Louis Barthou](#), qui, à la consternation de la Grande-Bretagne, avait demandé le confinement strict de Hitler, avait été mystérieusement assassiné à Marseille. La politique de Louis Barthou, auquel le portefeuille des affaires étrangères avait été confié en février 1934, préparait une nouvelle guerre mondiale. Par exemple, il avait informé le président de la Conférence de Genève sur le désarmement, Arthur Henderson de Grande-Bretagne, du refus de l'Allemagne d'accepter la « parité des armements ». En avril 1934, il avait effectué une visite à Varsovie et à Prague. Alors que la Pologne et la Tchécoslovaquie étaient prêtes à frapper l'Allemagne par derrière, Paris pouvait dormir tranquille. A son retour, Barthou proposa l'idée du « Pacte oriental », qui garantissait la sécurité non seulement de l'Europe occidentale, mais aussi de l'Europe de l'Est. En conséquence, à la demande des Français, l'Union Soviétique fut invitée à rejoindre la Société des Nations le 15 septembre 1934. Dans tout ce qu'il a fait, Louis Barthou s'était efforcé de circonvenir le pouvoir de l'Allemagne nazie. A la fin du mois de septembre de la même année, il rédige un traité global en vertu duquel la France, l'Italie, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et la Roumanie doivent assurer conjointement l'indépendance de l'Autriche. En conséquence, le 9 octobre 1934, Barthou fut « accidentellement » tué au moment même où le roi yougoslave Alexandre fut assassiné par un terroriste croate alors qu'il se rendait en France.



Hitler aurait-il pu être arrêté? Oui. Pour ce faire, les gouvernements français et britannique devaient bloquer le référendum sarrois en janvier 1935. L'Allemagne n'avait aucun pouvoir de s'y opposer car elle n'avait ni chars, ni avions, ni soldats. Mais néanmoins, ils étaient tous désireux de jouer avec Hitler. En effet, c'était un premier succès très important pour les nazis, qui connurent ensuite triomphe après triomphe.

Notons un fait évident: Adolf Hitler était un «politicien brillant» tant que ses homologues occidentaux étaient prêts à jouer au jeu d'un perdant tout en posture avec des froncements de sourcils et des fanfaronnades.

Le 18 juin 1935, l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Allemagne, Joachim von Ribbentrop, signe à Londres avec le ministre des affaires étrangères britannique, Samuel Hoare, ^[11] [l'accord naval anglo-allemand](#) en vertu duquel l'Allemagne pourrait désormais construire légalement des navires de guerre, pourvu que «le tonnage total de la flotte allemande ne dépasse jamais 35% du tonnage total des forces navales, tel que défini par traité des membres du Commonwealth britannique. « En vertu du Traité de Versailles, il était interdit à l'Allemagne de posséder des sous-marins. Maintenant, les Allemands avaient le droit de construire des sous-marins jusqu'à 45% du tonnage de la flotte sous-marine britannique. Si l'Allemagne voulait dépasser cette limite, elle devait informer le gouvernement britannique de sa décision. Il en résulta une situation très provocatrice, dans laquelle les Allemands reçurent l'autorisation finale pour la construction de nouveaux sous-marins allemands non pas à Berlin, mais à Londres!

¹¹ Samuel John Gurney Hoare, vicomte Templewood, était un individu remarquable. En 1917, il était à la tête du Service secret des renseignements britanniques en Russie et s'est donné beaucoup de mal pour contribuer aux événements de Saint-Pétersbourg en février et en octobre de la même année. En 1935, il accomplit une nouvelle mission pour son pays natal en aidant Adolf Hitler à rétablir rapidement la puissance militaire de l'Allemagne. En 1939, il devient ambassadeur britannique en Espagne, pays par lequel les nazis conservent des contacts avec le monde occidental. Samuel Hoare était au centre de tous ces événements



Troupes allemandes entrant en Rhénanie, 1936

Sentant la position conciliante de l'Occident, Hitler commença à se comporter avec plus d'audace et les «Hanfstaengls» entourant le Führer lui assurèrent qu'il pouvait continuer à agir en toute impunité. Le 7 mars 1936, il envoie des troupes allemandes dans la Rhénanie démilitarisée. Aucune puissance n'avait le droit de maintenir des troupes dans cette zone qui avait été séparée de l'Allemagne afin de créer une zone tampon

entre ce pays et la France. Et pourtant, Hitler violait effrontément les accords internationaux. Pourquoi était-il si sûr d'être à l'abri des représailles?

Pourquoi Hitler était-il si sûr que les Français se comporteraient de manière contraire à leurs instincts de conservation les plus élémentaires ? Pourquoi a-t-il décidé de jouer le tout pour le tout ? Après tout, un échange de tirs avec un seul escadron français l'aurait forcé à retirer ses troupes, ce qui lui aurait fait perdre la face et aurait peut-être conduit à son éviction. La réponse se trouve dans un livre de Raymond Cartier publié immédiatement après la guerre en 1948. Hitler croyait que la France avait perdu son indépendance et était devenue une puissance subordonnée. Selon Goering, « le Führer » disait souvent que la France n'entreprenait rien sans l'approbation de l'Angleterre et que Paris était devenue une filiale diplomatique de Londres. Par conséquent, il suffisait de calmer les choses avec l'Angleterre, et tout irait bien en Occident. » ^[12]

Hitler savait que la France n'entreprendrait rien. Hitler a utilisé des canaux secrets pour discuter à l'avance de toutes ses démarches «effrontées» avec le gouvernement britannique avant qu'il ne les mette en branle – c'était son «génie» en un mot.

Hitler aurait-il pu être arrêté? Oui, oui. Pour ce faire, il aurait fallu des accords permettant de placer des ultimatums et d'étouffer le nazisme dans l'œuf. Alors, pas une seule bombe ne serait tombée sur Londres ou Paris, on aurait pu épargner les camps de concentration à des millions de personnes, et les Juifs et les Tsiganes d'Europe n'auraient pas été exterminés en masse. Mais si les démocraties occidentales avaient adopté une ligne dure, Hitler n'aurait pas été en mesure de lancer une attaque contre la Russie, qui était la principale cible.

Pour une quelconque raison, la communauté internationale n'a pas remarqué que dans la capitale olympique, on utilisait des instruments de mesure pour essayer de distinguer les vrais aryens des moins bons.

Et pour lui donner l'occasion d'atteindre ce but, l'«humanité progressiste» de l'époque ne se soucia pas des crimes des nazis et resta sourde aux preuves de leur attitude envers la vie humaine. Et à la fin de l'année 1935, les preuves existaient en abondance. En septembre de la même année, l'Allemagne nazie adopta les [lois de Nuremberg](#), nom que les historiens donnèrent plus tard à deux textes législatifs: la « loi sur la citoyenneté du Reich » et la « loi sur



la protection du sang allemand et de l'honneur allemand », qui furent annoncées lors d'un rassemblement du NSDAP puis adoptées à l'unanimité par le Reichstag. Elles révélèrent une fois pour toutes le noyau raciste de la philosophie nazie. Selon le deuxième statut, la « loi sur la citoyenneté du

¹² Cartier, Raymond. *Les secrets de la guerre dévoilés par Nuremberg*. Pages 43-44

Reich », la nationalité ne pouvait être détenue que par un individu possédant « du sang allemand ou apparenté, qui prouve par son comportement qu'il est disposé et apte à servir fidèlement le peuple allemand et le Reich ». Ainsi, d'un trait de plume, tous les Juifs allemands (et il y en avait plus d'un demi-million dans le pays) furent instantanément privés de la citoyenneté allemande.

Aucun de ces décrets nazis insensés n'a été tenu secret auprès du public mondial. Ces lois étaient des lois tout à fait officielles de l'Etat allemand. On surveillait l'observation de la loi et la violation était passible d'une amende ou d'emprisonnement. Et comment la communauté internationale a-t-elle réagi à cette barbarie? Avec des protestations? Des boycotts et une rupture dans les relations diplomatiques?

L'élite politique de l'époque réagit assez bizarrement.

L'Allemagne se voit confier les Jeux Olympiques d'été de 1936.

C'était une expression de soutien et une continuation du jeu délibéré du perdant que l'élite politique mondiale jouait avec le Führer. Les règles de ce match figé étaient très simples: Hitler devait faire ce qui était exigé de lui (se réarmer et se préparer à la guerre avec l'Union Soviétique), et il recevrait de l'argent, le retour des territoires perdus du pays, et le prestige politique.

En retour, aucune remarque ne serait faite ni sur l'oppression des Juifs ni sur les lois raciales insensées. C'était la politique. Et aujourd'hui, nous observons souvent une image cynique et assez flagrante de « militants des droits de l'homme » qui ne remarquent que ce qui est momentanément bénéfique pour leurs bailleurs de fonds, tout en ignorant ce qu'ils n'ont pas besoin de voir....

Et ainsi les Jeux olympiques ont eu lieu ! Les drapeaux à croix gammée flottaient dans les stades et les cœurs allemands étaient remplis de fierté pour leur pays, de respect et de gratitude envers Adolf Hitler. Quand il s'était présenté à la cérémonie d'ouverture, tout le stade se tenait debout. Les mains droites brandies en l'air dans le salut nazi. A côté d'Hitler se tenaient des membres du Comité International Olympique dans leurs costumes noirs avec leurs chaînes en or sur leurs poitrines. Les murs tremblaient d'un «Sieg Heil!

Et l'Allemagne nazie entra avec confiance sur la scène mondiale.

XIII– Pourquoi Londres a-t-il donné Vienne et Prague à Hitler ?



Les frontières d'État sont établies par des êtres humains et peuvent être modifiées par des êtres humains.

Adolf Hitler. Mein Kampf

La diplomatie, avec toutes ses formes conventionnelles, ne reconnaît que des faits réels.

Charles de Gaulle

Toutes les actions d'Adolf Hitler, depuis son accession au pouvoir en 1933 jusqu'en 1939, peuvent être décrites comme une série de de triomphes successifs. Il a relevé tous les défis qui l'attendaient: il a pris la tête du pays, restitué sans lutte les territoires perdus de l'Allemagne et a été autorisé par l'Angleterre et la France à se réarmer. Mais une autre tâche l'attendait, et l'échec aurait rendu presque inutiles toutes ses réalisations antérieures. L'Allemagne, nouvelle, puissante et sûre d'elle, devait attaquer l'URSS. Son armée avait besoin d'une rampe de lancement où elle pourrait déployer son armée pour l'invasion. Sinon, il serait impossible de poignarder la Russie. Après tout, peu importe le nombre de chars et d'avions possédés par Hitler, qu'ils soient anciens ou nouveaux, tant que l'Allemagne n'avait pas de frontière commune avec l'Union Soviétique. Les diplomates d'Angleterre et de France se sont battus pour résoudre ce problème.

Expansion territoriale de l'Allemagne nazie 1933-1939

Jusque-là, comme dans le cas de la Sarre et de la Rhénanie, Hitler avait repris des terres qui appartenaient auparavant à l'empire du Kaiser, et les politiciens occidentaux lui avaient accordé pour la plupart une «indulgence». Après tout, les Allemands ne recouvraient que ce qui était « à eux », et ainsi nous détournerons nos yeux.



Mais la situation venait maintenant de changer. L'Autriche était devenue la première victime véritablement «étrangère» de Hitler. Et ce n'était pas parce que c'était le lieu de naissance du futur Führer allemand, Adolf Schicklgruber. Nous ne mentionnerons pas non plus la parenté entre les Allemands ethniques d'Allemagne et d'Autriche. Nous laisserons cela aux linguistes et aux

ethnographes. Notre objectif est ailleurs: pour la première fois, Hitler avait utilisé des menaces de coercition et de force pour contraindre le chancelier de l'Etat autrichien indépendant à signer un traité avec l'Allemagne qui privait de fait le petit pays de son indépendance.

Le 11 février 1938, Hitler convoque le chancelier autrichien [Kurt von Schuschnigg](#) à Berchtesgaden. Le Führer déclara immédiatement que le chef autrichien devait se débarrasser de toute illusion d'aide de la part de l'Italie, de la France ou de la Grande-Bretagne. ^[13]

Après ces discussions «fructueuses», von Schuschnigg repartit pour Vienne, toujours sans avoir signé d'accord avec l'Allemagne ou cédé à ces tactiques alarmistes non déguisées. Sa seule façon de résister à la pression de l'Allemagne était de montrer au monde ce que Hitler menaçait de faire. Si la communauté internationale avait réagi de manière décisive, Hitler aurait été incapable de dévorer l'Etat autrichien.



Le Chancelier autrichien Kurt von Schuschnigg en 1934.

Kurt von Schuschnigg plaçait ses espoirs dans la protection de «l'humanité civilisée». Et jusqu'à tout récemment, les Britanniques et les Français avaient pris une position rigide sur la question autrichienne. Ils avaient utilisé tous les moyens possibles pour empêcher la création d'un État allemand unifié en Europe.

Lorsque l'Empire des Habsbourg s'était effondré, l'Assemblée nationale de la nouvelle Autriche démocratique avait décidé de rejoindre la nouvelle Allemagne démocratique. Cependant, les pays de l'Entente n'aimaient pas voir leurs anciens ennemis dans une telle position de puissance renouvelé. Non seulement ils firent tout leur possible pour que cette décision de l'Assemblée nationale autrichienne ne soit jamais appliquée, mais ils inclurent aussi dans le Traité de Versailles une disposition qui empêchait l'Allemagne d'absorber son voisin: « L'Allemagne reconnaît et respectera strictement l'indépendance de l'Autriche ..., elle convient que cette indépendance sera inaliénable, sauf avec le consentement du Conseil de la Société des Nations. » Mais il est vrai qu'une interdiction similaire avait été introduite dans le Traité de Saint-Germain que les vainqueurs avaient signé avec l'Autriche : » L'indépendance de l'Autriche est inaliénable... L'Autriche s'engage donc... à s'abstenir de tout acte qui pourrait directement ou indirectement ou par quelque moyen que ce soit compromettre son indépendance... ».

Bref, l'Angleterre et la France avaient résisté à toutes les tentatives d'unification allemande. **Mais seulement jusqu'à ce qu'Adolf Hitler prenne le pouvoir en Allemagne!**

Comparons plusieurs faits.

- Outre les traités de Versailles et de Saint-Germain, le Protocole de Genève, signé en *octobre 1922* sous la pression des pays de l'Entente, comportait l'engagement de bloquer tout rapprochement entre Vienne et Berlin. Il obligeait clairement les Autrichiens à refuser de conclure un traité avec l'Allemagne.
- *Le 28 août 1931*, la Cour permanente de Justice internationale de La Haye avait jugé qu'une union douanière envisagée entre l'Allemagne et l'Autriche était contraire au Protocole de Genève et était donc illégale.

¹³ Afin de déstabiliser von Schuschnigg, Hitler a explicitement interdit à ce fumeur invétéré qui consomme 60 cigarettes par jour de s'en allumer une seule pendant les négociations.

- *Le 15 juillet 1932*, conformément au Protocole de Genève, l'Autriche s'était vue promettre un important prêt financier à la condition qu'elle renonce à l'Anschluss (union) avec l'Allemagne jusqu'en 1952.

Mais maintenant Hitler avait pris la barre en Allemagne, et la position de la Grande-Bretagne et de la France pivotait de 180 degrés. Le chancelier autrichien Kurt von Schuschnigg a ensuite été confronté à cette position modifiée. L'Occident avait des raisons d'adopter une ligne dure: le Führer allemand avait pris la liberté de menacer le chef d'un Etat voisin et avait rompu l'accord austro-allemand qu'il avait lui-même signé. Cependant, les diplomates des puissants pays occidentaux gardèrent le silence. L'Autriche et son chancelier étaient seuls.

L'accord austro-allemand du 11 juillet 1936 garantissait la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures de l'autre ainsi que l'indépendance de l'Autriche en tant « qu'État allemand ». Un détail révélateur – dans sa tentative de trouver une option autre que de simplement « abandonner » son pays à Hitler, von Schuschnigg rédigea un décret rétablissant la domination des Habsbourg dans son pays. Mais les Britanniques et les Français avaient besoin d'une Allemagne revigorée, pas de la restauration de la monarchie. Par conséquent, la solution proposée par von Schuschnigg ne « jouissait pas du soutien des puissances européennes ». Et le chancelier autrichien avait une véritable raison de haïr les nazis. Avant même la signature de l'accord avec l'Allemagne, une voiture transportant sa femme avait subi un accident mystérieux et terrible. Elle et son chauffeur avaient été tués. Cet événement avait soulevé des soupçons à cause du fait qu'au moment de la mort de sa femme, elle avait en sa possession une mallette de von Schuschnigg contenant des documents compromettant Hitler. Cette mallette avait disparu pendant l'accident.

Mais nous devons rendre justice à Kurt von Schuschnigg: il a résisté jusqu'au bout. Le dimanche 13 mars 1938, von Schuschnigg a prévu un référendum. Une réponse négative à la question d'une fusion avec l'Allemagne aurait fourni à la communauté internationale un prétexte juridique pour refuser d'autoriser Hitler à occuper l'Autriche. Le Führer a dû attendre quelques jours. Mais Berlin comprit le danger inhérent à une telle tournure des événements, et le lendemain il envoya un ultimatum à von Schuschnigg: annulez le plébiscite et remettez votre démission sans délai.

Pourquoi Hitler a-t-il été si effrayé par la perspective du référendum autrichien? Avait-il si peu de foi dans le fait que la majorité des Autrichiens voudraient devenir citoyens du Troisième Reich? Il est possible qu'il ait eu des doutes. Mais aussi le leader nazi savait très bien comment obtenir les résultats nécessaires dans les urnes. Si les autorités autrichiennes arrivaient à « corriger » ne serait-ce qu'un peu les chiffres requis, le maintien de l'existence de l'Etat nazi deviendrait très problématique. L'Occident ne sponsoriserait l'Allemagne que tant qu'elle irait dans la bonne direction. Et cette direction était vers l'est. De cette manière, on pouvait « gaver » Hitler de pays et de peuples entiers par des considérations pratiques, mais seulement pour s'assurer qu'il remplissait rapidement ses devoirs, qui devaient déclencher la guerre contre la Russie. Personne ne financerait le Troisième Reich sans raison.



Les troupes allemandes entrant à Vienne, mars 1938

Londres, Paris et Washington avaient-ils compris la situation? Ils l'avaient comprise et avaient donc gardé le silence. Mais le chancelier von Schuschnigg prenait son temps pour répondre à Hitler, s'attendant à un soutien étranger. Berlin avait répété son ordre trois fois. Enfin, le 11 mars 1938, von Schuschnigg reçut un autre ultimatum

: si les exigences de l'Allemagne n'étaient pas satisfaites, ce jour-là, 200 000 soldats allemands traverseraient la frontière autrichienne. N'ayant obtenu aucun soutien diplomatique de la part des principales puissances mondiales, le chancelier autrichien fit une allocution à la radio autrichienne, annonçant qu'il démissionnerait pour empêcher l'effusion de sang. Arthur Seyss-Inquart, un fonctionnaire nazi, le remplaça comme chancelier et fit immédiatement appel à Berlin, demandant de l'aide pour contrôler les troubles prétendument organisés par des sympathisants « rouges ». A l'aube du 12 mars, les troupes allemandes entrèrent en Autriche [14].

Mais puisque le référendum avait déjà été annoncé, son annulation aurait été peu diplomatique. Hitler proclama que le plébiscite autrichien serait toujours tenu. Seulement un peu plus tard que prévu. Et pendant les préparatifs, trois agents autorisés sont arrivés à Vienne en provenance de Berlin pour s'assurer des sentiments publics souhaités. Les agents professionnels principalement chargés de l'organisation de ces procédures démocratiques étaient le SS-Reichsführer [Heinrich Himmler](#), le SS-Obergruppenführer chef du SD [Reinhard Heydrich](#), et le SS-Oberstgruppenführer [Kurt Daluege](#). Avec cette équipe fiable en route, Hitler avait peu de raison de s'inquiéter de l'issue du référendum. Dans le même temps, il avait été décidé de mener un plébiscite dans tout le Troisième Reich.

Les SS commencent immédiatement à construire leur machine d'oppression en Autriche. Les persécutions des Juifs commencèrent. [Adolf Eichmann](#), une autre personnalité infâme de la SS, arrive bientôt à Vienne. Sa mission était de forcer la population juive d'Autriche à émigrer par tous les moyens nécessaires. Tout ce qui avait déjà été vu en Allemagne devenait maintenant une réalité dans les rues des villes autrichiennes, comme l'intimidation, le harcèlement et les passages à tabac de Juifs. La communauté internationale « ne remarqua rien » et, comme auparavant, « ne vit rien » de la souffrance des Juifs allemands.

Les résidents locaux regardent l'incendie de la salle des cérémonies au cimetière juif de Graz pendant la Kristallnacht, novembre 1938

En tout, 1938 fut une année « riche » en événements antisémites au sein du Troisième Reich. Le 16 juillet, il était interdit aux employés des agences de sécurité de passer la nuit dans des hôtels ou des pensions de famille juifs; le 23 juillet, les Juifs étaient tenus de toujours avoir une carte d'identité; le 27 juillet, une résolution fut adoptée pour renommer les rues nommées en l'honneur



¹⁴ Kurt von Schuschnigg a payé cher sa résistance aux plans d'Hitler. Après l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne, il fut détenu par la Gestapo pendant plusieurs semaines avant d'être envoyé dans un camp de concentration où il resta jusqu'en mai 1945.

des Juifs; le 7 août, un mandat interdisait aux Juifs de donner à leurs enfants des «noms allemands traditionnels» après le 1er janvier 1939 et décrétant que les noms de tous les enfants juifs devaient alors inclure le suffixe «Israël» pour les garçons et «Sarah» pour filles; le 31 août, des restrictions furent imposées au courrier envoyé aux Juifs – sur le dos des enveloppes qui étaient destinées aux destinataires allemands, l'expression «pas pour les Juifs» était ajoutée; et le 11 novembre, les enfants juifs ne pouvaient plus fréquenter les écoles allemandes ordinaires.

Lors d'une réunion avec des journalistes, le président américain Franklin Roosevelt refusa de commenter les événements en Autriche. Le chancelier britannique de l'Échiquier, Sir John Simon, affirma que le Royaume-Uni n'avait jamais fourni de garanties spéciales pour l'indépendance de ce pays. Tous les obstacles que l'Angleterre avait mis en place pour empêcher l'union des Allemands ethniques d'Autriche et d'Allemagne furent immédiatement éliminés. Le 14 mars 1938, la question de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne fut discutée à la Chambre des communes britannique. Le Premier ministre britannique Neville Chamberlain informa le Parlement que les ambassadeurs britannique et français avaient adressé une protestation au gouvernement allemand concernant les violences en Autriche. Il est intéressant de noter que le ministre allemand des Affaires étrangères a tout simplement refusé d'accepter la remontrance anglaise! Que se passa-t-il ensuite? Un appel au boycott, à la mobilisation ?

Non. Deux semaines plus tard, le 2 Avril 1938, le gouvernement britannique reconnaît officiellement l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne.



Toute discussion sur la prise de contrôle de l'Autriche par Hitler doit inclure le rôle important que Mussolini a joué dans l'Anschluss. L'Italie étant l'un des vainqueurs de la Première Guerre mondiale, ce pays était l'un des principaux garants de la neutralité et de la souveraineté de l'Autriche. La raison en était simple: selon l'article 36 du traité de Saint-Germain, l'Italie bénéficiait d'importantes concessions territoriales de l'ancien empire austro-hongrois et avait donc tout intérêt à préserver la souveraineté de l'Autriche.

C'est ainsi que Vienne plaçait un espoir particulier dans Mussolini, qui sembla d'abord justifié: en 1934, lorsque le mouvement nazi local releva la tête et devint anormalement actif, l'Italie déploya des troupes jusqu'à la frontière autrichienne, ce qui indiquait clairement qu'elle ne tolérerait aucune domination allemande de l'Autriche. **Cependant, l'Italie ne fit rien pour aider son voisin pendant l'Anschluss.** En ce qui concerne le changement de Mussolini, nous devons nous rappeler que, bien qu'une alliance formelle ait existé entre Berlin et Rome, le dirigeant de l'Italie n'avait aucune raison de

se sentir contraint de prouver que cette amitié était sérieuse. [15] Mussolini, un fasciste, n'était nullement obligé de soutenir Hitler, un Nazi! Une affinité psychologique et idéologique commune est une chose, mais le retour potentiel de territoires autrefois autrichiens (actuellement italiens) dans un pays habité par des Allemands de souche en était une autre. [16]



Benito Mussolini

Pourquoi Mussolini s'est-il comporté ainsi? **L'Italie avait été richement récompensée pour cette prise de position sur la question autrichienne... par l'Angleterre et les Etats-Unis.**

Le fait est que Mussolini était fasciné par les exploits héroïques de la Rome antique et avait ainsi décidé de construire un nouvel empire pour l'Italie. La première épreuve de force de l'Etat fasciste fut l'attaque contre **l'Ethiopie**, connue à l'époque sous le nom d'Abyssinie. Les troupes italiennes envahirent le pays le 4 octobre 1935.

L'Abyssinie exigea des sanctions internationales contre l'Italie. Le 7 octobre 1935, le Conseil de la Société des Nations reconnut l'Italie comme agresseur, mais cela n'eut pas de conséquences tangibles pour le régime de Mussolini, car les » sanctions » qui lui avaient été imposées lui avaient permis de continuer à faire la guerre. En effet, la question sur des actions sérieuses, telles qu'une rupture dans les relations diplomatiques ou une pression militaire sur l'agresseur, n'a même jamais été soulevée. Il est révélateur qu'aucune mention n'ait été faite dans les documents de la Société des Nations concernant un embargo sur les matières premières les plus importantes pour l'Italie: pétrole, minerai de fer et charbon. En outre, les États-Unis et l'Allemagne n'étaient pas membres de la Société des Nations et n'étaient donc pas tenus de se conformer au régime des sanctions. Au contraire, les États-Unis avaient considérablement augmenté leurs expéditions de pétrole vers ce pays agresseur entre 1935 et 1936, et le gouvernement britannique avait rejeté une proposition de blocus naval de l'Italie et la fermeture du canal de Suez à ses navires, proposition qui aurait pu être utilisée comme une forme de pression significative. [17]

¹⁵ L'alliance entre Berlin et Rome connue sous le nom d'Axe est née le 25 octobre 1936 lors d'une visite en Allemagne du ministre italien des Affaires étrangères, Galeazzo Ciano. Le Japon a adhéré à l'alliance italo-allemande beaucoup plus tard – le 11 décembre 1940.

¹⁶ La région connue sous le nom de Tyrol du Sud, qui est habitée par des Allemands de souche, fait encore partie de l'Italie aujourd'hui.

¹⁷ Ainsi, les exportations américaines de pétrole vers l'Italie en 1935 ont augmenté de 140 % par rapport à l'année précédente, tandis que les approvisionnements envoyés à l'Afrique occupée par l'Italie ont explosé de 2 000 à 3 000 %.

La ville éthiopienne de Dessie après le bombardement par des interventionnistes italiens, 1935

Bien que leurs forces soient inégales, les Éthiopiens mal armés offrent une résistance obstinée. En réponse, l'armée italienne utilise des gaz toxiques contre la population civile éthiopienne. [18] Au lieu de condamner cette sauvagerie, la Grande-Bretagne adopte une position assez étrange: non seulement elle refuse



de durcir les sanctions, mais elle commence même à essayer de les faire annuler complètement. Le 18 juin 1936, le ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden, prit la parole à la Chambre des communes pour affirmer que les sanctions imposées à l'Italie n'avaient pas donné les résultats escomptés. Comme nous l'avons souvent vu, c'est Londres qui jouait le rôle de pionnier politique sur la scène mondiale. Ainsi, le 4 juillet 1936, après que les Italiens eurent occupé la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, la Société des Nations décida de renoncer aux futures sanctions.

Mais quel est le lien entre l'annexion de l'Abyssinie et l'Anschluss autrichien? Elles sont directement liées. L'attitude accommodante de Mussolini, qui a permis à Hitler de dévorer son voisin, a été immédiatement récompensée. **Le 12 mars 1938**, toutes les routes menant à Vienne étaient pleines de chars allemands et le 16 avril 1938, l'accord anglo-italien fut signé à Rome avec peu de publicité. L'Angleterre et l'Italie s'engageaient à établir de « bonnes relations de bon voisinage » entre elles. Mais le plus important, c'est la reconnaissance par l'Angleterre de l'annexion italienne de l'Abyssinie. **Ces messieurs britanniques avaient littéralement échangé Addis-Abeba contre Vienne.**

La liste des capitales européennes qui ont été « livrées » sans vergogne au Führer devrait, de plein droit, inclure Madrid en Espagne. Hitler était en train de créer une nouvelle armée gigantesque à une vitesse fulgurante et avait besoin d'urgence d'un terrain d'essai pour les nouvelles technologies, la formation des officiers, etc. Et ce terrain d'essai a été créé pour lui.

[La guerre civile espagnole](#) ne s'est pas déroulée dans un contexte de lutte entre communisme et fascisme. C'était une répétition générale pour la future confrontation militaire entre l'URSS et l'Allemagne. Et la Grande-Bretagne et la France, qui s'étaient couverts d'un voile de neutralité, aidaient en fait activement l'une des parties au conflit – les insurgés du général Franco, et non le gouvernement légitime de l'Espagne. Cette assistance fournie par les « démocraties » aux fascistes espagnols était parfois indirecte, mais souvent assez directe.

¹⁸ Le « monde civilisé » ne fit presque « pas attention » au massacre commis par les fascistes italiens au lac Ashangi le 3 avril 1936, lorsque 140 avions larguèrent des armes chimiques sur des civils. Personne n'a prêté attention aux crimes commis par le Japon lors de son attaque contre la Chine. Sans entrer dans les détails de cette terrible guerre, nous n'en présentons que deux exemples: pendant le siège de Shanghai, les Japonais ont tellement massacré la population civile qu'un témoin a décrit le carnage comme suit: pas une seule personne n'a survécu dans une zone de 4,5 kilomètres carrés. Lors de la prise de Nanking, les Japonais ont tué 200 000 personnes, soit la moitié de la population de la ville.



Francisco Franco

Naturellement, les messieurs de Londres n'aimaient pas le général Franco lui-même ni ses idées. Mais la victoire des fascistes dans la guerre civile espagnole a permis aux diplomates britanniques de résoudre plusieurs questions très importantes:

- Hitler et Mussolini ont eu l'occasion de se battre et de gagner à leur guise, d'avoir confiance en leurs succès et de tester leurs armées et leur équipement militaire dans un contexte réel.
- s'ils gagnaient, les agresseurs potentiels obtiendraient une source importante de matières premières ^[19].
- Une des clés de voûte de l'idéologie nazie – combattre et détruire le communisme – a été confirmée de manière explicite.

L'insurrection contre le gouvernement espagnol a commencé dans la soirée du 17 juillet 1936, au Maroc espagnol et dans les îles Canaries et Baléares. Moins de deux semaines après le coup d'État, deux escadrons militaires allemands sont arrivés sur les côtes espagnoles et des avions de transport allemands se sont envolés vers le Maroc. Avec l'aide d'Hitler, les troupes marocaines ont débarqué en toute sécurité sur le continent espagnol.

Comment la communauté internationale aurait-elle pu réagir à l'intervention d'un pays tiers dans le conflit interne de l'Espagne? Surtout si ce pays se prépare à soutenir les unités militaires qui se révoltent contre le gouvernement légitime? Ils auraient pu réagir assez fortement avec des sanctions, un boycott ou la demande d'une cessation immédiate de l'intervention. N'oublions pas que les Jeux olympiques devaient avoir lieu à Berlin en août 1936, un événement extrêmement important pour le régime nazi. Et à peine un mois auparavant, Hitler était engagé dans une guerre civile en Espagne! Et le comité civil de boycott des Jeux olympiques allemands, basé à New-York, avait désespérément besoin de ces arguments! Mais la communauté internationale a obstinément ignoré les panneaux comportant les inscriptions « No Admittance to Jews or Dogs » (Interdit aux Juifs et aux Chiens) qui étaient accrochés aux portes des toilettes publiques du Troisième Reich. Et puis Hitler lui-même offrait un cadeau à ceux qui voulaient le priver de la flamme olympique – il était intervenu militairement dans un pays indépendant. Peut-être que le boycott des Jeux Olympiques fascistes commencerait alors?

Pourquoi Hitler a-t-il pris un tel risque? **Parce qu'il savait que le Troisième Reich jouissait du statut de la nation la plus favorisée tant qu'il agissait conformément à ses accords avec ses partenaires britanniques.**

¹⁹ L'Espagne produisait environ 45 % du mercure dans le monde, plus de 50 % de sa pyrite et était l'un des principaux exportateurs de minerai de fer, de tungstène, de plomb, de zinc, de potasse, d'argent et d'autres minéraux essentiels à l'industrie de la guerre. La maîtrise de ces sources de matières premières stratégiques a permis à Hitler de renforcer significativement son potentiel économique.

La ville de Guernica après les bombardements de la Luftwaffe allemande et de l'Aviazione Legionaria, le 26 avril 1937.

Le 9 septembre 1936, le comité international de non-intervention commença ses travaux sur la guerre civile espagnole au ministère britannique des Affaires étrangères. Le comité s'est concentré sur le blocus de toute aide aux républicains sous le couvert d'une fausse neutralité, tout en poussant l'Union Soviétique vers une action indépendante qui « violerait » le droit international. Et les événements allaient exactement dans la bonne direction pour les Anglais. Le 22



octobre 1936, l'ambassadeur soviétique à Londres envoya une note au ministère britannique des Affaires étrangères proposant de reconnaître et de rétablir le droit du gouvernement espagnol à acheter des armes. La note avertissait que, dans le cas contraire, le gouvernement soviétique ne se considérerait pas davantage lié par l'Accord de non-intervention que les autres parties.

Et le gouvernement républicain n'avait tout simplement pas le choix. Il était en possession d'une réserve d'or, mais le principe de « non-intervention » signifiait que personne n'était disposé à leur vendre des armes. L'Union Soviétique de Staline était le seul pays où l'Espagne pouvait en acheter. Il y avait aussi les États-Unis bien sûr, mais en 1935, le Congrès américain adopta une loi de « neutralité ». Qu'est-ce que ça voulait dire? Cela signifiait que l'Espagne ne pouvait pas acheter d'armes aux États-Unis, mais l'Allemagne le pouvait. Ainsi, les républicains ne recevaient pas d'armes américaines, tandis que leurs adversaires étaient abondamment approvisionnés par des firmes allemandes.

Il existe une question qui n'a jamais été étudiée: les sources de financement de Franco. Selon les calculs des nazis, une seule légion Condor allemande comprenait 250 avions, 180 chars d'assaut, des centaines de canons antichars et d'autres armes, et coûtait plus de 190 millions de Reichsmarks entre le 7 novembre 1936 et le 31 octobre 1938. Quiconque connaît bien les dépenses militaires sait que les armes les plus coûteuses ne sont pas les avions ou les chars d'assaut. Les navires de guerre sont les armements les plus coûteux. Et devinez quoi? La flotte rebelle était régulièrement ravitaillée par des approvisionnements de Berlin et de Rome. La valeur totale de l'aide envoyée aux forces franquistes par l'Allemagne et l'Italie est estimée à 1 milliard de dollars.



Rencontre entre Franco et Hitler à la frontière franco-espagnole, 1940. Le dictateur espagnol a refusé de se battre au nom de ses « bienfaiteurs » allemands et italiens pendant la Seconde Guerre Mondiale, parce qu'il devait sa dette de gratitude pour sa prise de pouvoir à des nations totalement différentes.

Comment le général Franco a-t-il pu rembourser une aide aussi généreuse? Où a-t-il pu trouver des sommes d'argent si énormes? Après tout, Franco n'avait pas de ressources financières – toute la réserve d'or espagnole était aux mains des républicains. Le chef des insurgés n'avait aucun moyen de payer. **Mais il s'est avéré que l'Allemagne, qui supportait le fardeau de l'énorme croissance de ses propres dépenses militaires, aurait aussi bien pu balancer des tonnes d'argent la fenêtre.** Et l'Italie faisait de même. En fin de compte, ils n'ont reçu aucun dividende économique de la victoire de Franco: l'Espagne vendait (et ne donnait pas) ses matières premières stratégiques à l'Allemagne et à l'Italie pendant la guerre. Il n'y aura pas non plus de dividendes politiques: plusieurs années plus tard, Franco refusera de se battre pour ses « amis » allemands contre la Grande-Bretagne, la France et l'Union Soviétique. [20]

Il était le seul dictateur qui, non seulement a survécu à la Seconde Guerre Mondiale sans problème, mais est resté au pouvoir jusqu'à sa mort. [21]

Cependant, ni Hitler ni Mussolini n'ont jamais présenté de factures à Franco, et ni n'ont manifesté envers lui la moindre rancune. Pourquoi? **Parce que les factures de la guerre espagnole et les fournitures militaires allemandes envoyées aux rebelles espagnols ont été payées par les mêmes commanditaires mystérieux des nazis qui étaient responsables du « miracle économique » d'Hitler.**

²⁰ Hitler et Franco se sont rencontrés à Hendaye en 1940. Franco « en guise de reconnaissance » avait affirmé que c'était l'heure de sa sieste et força Hitler à attendre 30 longues minutes. Plus tard, le Führer affirma qu'il préférerait avoir trois ou quatre dents arrachées plutôt que de rencontrer le Caudillo à nouveau. Tout ce qu'Hitler a pu arracher de Franco, c'est l'envoi de « volontaires » – une seule Division Bleue – sur le front de l'Est.

²¹ En vertu d'un décret du 4 août 1939, Franco fut déclaré « souverain suprême de l'Espagne, ne relevant que de Dieu et de l'histoire ». En 1973, Franco abandonna son poste de Premier ministre, ne conservant que les titres de chef d'État et de Commandant en chef de l'armée. Le dictateur espagnol est décédé le 20 novembre 1975.



La guerre civile espagnole prit officiellement fin le 1er avril 1939. Mais à ce moment-là, l'Europe n'était plus confrontée à un simple conflit local, mais à une guerre qui engloutirait tout le continent. Il était temps de lâcher Hitler pour qu'il puisse faire ce que les Britanniques attendaient de lui – attaquer l'URSS. La Grande-Bretagne s'est donc empressée » d'en finir » avec les républicains afin de mettre un terme à la guerre en Espagne le plus rapidement possible. Le 27 février 1939, la Grande-Bretagne et la France reconnaissent officiellement le gouvernement dirigé par Francisco Franco et rompaient tout aussi formellement leurs relations avec le gouvernement républicain. Les Américains firent de même. Bientôt, le croiseur de la Royal Navy HMS Devonshire aida directement les rebelles espagnols à prendre l'île de Minorque. Non seulement le navire britannique transporta l'émissaire de Franco sur ces côtes, mais sous la menace d'un bombardement, il obligea le commandant de la base navale de l'île à céder le pouvoir à un officier loyal à Franco. [1]

À ce moment-là, Adolf Hitler était en train de regrouper une autre région qui se trouvait entre l'Allemagne et les frontières de l'Union Soviétique. C'était la **Tchécoslovaquie**. Il faut dire que les créateurs des traités de Versailles et de Saint-Germain avaient fourni au Führer un fondement à son grief contre cette nation. Grâce à ces accords, 3,4 millions d'anciens Allemands autrichiens s'étaient retrouvés dans le nouvel État de Tchécoslovaquie, une nation bricolée à partir des fragments de l'ancien empire austro-hongrois.



Carte historique de la Tchécoslovaquie (1918-1992)

La Tchécoslovaquie était l'un des pays les plus prospères à émerger des terres qui avaient été victimes du carnage de la Première Guerre mondiale. Le nouvel État tchèque et slovaque s'est avéré être le seul pays d'Europe centrale ou du Sud-Est à exporter des capitaux à grande échelle. Tous les secteurs de l'économie tchécoslovaque ont connu une croissance, mais certains secteurs ont été particulièrement impressionnants. Les industries les plus développées dans ce pays sont celles qui produisent des armes et des chaussures. Par exemple, en 1928, la Tchécoslovaquie dominait le monde dans l'exportation de chaussures, bottes et sandales. Cependant, cette belle aventure économique fut de courte durée – le jeune Etat tchécoslovaque ne dura que 20 ans (de 1918 à 1938), après quoi ses alliés de Londres et Paris décidèrent de céder le pays à Hitler. Le Troisième Reich devait avancer vers les frontières de l'URSS, et les ouvriers tchèques étaient nécessaires pour chausser et équiper l'armée allemande.

Au printemps 1938, la presse allemande, galvanisée par les nombreuses victoires sanglantes d'Hitler, mena une campagne active en faveur du respect des exigences des Allemands de souche vivant dans le Sudetenland tchécoslovaque (les Sudètes). La communauté allemande au sein du pays est également devenue plus active. Le parti Sudeten German Party, dirigé par Konrad Henlein, lança l'idée de « renvoyer tous les Allemands à un seul Reich ». L'Anschluss autrichien fournit un excellent prétexte pour soulever la question de la violation des droits de la minorité allemande en Tchécoslovaquie. Après tout, les Allemands autrichiens faisaient maintenant partie de cette « famille unie », et leurs frères Sudeten ne méritaient-ils pas la même chose? Le parti de Henlein réclame « l'autonomie territoriale » pour le Sudetenland.

Le gouvernement tchécoslovaque n'était nullement prêt à se rendre aux Allemands. Ils n'avaient aucune raison de le faire. L'armée tchécoslovaque, l'une des plus fortes d'Europe, était prête à protéger son pays contre tout agresseur, et les Tchécoslovaques avaient autant de détermination qu'ils avaient de force. Contre 39 divisions allemandes composées de 1,8 million de soldats, les Tchèques pouvaient déployer 36 divisions de 1,6 million de soldats, et contre les 2400 avions et 720 chars d'Hitler, la Tchécoslovaquie pouvait compter sur ses propres 1500 avions et 400 chars d'assaut. Il ne faut pas oublier non plus que l'armée tchécoslovaque était en position défensive, alors que les Allemands seraient forcés de se mettre à l'offensive.

Leur traité d'alliance avec la France donnait également aux dirigeants tchécoslovaques des raisons d'être optimistes. Les Tchèques étaient logiquement convaincus qu'un allié puissant et efficace comme Paris ne céderait tout simplement pas à Berlin. Si l'on regarde une carte, il est clair que la position géographique de la Tchécoslovaquie n'obligeait les Français à défendre activement la Tchécoslovaquie – au cas où la France se trouverait dans un conflit armé avec l'Allemagne, les Tchèques pourraient frapper les Allemands par derrière. En outre, les usines militaires de Škoda dans le territoire tchèque produisaient chaque année autant d'armes que toute l'industrie de l'armement britannique. Quelle personne saine d'esprit livrerait un tel trésor à Hitler?

Cependant, les événements autour de la Tchécoslovaquie commencèrent à prendre une tournure très « étrange ». Au lieu de résister activement aux exigences d'Hitler, des intrigues mesquines se sont développées. Le résultat fut l'infâme Accord de Munich de septembre 1938, qui donna à Hitler tout ce qu'il voulait. Peut-être l'Occident était-il une fois de plus effrayé par la puissance militaire allemande? Les armées allemandes n'étaient pas capables de vaincre les Français en 1938 ou 1939 « , écrit Winston Churchill. En d'autres termes, Hitler ne pouvait pas vaincre les Tchèques, les Français et les Britanniques en même temps – c'était assez évident. Pourquoi alors les dirigeants des « pays démocratiques » n'ont-ils pas agi de manière plus décisive? Parce que leur intérêt n'était pas de remporter une victoire sur l'Allemagne qu'ils avaient engendrée et élevée! Personne ne tuerait un chien d'attaque, élevé pour le combat mortel, avant la bataille.

La première conférence sur le sort de la Tchécoslovaquie s'est tenue à Londres du 28 au 30 avril 1938. A l'étonnement des Tchèques, les hommes d'Etat français ont soudainement soutenu la demande des diplomates anglais d'éviter à tout prix un affrontement avec l'Allemagne. Le 15 mai 1938, une dépêche de Londres fut publiée dans le New York Herald-Tribune, déclarant clairement que puisque ni la France ni l'Union soviétique n'étaient prêtes à entrer en guerre contre la Tchécoslovaquie, la Grande-Bretagne avait encore moins de raisons de prendre les armes pour défendre cette république slave. C'est pourquoi la Tchécoslovaquie devrait évaluer sobrement sa situation et reconnaître que sa seule option était une résolution pacifique de la question des Sudètes allemands.[3]

Konrad Henlein, dirigeant du Parti Sudète Allemand

Naturellement, après de telles déclarations, les revendications d'Hitler prirent un ton encore plus intransigeant. Et l'article publié dans le journal américain coïncidait « étonnamment » avec un événement très révélateur. Deux jours avant la parution du New York Herald-Tribune, Konrad Henlein, le chef du Sudeten German Party, était arrivé à Londres. Le fait même d'une telle visite suscitait quelques spéculations. Henlein tint plusieurs réunions avec des membres du Parlement britannique et de l'opposition. Par la suite, ses revendications (et donc le thème récurrent de ses discours) passèrent de l'autonomie au démembrement de la Tchécoslovaquie.



Non seulement les services de renseignements allemands, mais aussi britanniques travaillaient activement avec le dirigeant des Sudètes allemands. Ce n'était pas un secret en Allemagne, mais rien n'a été fait pour bloquer ce contact. C'est parce qu'à cette époque, les Allemands et les Britanniques jouaient dans la même équipe, qui se préparait à livrer la Tchécoslovaquie à Hitler. « Les services secrets britanniques étaient assez bien informés... un de leurs agents, le colonel Christie, qui avait déjà conféré plusieurs fois avec Henlein, le rencontra de nouveau au début d'août 1938, à Zurich », lit-on dans les mémoires du chef des services secrets allemands.

Le 18 juillet 1938, l'envoyé d'Hitler, le capitaine Wiedemann, apporta un message personnel d'Hitler au Premier ministre britannique Neville Chamberlain à Londres. Les propositions d'Hitler furent jugées irrecevables. Le 22 juillet 1938, l'Angleterre demanda à la Tchécoslovaquie de prendre des mesures décisives pour la « pacification de l'Europe ». Les Tchèques répondirent par un accord d'autonomie pour les Sudètes allemands. Cependant, Henlein fit immédiatement, le 29 juillet 1938, une déclaration publique: tout Allemand dans n'importe quel pays ne devrait être soumis « qu'au gouvernement allemand, aux lois allemandes et à la voix du sang allemand ».

Les diplomates britanniques ont par la suite continué à exercer des pressions sur les Tchèques. Le 3 août, Lord Runciman, l'émissaire de Chamberlain, arrive à Prague. Ce « médiateur impartial » était en fait censé convaincre la Tchécoslovaquie de céder le Sudetenland aux Allemands. Les Tchèques refusèrent de reconnaître que tout avait déjà été décidé depuis longtemps pour eux. Le 7 septembre 1938, le London Times publia un article invitant les Tchèques à ne pas résister mais à jouer le jeu et à accepter de devenir un « État homogène ».

La situation tchécoslovaque était d'autant plus curieuse que, outre l'accord franco-tchèque, il existait également un accord entre l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie. En cas d'attaque, l'URSS devait venir en aide à la victime de l'agression. Cependant, il y avait un détail intéressant dans le texte de l'accord: Moscou ne devait prêter assistance à Prague que si Paris offrait le même type d'aide. Au début de septembre 1938, le gouvernement français demanda au gouvernement soviétique quelle serait sa position si la Tchécoslovaquie était assiégée. La réponse de Moscou était simple: les représentants de l'URSS, de la Grande-Bretagne et de la France devaient être immédiatement convoqués pour faire une déclaration au nom de ces puissances, avertissant que la Tchécoslovaquie se verrait offrir une assistance militaire en cas d'attaque allemande. Quant à l'Union soviétique, ce pays est prêt à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de son traité.[5]

Quel type de réaction pensez-vous que les propositions soviétiques ont reçu? Vous donnez votre langue au chat? Alors voici une autre question: ceux qui avaient préparé Hitler pour une invasion de l'URSS avaient-ils besoin d'éviter cette agression? Voulaient-ils vaincre l'Allemagne en utilisant les

forces conjointes de la France, de la Tchécoslovaquie et de l'Union Soviétique? Avaient-ils besoin qu'Hitler batte en retraite et que son avance à la frontière soviétique soit stoppée?

L'Occident ayant un objectif différent, comme l'a écrit Churchill, « l'offre soviétique a en fait été ignorée. elle n'a pas été mise dans la balance contre Hitler, et a été traitée avec indifférence – pour ne pas dire avec dédain – ce qui a laissé une marque dans l'esprit de Staline. Les événements ont suivi leur cours comme si la Russie soviétique n'existait pas. » [6]

Ainsi, au lieu de repousser l'agresseur et d'adopter une position ferme aux côtés de l'Union soviétique, les Britanniques ont « fortement armé » les Tchèques. Premièrement, il a été suggéré au gouvernement tchécoslovaque que les traités avec la France et l'URSS soient abrogés. Ensuite, la note conjointe anglo-française du 19 septembre demandait à Prague de remettre immédiatement le Sudetenland à l'Allemagne. La Tchécoslovaquie fit preuve d'une faible résistance. Le 20 septembre 1938, les ambassadeurs britanniques et français reçoivent la réponse du gouvernement tchécoslovaque. Elle comportait une demande pour reconsidérer la décision et renvoyer la question à l'arbitrage conformément au traité germano-tchécoslovaque de 1925.

Une telle résistance tchèque pourrait tout gâcher. Le fait est qu'en cas de conflit militaire avec l'Allemagne, la France devait intervenir en faveur des Tchèques! Et si cela devait arriver, l'Union soviétique pourrait venir en aide non seulement à Prague, mais aussi à Paris! Un système d'alliances allait se mettre en place: le Traité franco-soviétique d'assistance mutuelle du 2 mai 1935 et le Traité d'Alliance tchécoslovaque-soviétique signé le 16 mai 1935.

Et Londres et Paris commencèrent à perdre patience. Le soir du 20 septembre, l'ambassadeur britannique, Basil Newton, déclara au gouvernement tchèque qu'il devait « accepter la proposition sans réserve et sans plus tarder, faute de quoi le gouvernement de Sa Majesté ne s'intéressera plus au sort de votre pays ». L'ambassadeur de France, Victor de Lacroix, appuya cet avertissement menaçant. Mais les diplomates n'étaient toujours pas satisfaits. A deux heures du matin (!), les ambassadeurs « amis » britannique et français réveillèrent du lit le président tchécoslovaque, Edvard Beneš. C'était leur cinquième visite en 24 heures. Les invités de la soirée remirent à Beneš une note, qui était en fait un véritable ultimatum: « Si le gouvernement tchécoslovaque n'accepte pas le plan anglo-français, le monde entier considérera la Tchécoslovaquie comme le seul responsable d'une guerre inévitable ».

Le 21 septembre 1938, l'ultimatum des « alliés » fut discuté lors d'une réunion du gouvernement tchécoslovaque. Leur décision n'était pas difficile à prévoir. Les ministres acceptèrent ce qui serait littéralement le suicide de leur nation. [7]

Entre le 29 et le 30 septembre 1938, le fameux accord de Munich fut signé dans la capitale bavaroise, légalisant le transfert du Sudetenland à l'Allemagne. L'accord a été signé par Hitler, Mussolini, Chamberlain et Édouard Daladier.⁸ Les représentants tchèques n'étaient même pas invités à cette rencontre entre leurs « maîtres » – ils attendaient simplement dans la salle voisine d'être informés du sort de leur pays une fois que les négociations et la signature étaient terminées. L'accord de Munich a été signé dans une telle hâte qu'il n'y avait même pas eu le temps de remplir l'encrier dans la salle où la politique mondiale était créée. Et pourquoi avaient-ils besoin d'encre? Tout avait été arrangé à l'avance, donc la signature n'était qu'une simple formalité...

Les Allemands des Sudètes accueillent le Führer à la fin de 1938

Le 1er octobre 1938, les troupes allemandes entrent en Tchécoslovaquie. Ils n'ont rencontré aucune résistance. Plus tard, les généraux allemands inspectèrent les fortifications tchèques et acquiescèrent d'un signe approbateur: quelle merveille que le sage Führer ait réussi à régler la question pacifiquement. Parce que le Sudetenland lui-même était parsemé de bastions. « A la surprise des experts, un bombardement test avait montré que nos armes n'auraient pas prévalu contre eux », [9] note avec diplomatie Albert Speer dans ses mémoires. Son évaluation révèle l'incapacité totale de l'armée allemande à prendre d'assaut les fortifications tchèques. C'est pourquoi les diplomates occidentaux, évaluant sobrement les capacités encore modestes de la Wehrmacht, avaient insisté à tel point que la Tchécoslovaquie se rendit sans condition!



Immédiatement après la signature de l'accord de Munich, le deuxième acte de ce spectacle cruel commença. Les Allemands n'étaient pas les seuls prédateurs à s'attaquer au cadavre de la Tchécoslovaquie. Immédiatement après la signature de l'accord de Munich, **le gouvernement polonais** adressa un ultimatum au gouvernement tchèque, lui demandant de céder immédiatement la région frontalière de Těšín ! Bien que la Pologne fût bientôt une « victime innocente » de l'agression, comme un véritable charognard, elle se précipita joyeusement pour grignoter un morceau de territoire tchèque....

Voyant comment d'autres avaient si habilement réussi à puiser dans ce bonanza (*quelque chose de très précieux, rentable ou enrichissant – Ndt*) de territoires étrangers libres, le Premier ministre hongrois, Béla Imrédy, protesta alors contre le fait que les intérêts de la minorité hongroise de Tchécoslovaquie avaient été « ignorés ». Et il obtint ce qu'il voulait – le 2 novembre 1938, 12 000 kilomètres carrés du sud de la Slovaquie et une petite partie de la région connue sous le nom de Ruthénie subcarpatique (Transcarpathie), avec une population d'environ un million d'habitants, passa aux mains des Hongrois.



Ribbentrop, Chamberlain et Hitler lors des négociations à Munich qui ont scellé le sort de la Tchécoslovaquie

Qui a offert Vienne et Prague à Hitler ?

Cela a été fait par ceux qui, malgré leurs positions inébranlables, ont « soudain » permis l'annexion de l'Autriche par le Reich.

Cela a été fait par ceux qui, contre le droit international, ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour entraver les tentatives du gouvernement légitime de l'Espagne de vaincre ses insurgés et n'ont « pas du tout prêté attention » à l'aide allemande et italienne au général Franco.

Cela a été fait par ceux qui, en dépit de leurs obligations conventionnelles, n'ont pas aidé la Tchécoslovaquie, bien au contraire, ont tout fait pour assurer sa capitulation.

NOTES

- Il est intéressant de noter que lorsque la guerre mondiale a commencé le 1er septembre 1939, Franco a demandé un prêt pour reconstruire son pays – non pas à ses « amis » Mussolini et Hitler « – mais... à la Grande-Bretagne.
- Winston Churchill. La Seconde Guerre Mondiale. Vol. 1. La tempête de rassemblement. P. 304.
- Comme s'ils fonctionnaient selon des instructions, les journaux britanniques « libres » et « indépendants » publièrent en mai 1938 une série d'articles semblables. Le 6 mai, le Daily Mail a dénigré la Tchécoslovaquie dans son éditorial comme « un État dégoûtant peuplé exclusivement de racistes, dont l'attitude honteuse envers les habitants germanophones des Sudètes ne peut plus être tolérée par les Britanniques » .
- Walter Schellenberg. Le Labyrinthe. 34.
- Au plus fort de la crise germano-tchèque, l'URSS se mit en état d'alerte militaire et déplaça 60 divisions d'infanterie et 16 divisions de cavalerie, 3 corps de chars, 22 chars indépendants et 17 brigades aériennes jusqu'à la frontière avec la Pologne, un pays que l'Union Soviétique devait traverser pour venir en aide aux Tchèques. En outre, 330 000 réservistes avaient été appelés et des dizaines de milliers de soldats devant être libérés avaient été retenus. (Bullock, Alan. Hitler et Staline: Parallel Lives, p. 577).
- Churchill, Winston. The Second World War. Vol. 1. The Gathering Storm. Pgs. 274-275.
- Plus de sept décennies se sont écoulées depuis, mais personne n'a rien appris. Une fois de plus, nous voyons en Europe les mêmes États « indépendants », « souverains », qui se conforment volontiers aux caprices de leurs maîtres. Ils installent volontiers des radars et des missiles américains à l'intérieur de leurs frontières, envoient sans hésiter leurs propres soldats loin en Irak et négocient volontiers avec l'État russe ou avec des compagnies russes privées ce qui entre dans leurs intérêts. Leur maître parle – et avec un grand sourire, ils passent leur tête dans le nœud coulant, comme la Tchécoslovaquie l'a fait en septembre 1938.
- Voici un fait peu connu : le lendemain de la signature de l'Accord de Munich, le Premier ministre britannique, Neville Chamberlain, invita Hitler à un entretien privé. Et puis il sort soudain une feuille de papier de sa poche: « Nous, le Führer et Chancelier allemand et le Premier ministre britannique, avons eu une autre réunion aujourd'hui et nous sommes d'accord pour reconnaître que la question des relations anglo-allemandes est de première importance pour les deux pays et pour l'Europe », dit le document. Et « l'accord signé hier soir et l'accord naval anglo-allemand » étaient considérés par les dirigeants des deux pays comme « le symbole de la volonté » des deux nations « de ne jamais entrer en guerre l'une contre l'autre ». Les historiens oublient généralement ce document.

Cependant, c'est cet accord sans prétention qui a garanti l'agression d'Hitler vers l'Est, pas l'accord de Munich qui ne concernait que la Tchécoslovaquie! Le retour de Chamberlain de Munich à Londres est assez souvent décrit dans les documentaires historiques. Il est debout près de son avion, secouant un morceau de papier en l'air, et proclame haut et fort: « La paix pour notre temps! » Et la foule pense que le Premier ministre britannique détient une copie de l'accord de Munich. Mais en fait, Neville Chamberlain était en train de brandir cette déclaration germano-britannique supplémentaire.

- Albert Speer. Dans le Troisième Reich. Mémoires. P. 11

XIV– Comment Adolf Hitler est devenu un « agresseur provocateur »



Dans les [épisodes](#) précédents, nous avons examiné la politique britannique envers l'Allemagne nazie, conçue pour opposer le Führer à la Russie soviétique. Pour ce faire, Hitler reçut une assistance économique et politique substantielle entre 1933 et 1939, après la restitution des plus grandes zones industrielles de l'Allemagne qui avaient été perdues après la Première Guerre Mondiale, et l'on [détourna les yeux](#) de l'Anschluss autrichien, ainsi que de la persécution des Juifs en Allemagne et dans les territoires occupés. La Grande-Bretagne, la France et les États-Unis [étaient activement impliqués dans la guerre d'Espagne](#) aux côtés des insurgés de Franco, que soutenait également Hitler. Et à la suite d'accords secrets entre Londres et Berlin, la nation indépendante de la Tchécoslovaquie [fut sacrifiée à Hitler](#) en septembre 1938. Dans ce chapitre, nous expliquerons pourquoi, moins d'un an plus tard, en septembre 1939, le Führer s'était transformé en « agresseur provocateur » aux yeux de ses mécènes britanniques.



Carte des Annexions Européennes et Allemandes 1936-1939. Source: <http://www.emersonkent.com>

Comment Londres voyait-il le scénario de la guerre entre l'Allemagne et l'Union Soviétique? Très simplement: l'Allemagne devait lancer une offensive en utilisant les opportunités économiques, territoriales et politiques qui lui étaient offertes. Le peuple polonais était également impliqué dans ce conflit, car il avait longtemps rêvé de la renaissance de la «Grande Pologne», qui devait inclure un morceau important de terres d'Ukraine, de Biélorussie et de Russie. Hitler pourrait vaincre rapidement la Russie ou se retrouver complètement enlisé là-bas, mais cela n'avait aucune importance. Selon les instructions de Londres, l'Allemagne, menacée sur ses arrières par la Pologne, découvrirait que le «robinet avait été fermé». La Pologne fermerait les portes, laissant les troupes allemandes sans

munitions ni carburant. Et ensuite les Britanniques et les Américains apparaîtraient au milieu du conflit. En tant que conciliateurs, naturellement.

- En URSS, le pouvoir changerait de mains en faveur de la démocratie, un gouvernement qui accepterait la responsabilité de toutes les dettes du Tsar, remettrait les industries nationalisées à leurs propriétaires occidentaux et permettrait de pomper le pétrole, d'extraire les diamants et de niveler les forêts russes, pratiquement gratuitement.
- En Allemagne, Hitler, qui avait entraîné les Allemands en conflit contre le monde civilisé, serait remplacé par des généraux.

La présence des troupes polonaises aux frontières du pays, et en mesure de menacer les arrières de l'armée allemande opérant en Russie, rendrait pratiquement impossible les opérations militaires des Allemands. À ce stade, les militants des droits de l'homme et les journalistes seraient forcés de se réveiller et de « voir » les atrocités commises par les nazis. Plus tard, il y aurait des procès (de Nuremberg), la condamnation du nazisme, l'exécution de ses dirigeants, bref, tout ce qui s'est réellement passé.

Il est important de comprendre que bien qu'ils opposaient Hitler à la Russie, les Anglo-Saxons ne prévoyaient nullement de faire de lui un égal ou de l'accepter à leur côté à leur propre « table ». Après son travail difficile et sanglant dans les vastes étendues de la Russie, ce qui attendait Adolf n'était pas un partenariat égalitaire avec les seigneurs et les nobles, mais plutôt un box au tribunal ou une fiole de poison. Une fois qu'il aurait achevé son sale boulot pour débarrasser la Russie des bolcheviks (ou, plus précisément, des Russes eux-mêmes), le nazisme allait disparaître dans l'histoire. Et une humanité reconnaissante aimerait d'autant plus les Britanniques, les Français et les Américains d'assurer leur salut des horreurs du fascisme. La Tchécoslovaquie, l'Autriche et les Etats baltes redeviendront « indépendants » et « libres ». Jusqu'à la prochaine fois,

Nous n'avons fourni qu'un aperçu provisoire et superficiel de ce plan d'agression future. Puisque les événements se sont déroulés différemment dans la réalité, personne n'a jamais parlé de la façon dont tout avait été « planifié ». Les futurs vainqueurs de la Seconde Guerre Mondiale – ceux qui étaient directement responsables de son organisation – auraient alors été exposés sous un jour désagréable.

Le Kremlin a-t-il compris ce jeu de solitaire que les gouvernements anglais et français étaient en train de jouer sur la table politique de l'Europe? Bien sûr que oui. Il aurait fallu être aveugle pour ne pas pouvoir voir et noter quel était le pays dont la mort aurait constitué la base de l'expansion active du Reich hitlérien. Le 1er mars 1936, bien avant que Hitler ne reçoive l'Autriche et la Tchécoslovaquie en cadeaux, Joseph Staline est interviewé par le journaliste américain Roy Howard. Ainsi, en réponse à la question « Comment l'Union Soviétique envisage-t-elle une telle agression de la part de l'Allemagne? De quelle position, dans quelle direction les forces allemandes opéreraient-elles? » le chef de l'URSS avait répondu ceci :

« L'histoire montre que, lorsqu'un Etat a l'intention de faire la guerre à un autre Etat, même si cet état n'est pas adjacent, il commence à chercher des frontières à travers lesquelles il peut atteindre les frontières de l'Etat qu'il veut attaquer. Habituellement, l'état agressif trouve de telles frontières ... Je ne sais pas exactement quelles frontières l'Allemagne peut adapter à ses objectifs, mais je pense qu'elle trouvera des gens prêts à lui « prêter » une frontière. » ^[22]

²² Staline, Josef. Conversation avec M. Roy Howard, président de la chaîne de journaux américaine Scripps-Howard, le 1er mars 1936. Howard, Roy. « Entretien avec Josef Staline », *The Communist*, avril 1936, p. 338.

Carte historique de la Tchécoslovaquie (1918-1992)

Comme nous l'avons vu, Joseph Staline avait raison: l'Autriche et la Tchécoslovaquie furent «prêtées» à Hitler, puis lentement mais sûrement il fut conduit à la frontière soviétique. Pour accomplir ce qui était nécessaire, il fallait donner au Führer plus que le simple territoire des Sudètes – il devait se faire livrer tout le territoire de l'État tchécoslovaque. Au-delà des terres tchèques et celles qui la bordent face à l'Ukraine soviétique, se trouvait une zone clé pour l'organisation d'une future guerre contre la Russie – **La Ruthénie Sub-Carpatienne**.



La Ruthénie Sub-Carpatienne.

Même l'agresseur le plus fourbe a besoin d'un prétexte pour lancer une guerre. Plus c'est crédible, mieux c'est. Et cette excuse a été créée pour Hitler. Il y avait des plans pour remettre à Hitler le reste de la Tchécoslovaquie, avec la Slovaquie, dont une partie était composée des Carpates Ukrainiennes. Une méthode très simple était prévue pour violer les garanties faites aux Tchèques à Munich et honorer l'accord avec Hitler. Dans une conversation, le Premier ministre britannique, Neville Chamberlain, a déclaré sans ambages: ... à cause de la «perturbation interne de l'État dont nous avons proposé de garantir les frontières ... Le gouvernement de Sa Majesté ne peut plus se tenir plus longtemps lié par cette obligation». Cette garantie ne s'applique qu'en cas d'agression non provoquée. ^[23]

L'Occident ne garantissait l'intégrité physique des restes de l'Etat tchécoslovaque que s'il était attaqué. Mais s'il s'autodétruit, aucune garantie ne s'appliquerait! C'était précisément le mécanisme choisi pour remettre à Hitler tout le territoire de la Tchécoslovaquie.

Le Führer ne possédait toujours pas un territoire peuplé d'Ukrainiens ethniques, mais la presse occidentale poussa des hurlements tels qu'ils ont littéralement provoqué Hitler à prendre des mesures agressives contre l'URSS. Les journalistes assidus ont ouvertement incité le Führer à franchir les étapes suivantes, en précisant que ses actions seraient accueillies avec compréhension et le soutien dans les capitales européennes. « Pourquoi l'Allemagne risquerait-elle d'entrer en guerre avec la Grande-Bretagne et la France en exigeant des colonies qui lui fourniraient beaucoup moins que ce qu'elle trouverait en Ukraine? », avait publié le journal parisien Gringoire, le 5 janvier 1939. Cet article brossait sans relâche un tableau détaillé de la richesse inouïe – une abondance de nourriture, de céréales et de ressources minérales – qui attendait ses nouveaux propriétaires. Et c'était juste à côté, à peine à plus d'une centaine de kilomètres!

Les rumeurs selon lesquelles Hitler était sur le point d'avancer en Ukraine ont provoqué une vague d'excitation pour l'Olympe politique mondial. L'ambassadeur de France en Allemagne, Robert Coulondre, a cité des conversations avec des dirigeants nazis lorsqu'il a rapporté à Paris: « Il semble que les voies et les moyens restent à déterminer, mais le but semble être de créer une Ukraine plus grande, qui servira de grenier à pain pour l'Allemagne. Pour y parvenir, il sera nécessaire de conquérir la Roumanie, d'arriver à un accord avec la Pologne et de découper des terres de l'URSS. Le dynamisme

²³ Welch, David A. La justice et la genèse de la guerre. P. 147.

allemand ne faiblira pas avant un seul de ces défis, et les cercles militaires parlent déjà d'une marche vers le Caucase et Bakou. » ^[24]

Mais il se passa quelque chose qui obligea l'histoire à prendre un cours différent. **Le 10 mars 1939**, Joseph Staline prononça un discours diffusé pour la première fois à la télévision soviétique. Cette allocution est si cruciale pour une bonne compréhension des événements futurs que nous devons demander au lecteur d'être patient et de lire attentivement les points principaux du discours de Staline, ainsi que nos commentaires:

*Staline en 1940 : « ... Voici une liste des événements les plus importants qui ont marqué le début d'une **nouvelle guerre impérialiste**. En 1935, l'Italie a attaqué et envahi l'Abyssinie. À l'été 1936, l'Allemagne et l'Italie organisèrent une intervention militaire en Espagne, tandis que l'Allemagne s'implantait dans le nord de l'Espagne, au Maroc espagnol et en Italie, dans le sud de l'Espagne et dans les îles Baléares. En 1937, le Japon, s'étant emparé de la Mandchourie, envahit le nord et le centre de la Chine, occupa Pékin, Tianjin et Shanghai et commença à faire sortir ses concurrents étrangers de la zone occupée. Au début de 1938, l'Allemagne a envahi l'Autriche, et à l'automne de 1938 – les Sudètes tchèques. À la fin de 1938, le Japon s'empare de Canton et, au début de 1939, l'île de Hainan ...*

« L'une des caractéristiques de la nouvelle guerre impérialiste est qu'elle n'est pas encore devenue une guerre universelle ou mondiale. La guerre est menée par des pays agresseurs qui, de toute manière, portent atteinte aux intérêts des États non agresseurs qui sont principalement l'Angleterre, la France et les États-Unis, et ceux-ci se retirent et abandonnent le terrain, concession après concession, aux agresseurs. Ainsi, nous assistons à un découpage flagrant du monde et de ses sphères d'influence, aux dépens des États non agresseurs, sans aucune tentative de résistance, et même avec un peu d'assentiment. C'est difficile à croire, mais c'est ainsi. »

Le Kremlin a regardé avec inquiétude les « miracles » de la paix s'emparer des puissances mondiales les plus fortes. Cependant, il n'y avait aucune illusion sur la raison pour laquelle cela se produisait.

« Qu'est-ce qui peut expliquer la nature étrange et déséquilibrée de cette nouvelle guerre impérialiste? Comment les nations suprêmement compétentes et non agressives pourraient-elles si facilement et sans résistance abandonner leurs positions et leurs obligations au profit des agresseurs ? Cela peut-il être attribué à la faiblesse des États non-agresseurs? Certainement pas! Pris en tant que groupe, les États démocratiques non agressifs sont sans conteste plus forts que les États fascistes, économiquement et militairement.

« Alors, comment expliquons-nous les concessions systématiques de ces États aux agresseurs? La raison principale est que la majorité des pays non agresseurs, notamment la Grande-Bretagne et la France, ont abandonné leur politique de sécurité collective et de résistance collective aux agresseurs, passant à une position de non-intervention, une position de «neutralité» ... Cependant, la politique de non-ingérence signifie tolérer l'agression, le déclenchement de la guerre – et, par conséquent, sa transformation en une guerre mondiale.

²⁴ Bien sûr, Hitler ne possédait toujours pas un pouce de terre en Transcarpatie, mais la lettre de l'ambassadeur de France mentionne les **prochaines** étapes de Hitler pour déployer son armée contre la Russie. Afin de séparer l'Ukraine de l'URSS, il avait besoin du territoire de la Pologne et de la Roumanie. La lettre de Coulondre ne contient pas un mot sur l'annexion de Transcarpatie au Reich. Pourquoi ? Parce que cette question avait déjà été acceptée et résolue, et les diplomates français et britanniques discutaient des actions ultérieures de Hitler qui conduiraient directement au déclenchement d'un conflit germano-soviétique.

« La politique de non-intervention trahit le désir de ne pas entraver les agresseurs dans leurs actes infâmes, comme ne pas entraver, par exemple, la participation du Japon à la guerre contre la Chine et mieux encore contre l'Union Soviétique, et non dissuader l'Allemagne, par exemple, de se laisser entraîner dans des événements en Europe ou de s'impliquer dans une guerre avec l'Union Soviétique. On peut voir un motif pour permettre à tous les participants aux hostilités de s'enfoncer profondément dans les sables mouvants de la guerre, de les pousser subrepticement vers l'avant, de leur permettre de s'affaiblir et de s'épuiser mutuellement, puis, lorsque leur force sera suffisamment réduite, apparaître sur la scène avec de nouvelles forces, prendre position, «dans l'intérêt mondial» naturellement, et dicter des conditions aux belligérants paralysés.

Staline divulguait franchement et ouvertement les plans précis qui ne se matérialiseraient jamais, mais qui constituaient à ce moment-là la principale menace pour l'URSS. Pourquoi les événements ont-ils pris un tour différent? Parce que Staline s'adressa directement à Hitler à propos du sort qui attendait l'Allemagne: affaiblis par la guerre avec l'URSS, les Allemands (et aussi les Japonais) seraient soumis aux diktats sévères des « Etats non-agresseurs » pendant qu'ils poursuivaient leur politique de « Non-intervention ».

« Ou, prenez l'Allemagne, par exemple. L'Autriche lui a été cédée, et, malgré l'obligation de protéger son indépendance, les Sudètes ont également été cédées, la Tchécoslovaquie a été abandonnée à son sort, en violation de tous les engagements, puis des mensonges ont été publiés dans la presse sur la faiblesse de l'armée russe, «la désintégration de l'armée de l'air russe» et le «désordre» de l'Union Soviétique, poussant les Allemands plus à l'est, leur promettant une cible molle, et continuant à dire: «Commencez juste une guerre avec les bolcheviks et tout ira bien. Il faut reconnaître que tout cela ressemble beaucoup à des incitations et des encouragements pour un agresseur.

« C'est ce qui caractérisait la clameur de la presse anglo-française et nord-américaine sur l'Ukraine soviétique. Des journalistes importants s'époumonaient jusqu'à en être enroués pour dire que les Allemands marchaient sur l'Ukraine soviétique, qu'ils tenaient déjà ce qu'on appelle l'Ukraine des Carpates, avec une population d'environ 700 000 personnes, et que les Allemands dès ce printemps annexeraient l'Ukraine soviétique, avec une population de plus de 30 millions, à cette Ukraine des Carpates. Il semble que ce chahut particulier ait pour but de provoquer la fureur de l'Union Soviétique contre l'Allemagne, d'empoisonner l'atmosphère et de déclencher un conflit avec l'Allemagne sans raison apparente. «

L'appel lancé à Hitler était clair et simple: si vous êtes attaqué, nous serons amenés à nous défendre. Et pendant que nous sommes occupés à nous combattre, « ils » diviseront nos ressources naturelles et, une fois de plus, saigneront l'Allemagne. Est-ce ce dont vous avez besoin, Adolf Hitler? Est-ce pour cela que vous avez fondé votre parti politique et que vous vous êtes mis à tirer l'Allemagne de l'abîme dans lequel elle était conduite par les politiciens vénaux de Weimar?

Et puis Staline parle sans détour à Hitler:

*« Il est encore plus révélateur que certains politiciens et journalistes influents en Europe et aux Etats-Unis aient perdu patience dans leur attente de la » marche sur l'Ukraine soviétique « et commencent eux-mêmes à exposer la véritable signification de la politique de non-intervention. Ils parlent directement et écrivent noir sur blanc que les Allemands les ont cruellement «déchus» parce que, au lieu de s'avancer plus à l'est contre l'Union Soviétique, ils se sont tournés vers l'ouest et exigent des colonies. **On pourrait penser que les Allemands ont reçu ces régions de la Tchécoslovaquie comme le prix de leur engagement à lancer une guerre contre l'Union Soviétique, et maintenant les Allemands refusent de payer la facture, ils ont clairement indiqué ce que l'Occident peut faire avec. «***

« Je ne suis pas du tout du genre à faire la morale sur la politique de non-intervention ou à parler de trahison ou de trahison, etc. Il serait naïf de prêcher la morale à ceux qui ne connaissent aucune morale humaine. La politique, c'est la politique, comme disent les vieux diplomates bourgeois endurcis. Il convient toutefois de noter que ce jeu politique gigantesque et dangereux, initié par les partisans de la politique de non-intervention, peut aboutir à un grave fiasco pour eux. »

On pourrait sans cesse débattre de l'impact exact de ce discours sur Hitler, mais la réalité est que peu de temps après, le Führer allemand refusa pour la première fois de suivre les « bons conseils » venant de Londres et commença à diriger son propre jeu.

L'historiographie occidentale admet généralement comme un truisme, qu'après l'occupation allemande des vestiges de la Tchécoslovaquie à la mi-mars 1939, l'Angleterre comprit « soudain » le fait évident que l'on ne pouvait plus croire en Hitler et qu'il était un agresseur intrinsèquement « fourbe ». Mais tout cela n'est qu'un mensonge destiné à dissimuler la laideur de la vérité.

La trahison et l'agression de Hitler envers ses « architectes » britanniques et américains ne pouvaient être attribuées au fait que l'Allemagne avait occupé les restes de la Tchécoslovaquie et les avait annexés, mais plutôt au fait qu'elle ne l'avait pas fait !

Afin de comprendre ce paradoxe étrange et très important, nous devons nous rendre à la ville de Bratislava, un marécage d'eau trouble selon les standards politiques européens, et à la ville encore plus « lointaine » de Hust en Transcarpatie, ^[25] qui est devenue un épiceutre de l'intrigue politique mondiale en mars 1939.



Nous rappelons que les promesses faites à la Tchécoslovaquie tant par l'Occident que par Hitler lui-même ne seraient pas valables si ce pays s'effondrait. Cela signifiait que, pour assurer une passation pacifique au Führer, il fallait que des conflits « irréconciliables » se déclenchent rapidement et conduisent à un schisme. Ainsi, la Tchécoslovaquie a été « soudain » submergée par un mouvement

²⁵ Après que la Hongrie ait reçu une partie de la Carpatho-Ukraine dans le cadre de la « première » partition de la Tchécoslovaquie en novembre 1938, la ville de Hust devint la capitale de la section de Transcarpatie (pour l'instant) restée aux mains tchécoslovaques avec les villes d'Uzhgorod et de Mukachevo.

séparatiste. Et après que les habitants des Sudètes aient été transférés en Allemagne, les Slovaques ont été immédiatement saisis d'une passion pour l'indépendance. [26]



Carte historique de la Tchécoslovaquie en 1918-1992. La Ruthénie subcarpathique est marquée dans la partie orientale du pays.

Le gouvernement de Prague a promis d'accorder l'autonomie aux Slovaques, et cette promesse a été tenue. Le 19 novembre 1938, une nouvelle loi constitutionnelle fut adoptée, reconnaissant officiellement l'autonomie de la Slovaquie et de la ... Ruthénie transcarpathique ... qui était une

partie de la Slovaquie habitée par des Ukrainiens ethniques. C'était le territoire que Hitler pouvait saisir pour provoquer un conflit avec l'URSS.

La presse allemande, qui n'avait été que récemment vivement indignée des ignominies subies par les Allemands des Sudètes aux mains des Tchèques, verse maintenant des larmes sur le sort des pauvres Slovaques. Les dirigeants du mouvement séparatiste, Jozef Tiso et Ferdinand Ďurčanský, lancent un appel public à Hitler, demandant protection contre leurs «opresseurs» tchèques. Les dirigeants de la Ruthénie transcarpathique initient des actions similaires en même temps, et un gouvernement qui y a été formé proclame l'indépendance de son propre pays. La désintégration de la Tchécoslovaquie était à ce moment un fait accompli, et tout se passait selon le plan préétabli. La Slovaquie annonce son indépendance et se sépare du pays, et la Transcarpatie ukrainienne se sépare de la Slovaquie elle-même exactement de la même manière. Ils se tournent ensuite tous deux vers le Führer.[27]

Les restes des terres tchèques eux-mêmes ont également été acquis par l'Allemagne avec également peu de perte de sang. Le résultat était destiné à être une rampe de lancement solide pour l'agression future contre l'URSS:

- Les nouvelles frontières du Reich sont maintenant en contact direct avec les frontières de l'Ukraine soviétique, ne faisant face qu'à une bande étroite (140-150 km) de territoire polonais. [28]
- Un nombre illimité de troupes allemandes pourraient être concentrées sur des terres contrôlées par le Reich, même si ces zones n'avaient été acquises que récemment.

²⁶ Quand un gouvernement commun pour ces deux peuples frères a été créé sur les cendres de l'ancien Empire austro-hongrois à la fin d'octobre 1918, personne n'aurait pu deviner que vingt ans plus tard, les Slovaques voudraient se séparer des Tchèques. Sous la monarchie des Habsbourg, les terres tchèques faisaient partie de l'Autriche tandis que la Slovaquie faisait partie de la Hongrie. S'étant arrachés à leurs «opresseurs» historiques, les Tchèques et les Slovaques déclaraient à cette époque que la Tchécoslovaquie était une république unie et indivisible.

²⁷ Parce qu'Adolf Hitler a violé les accords prévus, leur contenu exact est resté « off the record. » Peut-être la Slovaquie devait rester indépendante et le plan était seulement d'intégrer la Ruthénie Transcarpathique dans le Reich. Cependant, en termes de déploiement de troupes, il aurait été également plus facile de prendre Bratislava.

²⁸ Grâce à la victoire soviétique dans la Seconde Guerre Mondiale, la Slovaquie partage actuellement une frontière avec l'Ukraine.

- une situation très confortable a été créée, dans laquelle l'URSS a pu observer les troupes allemandes se préparer à l'agression, mais ne pouvait pas prendre de mesures proactives sans violer la souveraineté de la Pologne.

Après que les troupes aient été déployées et entraînées, tout ce qui aurait été nécessaire était un prétexte à la guerre qu'Hitler aurait facilement pu obtenir des nationalistes ukrainiens. La partie «soviétique» de l'Ukraine, criant de sous son joug, pourrait faire appel au Führer avec une demande d'être sauvé des bolcheviks. Cela serait particulièrement simple si le Reich créait une sorte de protectorat interne ou d'unité administrative appelée «Ukraine», qui pourrait ensuite absorber le reste. Il y avait donc beaucoup d'options, mais toutes nécessitaient, en premier lieu, l'annexion de la Ruthénie transcarpathique et de la Slovaquie au Reich. C'était la première chose qu'Hitler devait faire.

Mais qu'a-t-il fait en réalité? Lors d'une visite dans la capitale allemande le *13 mars 1939*, Jozef Tiso, le leader des nationalistes slovaques, fut chargé de convoquer une réunion d'urgence du Parlement slovaque et de proclamer l'indépendance de la Slovaquie. Le lendemain, le Premier ministre slovaque lit cette déclaration à haute voix au parlement et réduit fermement au silence les quelques députés qui tentent de discuter de la question. Ainsi, le *14 mars 1939*, une Slovaquie indépendante est née. Conformément au scénario, le nouvel Etat fait immédiatement appel à l'Allemagne avec une demande d'être placé sous sa protection. Le même jour, Emil Hácha, le président de l'État effondré de Tchécoslovaquie, arrive à Berlin.

Emil Hacha rencontre avec Adolf Hitler, Berlin, 14 mars 1939

Dans des livres écrits sur le Führer allemand, on peut lire comment le diabolique Hitler a forcé le président tchèque, qui souffrait d'une maladie cardiaque, à livrer son pays aux Allemands. Ces écrivains veulent faire croire à leurs lecteurs que la direction de la Tchécoslovaquie n'approuvait pas cette démarche. Mais en réalité tout s'est déroulé de manière pacifique et ordonnée. M. Hácha est venu à Berlin de sa propre initiative, qui



avait été annoncée le 13 mars, c'est-à-dire avant la déclaration d'indépendance des Slovaques. ^[29] Le train transportant le président tchèque est arrivé dans la capitale allemande à 22h40. Hácha était dans le bureau d'Hitler vers 01h15. Et il a parlé. Mais on aurait tort de supposer que le leitmotiv de son discours consistait en une tentative de préserver la liberté de son peuple. Hácha a été réduit à prétendre qu'il s'était souvent demandé si la Tchécoslovaquie devait rester indépendante ?! Et puis il exprima sa ferme conviction que le destin de son pays reposait entièrement entre les mains du Führer et, à ce titre, il fut rassuré quant à sa sauvegarde. ^[30]

Après que le président Hácha ait placé le destin de la nation tchèque dans les mains d'Adolf Hitler, le Führer perdit toute contenance. Il était submergé par une tempête d'émotion. « Il fit irruption dans la

²⁹ Shirer, William. *La montée et la chute du troisième Reich*. P. 443.

³⁰ Ribbentrop, Joachim. *Les Mémoires Ribbentrop*. Londres, 1954.

chambre de ses secrétaires et les invita à l'embrasser. «Les enfants, déclara-t-il, c'est le plus beau jour de ma vie. Je vais entrer dans l'histoire comme le plus grand Allemand de tous les temps ... » ^[31]

Il est important de saisir un fait intéressant qui se cache derrière la joie de Hitler. Le président tchèque, Hácha, avait demandé que les terres tchèques soient prises sous la protection du Troisième Reich, entraînant la création du protectorat de Bohême et de Moravie au sein de l'Etat nazi! C'était la même demande qui avait été faite par le dirigeant slovaque, Jozef Tiso. Hitler n'avait besoin que d'un jour ou, plus précisément, d'une nuit pour résoudre la question tchèque. Mais Hitler ne donna pas son accord à la pétition des Slovaques jusqu'au 16 mars. Même en supposant qu'il voulait d'abord clarifier la situation relative à la partie tchèque de ce pays dissous, on peut néanmoins observer certaines actions inhabituelles du dirigeant allemand dans la façon dont il a déterminé le sort de la Slovaquie. Bien qu'il ait généralement agi de manière décisive et à la vitesse d'une Blitzkrieg, dans ce cas-ci, au lieu d'annexer rapidement la Slovaquie, Hitler semble avoir traîné, voulant prolonger l'incertitude entourant son statut.

En effet, même après avoir accepté la demande de Bratislava le 16 mars, il n'y avait toujours pas d'éclaircissements définitifs sur la position juridique du nouvel État slovaque. Au lieu de convoquer les dirigeants slovaques à Berlin et de signer les documents nécessaires, Hitler quitta Berlin le 18 mars pour Vienne. ^[32] Ribbentrop et le ministre slovaque des Affaires étrangères, Vojtech Tuka, n'ont signé le « Traité de protection » entre la Slovaquie et le Reich que le 23 mars à Berlin. ^[33]

Ainsi, ce n'est que le 23 mars à midi que la Grande-Bretagne et la France ont appris que la Slovaquie ne rejoindrait pas le Troisième Reich.

Pendant neuf (!) jours entiers, Hitler avait soigneusement maintenu l'illusion que les Slovaques seraient incorporés. Pourquoi a-t-il délibérément causé ce retard? Parce qu'il avait décidé de négocier sans ses partenaires occidentaux. Au cours de la deuxième crise tchèque, Hitler, avec les Britanniques et les Français, a organisé une prise de contrôle des terres tchèques, de la Slovaquie et, naturellement, de la Ruthénie transcarpathique. Mais à la fin, Hitler n'annexa au Troisième Reich que les territoires tchèques. Ni la Slovaquie, ni la Ruthénie transcarpathique n'avaient été incorporées à l'Allemagne. Il s'avère que l'État allemand s'était encore renforcé et qu'il n'aurait tiré aucun profit à la planification d'une agression contre la Russie.

Rappelons-nous ce que Staline a dit le 10 mars 1939 : **« On pourrait penser que les Allemands ont reçu ces régions de la Tchécoslovaquie comme le prix de leur engagement à lancer une guerre contre l'Union Soviétique, et maintenant les Allemands refusent de payer la facture, ils ont clairement indiqué ce que l'Occident peut faire avec. »** Ainsi, quatre jours avant la proclamation de l'indépendance de la Slovaquie (14 mars), le dirigeant soviétique a prophétisé les actions d'Adolf Hitler et les a jugées avec une précision de 100%!

³¹ Cité dans le livre: Bullock, Alan. *Hitler et Staline: des vies parallèles*. P. 596. (Remarquons d'ailleurs qu'Adolf Hitler n'était nullement impudique à ce moment-là: il ne faisait que répéter les gros titres de la presse britannique qui citait son propre premier ministre, Neville Chamberlain, qui avait qualifié le Führer de « plus grand » Allemand de tous les temps. « [Preparata, Guido Giacomo. *Conjuring Hitler. How Britain and America Made the Third Reich*. P. 237])

³² Bullock, Alan. *Hitler et Staline: des vies parallèles*. Pg. 596.

³³ Shirer, William. *La montée et la chute du troisième Reich*. Pg. 449.

Dans la nuit du 15 mars 1939, les troupes allemandes traversèrent la Tchécoslovaquie. Elles occupèrent tout l'État en déliquescence – à l'exception de la Ruthénie transcarpatique ! Au lieu de pousser la frontière du Reich contre les frontières de l'URSS, l'Allemagne utilisa les territoires indépendants de la Slovaquie et de la Hongrie (qui avait été offerte avec la Transcarpathie) comme tampon entre elle-même et la Russie!

Les cercles politiques britanniques et français considéraient la décision d'Hitler du 15 mars comme une *erreur fatale* – c'est du moins ce qu'écrivit la majorité des historiens et des contemporains. Mais aucun d'eux ne veut réfléchir au vrai sens caché dans cette phrase.



Il y a un paradoxe de l'histoire dans le fait que, lorsque Adolf Hitler combattait en Espagne, harcelait les Juifs et mesurait les crânes de ses propres citoyens, il était considéré comme un politicien respectable par l'Occident. Mais dès qu'il avait décidé de ne pas attaquer l'Union Soviétique et avait refusé de s'approprier les Carpates, il fut immédiatement considéré comme un « agresseur défiant le monde ».

L'Occident prendra une ligne dure contre l'Allemagne, non pas à cause de l'incorporation des terres tchèques dans le Reich, mais à cause de la «non-incorporation» de la Slovaquie et de la «non-saisie» de la Ruthénie transcarpathique! Ceci annulait les plans pour lancer rapidement les hostilités allemandes contre l'URSS. Ce n'était pas le but pour lequel le nazisme avait été si soigneusement entretenu ; on n'a pas donné les Jeux olympiques à Hitler, fourni de l'aide dans ses batailles en Espagne, détourné les yeux de son réarmement, fait en sorte que des nations et des peuples entiers lui soient livrés, pour que l'Allemagne croisse en force et en puissance. [34]



³⁴ En vérité, Hitler a dupé tout le monde: il a annexé la Bohême et la Moravie, asservi économiquement la Slovaquie, et a offert un cadeau à la Hongrie. La France a perdu la face ainsi qu'un allié important. Au 1er juin 1939, 40 000 ouvriers tchèques étaient envoyés travailler dans le Reich. En conséquence, un nombre égal de travailleurs allemands pouvaient revêtir des uniformes militaires et partir servir dans les trois divisions de chars de la Wehrmacht équipées avec des chars et des camions tchèques.

Voyons maintenant les dates et les événements de cette tempête de mars 1939, afin d'établir avec certitude qu'Hitler a subitement été redéfini comme un « agresseur », non pas parce qu'il a pris le contrôle de la Tchécoslovaquie qui était sans défense, mais parce qu'il l'a fait d'une manière totalement contraire à ce qui avait été négocié avec les représentants de l'Occident.

14 mars 1939. La Slovaquie déclare son indépendance et demande protection. Le président tchèque Emil Hácha se rend à Berlin de son propre chef.

15 mars 1939. Le président Hácha signe un accord pour incorporer les terres tchèques dans le Troisième Reich sous le nom de protectorat de Bohême et de Moravie, et conserve ainsi sa position de chef du pays. A 6h00, sans annonce officielle, les unités de l'armée hongroise commencent leur occupation de la région subcarpathique.

Le gouvernement britannique avait reçu des informations explicites sur les événements à venir quatre jours plus tôt. Par conséquent, la Grande-Bretagne a réagi aux mouvements de « l'agresseur » de manière très calme et amicale, comme l'a dit dans son [discours le Premier ministre Chamberlain](#) : « ... *la Diète slovaque a déclaré l'indépendance de la Slovaquie. L'effet de cette déclaration a mis fin à la désorganisation interne de l'Etat dont nous avons proposé de garantir les frontières... et le Gouvernement de Sa Majesté ne peut donc plus se tenir pour lié par cette obligation.* » En d'autres termes, il n'y a pas eu violation de l'accord de Munich. La Tchécoslovaquie s'est désintégrée toute seule ...

Le même jour, l'ambassadeur britannique, Neville Henderson, envoya une note au gouvernement allemand: «Le gouvernement de Sa Majesté ne désire pas intervenir inutilement dans une affaire dans laquelle d'autres gouvernements pourraient être plus directement concernés ...» ^[35]

L'Angleterre n'exprime pas de mécontentement, mais tente de maintenir une façade de respectabilité en se cachant derrière une profusion de phrases fleuries. Cela signifie que pour l'instant tout se déroule conformément au script convenu.

16 mars 1939. Hitler répond à la demande des Slovaques d'être pris sous sa protection, mais ne signe pas encore de traité avec eux. Une atmosphère d'incertitude règne, comme si les questions clés pour les diplomates occidentaux – l'incorporation de la Slovaquie et de la Ruthénie subcarpathique – étaient enveloppées de brouillard.

17 mars 1939. Dans une note spéciale, le gouvernement allemand proclame au monde l'établissement du protectorat de Bohême et de Moravie. Le brouillard voilant les actions de l'Allemagne a commencé à se dissiper – Hitler n'a annexé que les terres tchèques. La Slovaquie n'a toujours pas de traité avec l'Allemagne, à l'exception de la promesse verbale du Führer de prendre cette nation slave sous sa protection. Mais quelque chose d'étrange se préparait dans la Ruthénie subcarpathique: des troupes étaient entrées et il y avait des combats, en plus de la déclaration des dirigeants hongrois concernant la prise de contrôle de la région. Ces événements avaient manifestement fait dérailler les plans soigneusement élaborés, mais à l'époque aucune image complète et claire de la situation n'était disponible. Les dirigeants occidentaux ont commencé à s'inquiéter.

C'est alors que le premier ministre britannique, [Neville Chamberlain](#), commence soudain à y voir clair. Dans son discours à Birmingham, il se rétracte de ses propres mots deux jours auparavant. Ceux qui étaient en Grande-Bretagne et dans le monde entier (le discours était diffusé par radio) ont pu

³⁵ Shirer, William. La montée et la chute du troisième Reich. P. 451

écouter le chef de l'une des grandes puissances inverser complètement son évaluation de la disparition de la Tchécoslovaquie deux jours auparavant. [36]

Mais rien de nouveau ne s'était passé entre le 15 et le 17 mars ! Hitler avait déjà pris possession des terres tchèques, une action dans laquelle ni le Foreign Office britannique, ni Chamberlain lui-même, n'avaient rien vu de « criminel ». Deux jours passent, et ensuite Chamberlain s'excuse pour sa précédente « déclaration faite avec beaucoup de retenue et de prudence ... quelque peu tranquille et objective » Mais il poursuit sur un tout autre ton : « ... nous avons déclaré que toute autre question qui pourrait concerner nos deux pays devrait être traitée par la méthode de la consultation... La question ne se pose-t-elle pas inévitablement dans nos esprits, s'il est si facile de découvrir de bonnes raisons d'ignorer des assurances si solennellement données et à plusieurs reprises, quelle confiance peut-on accorder à d'autres assurances provenant de la même source ? » » [37]

Que s'est-il passé pendant ces deux jours qui a directement inquiété le gouvernement de la Grande-Bretagne ? Y a-t-il eu quelque chose de nouveau concernant les Tchèques ? Non, ce pays n'existait plus au moment où la première note a été écrite. La Slovaquie a-t-elle subi une métamorphose ? Non, elle avait déclaré son indépendance et cela n'avait pas été refusé. L'entrée des troupes hongroises en Sub-Carpathie avait-elle vraiment jeté un si grand voile sur l'amitié germano-britannique ? Qu'est-ce que Hitler avait fait au cours des deux derniers jours qui soit tellement extrême que le chef du gouvernement britannique commence à s'adresser à lui différemment ? POUR LA PREMIÈRE FOIS, Hitler refusait de se comporter de la manière qui lui était proposée. **Maintenant, ils ne pouvaient plus être certains que l'Allemagne attaquerait l'URSS dans un avenir proche !**

Mais il était encore possible pour Hitler de rectifier la situation. Il pourrait annexer la Slovaquie au Reich et ainsi revenir au scénario convenu précédemment. Par conséquent, bien que des notes de fermeté aient pu être entendues dans le discours de Chamberlain, elles ne marquaient pas un véritable tournant. C'était un avertissement.

18 mars 1939. Hitler s'envole pour Vienne pour célébrer l'anniversaire de l'Anschluss. Les troupes hongroises entrent dans la capitale de Sub-Carpathie, la ville de Hust.

19 mars 1939. Paris et Londres analysent fiévreusement la situation qui était en train de se développer. L'ambassadeur français en Allemagne, Robert Coulondre, déclare au ministre des Affaires étrangères français, Georges Bonnet : « Après l'annexion de la Bohême et de la Moravie par le Reich et le transfert de la Slovaquie à la tutelle allemande, je voudrais essayer de décrire la situation résultant de ces changements, qui a radicalement changé la carte de l'Europe, afin de déterminer dans quels domaines le dynamisme allemand va s'étendre, et d'examiner *si nous croyons encore que ce dynamisme est dirigé uniquement vers l'est*, et tirer les conclusions pratiques de tout cela pour nos

³⁶ Les gouvernements de tous les pays occupés par les Allemands ont trouvé refuge à Londres pendant la Seconde Guerre mondiale. Et la direction de la Tchécoslovaquie n'a pas fait exception. Ce qui est intéressant, cependant, c'est la date de sa « création » dans la capitale anglaise : juillet 1940 ! En d'autres termes, 16 mois après la disparition de la Tchécoslovaquie de la carte politique. Pourquoi les Britanniques ont-ils mis si longtemps à accepter la création de ce nouveau gouvernement d'un pays « victime de l'agression allemande » ? Parce qu'ils espéraient encore parvenir à un accord amiable avec Hitler et tentaient une fois de plus de ne pas le mettre en colère. Ce n'est qu'après la signature par la France d'un armistice le 22 juin 1940 dans la forêt de Compiègne, et le début d'une période très difficile qui commençait pour la Grande-Bretagne, que les Anglais se trouvèrent dans le besoin de tous leurs alliés. Ce n'est qu'alors que le nouveau gouvernement de la République tchécoslovaque a pu trouver un logement, du temps et de l'argent.

³⁷ McSherry, James. Staline, Hitler et l'Europe : les origines de la Seconde Guerre mondiale, 1933-1939. Pg. 130

dirigeants. Il y a des preuves que lors de la planification des opérations contre la Bohême et la Moravie, les dirigeants nazis ont également envisagé que dans un avenir assez proche, ils pourraient même aller plus loin vers l'Est. Selon les informations que nous avons à l'heure actuelle, il y a lieu de penser que l'armée allemande avait l'intention d'occuper toute la Slovaquie et même la Ruthénie subcarpatique, »^[38] lit-on dans la lettre de Coulondre.

Il y a encore de l'espoir que Hitler avance vers l'Est s'il est correctement mis au pas.

20 mars 1939. Le gouvernement américain rappelle son ambassadeur de Berlin en signe de protestation contre le démembrement de la Tchécoslovaquie qui avait eu lieu cinq (!) Jours auparavant.

21 mars 1939. Le gouvernement lituanien reçoit une note de Berlin selon laquelle ses plénipotentiaires doivent arriver à Berlin le lendemain dans un avion spécial pour signer les papiers nécessaires au transfert du district de Memel à l'Allemagne.^[39] Un refus conduira à l'usage de la force par le gouvernement allemand. La Lituanie toute seule ne peut pas combattre l'Allemagne, et l'Angleterre et la France ne font aucune déclaration pour sa défense, car elles essaient de donner un sens à l'évolution de la situation.

Les diplomates européens ne sont manifestement pas sur le point de s'engager dans les affaires lituaniennes car il devient clair qu'Hitler échappe à tout contrôle. Le président de la République française, accompagné de son ministre des Affaires étrangères, effectue un voyage urgent dans la capitale britannique pour une visite officielle. « Le Chambellan français suggéra que leurs deux pays se joignent à la Pologne et à l'Union Soviétique dans une déclaration formelle déclarant que les quatre nations se consulteraient immédiatement sur les mesures à prendre pour stopper toute nouvelle agression en Europe. »^[40]

« Les dirigeants européens comprenaient soudain le caractère agressif d'Hitler et se rendaient compte que la seule façon de l'arrêter n'était pas par des concessions, mais par la force », c'est ainsi du moins que les historiens interprètent les actions des politiciens britanniques et français. Mais cela ne tient pas compte du fait que, le 18 mars, le commissaire du peuple soviétique aux affaires étrangères Maxim Litvinov avait déjà suggéré de convoquer une conférence européenne, à laquelle assisteraient la France, l'Angleterre, la Pologne, la Russie, la Roumanie, et la Turquie. » L'Union Soviétique avait fait la même proposition que le Royaume-Uni, mais à cette époque, Chamberlain avait jugé l'idée « prématurée » et le gouvernement français n'avait même pas honoré Moscou d'une réponse. Pourquoi le Premier ministre britannique a-t-il rejeté la suggestion des diplomates soviétiques? Pourquoi les dirigeants de la France n'ont-ils même pas répondu? Parce que cet Hitler « agressif » avait dévoré, trois jours auparavant, ce qui restait de la Tchécoslovaquie. Qu'attendait le chef du gouvernement britannique? Que les troupes allemandes se retirent « soudain » des terres tchèques et slovaques? Non, Chamberlain donnait le temps à Hitler de revenir à la raison. Et d'incorporer la Ruthénie subcarpathique dans le Reich.

³⁸ Documents et matériaux Du point de vue de la Seconde Guerre Mondiale (édition russe), Moscou, 1948. Vol. 2. Pgs.49-50.

³⁹ La ville de Memel est actuellement connue sous le nom de Klaipėda.

⁴⁰ Shirer, William. La montée et la chute du troisième Reich. Pg. 460.



La Prusse orientale après que l'ultimatum ait été exécuté ; la région de Klaipėda / Memelland est représentée en bleu et la Prusse orientale en rose.

Le 23 mars 1939. Tôt le matin du 23 mars (à 1h30 du matin), la Lituanie signe un accord de cession de Memel à l'Allemagne. Comme concession, les Lituanais bénéficient d'une zone franche dans ce port qui leur a été enlevé. Londres ou Paris n'ont pas réagi à cette annexion allemande, en dépit du fait que l'Angleterre et la France étaient les garantes du statut de Klaipėda.

Maintenant, il n'y avait aucune raison de retarder une décision concernant la Slovaquie.

Immédiatement après la signature des documents avec la Lituanie dans la capitale du Reich, un «Traité de protection» entre Berlin et Bratislava est signé. Cette torpeur étrange de la part de Hitler, qui était un adepte des actions de type Blitzkrieg, était motivée par le désir de créer une situation incertaine. Hitler était si rusé que les diplomates occidentaux ne savaient pas comment le gérer. Le Führer allemand ne semblait pas violer les accords, mais il prenait des mesures qui étaient en contradiction avec ce qui avait été arrangé à Londres. Et tandis que l'Occident étudiait et évaluait les actions du chancelier allemand, il augmentait la pression, reprenant les territoires que l'Allemagne avait perdus à la fin de la Première Guerre Mondiale.

Après avoir mis l'Angleterre et la France devant le *fait accompli*, Hitler était alors prêt à entamer le prochain tour de négociations avec ses partenaires. Mais maintenant, sous les termes d'une nouvelle situation et de nouvelles conditions. Adolf Hitler avait des raisons très importantes de croire au succès de ces pourparlers. En dépit de toutes les protestations bruyantes à propos de la pauvre et malheureuse Tchécoslovaquie, la Banque d'Angleterre avait donné à l'Allemagne chaque penny des réserves d'or tchèques qui étaient stockées à Londres – la totalité des six millions de livres. ^[41]

Et le 30 mai 1939, le secrétaire d'Etat au ministère allemand des affaires étrangères, Ernst Freiherr von Weizsäcker, informa le chargé d'affaires soviétique à Berlin, Georgy Astakhov, qu'il y avait une chance d'améliorer les relations soviéto-allemandes. Le diplomate allemand souligna qu'en refusant de prendre la **Ruthénie subcarpathique**, un motif de guerre avait été éliminé ... et l'URSS et l'Allemagne commencèrent à se diriger vers le pacte de non-agression si détesté par l'historiographie occidentale.

⁴¹ *Preparata, Guido Giacomo.* Conjurer Hitler. Comment la Grande-Bretagne et l'Amérique ont fait le Troisième Reich. Pg. 242.

XV– La Pologne trahie



La vérité sur les racines du conflit germano-polonais qui a mené à la Seconde Guerre Mondiale a toujours été soigneusement dissimulée. Afin de masquer le détestable agenda politique des puissances occidentales, le mythe a d'abord circulé qu'Hitler était fou, possédé par une manie de s'emparer du monde, et que par conséquent sa nature agressive l'a forcé à attaquer tous ses voisins un par un, jusqu'à ce qu'il soit finalement puni par les forces de l'humanité progressiste. Encore plus, ces dernières années, un nouveau mythe a été inventé selon lequel la Seconde Guerre Mondiale était en fait une bagarre entre deux dictateurs, au cours de laquelle des « victimes innocentes » comme la Pologne et les États baltes avaient été broyées par les meules de l'histoire.

Mais en 1939, Hitler ne pensait pas à une guerre majeure et ne rêvait certainement pas d'une domination mondiale. Il voulait devenir un partenaire égal des États-Unis et de la Grande-Bretagne et ne se préparait nullement à les combattre. Mais ce n'est pas si facile d'être admis dans le club des puissances élues. Pour l'Allemagne hitlérienne, le « ticket d'entrée » devait être la destruction de l'Union Soviétique.

C'est seulement quand Hitler a refusé de poursuivre le scénario qui avait été tracé pour lui à Londres ([l'annexion de la Ruthénie subcarpathique en mars 1939](#), qui aurait servi de casus belli direct pour la guerre avec l'Union Soviétique), que l'Occident a soudain pris une position sévère et implacable contre *le Führer*. On a entendu des discours des dirigeants de l'Angleterre et de la France dénonçant la nature agressive d'Hitler. Les alliés de Londres et de Paris relevèrent d'autant plus la tête, **surtout les Polonais**.

A l'époque cela semblait très étrange. Après tout, les relations de Varsovie avec l'Allemagne nazie avaient été plutôt tendres et amicales, ce qui n'est pas surprenant: les deux puissances devaient leur ascension à la Grande-Bretagne, à la France et aux États-Unis. Tout doute à ce sujet peut être levé en regardant la date à laquelle la Pologne est née: **le 11 novembre 1918**. C'était le **11 novembre 1918** que la délégation allemande a signé avec les Alliés dans la forêt de Compiègne un armistice qui ressemblait tellement à une reddition inconditionnelle ! Les patriotes polonais avaient décidé de déclarer immédiatement l'indépendance de leur pays, en profitant du soutien inconditionnel des vainqueurs. Il n'est pas étonnant que la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis aient

officiellement reconnu la Pologne le jour suivant. C'est ainsi que commence l'histoire mouvementée de la renaissance de l'Etat polonais.



Josef Pilsudski à Minsk, 1919

Moins de six mois plus tard, en mars 1919, [les Polonais commencèrent à bricoler activement une «Grande Pologne»](#) à l'intérieur de ses frontières du XVIe siècle. Et puisque cela nécessitait de réquisitionner des parties de la Russie, ils ne manquaient pas d'aides et de sponsors. Les Américains s'étaient chargés d'équiper entièrement l'armée polonaise. Ils ont habillé les soldats de façon impeccable et les ont bien nourris. Cependant, une plus grande

Pologne « de la mer à la mer ensoleillée » n'a pas pu être établie.

Mais les Polonais n'avaient pas perdu leur belligérance. Repoussés à l'Est, ils avaient commencé à marauder dans l'Ouest. En octobre 1920, violant sans le [vergogne l'accord de Suwałki](#), les forces polonaises avaient pris Wilno (Vilnius) et la région de Vilnius de la Lituanie nouvellement indépendante. Sept mois plus tard, la Pologne avait commencé l'invasion d'une Allemagne tombée dans l'anarchie et le chaos. Le but de l'invasion était de prendre la Haute-Silésie, riche en industries et en mines de charbon. Le contexte historique de cette agression est très intéressant. Lors de la conférence de paix de Versailles, il avait été décidé de résoudre pacifiquement le différend germano-polonais par un référendum. La Pologne avait furieusement agité la partie polonaise de la population et avait même provoqué des insurrections à plusieurs reprises, voulant mettre l'Allemagne et la communauté internationale devant le fait accompli de la Pologne. Cependant, des volontaires allemands et la police avaient réprimé les tentatives de coup d'état, et [le vote a quand même eu lieu le 20 mars 1921](#). Ceux qui soutenaient l'incorporation à l'Allemagne ont gagné, recueillant presque deux fois plus de voix que leurs adversaires.

Après avoir perdu le plébiscite, la Pologne mena un soulèvement en Silésie, soutenu par [une invasion de l'armée polonaise le 3 mai 1921](#). La Grande-Bretagne, la France et les États-Unis avaient encouragé cette agression et avaient ordonné au gouvernement de Weimar de ne pas permettre à l'armée allemande de résister aux Polonais. Si la Reichswehr devait s'impliquer, les alliés interviendraient en faveur de la Pologne. Ainsi, l'armée allemande ne fit rien et seules des unités de volontaires allemands (les «Freikorps») s'étaient battus contre les Polonais. En conséquence, les Allemands ont été repoussés et une partie de cette province fut capturée. En octobre 1921, la Conférence des ambassadeurs des principales puissances alliées et associées, ignorant les résultats du vote, légittima l'annexion polonaise et décida de transférer 30% de la Haute-Silésie à la Pologne (dont 30% contenaient 95% des réserves de charbon de la région).



Une affiche polonaise de propagande: Votez pour la Pologne et vous serez libre ...

La nouvelle Pologne est née dans une atmosphère d'agression et de violation des traités. Ce genre de réputation, ainsi que [l'existence de camps de concentration](#), semble incompatible avec l'idée d'un État démocratique. Cependant, la Pologne, la future «victime» de l'agression nazie, n'a jamais été un état démocratique. Une fois Józef Piłsudski installé comme dirigeant de la Pologne en 1926, le gouvernement polonais devint une dictature militaire à égalité avec celle des nazis. Il n'est pas surprenant que malgré le conflit sur la Silésie, une fois Adolf Hitler arrivé au pouvoir, l'Allemagne et la Pologne aient développé des relations très chaleureuses. La Pologne a été le premier pays avec lequel le nouveau Chancelier allemand a signé un important document de politique étrangère: [le](#)

[26 janvier 1934, l'Allemagne et la Pologne ont conclu un pacte de non-agression de dix ans](#). Cela a été suivi par beaucoup plus de négociations bilatérales qui ont en commun une caractéristique – elles incluraient des discussions d'action commune à prendre contre l'Union Soviétique.

Les pourparlers entre l'Allemagne nazie et la Deuxième République polonaise au sujet d'une marche commune sur l'URSS ont duré longtemps, mais jusqu'à ce que Hitler approche des frontières soviétiques, ils étaient plus théoriques que pratiques. La division sans scrupule de la Tchécoslovaquie en octobre 1938, bénie par les puissances occidentales (la Pologne occupait alors [la région de Těšín](#)) était l'avancée la plus notable de l'armée allemande au plus près de l'Union Soviétique. Il était prévu de régler les différends territoriaux entre l'Allemagne et la Pologne de la même manière, c'est-à-dire à l'amiable. » *En 1938, les Alliés convinrent que la Pologne deviendrait un satellite allemand* », comme si de rien n'était, [écrit](#) l'historien britannique AJP Taylor. Le « pic » de l'amitié germano-polonaise – leur « lune de miel » – a été pendant la [période](#) » [post-Munich](#) « : fin 1938 – début 1939 ...



Avec l'ascension de Hitler au pouvoir, les Polonais avaient développé une attitude idiosyncratique envers les Allemands. Des organisations pro-nazies d'Allemands ethniques, comme l' [Union populaire allemande en Pologne](#) et le [Parti allemand des jeunes en Pologne](#), commencèrent à se développer rapidement. Ces deux organisations étaient financées et dirigées depuis l'Allemagne et avaient même envoyé un représentant au Sejm polonais. Les idées nazies étaient activement médiatisées et promues parmi les Allemands locaux. En 1937, environ 105 journaux et magazines de langue allemande étaient publiés en Pologne, et une vingtaine d'entre eux étaient des publications quotidiennes. La grande majorité de ces périodiques étaient contrôlés par le ministère de la propagande du Reich, dirigé par [Joseph Goebbels](#) .



Kurt Daluege (premier rang, 4ème à partir de la gauche) et le Général Joseph Kordian Zamorski (premier rang, 5ème à partir de la gauche) à Cracovie, novembre 1936. Source: Archives Numériques Nationales de Pologne.

Des liens entre les deux gouvernements ont également été établis à différents niveaux. D'éminents Polonais ont rendu des visites amicales au Troisième Reich, et les dirigeants nazis ont fait de même avec leur «frère» de Pologne. En janvier

1938, le SS-Oberst-Gruppenführer [Kurt Daluege](#) vint à Varsovie, et deux mois plus tard, il partit pour Vienne organiser un «référendum». Daluege, un commandant de la police allemande (Sipo), a naturellement partagé les «secrets» de sa profession avec le général Kordian Zamorski, le chef de la Police d'état polonaise. Cependant, le «pan generał» a certainement apporté sa propre contribution. La police polonaise emploie dans son travail des méthodes encore plus cruelles que celle des Allemands: coups, tortures et arrestations injustifiées. Ils avaient l'habitude d'abattre les détenus au moindre signe de résistance ou tentative de s'échapper. À qui les policiers polonais s'en sont-ils pris de manière si impitoyable? Aux criminels et aux pickpockets? Non, aux opposants politiques de la classe dirigeante à Varsovie, aux communistes et aux nationalistes ukrainiens.

La coopération allemande et polonaise était si étroite que Kordian Zamorski avait reçu une invitation à participer au rassemblement de Nuremberg du parti nazi en tant qu'invité (!). C'est là que le «Genosse» polonais rencontra Hitler lui-même. Il était rare que des étrangers soient invités à un rassemblement du NSDAP, et encore moins soient honorés d'une conversation personnelle avec le Führer. Mais Hitler et ses acolytes avaient toujours une politique de la porte ouverte pour les Polonais. Et ce n'était pas seulement dans l'Allemagne nazie que la courageuse police polonaise était appréciée et respectée. Un mois plus tard, le 7 octobre 1938, le général Kordian Zamorski rendait visite à Kurt Daluege à Berlin, durant son voyage à Rome pour le congrès du parti fasciste italien.



Himmler et Kordian Zamorski

Mais l'amitié germano-polonaise ne se limita pas à ce lien personnel entre les chefs de sécurité des deux pays: en décembre 1938, le ministre allemand de la Justice, Hermann Frank, se rendit à Varsovie et même Heinrich Himmler arriva le 18 février 1939. Les autorités polonaises ne furent pas découragées par l'antisémitisme féroce des nazis et cela ne gêna en rien leur solide amitié germano-polonaise.

Hitler, qui était encore prêt (à l'époque) à remplir ses obligations envers l'Occident, se concentra principalement sur deux questions concernant sa relation avec Varsovie: le retour au Reich des terres qu'il avait perdues en Pologne après la Première Guerre Mondiale, et le soutien militaire de l'armée

polonaise lors de sa future attaque contre l'Union Soviétique. Comme le deuxième point était extrêmement important pour Hitler, il a abordé le premier problème discrètement et par la diplomatie. Hitler se comportait comme un gentilhomme envers la Pologne – tant que les Polonais eux-mêmes ne faisaient aucun geste précipité ou effronté pour gâcher leur relation avec le Reich dans l'obéissance à un ordre de Londres.

Nous verrons le pourquoi et le comment de ce qui s'est passé dans la deuxième partie de « La Pologne trahie ».



Gen. Malinowski tłumaczy na mapach niemieckim gościom sytuację operacyjną, wytworzoną podczas manewrów. Największe w historii II RP manewry wołyńskie w 1938 r. były swego rodzaju grą wojenną na pokaz dla delegacji niemieckiej, której miały ukazać sprawność WP i jego gotowość do wojny z RKKA, a także dla delegacji sowieckiej, której z kolei miały posłużyć za przestrożę, gdyby władze ZSRS chciały ruszyć Czechosłowacji z sojuszniczą pomocą.

Le général polonais Malinowski expliquant la situation opérationnelle aux invités allemands nazis lors de manœuvres militaires en Volhynie (actuellement l'Ukraine occidentale) en 1938. Cette démonstration visait à prouver la capacité des Polonais à vaincre l'Armée rouge.



Dans les chapitres précédents, nous avons examiné les relations cordiales entre l'Allemagne nazie et la Deuxième République polonaise dans les années 1930 qui n'étaient troublées que par un conflit territorial mineur, insignifiant comparé aux ambitions des deux pays de l'Est ...

Les Allemands offraient une solution pacifique et civilisée au problème territorial – un référendum devait avoir lieu dans les zones contestées [**Note de OR : [corridor de Dantzig](#)**], ce qui permettrait de résoudre tous les problèmes. Si les habitants de ce qui était connu sous le nom de «Corridor» décidaient que leurs terres retourneraient en Allemagne, la Pologne recevrait une ligne ferroviaire avec un statut extraterritorial à l'intérieur de ses frontières, plus une autoroute *Reichsautobahn* qui lui préserverait l'accès à la mer Baltique. Et si le « Corridor » restait sous contrôle polonais, alors l'Allemagne aurait en compensation ces options de transport. Hitler ne demandait pas aux Polonais de rendre Danzig pour rien. Il était prêt à garantir les nouvelles frontières de la Pologne, à étendre le **[pacte de non-agression germano-polonais](#)** et à garantir des droits spéciaux aux Polonais dans la nouvelle Danzig allemande. Et un morceau de l'Ukraine soviétique ferait plus que compenser la perte de son territoire à la Pologne. Ce sont des offres assez généreuses, mais la Pologne les a rejetées. La prédisposition des Polonais à avoir de bonnes relations avec l'Allemagne avait des causes externes, et avaient été définies loin des frontières polonaises.



Une carte allemande de 1933 des régions perdues intitulée « Le triomphe de la Pologne sur Wilson: l'incorporation de Pomerelia en Pologne ».

Le 21 mars 1939, les Polonais changèrent radicalement d'attitude vis-à-vis des propositions allemandes. Ce même jour, les Allemands auraient prétendument présenté à la Pologne un ultimatum leur demandant de remettre immédiatement Danzig et le «Corridor» à l'Allemagne. Mais ce n'était pas vrai. Les Allemands n'ont rien proposé de nouveau aux Polonais ce jour-là. Ils attendaient une réponse à leurs propositions antérieures qui étaient très conciliantes. Le ministre polonais des Affaires étrangères **Józef Beck** devait donner la réponse, et il était attendu ce jour-là à Berlin. Mais il n'est jamais venu. Au lieu du ministre, c'est l'ambassadeur de Pologne, **Józef Lipski**

qui arrive. Le patron du ministère allemand des Affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop, avait deux choses à dire à l'envoyé polonais. La première était que l'Allemagne attendait de Varsovie qu'elle accepte ses propositions. La seconde était une question. Pourquoi le ministre polonais des Affaires étrangères, Józef Beck (qui devait arriver dans la capitale allemande pour l'acceptation finale du plan allemand) a-t-il **pris l'avion ce jour-là pour Londres au lieu de Berlin ?**

C'était facile à expliquer: dès que **[Hitler a démontré l'audace de traiter avec les Slovaques et les Ukrainiens](#)** différemment des instructions qu'il avait reçues, la teneur de la politique britannique avait immédiatement changé. Et après cela, la gentry polonaise «indépendante» avait également changé de ton. Ce jour-là, **le 21 mars 1939**, La Grande-Bretagne « proposa brusquement » que l'URSS et la France annoncent des consultations immédiates sur la manière d'arrêter « toute nouvelle agression en Europe ». Le même jour, les dirigeants des pays occidentaux se réunirent précipitamment à Londres pour décider de ce qu'ils allaient faire avec l'incontrôlable Hitler. Le ministre des Affaires étrangères de la Pologne «indépendante» avait également pris l'avion. Il avait une bonne raison de le faire. Les Polonais furent rapidement informés de la nouvelle «politique générale». Auparavant, ils avaient fait de leur mieux pour satisfaire les Allemands, mais ils devaient maintenant prendre une ligne aussi dure

que possible contre eux. Et pour que la Pologne n'eût pas peur de prendre un tel ton avec l'Allemagne, l'Angleterre, subitement et sans aucune demande des Polonais, émit une garantie de protection militaire.

Cinq jours passèrent, et le **26 mars 1939, l'ambassadeur polonais Lipski remit à Ribbentrop un mémorandum du gouvernement polonais, qui rejetait sans ménagement la proposition allemande de retour de Dantzig.** Lipski lui-même avait placé le point définitif sur le « I » en déclarant: » *Toute nouvelle tentative de poursuivre les plans allemands, en particulier concernant le retour de Danzig au Reich, signifierait la guerre avec la Pologne.*»

L'ambassadeur de Pologne, Josef Lipski, lors d'un rassemblement du parti nazi, à Nuremberg, en Allemagne, le 10 septembre 1938; 7 mois plus tard, il osera rejeter les propositions allemandes sur le corridor de Dantzig. Source: Archives fédérales allemandes



C'était un revirement complet dans la position diplomatique de la Pologne. Ils avaient clairement fait savoir à Hitler que la Pologne ne négocierait plus avec lui et qu'elle était tout à fait prête à défendre sa position par la force. Et pour

dissiper tout doute pour Berlin, les Polonais poursuivirent une série d'actions résolument hostiles: la plupart du personnel de l'ambassade de Pologne à Berlin, ainsi que les membres de la communauté expatriée, renvoyèrent leurs femmes et leurs enfants en Pologne ; des étudiants polonais qui étudiaient dans la capitale allemande rentrèrent chez eux, et les consuls polonais reçurent l'ordre de brûler tous les papiers et archives secrets. Le 23 mars, une mobilisation partielle de l'armée polonaise est annoncée. Et le lendemain, les Allemands reçurent ce mémorandum «sans cérémonie». Le 27 mars 1939, le président polonais émit un décret autorisant 1,2 milliard de zlotys supplémentaires pour la défense.

Ces actions étaient celles d'un pays qui avait un pacte de non-agression avec l'Allemagne ! C'était la même Pologne qui, **une semaine auparavant, était considérée comme le principal partenaire de la future campagne orientale du Führer!** Mais Hitler fut contraint de reporter cette campagne lorsque la Pologne a réagi en annonçant une mobilisation partielle. Et c'est ce geste qui a directement conduit à la guerre! Il est important de noter que même alors, la position de l'Allemagne ne représentait aucune menace pour la Pologne. Il n'y a pas eu de mobilisation au sein du Reich et aucune menace contre Varsovie n'avait été faite. **Les Allemands n'avaient même pas de plan militaire pour attaquer la Pologne!** Même le critique le plus passionné de l'agression hitlérienne serait forcé d'admettre que ce n'était pas avant *le 1er avril 1939* que Hitler donna l'ordre d'élaborer un plan pour attaquer la Pologne. Et même la première ébauche de ce plan n'était pas prêt avant la mi-avril 1939.

Il était absolument clair pour Hitler que l'Allemagne ne pouvait laisser son arrière-pays exposé à la Pologne, une nation dirigée de Londres et qui obéissait docilement à tous les ordres reçus des Britanniques. Le même «obstacle» polonais qui coupait sa route vers l'Est mettaient brusquement le couteau sous la gorge de l'Allemagne. Hitler a dû se battre, non pas parce qu'il était un agresseur maniaque, mais parce que son économie était fortement militarisée. Pour l'instant, il devait déterminer quelle direction devrait prendre la prochaine étape. Mais quelle que soit cette direction – Est ou Ouest – la Pologne pouvait lancer une attaque contre l'Allemagne à tout moment qui conviendrait à Londres. **Hitler devait résoudre ce problème rapidement.**



Ainsi, le **31 mars 1939**, 16 jours après l'entrée de Hitler à Prague, le Royaume-Uni, qui jusque-là n'avait « pas remarqué » la nature agressive de l'Allemagne et avait livré l'Autriche et la Tchécoslovaquie à Hitler, et lui avait humblement remis la Sarre et la Rhénanie, était maintenant prêt à le combattre. Ce jour-là, le Premier ministre britannique, Neville Chamberlain, fit une [déclaration officielle](#), affirmant que « dans l'éventualité de toute action menaçant clairement l'indépendance de la Pologne et à laquelle le gouvernement polonais jugeait indispensable de résister », la Grande-Bretagne apporterait son soutien à Varsovie.

Ce n'était pas l'Allemagne, mais la Pologne et la Grande-Bretagne qui avaient violé leurs propres traités! La Pologne avait violé le [traité germano-polonais](#) en annonçant une mobilisation, puis l'avait de nouveau violée en acceptant les promesses britanniques de garantir sa sécurité. Le traité entre la Pologne et l'Allemagne interdisait tout conflit entre les deux pays et, après la signature d'un traité avec les Britanniques, les Polonais étaient alors *obligés* de combattre les Allemands en cas de guerre anglo-allemande. En outre, signer un traité avec Varsovie et émettre des garanties était en contradiction avec le traité germano-britannique. **Un accord supplémentaire au traité de Munich stipulait que ni l'Allemagne ni l'Angleterre ne pouvaient prendre d'engagement politique sans consultations préalables entre eux.** Mais la Grande-Bretagne serait maintenant obligée de déclarer la guerre contre les Allemands si un conflit éclatait entre ces derniers et la Pologne!



Le premier ministre britannique Neville Chamberlain tenant une copie de la déclaration supplémentaire britannique-allemande [1] à sa descente d'avion après le retour de Munich, septembre 1938.

En un tour de main, les diplomates européens avaient violé les traités de leurs pays respectifs avec l'Allemagne, démontrant ainsi à Hitler la nécessité pour lui de modérer sa brutalité (du moins selon eux). Hitler se comportera aussi plus tard de la même manière, mais il est important de comprendre qu'il n'était en aucun

cas le premier dans ce domaine. Cette situation était d'autant plus dramatique que les Britanniques

étaient maintenant prêts à combattre les Allemands non seulement pour le compte des Polonais, mais aussi pour garantir la sécurité de la Roumanie. Les Français se joignirent à leurs homologues britanniques pour donner les mêmes garanties. Et cela signifiait que la Grande-Bretagne et la France contrecarraient la politique étrangère allemande sur tous les fronts. Sans l'autorisation de Londres et sans risquer une guerre avec l'Angleterre, l'Allemagne avait les mains liées. Sauf, bien sûr, pour la seule direction dans laquelle l'armée allemande pouvait avancer sans offenser les messieurs de Londres.

Mais la pression implacable sur Hitler produisit l'effet contraire à celui qui était attendu. Dans son célèbre discours **du 28 avril 1939, le Führer renonça au Pacte de non-agression germano-polonais ainsi qu'à l'accord naval anglo-allemand. Il ne l'avait pas fait parce qu'il «voulait conquérir le monde», mais parce que les Polonais et les Britanniques avaient déjà rompu ces traités avec l'Allemagne (quoique officieusement) en signant un accord entre eux.**

Plutôt que de se soumettre une fois de plus à la « tutelle » britannique, Hitler lançait un défi à ses « mécènes ». Et il avait décidé d'éliminer la Pologne, son voisin imprévisible et hostile. Cependant, Hitler n'était pas un idiot. Il se souvenait très bien de la Première Guerre Mondiale, et il n'aurait jamais décidé d'attaquer la Pologne et de faire face à la perspective d'un combat sur deux fronts (contre l'Union Soviétique d'une part, et contre la Grande-Bretagne et la France d'autre part). Pour qu'il ait fait un tel pas, il fallait qu'il ait été convaincu que ni Londres ni Paris n'intercèderaient pour les Polonais. Dans un tel scénario, les Britanniques et les Français resteraient à l'écart de la guerre, et (conformément à leurs anciens plans) n'entreraient dans la mêlée qu'après que les Russes et les Allemands se seraient vidés de leur sang.

Varsovie en 1939

La Pologne était destinée à partager le sort de la Tchécoslovaquie et de l'Autriche. Les Polonais devaient être sacrifiés sur l'autel du pragmatisme politique. Londres avait incité Varsovie à rompre son « amitié » avec l'Allemagne et, par la suite, la tâche principale était de maintenir la crise germano-polonaise à un niveau de fièvre suffisant. La Grande-Bretagne avait promis de soutenir et d'aider la Pologne, mais en réalité, elle n'a pas levé le petit doigt. Les Britanniques ont commencé à traîner les pieds sur la ratification du traité polono-britannique. Il fut signé le 6 avril 1939, mais dans la pratique, le traité polono-britannique n'entrera en vigueur (c'est-à-dire ne sera ratifié) que le 25 août.



Londres et Paris n'avaient absolument aucun intérêt à la destruction de l'agressive Wehrmacht allemande, mais plutôt à assurer sa victoire retentissante sur l'armée de leur alliée, la Pologne. La défaite écrasante de la Pologne était censée être rapide et entraîner un minimum de sang versé pour l'armée allemande. « Rapide » – parce que les Allemands n'étaient pas préparés à une longue guerre et ne possédaient pas de stocks d'armes suffisants, et « sans effusion de sang » – de sorte qu'Hitler puisse passer directement de là à l'URSS. Si l'armée allemande subissait des pertes catastrophiques en Pologne, elle ne serait pas prête à partir en guerre contre la Russie et l'URSS.

La politique britannique et française ne visait pas à mettre en place un mouvement de résistance qui assurerait la défaite rapide d'Hitler, mais visait plutôt à créer l'environnement le plus favorable à l'extermination de la Pologne par l'Allemagne.

Dans le chapitre suivant, nous examinerons la période la plus intrigante à la veille de la Seconde Guerre Mondiale: les manœuvres diplomatiques de l'été 1939 qui aboutirent au tristement célèbre Pacte Molotov-Ribbentrop.

NOTE:

[1] *Le lendemain de la signature de l'accord de Munich, le Premier ministre britannique, Neville Chamberlain, a invité Hitler à un entretien privé. Il sortit soudainement de sa poche une feuille de papier: «Nous, le Führer et Chancelier allemand et le Premier ministre britannique, avons eu une autre réunion aujourd'hui et sommes d'accord pour reconnaître que la question des relations anglo-allemandes est de la première importance pour les deux pays et pour l'Europe », peut-on lire dans le document. Et « l'accord signé hier soir et l'accord naval anglo-allemand » étaient considérés par les dirigeants des deux pays comme « symboliques du désir » des deux nations « de ne jamais se faire la guerre ». Les historiens « oublient » généralement ce document. Cependant, c'est sans doute cet accord non contraignant qui a assuré l'agression d'Hitler à l'Est. Le retour de Chamberlain à Londres depuis Munich est assez souvent représenté dans les films documentaires historiques. Il est debout près de son avion, agitant un morceau de papier en l'air, et proclamant haut et fort: « **Paix pour notre temps!** » Et le public pense que le Premier ministre britannique détient une copie de l'accord de Munich. Mais en fait, **Neville Chamberlain serre dans sa main cette déclaration supplémentaire germano-allemande.***





Quels sont les problèmes qui ont occupé les dirigeants et les diplomates des grandes puissances du monde au printemps et à l'été 1939?

- La tâche première d'Hitler était de neutraliser la menace de l'entrée en guerre de l'Union Soviétique. Espérant que l'Angleterre et la France trahissent une fois de plus leur allié – la Pologne, le Führer a voulu éliminer la menace polonaise sans risquer un affrontement avec les Russes. Par la suite, il lui serait possible de reprendre un siège à la table des négociations avec les Britanniques, mais il serait alors en mesure d'insister pour être traité sur un pied d'égalité.
- La tâche principale de Staline était exactement la même – neutraliser le danger d'une attaque allemande contre l'Union Soviétique. Staline pourrait bien sûr tenter de conclure un traité d'alliance avec la France, la Pologne et l'Angleterre. Mais nous savons que les dirigeants des démocraties occidentales n'auraient jamais signé un tel traité. Et c'est exactement ce qui s'est passé. Même lorsque l'inévitable attaque allemande ne pouvait plus être ignorée, la Pologne suivit docilement les conseils de Londres et refusa de signer un traité d'alliance avec l'Union Soviétique. En conséquence, Staline n'avait d'autre choix que de conclure un accord avec Hitler.
- Les diplomates britanniques et français avaient poursuivi leur tâche principale, qui était de jouer l'Allemagne contre la Russie. Un léger ajustement avait été apporté à ce plan, compte tenu du comportement récent du Führer, mais l'essentiel était resté absolument inchangé. Il avait été décidé de pousser Hitler à attaquer la Pologne, afin qu'un conflit germano-soviétique suive automatiquement. Cependant, Hitler n'était pas un idiot. Il se souvenait très bien de la Première Guerre Mondiale, et il n'aurait jamais décidé d'attaquer la Pologne et de faire face à la perspective d'un combat sur deux fronts (contre l'Union Soviétique d'une part, et contre la Grande-Bretagne et la France d'autre part). Pour qu'il ait fait un tel pas, il fallait qu'il ait été convaincu que ni Londres ni Paris n'intercéderaient pour les Polonais. Dans un tel scénario, les Britanniques et les Français resteraient à l'écart de la guerre, et (conformément à leurs anciens plans) n'entreraient dans la mêlée qu'après que les Russes et les Allemands se seraient vidés de leur sang.



Le ministre soviétique des Affaires étrangères Maxim Litvinov (photo prise en 1937)

Puisque maintenant nous comprenons les objectifs de chaque joueur dans ce jeu politique, nous pouvons évaluer correctement leurs actions. Le 16 avril 1939, Staline tenta de proposer aux Européens de prendre des mesures collectives pour arrêter Hitler. Le Ministre soviétique des Affaires étrangères, Maxim Litvinov, déclara à l'ambassadeur britannique qu'il était prêt à signer un pacte tripartite d'assistance mutuelle entre la Grande-Bretagne, la France et l'Union Soviétique. Il s'agissait de propositions très concrètes, et c'est précisément la raison pour laquelle elles sont restées pratiquement sans réponse.

Le 30 avril 1939, Hitler fit une dernière tentative par des voies non officielles pour trouver un terrain d'entente avec ses anciens « amis » britanniques, les avertissant que, autrement, il serait forcé de négocier avec le Kremlin. Cependant, les Britanniques se moquèrent de l'idée même d'un traité entre les nazis et les bolchéviques. Ce n'était pas pour rien qu'ils avaient placé le plus farouche des opposants du communisme au pouvoir en Allemagne.

Au cours des 75 jours « d'échanges de points de vue » entre diplomates soviétiques et occidentaux, l'Union Soviétique avait rédigé ses réponses en 16 jours, tandis que les puissances occidentales avaient gaspillé les 59 jours restants, reportant sans cesse et traînant les pieds. Les Britanniques et les Français continuaient de se heurter à des difficultés artificielles qui empêchaient la résolution des problèmes fondamentaux, bien que ces obstacles auraient pu être facilement surmontés avec de la bonne volonté et des intentions sincères de la part de l'Angleterre et de la France. Et ils trainèrent, jouant le temps.

Staline avait parfaitement raison de supposer qu'il n'y avait pratiquement aucune chance pour que les Britanniques et les Français jouent loyalement. Ainsi, il est parvenu à la conclusion critique qu'il n'avait pas d'autre choix que d'essayer de négocier avec Hitler. Le 3 mai 1939, Staline donna son premier signal à Hitler – il remplaça l'actuel commissaire du peuple pour les affaires étrangères, l'anglophile Maxim Litvinov, par Vyacheslav Molotov.

Hitler apprécia cette « substitution ». Les demandes de l'Allemagne étaient claires et ses actions avaient démontré son désir profond d'éliminer toute menace venant de l'Est. Et Hitler avait une raison de se dépêcher: il avait fixé au 26 août 1939 la date de son invasion de la Pologne. Les Allemands avaient besoin d'un traité germano-soviétique signé avant cette date. Et le plus tôt serait le mieux. Par conséquent, la politique de l'Allemagne était très précise et spécifique dans ses objectifs. Le texte du télégramme envoyé par le ministre allemand des Affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop, à l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, Friedrich-Werner Graf von der Schulenburg, le 14 août 1939, illustre bien l'essentiel des propositions et de l'approche allemandes face à cette situation.

« Je vous prie d'appeler personnellement M. Molotov et de lui communiquer ce qui suit : Les contradictions idéologiques entre l'Allemagne national-socialiste et l'Union Soviétique ont été, ces dernières années, la seule raison pour laquelle l'Allemagne et l'URSS se sont opposées dans deux camps distincts et hostiles... La période d'opposition en matière de politique étrangère peut s'achever une fois pour toutes et la voie est ouverte à un avenir nouveau pour les deux pays... Les espaces de vie de l'Allemagne et de l'URSS se touchent, mais dans leurs exigences naturelles, ils ne sont pas en conflit. L'Allemagne n'a pas d'intentions agressives envers l'URSS. Le gouvernement du Reich est d'avis qu'il n'y a pas de problème entre la mer Baltique et la mer Noire qui ne peut être réglé à la satisfaction

totale des deux pays... Il est de l'intérêt impérieux des deux pays d'éviter à l'avenir la destruction de l'Allemagne et de l'URSS, qui ne profiterait qu'aux démocraties occidentales. La crise provoquée dans les relations germano-polonaises par la politique anglaise, ainsi que la campagne anglaise pour la guerre et les tentatives d'alliance liées à cette politique, rendent souhaitable une clarification rapide des relations germano-russes... ».

Ambassadeur George Bonnet (France), Ambassadeur Ivan Maisky (URSS), et le britannique Lord Halifax.

Que se passait-il à Londres et à Paris pendant cette activité diplomatique allemande? Là aussi, ils avaient décidé de conclure un accord avec l'Union Soviétique, ou plus précisément – dans une nouvelle tentative bidon – de jouer à nouveau le temps avec un seul but en tête: empêcher l'Union Soviétique et l'Allemagne de signer un pacte de non-agression. Après tout, les services secrets britanniques savaient très bien



que le 26 août était la date de l'attaque allemande contre la Pologne. Si Hitler et Staline n'étaient pas parvenus à un accord d'ici là, il était fort probable que la guerre éclate entre eux. Les diplomates occidentaux se sont concentrés sur « jouer le temps ».

Le 23 juillet 1939, Lord Halifax informa l'ambassadeur soviétique en Grande-Bretagne, Ivan Maisky, que le gouvernement de Sa Majesté avait accepté d'entamer des négociations. Ils utilisèrent tous les moyens à leur disposition pour faire traîner les choses. Par exemple, leur délégation ne s'était pas envolée vers Moscou, mais avait voyagé à bord d'un lent cargo de passagers, un navire appelé la Ville d'Exeter. Cela peut sembler un problème mineur, mais cela leur a permis de gagner cinq ou six jours...

Par conséquent, les négociations elles-mêmes n'ont commencé que le 11 août. Le choix des membres de la délégation occidentale est également révélateur. L'Union Soviétique a envoyé des responsables parmi les plus hauts gradés militaires : le commissaire à la défense, Kliment Voroshilov; le chef d'état-major, Boris Shaposhnikov; le commandant de la marine, Nikolaï Kouznetsov; et le commandant de l'armée de l'air, Alexandre Loktionov. Mais les Anglais et les Français envoyèrent leurs généraux de « second rang ». Ce n'était pas non plus un hasard. Et parce que les chefs de leurs délégations n'avaient pas reçu le pouvoir de signer des documents, c'était encore « plus efficace ». Le général français Aimé Doumenc avait le droit de « négocier... sur toutes les questions relatives à la collaboration nécessaire entre les forces armées des deux pays », mais l'amiral britannique Reginald Drax n'avait aucun pouvoir écrit !



L'arrivée de la délégation franco-britannique à Moscou, août 1939

Alors pourquoi était-il venu? Cela a été mentionné au paragraphe 8 de ses instructions: « Prolonger les négociations le plus longtemps possible. » D'autres paragraphes sont tout aussi étranges : « Soutenir les négociations dans l'espoir qu'elles auront elles-mêmes un effet suffisamment dissuasif » et « s'efforcer de limiter autant que possible l'énoncé général ».

Lorsque les historiens et les politologues occidentaux entament de longues discussions sur la responsabilité de Staline et de l'Union Soviétique dans le déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale, ils n'aiment généralement pas fournir les faits. Ils jouent avec les émotions de leurs lecteurs et de leurs auditeurs. Après tout, tout le monde aujourd'hui est bien conscient des atrocités et des crimes des nazis. Ainsi, l'Union Soviétique est méprisée pour avoir conclu un pacte de non-agression avec de tels démons. Et puisque Hitler a envahi la Pologne une semaine après avoir signé ce document, l'Allemagne n'est pas le seul pays à pouvoir être accusé d'agression. C'est assez logique. Si l'on exclut quelques exemples « insignifiants ».

- Non seulement l'Union Soviétique, mais aussi l'Angleterre, la France, et la Pologne elle-même avaient toutes leurs propres « pactes de non-agression » avec l'Allemagne nazie. C'est une pratique normale dans les relations internationales.
- La guerre germano-polonaise aurait néanmoins commencé, même si l'Union Soviétique n'avait pas signé de traité avec l'Allemagne. Et seulement quelques semaines plus tard, à l'automne 1939, l'URSS aurait été de toute façon prise au piège – les combats avec le Japon ayant commencé au printemps de cette année-là, après que les Japonais aient attaqué la Mongolie.

Si nous ne tenons pas compte des paroles oiseuses des masses et des moralisateurs qui jouent vite et librement avec les faits, nous aboutissons à la vérité pure et simple. **Staline n'avait pas d'autre choix que de signer un accord avec Hitler pour détourner l'agression de son propre pays.**

Après tout, Hitler n'a pas déclenché une guerre à cause d'un document auquel il était totalement indifférent, mais à cause de décennies d'une aide financière, politique et diplomatique soigneusement orchestrée, qui a non seulement entraîné la résurgence d'une Allemagne affaiblie, mais aussi l'accroissement sans précédent de son pouvoir. Et bien sûr, ce n'était pas l'URSS ou Staline qui avait fourni cette assistance, mais les puissances occidentales et l'élite bancaire.

Staline n'avait tout simplement pas le choix. Mais ce n'était pas vrai pour les Britanniques et les Français, dont la délégation était arrivée à Moscou pour des entretiens bien avant Joachim von Ribbentrop. S'ils avaient vraiment voulu conclure un traité avec l'Union Soviétique, ils auraient pu le faire.

Staline accepta l'offre de Berlin quand il comprit qu'il n'y aurait pas de traité avec la Grande-Bretagne et la France. L'ambassadeur allemand von der Schulenburg proposa le futur pacte à Molotov le 19 août. Le 21 août 1939 à 17h00, le commissaire Molotov remit à von der Schulenburg une lettre de Staline. Elle se concluait par une phrase qui prenait la totalité de la politique anglo-américaine à l'égard d'Hitler durant ces dernières années et la jetait par-dessus bord: « Le gouvernement soviétique m'a autorisé à vous informer qu'il consent à ce que Herr von Ribbentrop arrive à Moscou le 23 août de cette année. »

La Pologne était condamnée. La Grande-Bretagne et la France l'avaient condamnée à mort, de sorte qu'une fois qu'ils avaient forcé Hitler à déclencher une guerre, ses forces seraient dirigées dans la bonne direction vers l'est. Un peu plus d'un an passerait avant que la France elle-même ne subisse elle aussi les charmes de la politique britannique, avec toutes ses tromperies et sa trahison.

Mais avant qu'Hitler n'entre à Paris, il y avait Varsovie...



Le commissaire des Affaires étrangères soviétique Vyacheslav Molotov signe un accord de non-agression germano- soviétique le 23 août 1939. Ce document a finalement enterré les ambitions britanniques d'opposer le nazisme à l'URSS et a signifié la défaite majeure de la diplomatie britannique au XXe siècle...

... La Pologne a subi une défaite écrasante à la vitesse de la lumière. Les colonnes des chars allemands ont facilement franchi les défenses des divisions polonaises et ont pris d'assaut la brèche. Le 8 septembre 1939, huitième jour de la guerre, des unités blindées des Goths approchaient déjà de la capitale polonaise. Varsovie a résisté héroïquement jusqu'au 27 septembre, mais s'est ensuite rendue. L'élite dirigeante, qui avait entraîné son pays dans ce bain de sang, n'avait aucun désir de faire preuve d'héroïsme. Dès le 5 septembre, après avoir reçu les premières informations selon lesquelles des colonnes de chars se dirigeaient vers la capitale, les dirigeants polonais ont fui vers Lublin et, le 17 septembre, ils se sont échappés de l'autre côté de la frontière roumaine. Dans la foulée du gouvernement, les commandants supérieurs et l'état-major général de l'armée ont également pris la fuite. Au lieu de titrer sur les avions allemands pour tenter de les abattre et de mourir avec honneur au combat, environ 500 avions polonais avaient décollé pour la Roumanie, la Lettonie et la Lituanie.

Aucune mobilisation n'a été annoncée en Pologne. Ou, pour être précis, c'est deux jours seulement avant la guerre, le 29 août 1939, que la Pologne résolut de le faire. Mais ensuite ils ont reconsidéré cette décision. Les affiches qui avaient déjà été accrochées aux murs des bâtiments des villes et des villages polonais, annonçant le début de la mobilisation de l'armée, ont été arrachées. Pourquoi les dirigeants polonais ont-ils fait quelque chose de si étrange? Parce que les ambassadeurs britanniques et français ont officiellement demandé aux Polonais de repousser toute annonce de mobilisation jusqu'au 31 août. Pendant ce temps, les dirigeants des démocraties occidentales savaient bien que l'invasion allemande se produirait tôt le matin du 1er septembre. La demande des diplomates britanniques et français n'avait qu'un seul but: faciliter le premier coup porté par l'armée allemande.



Le 1^{er} septembre 1939, les soldats de la Wehrmacht brisent un poste de passage de la frontière polonaise. Les Polonais étaient sûrs que leurs «alliés» occidentaux fourniraient une assistance militaire immédiate, mais ces espoirs étaient sans fondement ...

Les Polonais ont très vite compris la réalité, et elle donnait à réfléchir. Le 1^{er} septembre, le chef du ministère polonais des

Affaires étrangères, Józef Beck, l'homme qui, au moment crucial des pourparlers polono-allemands, s'était envolé vers Londres plutôt que vers Berlin, avait immédiatement téléphoné à l'ambassadeur britannique à Varsovie, [Howard Kennard](#), et l'a informé que la guerre entre l'Allemagne et la Pologne avait commencé. Varsovie attendait la réaction immédiate de ses alliés. Et celle-ci est arrivée. Les Britanniques et les Français ont donné au gouvernement allemand une note indiquant qu'ils honoreront leurs obligations envers la Pologne si les Allemands n'arrêtaient pas l'invasion. **Londres et Paris assuraient en même temps à Berlin que ces notes n'étaient que des avertissements et non des ultimatums.** Les ministères des Affaires étrangères britannique et français ont continué à soutenir l'illusion d'Hitler qu'ils ne feraient pas la guerre au nom de la Pologne. Leur tâche principale n'était pas de stopper l'invasion allemande, ce qui pouvait mener à des négociations, mais d'encourager plus de combats afin que la Pologne soit rapidement décimée par l'armée allemande qui pourrait alors mener tout droit à la frontière soviétique. Par conséquent, malgré le fait que le Roi britannique ait signé le 1^{er} septembre un ordre de mobilisation de son armée, de sa marine et de ses forces aériennes, et que le chef du gouvernement français ait émis un décret similaire en France, Hitler était convaincu que les alliés n'entreraient pas dans la bataille. Il était même possible qu'aucune déclaration de guerre ne soit jamais faite. Les Polonais devaient être achevés le plus tôt possible, et ensuite l'impulsion même du conflit disparaîtrait. Et même si une guerre était officiellement déclenchée, il serait possible d'entamer à nouveau des négociations avec l'Occident sous un prétexte quelconque, une fois la Pologne détruite.

C'est ainsi que le leader de l'Allemagne voyait la situation. Mais il n'était pas le seul à avoir été trompé par les manœuvres des diplomates occidentaux. **Très lentement, les dirigeants polonais ont commencé à comprendre que les promesses d'avant-guerre de la Grande-Bretagne et de la France n'avaient été que de vaines paroles. Où étaient les avions promis? Pourquoi les forces aériennes des Alliés ne bombardaient-elles toujours pas les cibles allemandes? Pourquoi la France n'a-t-elle pas fourni une assistance à la Pologne conformément à leur traité? Quand la France déclarerait-elle la guerre contre l'agresseur?**

L'ambassadeur polonais posa ces questions et bien d'autres au ministre français des Affaires étrangères, [Georges Bonnet](#), dans la capitale française. La réponse de Bonnet montre parfaitement que Paris voulait donner à Hitler quelques jours d'avance pour que l'armée allemande n'ait aucun mal à briser l'épine dorsale de l'armée polonaise. Bonnet déclara que le gouvernement français ne pouvait envoyer un ultimatum qu'après «une décision du parlement, qui se réunirait dans l'après-midi». Et cet ultimatum, qui devait encore être envoyé à Berlin, n'expirerait pas avant 48 heures. Et alors seulement il serait possible de déclarer la guerre.

Alors que la Luftwaffe bombardait Varsovie, l'aviation britannique s'affairait à larguer des tracts de propagande sur les villes allemandes.

Cette réponse avait horrifié l'ambassadeur polonais. Le désespoir des Polonais est facile à comprendre : nous avons fait tout ce que vous nous avez dit de faire, mais maintenant ils cognent sur nous de toute leur force et nous ne recevons aucun soutien. Les Polonais perdaient patience et ne demandaient plus, mais exigeaient maintenant ce qu'on leur avait promis. Dans la soirée du 2 septembre, après la réunion du parlement français, l'ambassadeur de Pologne s'adressa à nouveau au ministre Bonnet. Celui-ci lui répondit que la question de l'ultimatum allemand devait encore être discutée lors d'une réunion du conseil des ministres. « Alors l'ambassadeur polonais perdit son calme et dit à Bonnet exactement ce qu'il pensait de lui et exigea également qu'un ultimatum soit immédiatement présenté à l'Allemagne. » Précisément la même scène a été observée dans la capitale britannique. Dans la nuit du 3 septembre, l'ambassadeur polonais à Londres reçut l'ordre de rencontrer immédiatement Lord Halifax pour lui rappeler les engagements du gouvernement britannique.



Puis un jeu politique honteux et sordide commença en Occident, et qui allait entrer dans l'histoire sous le nom de « [Drôle de Guerre](#) ». Le 3 septembre 1939, la Grande-Bretagne et la France déclarèrent la guerre au Troisième Reich. La mission militaire polonaise a immédiatement quitté Varsovie et s'est envolée pour Londres. Il est facile de deviner que les généraux polonais sont venus discuter des actions conjointes spécifiques à entreprendre pour anéantir l'agresseur envahisseur. Nous pouvons à peine comprendre les émotions que ces patriotes ont dû ressentir. En outre, **la mission militaire polonaise a dû attendre une semaine entière** avant d'être reçue par le chef d'état-major impérial britannique, le général [Edmund Ironside](#) !

Quand celui-ci consent à voir les Polonais, il leur dit immédiatement que l'état-major britannique n'avait aucun plan pour aider la Pologne, et il conseille aux Polonais d'acheter des armes ... dans les pays neutres! En réponse à la furie des Polonais, le général Ironside cède un peu et promet d'allouer 10 000 fusils Hotchkiss obsolètes et 15 à 20 millions de cartouches pour ces fusils. **Les chars allemands se dirigeaient vers Varsovie et les incursions constantes des avions allemands anéantissaient les divisions polonaises autour de la ville. Pour survivre, la Pologne avait besoin d'armes antichar et antiaériennes et d'avions de combat. Mais les Britanniques suggéraient en substance qu'ils s'emparent des chars et des avions allemands à l'aide de fusils désuets !**

Mais ce n'était pas tout! En vérité, il n'y avait pas de fin à leur trahison! **Car les Britanniques ne promettaient de livrer les fusils inutiles en Pologne que dans ... 5-6 mois!** Mais dans le monde réel, la guerre entre l'Allemagne et la Pologne était complètement terminée en moins d'un mois. L'assistance de Londres équivalait à un manque total de l'aide promise. La Pologne avait été trompée sans vergogne par ses alliés. Et cette trahison ne ressemble plus à une stupidité insondable ou à un simple aveuglement, une fois que l'on a bien compris les véritables objectifs de Londres et de Paris. Au contraire, leur trahison était le résultat logique de toute l'agitation diplomatique d'avant-guerre au sein des gouvernements occidentaux et était la conséquence naturelle de la politique britannique et française.

Il ne fait aucun doute que les dirigeants polonais ont pleinement saisi l'ignominie des actions de leurs alliés. Un fait significatif: le gouvernement polonais en exil (à Paris et plus tard à Londres) était composé de personnalités tout à fait différentes de la direction d'avant-guerre. La raison est simple: ceux qui avaient été trahis par les Britanniques ne voulaient plus travailler avec eux. Et il était beaucoup plus facile pour les Britanniques eux-mêmes d'avoir à faire à des gens à qui ils n'avaient pas fait de promesses.

XVI – Qui a signé la condamnation à mort de la France en 1940 ?



Chars allemands en France. Ni Paris, ni Londres ne s'attendaient à ce que Hitler ne se risque à une véritable attaque de l'Occident. Ce qui explique pourquoi ils sont tombés si rapidement.

C'est quelque chose que vous devriez savoir : chaque fois que nous aurons à choisir entre l'Europe et le Grand Large, Nous choisirons toujours le Grand Large.

Winston Churchill ^[42]

Il avait suffi d'un revers sur le continent pour que la Grande-Bretagne voulût s'absorber dans sa propre défense ».

Charles de Gaulle ^[43]

Le 6 octobre 1939, deux semaines après la chute de Varsovie et la fin de la campagne de Pologne, Hitler a parlé au Reichstag :

Mon effort principal a été de débarrasser nos relations avec la France de toute trace de mauvaise volonté et les rendre supportables pour les deux nations... L'Allemagne ne demande rien d'autre à la France... J'ai même refusé d'évoquer le problème de l'Alsace-Lorraine... En France, j'ai toujours exprimé mon désir d'enterrer pour toujours notre ancienne inimitié et de rassembler ces deux nations, qui ont toutes deux un passé si glorieux...

*J'ai consacré au moins autant d'efforts pour construire une entente anglo-allemande, et, mieux encore, une amitié anglo-allemande. **À aucun moment et en aucun lieu, jamais, je n'ai agi à l'encontre des intérêts britanniques...** Aujourd'hui encore, je crois qu'il ne peut y avoir de paix véritable en Europe et*

⁴² Charles de Gaulle, *The Complete guerre mémoires de Charles de Gaulle* (New York : Carroll & Graf Publishers, 1998) 557.

⁴³ *ibid.*, 59.

dans le monde que si l'Allemagne et l'Angleterre arrivent à s'entendre. (William Shirer. [The Rise and Fall of the Third Reich](#), p. 576)

En lisant la transcription de l'allocution de Hitler, on pourrait penser qu'il s'agit des sentiments du plus grand Pacificateur de tous les temps et de toutes les nations, et non du discours du plus grand criminel de l'histoire de l'humanité. Au cours de sa carrière politique le Führer a parlé souvent et longuement de paix, tout en se préparant pour la guerre. Mais il y avait quelque chose de spécial au sujet de ce discours. C'était comme s'il parlait à d'invisibles associés à Londres et à Paris, essayant de les convaincre en expliquant une fois de plus sa position, pour tenter d'influencer leur décision, bien qu'il y a peu de doute qu'il la connaissait déjà.



Quel était le but de Hitler, en faisant ce discours ? Se défendre devant les générations futures ? Afficher son désir fictif de paix devant la nation allemande, afin que plus tard, il lui soit plus facile de lancer son peuple dans l'enfer de la plus terrible des guerres ? C'est possible. Mais il me semble que ceux auxquels était destiné ce discours ne représentaient que quelques dizaines de personnes qui tentaient d'évaluer la politique de la Grande-Bretagne et avec elle, les futurs événements de l'histoire.

Pourquoi cette guerre en Occident devrait-elle avoir lieu ? Pour la restauration de la Pologne ? La Pologne du traité de Versailles ne ressuscitera jamais... La question du rétablissement de l'Etat polonais est un problème qui ne sera pas résolu par une guerre en Occident, mais exclusivement par la Russie et l'Allemagne... Il serait insensé d'anéantir des millions d'hommes et détruire des biens valant des millions afin de reconstruire un État qui, dès sa naissance même, a été appelé à avorter par tous ceux qui ne sont pas d'origine polonaise.

Quelle autre raison existe-t-il?...

Si cette guerre doit vraiment être menée uniquement pour mettre en place un nouveau régime en Allemagne... alors des millions de vies humaines seront sacrifiées pour rien... Non, cette guerre en Occident ne peut pas régler tous les problèmes... (ibid., 641)

« **à aucun moment et en aucun lieu, jamais, je n'ai agi à l'encontre des intérêts britanniques,** » prétend Hitler. Quels mots étranges... Qu'essayait-il de rationaliser devant ceux qui avaient déclaré la guerre à son pays ? « Les intérêts allemands ne sont pas contraires aux intérêts britanniques », c'est ce qu'il aurait dû dire. Avec un « mais » – seulement si Adolf Hitler avait lui-même pris le pouvoir dans son propre pays et que personne d'autre que les industriels allemands n'avaient mis la main dans sa carrière. Mais [nous avons déjà montré](#) comment l'Angleterre, la France et les Etats-Unis ont joué un rôle dans la mise en place du régime Nazi. Ainsi, Adolf Hitler était en train de justifier devant ses sponsors britanniques le fait qu'il était en train de s'affranchir de leur contrôle et qu'il allait couper la « laisse ». Et il essayait d'argumenter avec un point important : malgré ce qui est arrivé, il n'avait pas empiété sur leur empire et voulait seulement traiter avec eux comme un égal. C'est ce que voulaient dire ses observations sur le fait que l'Occident n'avait pas besoin d'une guerre.

Mais les discours d'Hitler n'étaient pas un appel pour la paix. C'était une tentative pour secouer les Britanniques et les Français et les sortir de leur réticence obstinée à faire de l'Allemagne un partenaire à part entière sur la scène politique internationale. Leurs différences se résumaient à quelque chose de très simple : Hitler voulait d'abord s'assurer qu'il recevrait un traitement d'égal à égal, et alors seulement il serait prêt à frapper la Russie, qu'il avait toujours haïe. Mais les dirigeants occidentaux refusaient d'accueillir les Allemands à leurs côtés à la même table, tant que Berlin ne s'était pas acquitté de son devoir d'écraser la Russie/l'USSR. Ils voulaient que Hitler retire les troupes allemandes du territoire polonais et restaure l'État polonais. Dans quel but ? Afin d'atteindre l'objectif de longue date de la politique occidentale, qui devait provoquer un conflit entre l'Allemagne et la Russie. Après tout, il était peu probable que Staline accepte de rendre tout simplement les terres qui avaient été cédées à l'Union Soviétique avec le Pacte de non-agression germano-soviétique. Les conditions de la « restauration de la Pologne » sonnaient bien, mais en fait, n'avaient rien à voir avec la paix sur le continent européen, mais étaient plutôt pour remplacer une guerre « étrange » par une autre, plus « correcte ».

Les pensées que Hitler a exprimées du haut de la tribune du Reichstag le 6 octobre 1939 avaient déjà été relayées aux dirigeants du Royaume-Uni et des États-Unis par l'entremise de canaux confidentiels. Le 26 septembre 1939, Hitler a personnellement chargé Hermann Göring de la nécessité de communiquer ces idées à Londres via un intermédiaire le suédois Birger Dahlerus. Dans le même temps, le Führer utilisait un magna du pétrole américain, William Rhodes Davis, pour transmettre ses propositions au Président Roosevelt. Ainsi, les propositions de paix d'Hitler étaient destinées à tomber sur un sol très « fertile ». Ce qui signifie qu'il y avait de bonnes chances pour que le chef allemand voit l'Occident changer de position et accepter de discuter les conditions préalables pour que l'Allemagne rejoigne l'ordre existant du monde Anglo-Saxon. C'est pourquoi le discours d'Adolf Hitler avait tant d'accents pacifiques, assez pour que l'on puisse l'attribuer à n'importe quel éminent « militant pour la paix mondiale. » Le lendemain, les gros titres ont fait la une de l'ensemble des journaux allemands: « Volonté de l'Allemagne pour la paix », « L'Allemagne ne veut la guerre ni contre la France, ni l'Angleterre – aucune autre réclamation, sauf pour les colonies » . « Réduction des armements » (ibid., 642)



Neville Chamberlain et Edouard Daladier avec Adolf Hitler Conférence de Munich, 1938

Maintenant, les gouvernements de la Grande-Bretagne et de la France pourraient, du point de vue du Führer, prêter main-forte au troisième Reich sans perdre la face. Après tout, ce n'était pas eux qui avaient demandé la paix, mais l'Allemagne elle-même. Donc, les ouvertures de paix d'Hitler à l'Occident étaient très probablement tout à fait sérieuses. Mais avec l'intention, plus tard, de les transformer en une guerre avec l'Est. Mais les initiatives du Führer sont restées sans réponses. Ou plutôt, la réponse fut non. Le lendemain, le 7 octobre 1939, le premier ministre Français Édouard Daladier, dit à Hitler que la France ne déposerait les armes que quand des garanties pour une « paix réelle et la sécurité générale » auraient été obtenues (ibid., 643). Le 12 octobre 1939, le premier ministre britannique Neville Chamberlain, qualifie les propositions d'Hitler de « vagues et incertaines ». Mais ce que l'anglais a ajouté ne devrait pas être incompris. Le dirigeant britannique a déclaré que si l'Allemagne voulait la paix, « **des actes – pas seulement des mots – devraient suivre.** » Hitler devait montrer à Londres des « preuves convaincantes » qu'il voulait vraiment la paix, c'est-à-dire, qu'il devait attaquer l'URSS.

Que pouvait faire Adolf Hitler ? Il a offert la paix et celle-ci avait été rejetée. Il ne lui restait plus qu'à se préparer à se battre. Donc, il a attendu trois jours, ensuite il a donné l'ordre **d'élaborer un plan** pour balayer l'ennemi qui était le plus proche, celui qu'il avait à portée de main – la France.

Nous ne saurons jamais ce que Adolf Hitler voulait vraiment ou à quel point ses intentions de décimer les Français étaient sérieuses. Mais en regardant certains faits, nous pouvons discerner que son idée principale était encore de négocier avec l'Occident. Quels sont les faits ? Par exemple, si Hitler avait vraiment voulu se battre contre Londres et Paris, il n'aurait pas empêché les marins allemands de mener à bien ce qui aurait dû être une mission sans ambiguïté, c'est-à-dire, couler les navires ennemis. Mais la marine allemande a commencé les combats avec un tel héroïsme que le Führer a dû rapidement intervenir afin de freiner ses capitaines trop zélés. Au cours de la première semaine de la guerre, les Allemands ont coulé 11 navires, pour un total de 64 595 tonnes. Si cela avait continué, il n'y aurait plus eu, bientôt, que des sous-marins allemands autour des îles britanniques. Après la première

semaine, il y eut alors un véritable miracle : le tonnage des navires anglais qui furent coulés pendant la deuxième semaine de la guerre ne s'élevait plus qu'à seulement 51 561, puis 12 750 tonnes dans la troisième semaine et seulement 4 646 tonnes à la quatrième (ibid., 635).

Qu'est-ce qui a conduit à cette perte d'efficacité des sous-marins allemands ? Peut-être les Britanniques avaient-ils appris à les couler ? Ou les capitaines des navires britanniques étaient-ils devenus plus prudents et plus expérimentés ? Non, les marins britanniques eux-mêmes ont été surpris par ces chiffres. Mais ce n'est pas difficile de comprendre comment ce « miracle » s'est produit. Hitler a demandé à ses commandants de marine de ne pas couler les navires anglais et français ! L'Amiral allemand Erich Raeder note dans son journal que la politique générale a été pour l'essentiel « de faire preuve de retenue jusqu'à ce que la situation politique dans l'ouest soit devenue plus claire » (ibid., 636). Il y avait un incident bien connu, dans lequel un capitaine de sous-marin allemand a demandé la permission d'attaquer un navire de guerre français, le Dunkerque, qui était dans une position vulnérable, mais la permission lui a été refusée.^[44] Le Führer ayant personnellement interdit l'attaque !

L'histoire de l'attaque de Hitler contre la France semble tout aussi improbable. Hitler avait tout d'abord programmé l'offensive pour le 12 novembre 1939,^[45] mais elle n'a en fait eu lieu que le 10 mai 1940. Au cours de cette période, Hitler a reporté l'offensive 20 fois !^[46] (il est intéressant de noter que le premier retard dans l'offensive s'est produit après la tentative d' [« assassinat préventif »](#) contre Hitler orchestré par des agents secrets britanniques le 8 novembre 1939 dans la salle de la bière Bürgerbräukeller à Munich).

Comment les Britanniques et les Français se sont-ils préparés à repousser son agression ? Parfois, il semblait que jusqu'à la fin ils ne pouvaient simplement pas croire que le Führer se déciderait à bouger. Alors même que les combats faisaient rage en Norvège entre les forces allemandes et britanniques, les Britanniques ont toujours gardé leurs avions au sol. Seuls quelques avions ont effectué quelques raids – dans un premier temps au cours de la journée et puis surtout pendant la nuit. Durant ces sorties, les avions britanniques ont continué à lâcher d'innombrables tracts de propagande destinés au public allemand. Et cette idylle dura jusqu'en mai 1940, c'est-à-dire jusqu'au début de l'offensive allemande.

⁴⁴ Albert Speer. *à l'intérieur du troisième Reich. Mémoires* (New York : Simon & Schuster, 1997) 165.

⁴⁵ Franz Halder. *Le journal de guerre de Halder, 1939-1942* (Novato, CA: Presidio Press, 1988) 672.

⁴⁶ Hans-Adolf Jacobsen, *1939-1945. Belaïa Mirovaïa Voina // Vtoraya Mirovaïa Voina : Dva Vzgl'yada*. 13.



Ce qu'il y a d'insupportable dans la défaite de 1940, c'est le fait de savoir que la France, poussée dans la guerre par les manœuvres de l'Angleterre, trahie au dernier moment par cette même Angleterre, continue à fêter son faux allié comme son sauveur. Peut-on être plus masochiste ?

Lorsqu'on analyse les causes de la chute incroyablement rapide de la France en 1940, il serait anormal de ne pas mentionner le merveilleux plan mis au point par le général allemand Erich Von Manstein. **Mais les Britanniques ont tout aussi largement contribué à la défaite de la France.**

Les anglais n'ont en aucun cas songé à sauver la France et, à la surprise des commandants français, qui dirigeaient la lutte commune, ils ont cessé d'exécuter des ordres français. Dans son livre, Churchill lui-même cite sans vergogne le télégramme qu'il reçut du ministre français Paul Reynaud le 24 mai 1940: « ... *l'armée britannique avait effectué, de sa propre initiative, une retraite de vingt-cinq miles en direction des ports à un moment où nos troupes, remontant du Sud, gagnaient du terrain vers le Nord où ils devaient rencontrer leurs alliés.* » ^[47]

La langue diplomatique cache un point très simple. Le choc de l'assaut des blindés allemands a créé un trou géant dans la défense des alliés, et les Nazis se sont précipités dans la brèche qui en a résulté. Cependant, la défaite aurait pu être transformée en victoire. Le plan conçu par le général français Maxime Weygand, qui a été adopté le 21 mai 1940, a été on ne peut plus remarquable par son originalité. La décision a été prise de lancer une contre-attaque bidirectionnelle par le Nord et par le Sud afin de vaincre les divisions allemandes qui y étaient coincées et, une fois celles-ci anéanties, fusionner les différentes unités des troupes alliées, qui étaient positionnées à une distance de 50 à 90 km les unes des autres. Si cette contre-attaque avait réussi, la chute imminente de la France n'aurait jamais eu lieu, parce qu'Hitler aurait été privé de ses blindés qui lui servaient de bélièr.

Mais quand les soldats Français ont commencé la contre-attaque, c'est-à-dire, ont commencé à avancer, les britanniques se sont mis, au contraire, à reculer ! « Dans la soirée du 25, Lord Gort a pris une décision vitale. Ses ordres étaient toujours de mettre en œuvre le plan de Weygand par une attaque vers le sud en direction de Cambrai, où les 5^{ème} et 50^{ème} Divisions, conjointement avec les Français, devaient être utilisées... Gort abandonnait maintenant le plan de Weygand. » ^[48]

⁴⁷ de Winston Churchill, de *leur heure de gloire* (Boston : Mariner Books, 1986) 62.

⁴⁸ *ibid.*, 74.



Winston Churchill a donné l'ordre d'abandonner la France à son sort.

Ni plus, ni moins – il avait tout simplement abandonné le plan ! **Au moment le plus crucial de la bataille, le général Britannique Gort a commis une faute qui aurait dû, normalement, être traduite devant une Cour d'armée martiale.** Pourquoi le général britannique a-t-il rompu son serment au moment le plus crucial ? Eh bien, c'est justement là le problème, il n'avait rien rompu du tout. Ses commandants français lui avaient ordonné d'attaquer, **mais son ordre de battre en retraite, est venu de Londres!** Le Général Gort a exécuté l'ordre de ses supérieurs britanniques immédiats et n'a pas simplement décidé d'abandonner son poste sans autorisation. « Le refus de Gort de s'engager dans la bataille avait la pleine

approbation de Churchill. Toutefois, dans les jours qui ont suivi, le premier ministre britannique ^[49] a continué à prétendre qu'il avait accepté que le corps expéditionnaire britannique prenne part à la « contre-offensive de Weygand. » Lâcher un allié aux moments les plus critiques de la bataille, mais tout en sauvant les apparences, voilà ce qui a été la politique du Cabinet britannique. » ^[50]

Nous allons donc comparer les dates afin de dissiper tous les doutes persistants. Le 22 mai 1940, le premier ministre Churchill est arrivé en France ; le 24 mai, les troupes britanniques ont commencé leur retraite à Dunkerque. Est-il possible de croire qu'au cours des deux jours le général Gort n'ait jamais communiqué avec le chef de son gouvernement, ne l'ait jamais informé et qu'il aurait tout simplement décidé, de son propre chef, de signer la condamnation à mort de la France ?

La perfidie de cette décision par le Conseil des ministres à Londres ne peut pas être déguisée avec des arguments tels que la nécessité stratégique. Ce qui est surprenant, c'est que, contrairement à leurs homologues anglais, les généraux français croyaient que le plan de Weygand était tout à fait faisable. Cependant, une fois qu'une partie de l'armée alliée a commencé à avancer « en arrière », le plan d'ensemble s'est effondré. Avec elle s'est effondré le dernier espoir de stabiliser le front. Mais pourquoi les Britanniques se sont-ils déshonorés ainsi durant ces heures sombres ?

Nous arrivons là à une autre énigme de cette guerre. Pour le résoudre, nous devons nous rappeler la direction qu'ont prise les divisions britanniques quand elles ont commencé leur retraite. C'est naturellement vers Dunkerque, qui, à cette époque, était le seul port d'où les britanniques pouvaient être évacués pour rentrer chez eux.

Mais là, il y avait un hic, en ce sens que les britanniques ne pouvaient pas évacuer. À moins de recevoir l'aide de... Adolf Hitler. La situation militaire était telle qu'au moment de la retraite britannique vers Dunkerque, les chars allemands étaient déjà positionnés le long des routes d'accès. Les chars ont convergé sur Dunkerque deux jours avant que les Britanniques n'aient commencé leur marche-les Allemands étaient à seulement 16 km de la ville, alors que les Britanniques en étaient

⁴⁹ Churchill devient premier ministre dans l'après-midi du 10 mai 1940 immédiatement après le début de l'offensive, allemande, qui a commencé le matin.

⁵⁰ Daniil Proektor, *Blitzkrieg v Evrope : Voina na Zapade*. (Moscou, 2004) 253.

encore éloignés de 60 km. Il aurait été facile pour les Allemands d'entrer dans la ville sans défense et d'occuper le dernier port d'où une évacuation massive des troupes britanniques pourrait avoir lieu. **Mais Hitler donna son fameux « [Ordre d'Arrêt](#) » qui interdisait toute autre avance.** » Nous avons été muets de stupeur, » a rappelé Heinz Guderian. Et pour cause ! Au moment où tout ce qui restait était d'occuper une seule petite ville afin de sceller le sort des armées ennemies, le chef de l'Allemagne l'interdit expressément. Les choses ont été telles que le général Halder a soulevé des objections contre la décision du Führer, essayant de lui expliquer pourquoi il était nécessaire de capturer le dernier port sur la côte. Mais le Führer resta inflexible: « La vive discussion s'était terminée avec un ordre définitif d'Hitler, auquel il avait ajouté qu'il s'assurerait de son exécution par l'envoi au front d'officiers de liaison personnels. » ^[51]



L'évacuation des troupes britanniques de Dunkerque a été rendue possible par... Adolf Hitler

Partout et à chaque occasion les britanniques abandonnèrent leurs alliés à leur sort. Ils ont toujours évacué lorsqu'ils étaient menacés par la défaite. Il en a été ainsi à Walcheren en 1809, à Gallipoli en 1915, et cela s'est passé à nouveau, entre mai et juin 1940, en Norvège. Il ne fallait pas être grand devin pour prédire ce que la Grande-Bretagne allait faire cette fois-là. Il n'y n'avait pas besoin, non plus, de se perdre en conjectures pour savoir qu'ils essaieraient de filer à partir de Dunkerque, puisqu'il n'existait tout simplement pas d'autre choix ! Hitler a donné son « ordre d'arrêt » le matin du 24 mai et, d'après les mémoires de Churchill, les Britanniques ont commencé leur retrait également le 24, mais n'ont pas réussi à battre en retraite à Dunkerque jusqu'au soir du 25 mai, et les Allemands ont donc dû les « attendre » pendant près de deux jours. Tout examen de ces faits ne peut que conduire à la conclusion qu'en fait les « fiers bretons » ne se battaient pas jusqu'à la mort contre la lie de la terre, mais étaient plutôt en négociations secrètes continues avec elle.

Aucun des historiens occidentaux n'a jamais expliqué la signification de « l'ordre d'arrêt ». Tous écrivent simplement: « Hitler a arrêté ses chars. » Et on donnait ainsi au lecteur l'impression que cet excentrique Führer était simplement préoccupé par ses opérateurs de chars et donc ne leur permettait pas de prendre d'assaut les positions britanniques à Dunkerque. Mais en réalité, la ville était vide ! Pendant deux jours les Allemands se sont simplement assis autour de Dunkerque en attendant l'ordre d'attaquer de la part du Führer. Et lui aussi a attendu, jusqu'à ce que le port et la ville aient été occupées par les divisions britanniques en retraite. **Ce n'est que le 26 mai 1940 que Hitler a permis à**

⁵¹ Winston Churchill, *leur heure de gloire* (Boston : Mariner Books, 1986) 68.

ses troupes d'avancer de nouveau, mais à ce moment-là, les Britanniques avaient creusé des tranchées et réussi à repousser l'attaque allemande. Et, quand les britanniques ont-ils officiellement commencé leur évacuation ? Si notre prévision est correcte, pas jusqu'à l'ordre d'Hitler de poursuivre l'offensive. Et bien sûr, le jour d'avant – 25 mai – Churchill a ordonné le début de l'évacuation...

Profitant de cette opportunité si aimablement offerte, du 27 mai au 4 juin 1940 la Grande-Bretagne mena l'[Opération Dynamo](#), embarquant plus de 338 000 soldats hors du continent, dont 215 000 de l'armée britannique. Les 123 000 autres étaient des Français, des Belges et des soldats d'autres pays alliés.

Dans les toutes premières heures de l'attaque contre la France, l'aviation allemande a bombardé des aérodromes Français, détruisant la plupart des avions qui s'y trouvaient. Après ça, les Allemands étaient les maîtres du ciel. Les Français ont désespérément demandé l'assistance aérienne des alliés, mais elle n'est jamais venue. Charles de Gaulle a écrit amèrement sur ce sujet dans ses mémoires :

«Depuis le rembarquement de l'armée britannique à Dunkerque, la Royal Air Force ne coopérait plus dans la bataille, sinon de manière épisodique... les escadrilles britanniques, étant basées en Grande-Bretagne, étaient trop éloignées pour être utilisées sur un front se retirant continuellement vers le sud. À ma demande pressante pour qu'il transfère au moins une partie de la coopération des forces aériennes de l'armée britannique aux aérodromes du sud de la Loire, M. Churchill a opposé un refus formel. » ^[52]

C'est l'exemple parfait des tractations en coulisse en politique. Réalisant que la guerre en France était déjà perdue, les Britanniques ont prit contact avec Hitler, communiquant avec lui à l'aide d'un des canaux qui étaient encore ouverts. Leur demande était simple : leur permettre d'évacuer leur armée. Et pourquoi Hitler pouvait accepter leur demande ? Le principal argument en leur faveur était que les Britanniques avait donné carte blanche à Hitler pour s'accaparer la France. **Londres a cyniquement utilisé la France comme une monnaie d'échange, de la même manière qu'elle avait concédé, un peu plus tôt, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Pologne.** Deuxièmement, si les forces britanniques en Europe étaient décimées, ce serait une invitation directe aux États-Unis à entrer en guerre contre l'Allemagne, ce qui n'aurait pas été du tout au goût d'Hitler.

Ainsi, la France capitule le 22 juin 1940. Plus de 60 % de l'armée française – 1 547 000 des 2,5 millions de membres de l'armée française – ont été faits prisonniers. Bien que la France ait été totalement mise en déroute, ses pertes ne comportaient que 84 000 morts, ce qui est en soi la preuve qu'aucune résistance sérieuse n'avait été opposée aux allemands. La Wehrmacht s'en est beaucoup mieux tirée, perdant seulement 28 000 soldats. Pour comparaison, au cours de la Première Guerre Mondiale, l'armée du Kaiser a dû enterrer 1,8 millions soldats, mais n'a jamais réussi à battre les Français.

⁵² Charles de Gaulle, *The Complete guerre mémoires de Charles de Gaulle* (New York : Carroll & Graf Publishers, 1998) 58.



La célèbre « danse d'Hitler » photo prise le jour de la capitulation de la France, juin 1940

XVII – Grande-Bretagne – l’amant maudit d’Adolf Hitler



N'oubliez pas Oran!

Rien ne doit se produire entre l'Angleterre et l'Allemagne qui pourrait de quelque manière que ce soit nuire au prestige de la Grande-Bretagne.

Adolf Hitler^[53]

Lorsque Hitler réalisa que son idée de base, la création d'un puissant Reich Allemand associé à la Grande-Bretagne, ne pourrait pas se concrétiser, il tenta de construire et de sécuriser ce Reich par ses propres moyens militaires. Ainsi, le monde entier devint son ennemi.

Joachim von Ribbentrop^[54]

...Le 22 juin 1940, la France capitula. La flotte navale française fut désarmée. Cependant, aucun document ne fut signé ordonnant que les vaisseaux de guerre français soient transférés ou cédés aux Allemands. La France promit simplement d'arrêter la guerre contre l'Allemagne. Néanmoins, peut-être Hitler avait-il prévu de s'emparer des bateaux de la France d'une manière plus sournoise ? Non, certainement pas. Après sa victoire, les demandes de l'Allemagne étaient assez modestes et ne ressemblaient en rien au vol caractérisé que leur infligèrent les Alliés à Versailles. Et pourquoi cela ? Parce que Adolf Hitler n'avait jamais prévu d'entrer en guerre avec la Grande-Bretagne et la France.

Et même à ce moment-là, après avoir vaincu les Français, il n'était guère intéressé par le pillage et préférait convaincre ces pays de rejoindre sa cause, qui devait finalement mener à la tant attendue paix avec la Grande-Bretagne. Hitler n'avait pas l'intention de continuer la guerre avec l'Ouest. Au contraire, le *Führer* était prêt à signer un traité de paix avec Londres. Et les Anglais trouveraient les termes de ce futur accord de paix plutôt acceptable. Hitler n'avait aucun désir de dépouiller les Britanniques ou de les priver de leur position de souverain du monde. Le *Führer* voulait poser les bases

⁵³ F. H. Hinsley. *Hitler's Strategy*. Pg. 81.

⁵⁴ Joachim Ribbentrop. *The Ribbentrop Memoirs*. Pg. 141.

d'une alliance éternelle entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. « Il était tellement sûr que les Anglais accepteraient son traité même après la chute de la France, qu'il n'avait aucun projet de poursuite de la guerre avec la Grande-Bretagne. »^[55] – écrit William Shirer, un journaliste américain qui travailla pour le Troisième Reich.

L'idée que le dirigeant allemand voulait conquérir la Grande-Bretagne après sa prise de la France n'est rien d'autre que le produit de l'imagination surexcitée des historiens occidentaux. Ni Hitler, ni les plus grands commandants de l'armée allemande n'étaient préparés à combattre les Britanniques.

Le 20 juin 1940, l'amiral Raeder demanda à son Führer, « et maintenant que fait-on à propos des Britanniques ? » Mais il n'eut aucune réponse. Dix jours plus tard, le chef des opérations de la Wehrmacht, le général Jodl, soumit un mémorandum à Hitler, qui déclarait que la guerre contre l'Angleterre devait être politique.^[56]

À ce propos, Alfred Jodl, qui fut plus tard pendu à Nuremberg, était chargé de la planification stratégique de l'armée Allemande.



Adolf Hitler à Paris vaincue, 23 juin 1940

Néanmoins, l'idée d'une issue paisible à la guerre contre leur protégé Adolf Hitler ne faisait pas partie des plans de la Grande-Bretagne. Lors de l'été 1940, les principes politiques britanniques restaient inchangés : des milliards de livres ne furent pas dépensés afin d'éviter que l'Allemagne nazie puisse devenir l'égal partenaire des gentlemen londoniens. Après tout, la guerre avec la Russie/URSS n'avait pas encore commencé.

« Faire la paix » avec le Führer signifiait que la Grande-Bretagne perdrait sa position hégémonique internationale de la plus offensante et stupide manière possible : **en créant un rival géopolitique de leurs propres mains et en partageant la suprématie mondiale avec lui.** Les Britanniques ne voulaient aucunement de ce genre de paix. Ils se battraient, et se battraient jusqu'au bout. Il n'y a pas de place pour les sentiments lorsque l'on fait face à la perspective

de perdre le contrôle du monde. La détermination de la Grande-Bretagne se manifestait dans les mots résolus de son Premier ministre, « pendant des années si nécessaire, tout seul s'il le faut. »^[57]

L'Opération Catapult fut rédigée par les Britanniques en un temps record et lancée seulement 11 jours après la reddition française. L'ironie de cette situation se situe dans le fait que cette fois les

⁵⁵ William Shirer. *The Rise and Fall of the Third Reich*. Pg. 747.

⁵⁶ MacGregor Knox. *Mussolini Unleashed, 1939-1941: Politics and Strategy in Fascist Italy's Last War*. Pg. 183.

⁵⁷ Winston Churchill. *The Second World War. Their Finest Hour*. Pg. 197.

Britanniques attaquaient un allié et non un ennemi. Une vilaine scène se déroula aux quais des navires de guerre français amarrés dans les ports anglais de Portsmouth, Plymouth et Devonport.

Évidemment, les marins français ne s'attendaient pas à être piégés par leurs compagnons d'armes. Churchill écrira plus tard : « *L'action était subite et devait être une surprise* ». ^[58] Tous les bateaux français furent capturés par les Britanniques tôt dans la matinée du 3 juillet 1940 : Deux cuirassés, quatre croiseurs, huit destroyers, 12 sous-marins et environ 200 démineurs et chasseurs de sous-marins. L'attaque fut tellement inattendue que seul l'équipage du sous-marin *Surcouf* réussit à opposer une quelconque résistance armée. Les équipages français furent débarqués de force et détenus « *non sans violents incidents*. » ^[59] Tels des pirates, les Britanniques s'emparèrent des vaisseaux qui étaient ensuite ajoutés à la Marine anglaise...

Mais la véritable tragédie ne s'est pas déroulée dans les ports britanniques, mais plutôt aux endroits où la flotte française était amarrée : à Mers-el-Kébir situé près d'Oran, et Dakar. En cette même matinée du 3 juillet, ^[60] un escadron britannique commandé par l'amiral James Somerville approcha Oran. L'amiral français Marcel Gensoul, le commandant de la flotte française, reçut un ultimatum de la Grande-Bretagne. Il pouvait :

- Continuer à se battre contre l'Allemagne et l'Italie comme membre de la flotte britannique
- Déplacer les bateaux vers les ports anglais et renvoyer les équipages français en France, les bateaux resteraient alors dans les mains des Anglais jusqu'à la fin de la guerre
- Déplacer les bateaux jusqu'aux Antilles Françaises ou bien les couler dans les 6 heures. ^[61]

Si Gensoul ne trouvait aucune de ces options acceptables, il pouvait « désarmer » ses navires à l'endroit où ils étaient amarrés mais seulement s'il le faisait « efficacement ». Cela voulait dire que l'on demandait aux Français de détruire leurs propres vaisseaux sous supervision britannique. En tant que commandant d'un groupe constitué des plus récents et plus puissants navires de la Marine Française, et se trouvant dans leur port d'attache, comment auriez-vous répondu à de telles demandes, venant en plus des « compagnons d'armes » de la veille ?

L'amiral Gensoul rejeta l'ultimatum britannique. Cela fut reporté à Churchill et à 18:25 (la veille de la fin de l'ultimatum) le commandant des escadrons anglais reçut l'ordre final de son Premier Ministre : « les navires français doivent accepter nos conditions, se saborder ou bien vous les coulerez avant la nuit. » ^[62]

⁵⁸ Winston Churchill. *The Second World War. Their Finest Hour*. Pg. 207.

⁵⁹ Charles de Gaulle. *Mémoires de guerre*. Pg. 110.

⁶⁰ Les Britanniques devaient frapper la flotte française simultanément dans tous les ports s'ils ne voulaient pas perdre l'effet de surprise nécessaire à leur vœu de détruire les navires.

⁶¹ David Thomas. *Battles and Honours of the Royal Navy*. Pg. 278.

⁶² Brooke C. Stoddard. *World in the Balance: The Perilous Months of June-October 1940*. Pg. 74.

À droite – l’amiral James Somerville (1882–1949)

Cependant, afin de conserver un effet de surprise, l’amiral britannique Somerville ouvrit le feu subitement, sans attendre la fin de l’ultimatum ! À 18:00, il communiqua par radio que l’attaque avait déjà commencé. Les marins français ne s’attendaient pas à ce que les Anglais leur tirent réellement dessus, mais c’est bien ce qui était en train de se passer ! Ce n’était ni un combat ni une bataille



navale. Les marins français, qui n’étaient absolument pas préparés pour se défendre, furent exécutés. « ... Les navires d’Oran étaient, en réalité, hors d’état de se battre. Ils se trouvaient au mouillage, sans aucune possibilité de manœuvre ou de dispersion. Les navires anglais purent tirer les premières salves qui, chacun le sait, sont décisives sur mer à de telles distances. Leur destruction n’est pas le résultat d’un combat glorieux. »^[63]

La réserve de munitions du cuirassé *Bretagne*, qui était amarré à Oran, fut touchée. Le navire explosa et sombra dans les profondeurs de la mer en quelques minutes. Le cuirassé *Provence* eut de gros dégâts et s’échoua ; le cuirassé *Dunkerque* parvint à manœuvrer légèrement et rejoignit le rivage. Bien qu’il fût endommagé par les torpilleurs britanniques, le croiseur de bataille *Strasbourg* réussit quand même à transpercer les lignes anglaises, accompagné de cinq destroyers et plusieurs sous-marins, et rejoindre les côtes françaises sous le feu ennemi.

L’amirauté britannique était rassurée, tous les nouveaux bateaux de guerre français étaient dorénavant hors-service. Le dernier d’entre eux, le *Richelieu*, amarré à Dakar, fut attaqué par les torpilleurs anglais du porte-avions *HMS Hermes* et gravement touché. En tout, près de 1300 Français furent tués durant l’opération Catapult. ^[64] En réponse à cette trahison, le gouvernement français rompit les relations diplomatiques avec l’Angleterre, sans toutefois déclarer la guerre.

Mais les Allemands auraient-ils pu capturer la flotte française ? Aucune chance. Ils n’essayèrent pas avant le 26 novembre 1942, deux ans après l’opération Catapult, lorsque les troupes allemandes entrèrent dans Toulon.^[65] La flotte française postée là-bas fut sabordée sur ordre du gouvernement de Vichy. Trois cuirassés, 8 croiseurs, 17 destroyers, 16 torpilleurs, 16 sous-marins, 7 sloops, 3 patrouilleurs et 60 transporteurs, chalutiers et remorqueurs furent engloutis dans la mer.^[66] Comme

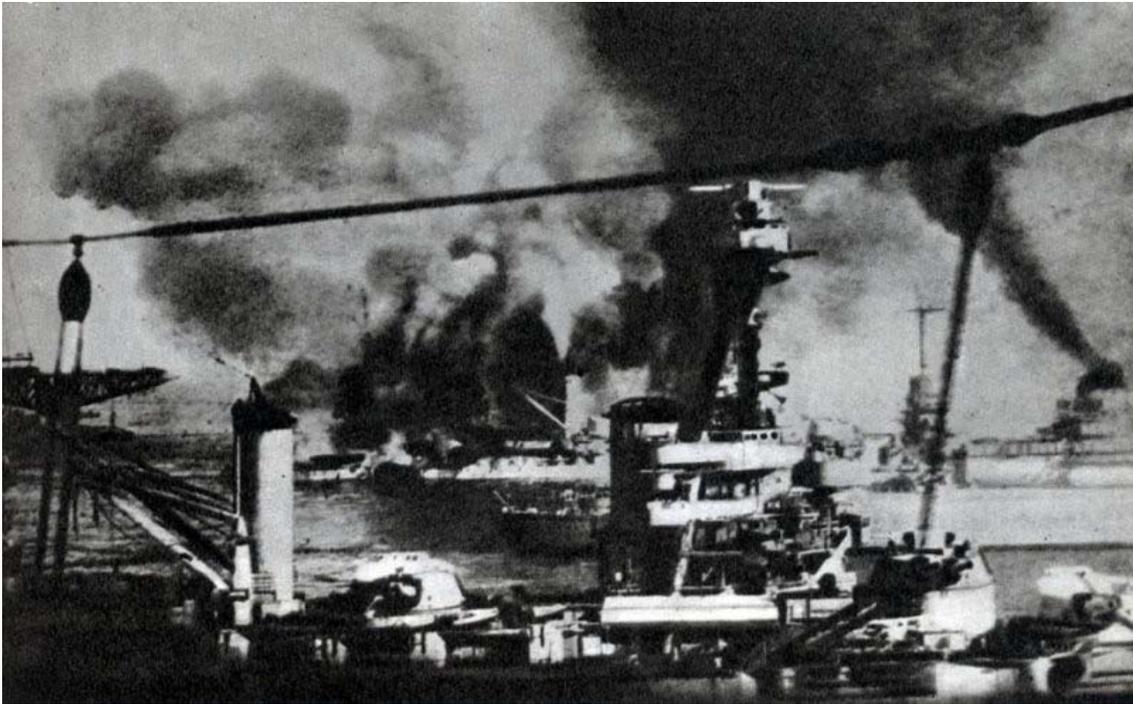
⁶³ Charles de Gaulle. *Mémoires de guerre*. Pg. 276.

⁶⁴ John Grehan. *Churchill’s Secret Invasion : Britain’s First Large Scale Combined Operations Offensive 1942*. Pg. 7.

⁶⁵ Peu avant cela, les Britanniques et les Américains pénétrèrent à Algiers, i.e, une colonie française en Afrique. Résistant farouchement aux Anglo-Saxons tout d’abord, l’amiral français François Darlan coopéra plus tard avec eux. Ainsi, l’Allemagne fut forcée d’occuper le reste de la France « libre », dans le but d’empêcher une potentielle invasion des Anglais et Américains.

⁶⁶ Charles de Gaulle. *Mémoires de guerre*. Pg. 59.

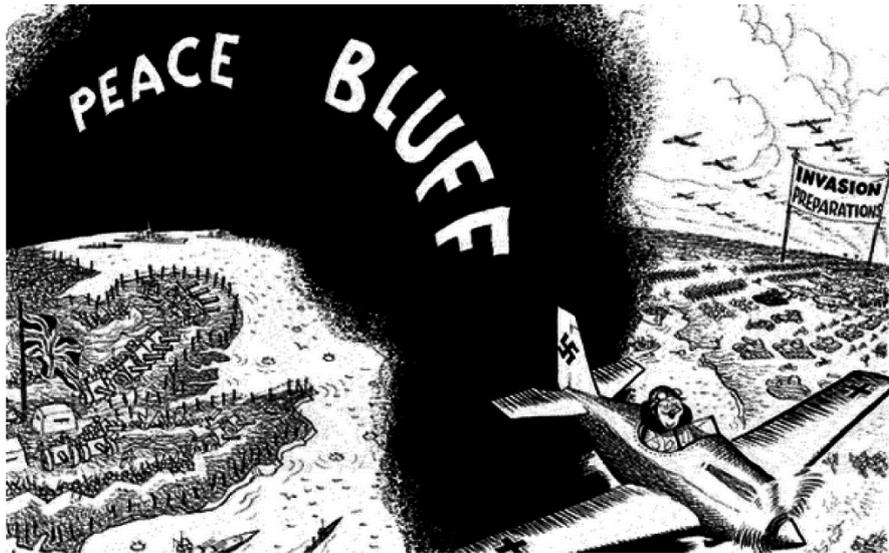
vous pouvez le constater, les Français ne cédèrent pas. Pourquoi ? Parce qu'ils ne furent à aucun moment les marionnettes des Allemands et ne prévirent jamais d'abandonner leur flotte au profit de ceux-ci ou des Anglais. La veille de cette trahison qu'était l'opération Catapult, la France avait promis à Churchill que les navires de guerre français ne tomberaient jamais entre les mains allemandes et ce, quelles que soient les circonstances.



L'escadron français sous le feu de la flotte anglaise, Mers-el-Kébir, 3 juillet 1940.



L'importante base navale française de Toulon, photo prise en 1944. On aperçoit les coques submergés du VSS Tartu, du Cassard, de L'Indomptable, du Vautour, de l'Aigle et du Condorcet.



Deux semaines après l'attaque déloyale de la Grande-Bretagne sur la Marine Française, le monde discutait déjà d'un événement très différent. **Le 19 juillet 1940**, Adolf Hitler monta à la tribune du Reichstag allemand. Dans ce hall étaient assis non seulement les membres du Parlement allemand, mais aussi des généraux, les chefs des SS, et des diplomates – la crème du troisième Reich. Tous ont ardemment écouté leur Führer. Et de quoi parlait-il ? Du brillant succès de l'armée allemande qui avait écrasé la France à une vitesse incroyable. Mais ensuite Hitler continua de parler... de paix. Pas de l'idée abstraite qu'est « la paix dans le monde, » mais d'une paix particulière entre les puissances mondiales qui incarnaient cet idéal. Hitler, un anglophile, était au sommet de sa gloire quand il fit son appel à la paix à la Grande-Bretagne. Le vainqueur offrait la paix au vaincu. Le discours de Hitler, qui était traduit en anglais par un interprète pendant qu'il parlait, a fait le tour du monde.

De Grande-Bretagne, je ne perçois qu'un seul cri, qui n'est pas le cri des masses, mais des politiciens. On crie à la continuation de la guerre ! J'ignore si ces politiciens se font une idée exacte de ce que sera cette future continuation de la guerre. Ils déclarent en tout cas qu'ils continueront cette guerre — au besoin des bases du Canada — si l'Angleterre en tant que telle devait succomber. Je ne crois guère quant à moi que le peuple anglais ira là-bas. Vraisemblablement, seul ces messieurs intéressés par la continuation de leur guerre se retireront au Canada. Le peuple, j'en ai bien peur, devra rester en Grande-Bretagne et... verra certainement la guerre d'un autre œil que leurs soi-disant dirigeants ne la verront du Canada.



Je ne vois aucune raison de continuer cette guerre.
(William Shirer, The Rise and Fall of the Third Reich,

Croyez-moi, messieurs, je ressens un profond dégoût à l'égard de ces politiciens sans scrupules qui détruisent des nations. J'ai presque le cœur gros de penser que le destin m'a élu pour asséner le coup de grâce aux structures que ces hommes ont déjà vouées à la ruine... M. Churchill...

naturellement sera déjà au Canada, là où la fortune et les enfants des principales personnes qui veulent la guerre ont été déjà envoyés. Mais pour des millions d'autres gens, ce sera le début d'atrocités

souffrances. M. Churchill devrait peut-être, pour une fois, me croire quand je prédis qu'un grand empire sera détruit – un empire qu'il n'a jamais été dans mes intentions de détruire ou même de léser...

En cette heure je me sens tenu en conscience d'adresser une nouvelle fois un appel à la raison et au bon sens en Grande-Bretagne autant qu'ailleurs. Je me considère en mesure de faire cet appel puisque je ne suis pas le vaincu demandant des faveurs, mais le vainqueur parlant au nom de la raison.

Le 22 juillet 1940, le ministre des Affaires étrangères britannique, Lord Halifax, fit un discours rejetant l'appel à la paix de Hitler. **Ce pays tellement idolâtré par Adolf Hitler, cette puissance du monde, cette alliance qu'il a considérée comme particulièrement prometteuse et utile à l'Allemagne, avait une fois encore repoussé sa main tendue. C'était une impasse.** Pas pour l'État allemand, qui avait payé un si petit prix pour devenir si puissant. C'était une impasse pour le politicien Adolf Hitler, qui désirait ardemment détruire le communisme et établir un nouvel ordre mondial, mais qui avait à la place signé un traité de paix avec les Bolcheviques et luttait contre ceux qui avaient construit un empire exemplaire bien avant qu'il ait été né. Un empire que Hitler lui-même avait toujours idéalisé. « *J'admire les Anglais. Comme colonisateurs, ce qu'ils ont accompli est sans précédent,* » a noté le Führer dans un de ses maints rapports au sujet des vertus du colonialisme britannique.

Mais qu'en est-il de l'Opération Lion de Mer ? Qu'en est-il de l'impitoyable bombardement de Londres ? Qu'en est-il de la bataille d'Angleterre qui se déroula dans les airs ? Tout cela ne peut-il pas être vu comme la preuve du combat anglais contre les nazis et du désir de Hitler de conquérir les Îles britanniques ?

Non. Ces « combats » ne constituaient qu'un petit épisode si l'on compare avec le drame sanglant qui s'ensuivit dans l'Est.

Le général Gerd Von Rundstedt

Commençons par le commencement. Le 13 juillet 1940, six jours avant son discours de « paix » au Reichstag, le Führer a publié la Directive no. 16 : « *pour développer des plans contre les Anglais.* » Cette directive débutait par la déclaration suivante : « L'Angleterre, malgré sa situation militaire désespérée, n'a jusqu'ici montré aucune volonté de parvenir à un compromis »^[67] Conscients de l'attitude respectueuse de Hitler envers les Anglais et son hésitation extrême à les combattre, les généraux allemands n'ont pas mis beaucoup d'efforts dans la rédaction de l'Opération Lion de Mer. Ils étaient persuadés que les troupes allemandes ne débarqueraient jamais en Angleterre. Le général allemand Gerd von Rundstedt a indiqué aux enquêteurs des Alliés en 1945 que « *l'invasion proposée de l'Angleterre n'avait aucun sens, parce que les bateaux nécessaires n'étaient pas disponibles... Nous avons considéré la chose comme une sorte de jeu... J'ai le sentiment que le Führer n'a jamais vraiment voulu envahir l'Angleterre.* »^[68] Son collègue, le général Günther Blumentritt, a également affirmé que les généraux allemands considéraient l'Opération Lion de Mer comme un bluff.



⁶⁷ Peter Fleming. *Operation Sea Lion: Hitler's Plot to Invade England*. Pg. 15.

⁶⁸ William Shirer. *The Rise and Fall of the Third Reich*. Pg. 761.

[⁶⁹] La preuve de ceci était la décision de Hitler de dissoudre 50 divisions et d'en transférer 25 autres aux corps de paix.[⁷⁰]

En août 1940, le journaliste américain William Shirer arriva sur les rivages de la Manche et ne trouva là-bas aucun signe de préparation à une quelconque invasion des Îles britanniques. [⁷¹] Même les dates limites de Hitler pour préparer l'armée allemande à attaquer l'Angleterre ont été repoussées du 15 septembre au 21, puis au 24, et finalement au 12 octobre. Mais au lieu d'un ordre de débarquement, un document très différent apparut ce même jour : « *Le Führer a décidé qu'à partir de maintenant et jusqu'au printemps, les préparations pour l'Opération Lion de Mer seront maintenues dans l'unique but de maintenir une pression politique et militaire sur l'Angleterre.* »[⁷²]

Ainsi sous quel angle devrions-nous considérer la fameuse bataille d'Angleterre ? Pourquoi Hitler a-t-il donné l'ordre de commencer le bombardement des Îles britanniques? Afin de mieux comprendre la stratégie de Hitler, comprenons d'abord ses objectifs. Il n'a aucun désir de combattre l'Angleterre, mais l'empire britannique refuse de signer un traité de paix. Qu'est supposé faire le chef de l'Allemagne dans une telle situation ? **Accepter les conditions anglaises (ce qui serait une concession stupide et totalement inacceptable pour un vainqueur) ou essayer de les persuader de faire la paix.** Mais il voulait seulement les persuader, pas les écraser ni les détruire. Puisque même si les troupes allemandes débarquaient avec succès sur les rivages anglais, ce serait peu utile à Hitler. Si les îles étaient occupées, la famille royale et les aristocrates de Grande-Bretagne sauteraient aussitôt sur les vaisseaux de guerre et se dirigeraient vers le Canada, sans se rendre ou signer un traité de paix. Que faire alors ? La guerre qui se profilait serait sans fin pour l'Allemagne, parce que, comme nous l'avons dit, les Allemands n'avaient pratiquement pas de marine. Qu'est-ce que cela leur apporterait d'occuper l'Angleterre ? Rien du tout. Mais Hitler s'accrocha à l'espoir qu'en faisant tout un spectacle de ses préparations à l'invasion des rives britanniques et qu'en insistant sur les horreurs d'une guerre sur le sol anglais, il pourrait pousser les dirigeants britanniques à accepter un compromis paisible. Si seulement il pouvait employer bombes et bluffs pour montrer aux Anglais que leur obstination aurait de graves conséquences ! Dans ce but, il débuterait l'Opération Lion de Mer par une attaque aérienne sur les Îles britanniques – il lancerait ainsi la bataille d'Angleterre.



Fribourg après des bombardements Alliés, Mai 1940

Nous sommes toujours fascinés par les mythes et les stéréotypes. Demandez à n'importe qui – qui fut le premier à bombarder des villes pleines de civils ? Et on vous répondra- « les nazis. » Mais en fait, les premières bombes – qui ont atterri sur des civils et non des cibles – n'ont pas été lâchées par les avions allemands mais **par les Anglais. Le 11 mai 1940**, juste après être devenu Premier ministre, Winston Churchill a commandé le

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ A. J. P. Taylor. *Vtoraya Mirovaya Voina // Vtoraya Mirovaya Voina: Dva Vzglyada*. Pg. 423.

⁷¹ William Shirer. *The Rise and Fall of the Third Reich*. Pg. 761.

⁷² Ibid. Pg. 774.

bombardement de la ville allemande de Fribourg (dans la province de Baden). Ce ne fut pas avant le **10 juillet 1940** que les avions allemands menèrent leur **premier** raid aérien sur le sol anglais. Cette date marqua le début de la bataille d'Angleterre.

Durant la majeure partie de la bataille d'Angleterre, les pilotes allemands attaquaient les cibles militaires ennemies. Mais les Anglais alternaient les raids contre les objectifs militaires et les frappes aériennes sur les villes allemandes. Les 25, 26 et 29 août les avions britanniques bombardèrent Berlin. Le 4 septembre 1940, Adolf Hitler s'exprima depuis sa capitale assiégée à ce propos, il parla notamment de cette campagne aérienne, «...*A chaque fois qu'ils voient une lumière, les Anglais lâchent une bombe... sur les zones résidentielles, les fermes et les villages. Depuis trois mois je n'ai pas répondu à cela parce que je croyais qu'une telle folie ne durerait pas. M. Churchill a pris ça comme un signe de faiblesse. Nous devons maintenant répondre nuit après nuit.*»^[73]

Ce n'est qu'à partir du **7 septembre** que les avions allemands commencèrent à faire des raids réguliers sur Londres. Ceci est encore une preuve claire que Hitler ne projetait pas une invasion des Îles britanniques. Autrement, ne pas se concentrer sur l'annihilation des forces aériennes anglaises et se contenter de représailles sur des civils était totalement idiot. Si les chefs allemands prévoyaient d'occuper l'Angleterre, ils n'auraient pas bombardé la capitale britannique – au lieu de cela ils auraient détruit les terrains d'aviation et les installations militaires qui auraient entravé une éventuelle invasion.

Un fait reste donc indéniable : le dirigeant de l'Allemagne mène une guerre timide contre la Grande-Bretagne, se contentant de répondre par des contre-attaques. Ce n'est pas de cette façon que l'on gagne une guerre. **Mais Hitler ne projetait pas de gagner cette guerre, il souhaitait y mettre un terme !**

Centre de Coventry, R-U après un raid aérien allemand, novembre 1940

À quel point ces raids aériens allemands étaient-ils mortels et terrifiants ? Selon les nombres officiels, pendant la Bataille d'Angleterre 842 personnes furent tuées à Londres et 2.347 furent blessées.^[74] La plus tristement célèbre attaque aérienne allemande sur la ville anglaise de Coventry le 14 novembre 1940 fit 568 morts.



Évidemment la mort de tout être humain est une tragédie, mais ces nombres ne semblent pas si élevés quand on les compare aux millions de victimes russes, chinoises, yougoslaves et polonaises de la Deuxième Guerre Mondiale. Le même sentiment se fait ressentir quand on s'intéresse à la réelle contribution des Anglais à la défaite de l'Allemagne nazie. Au cours de toute la Deuxième Guerre Mondiale, l'Angleterre a perdu 388.000 personnes, dont 62.000 civils. ^[75] Cela signifie que seulement 62.000 non-combattants britanniques furent victimes des bombes allemandes durant la guerre. Donc, est-ce beaucoup ou pas beaucoup ? Tout est relatif. Le territoire français occupé par les Allemands n'était pas la cible principale des avions alliés. Pour cette raison, les bombes britanniques et américaines ont tué seulement 30.000 personnes là-bas en quatre ans (de l'été 1940 à l'été 1944).

⁷³ William Shirer. *The Rise and Fall of the Third Reich*. Pg. 779.

⁷⁴ Ibid. Pg. 780.

⁷⁵ Alan Bullock. *Hitler and Stalin: Parallel Lives*. Pg. 983.

Mais après l'invasion de la Normandie, les avions britanniques et américains ont commencé à bombarder les villes et les villages français bien plus fréquemment, afin de mettre en déroute les forces allemandes. En conséquence, pendant les trois mois de l'été 1944, alors que les Allemands étaient repoussés hors de la France, 20.000 Français de plus furent tués (sur 50.000 au total) par des bombes larguées par leurs « libérateurs ».[⁷⁶]

Mais **le nombre de civils allemands tués durant des bombardements est encore enveloppé de mystère**. Personne ne peut donner un chiffre définitif. Car celui-ci est trop effroyable. Si l'Allemagne avait gagné la Deuxième Guerre Mondiale, alors Churchill, Roosevelt et les chefs des forces aériennes alliées auraient été certains d'avoir une place sur le banc des accusés, mais également une condamnation à mort pour leurs centaines de milliers de victimes. Mais l'histoire est écrite par les vainqueurs. Par conséquent, d'autres criminels furent jugés pour d'autres crimes à Nuremberg, alors que ceux qui ont rasé des villes allemandes entières avec tous leurs habitants pouvaient prendre leur retraite en paix...



Une partie de Hambourg en ruine en 1946. Cela prit des années pour reconstruire Hambourg et d'autres villes allemandes dévastées par les bombardements alliés de la Seconde Guerre mondiale.

Hambourg fut la première victime de la stratégie de guerre aérienne de la Grande-Bretagne. L'opération Gomorrhe a commencé la nuit du 24 juillet 1943. Les Anglais avaient déjà lancé des attaques sur les villes allemandes. Mais cette nouvelle campagne aérienne était emplie de nouveautés : le nombre de bombardiers (700) et le nombre étonnant de bombes incendiaires qui furent lâchées sur la ville. Ainsi, un nouveau et terrible phénomène apparut dans l'histoire de l'humanité – la tempête de feu. Quand un grand nombre de petits feux sont concentrés dans un même endroit, ils chauffent très rapidement l'air jusqu'à une telle température que l'air plus frais alentour est aspiré, comme dans une cheminée, vers la source de chaleur. La différence de températures atteignit 600-1.000 degrés, formant ainsi des tornades jamais vues dans la nature, où les différences de températures ne dépassent pas 20-30 degrés. De l'air chaud parcourait les rues à toute vitesse, transportant des étincelles, des petits morceaux de bois ardents, mettant le feu à de nouveaux bâtiments et incinérant littéralement n'importe qui se trouvant sur son chemin. Il n'y avait aucune manière d'arrêter ce cyclone de flammes. Le feu fit rage dans la ville pendant encore plusieurs jours, et une colonne de fumée de six kilomètres s'était levée !

Des bombes au phosphore furent également employées contre les habitants de Hambourg. Les particules de phosphore se collent à la peau et ne peuvent pas être éteintes parce qu'elles s'enflamment au contact de l'air. Les habitants de la ville furent brûlés vivants et personne ne pouvait rien faire pour les aider. Selon des témoins oculaires la chaussée bouillonnait, du sucre stocké dans les entrepôts de la ville bouillait, et les fenêtres en verre des tramways avaient fondu. Des civils innocents furent brûlés vivants, réduits à l'état de cendres, ou suffoquèrent à cause du gaz toxique pendant qu'ils essayaient de se protéger des bombes dans le sous-sol de leurs maisons. Aussitôt que ces feux étaient éteints, un nouveau raid aérien arrivait, et puis un autre. En une semaine, 55.000 résidents de

⁷⁶ Charles de Gaulle. *Voennye Memuary. Edinstvo. 1940–1942*. Pg. 189–190.

Hambourg moururent dans des attaques aériennes, ce qui correspond à peu près au nombre de personnes tuées en Angleterre tout au long de la guerre. [77]

Êtes-vous déjà allés à Hambourg ? Si vous y allez, vous pourriez vous demander pourquoi il ne reste rien de la vieille ville hanséatique. Et si vous demandez on vous répondra que 13 kilomètres carrés du centre de la ville historique ont été complètement incinérés ; 27.000 bâtiments résidentiels et 7.000 bâtiments publics ont été détruits, y compris quelques monuments antiques de culture et d'architecture ; et que 750.000 personnes sur les deux millions d'habitants de Hambourg se retrouvèrent à la rue.

Mais c'était juste le commencement. La deuxième tempête de feu de l'histoire de l'humanité a été créée dans la ville de **Cassel** le 22 octobre 1943. Cette nuit-là, 10.000 habitants sur les 250.000 de cette ville périrent. Cassel serait suivi de Nuremberg, de Leipzig, et de beaucoup d'autres villes. **Soixante-et-une villes allemandes, pour une population totale de 25 millions de personnes, subirent des dommages colossaux, huit millions de personnes ont été laissées sans-abri, et environ 600.000 furent tuées.** Parmi eux se trouvaient beaucoup d'enfants, de personnes âgées, et de femmes, mais très peu d'hommes. Après tout, la plupart de ceux-ci étaient au front...

Dresde à la veille de la Seconde Guerre Mondiale.

La pire tempête de feu se produisit à [Dresde](#) à cause des bombardiers britanniques et américains. Les avions britanniques ont effectué leur premier raid dans la nuit du 13 février 1945. Le matin suivant la ville embrasée fut soumise à une deuxième offensive – cette fois courtoisie de l'Armée de l'Air américaine. Au total, 1.300 bombardiers ont participé, ayant pour résultat une tempête de feu d'une ampleur sans précédent. Dresde fut rasée de la carte. **Jadis considérée**

comme l'une des villes les plus belles d'Allemagne, c'est aujourd'hui une ville presque exempte de charme architectural. Il ne fut jamais possible d'établir définitivement le nombre de victimes qui moururent : selon diverses estimations, entre 60.000 et 100.000 personnes périrent dans cet enfer ardent. Regardez la date de ce raid et demandez-vous, **pourquoi, deux mois avant la fin de la guerre, quand l'issue était déjà décidée, était-il nécessaire de perpétrer un tel carnage dans une ville sans cibles militaires ou usine d'armes ?** Était-ce un accident ? Une erreur ? Rappelez-vous qui a lâché des bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki pendant les derniers jours de la Seconde Guerre Mondiale. Ces criminels n'ont jamais été punis non plus.



⁷⁷ Janusz Piekalkiewicz *The Air War, 1939-1945*. Harrisburg, Pa.: Historical Times Inc., 1985. Pg. 288.



Le bombardement des villes civiles avait comme conséquence la destruction et la perte de vies humaines dans tous les pays belligérants. Il est extrêmement difficile de déterminer quel côté fut le premier à lancer de telles attaques. Mais évidemment les bombes britanniques causèrent le plus de victimes et le plus de dévastation.



Durant cette période la Grande-Bretagne n'a jamais accepté d'accord de paix. Elle a assidûment continué son pilonnage des villes allemandes. Elle montrait sa détermination à combattre jusqu'au bout. Le Royaume-Uni pouvait être combattu, et même défait, mais après avoir examiné ses différentes options, Adolf Hitler se posa deux questions. Que lui coûterait cette victoire ? Et le plus important – quel était l'intérêt ?

Et puis le 10 mai 1941, le plus proche allié de Hitler, Rudolf Hess, s'envola pour le Royaume-Uni de son propre chef.^[78] C'était une tentative désespérée de faire la paix avec l'Angleterre. Bien qu'à proprement parler, l'objectif de Hess n'était en fait pas un secret : « Il (Hess) connaissait et comprenait les pensées intimes de Hitler – sa haine de la Russie Soviétique, son désir de détruire le Bolchevisme, son admiration pour la Grande-Bretagne et son honnête souhait d'entretenir une relation amicale avec l'Empire britannique... » ^[79]



Il restait un peu plus d'un mois avant l'attaque prévue contre l'URSS. Hitler devait décider si oui ou non il devait lancer l'Opération Barbarossa. Les plans pour cette invasion n'étaient pas encore gravés dans le marbre. La décision d'attaquer l'Union Soviétique n'avait pas encore été finalisée lorsque Hess se préparait à son voyage. Hitler n'aurait jamais fait la guerre sur deux fronts. Alors pourquoi est-ce exactement ce qu'il s'est passé ? Parce que lorsqu'il lança l'offensive contre l'URSS, il était convaincu qu'il n'y aurait pas de second front et qu'il n'y en aurait jamais ! C'est ce qu'il était ressorti du voyage de Hess.

Il est important de comprendre que le grand secret derrière la mystérieuse expédition vers l'Angleterre de l'adjoint de Hitler n'a rien à voir avec l'offre de celui-ci, mais plutôt avec la réponse que les Britanniques lui ont donnée !

Les Anglais garantirent leur neutralité en ce qui concerne la future guerre de Hitler avec l'URSS. Et ils promirent d'accepter l'offre de paix allemande une fois que la Russie aurait été vaincue.

« Le fameux Hess a en réalité été envoyé en Angleterre par les nazis dans le but de persuader les politiciens britanniques de rejoindre leur croisade contre l'Union Soviétique. Mais les Allemands firent une sérieuse erreur de calcul. Malgré les efforts de Hess, la Grande-Bretagne et les USA étaient au contraire, dans le même camp que l'URSS contre l'Allemagne nazie » expliqua Staline depuis sa capitale assiégée de Moscou.

⁷⁸ Le timing du vol de Hess fut minutieusement choisi. Selon les plans établis par l'état-major allemand, les préparations pour l'Opération Barbarossa devaient être terminées pour le 15 mai 1941.

⁷⁹ Winston Churchill. *The Grand Alliance*. Pg. 44.

Lorsque Hitler décidait d'attaquer l'Union Soviétique, cela signifiait que l'Angleterre le soutenait dans cette campagne. C'est la seule explication. **La Grande-Bretagne dressa méthodiquement l'Allemagne nazie contre la Russie, et finalement les Anglais parvinrent à forcer le Führer à attaquer l'URSS.** Hitler a été dupé par sa propre admiration pour l'Angleterre. Le chef allemand s'est comporté stupidement parce que les Anglais lui avaient promis qu'ils resteraient neutres. **Les raids aériens allemands faisant rage au-dessus de la Grande-Bretagne se terminèrent soudainement juste après la visite de Hess,** pour reprendre seulement en janvier 1943.



Rudolf Hess

En mai 1941, Rudolf Hess apporta une offre de paix du Führer aux Anglais. Les Britanniques autorisèrent l'attaque de Hitler sur la Russie et promirent leur assistance, mais ils l'eurent doublé avant le 22 juin 1941.

Le 17 août 1987, Rudolf Hess, le dernier survivant des leaders du Troisième Reich, fut retrouvé pendu à la prison de Spandau à l'âge de 93 ans. Il y était détenu depuis 46 ans. Tous les autres qui furent condamnés à la prison en même temps que lui lors du procès de Nuremberg avaient déjà été relâchés. Après 1966 il devint le seul et dernier détenu de la prison de Spandau. Le diplomate Konstantin von Neurath, condamné à 15 ans de prison, y resta huit ans avant d'être libéré, officiellement pour des raisons de santé. L'amiral Karl Dönitz et le chef de la jeunesse hitlérienne, Baldur von Schirach, ont été également libérés, après dix et vingt ans respectivement. Mais l'incarcération de Rudolf Hess ne se terminait pas.

*Pourquoi ? Le lecteur dira que c'est parce qu'il a été condamné à la prison à vie. Mais... ce n'est pas tout à fait exact. L'amiral Raeder avait été condamné à la même sentence et fut libéré après seulement dix ans, Walter Funk, le Ministre des Affaires économiques du Reich, fut libéré après 12 ans. Ils furent libérés parce qu'ils ne possédaient pas le terrible secret de Hess. **Le fait que lui seul savait quelles promesses les Anglais avaient faites à Hitler et pourquoi le Führer les avait crués...***

Les circonstances entourant sa mort sont des plus mystérieuses. Les examens du corps de Hess ont montré qu'il avait été étranglé et que son suicide avait été mis en scène. Mais qui aurait pu commettre un acte si odieux ? Le fils de Hess, Wolf Rüdiger, n'a jamais douté du fait que son père avait été [assassiné par les Anglais](#). Le terrible secret de la diplomatie britannique, qui avait incité Hitler à attaquer l'Union

Soviétique, ne pourrait jamais être révélé. Et la cause involontaire de sa mort était... le chef soviétique Mikhail Gorbachev. Le fait est que des gens à l'Ouest réclamaient depuis longtemps la libération de Hess. Mais l'URSS avait toujours été la plus fervente opposante à sa libération, convaincue depuis longtemps que les nazis n'avaient pas leur place dans le monde extérieur. Mais avec la perestroïka qui battait son plein, Gorbachev dit à ses amis occidentaux qu'il était disposé à faire un geste de bonne volonté en laissant sortir Hess. Ainsi il signa l'arrêt de mort de ce dernier. Les Britanniques devaient agir rapidement pour réduire au silence ce témoin indésirable.

Tous les indices matériels des causes de la mort de Rudolf Hess : la maison d'été, le cordon électrique, les meubles, et même la prison de Spandau elle-même – furent détruits juste après sa mort. Les dossiers contenant les documents sur le cas de Hess ont été classifiés par le gouvernement britannique jusqu'en 2017. Apprendrons-nous jamais la vérité au sujet des négociations de la Grande-Bretagne avec Hess en mai 1941 ? Seul l'avenir le dira.

... Quand Hitler attaqua l'Union Soviétique, il fut cruellement dupé par les Anglais dès le premier jour. Le soir du 22 juin, Churchill, s'exprimant sur la BBC, promit : « Nous sommes déterminés à détruire Hitler et tous les vestiges du régime nazi... Ainsi, nous fournirons à la Russie et au peuple russe toute l'aide que nous pourrons. »^[80] Mais il est intéressant de noter que l'Union Soviétique n'a jamais reçu d'aide du Royaume-Uni ou des USA lorsqu'elle en avait vraiment besoin ou en tout cas pas dans les quantités nécessaires (pour plus de détails, lisez : [Prêt-bail de la 2ème Guerre Mondiale : l'aide américaine a-t-elle été vraiment si utile ?](#)). Les Anglais prêtaient une attention toute particulière aux batailles cruciales qui se déroulaient sur le front oriental, attendant la défaite de l'URSS et l'opportunité de porter le coup de grâce aux troupes épuisées de Hitler. C'est seulement quand il est devenu clair en 1944 que l'Union Soviétique repoussait à elle seule l'Allemagne nazie, que Washington et Londres décidèrent d'ouvrir un second front afin de pouvoir s'adjuger une partie de la victoire.

En attendant, l'histoire de l'arrivée de Hitler au pouvoir, les raisons du « miracle » économique qui s'ensuivit en Allemagne avec le chef nazi à sa barre, son amour pour le Royaume-Uni, et sa sympathie pour la façon qu'ont les Anglais de contrôler les nations subjuguées, tout ceci pointe clairement vers le véritable coupable de la Deuxième Guerre Mondiale. Ce coupable qui mérite de partager les lauriers de la honte décernés au meurtrier de millions de personnes, avec le Troisième Reich, qui fut si minutieusement et si rapidement érigé des cendres allemandes de la Première Guerre Mondiale.

⁸⁰ Christopher Catherwood. *His finest hour*. Pg. 154.



Staline et Churchill

XVIII – Comment la Grande-Bretagne a aidé l’Union Soviétique à combattre Hitler



Dans les épisodes précédents des Episodes, nous avons souvent décrit des exemples évidents de manœuvres diplomatiques britanniques à l’égard d’Hitler juste avant et au début de la Seconde Guerre Mondiale (lisez par exemple, les chapitres « [La Pologne trahie](#) » et « [Qui a signé la condamnation à mort de la France en 1940?](#) ») **Le principal objectif de la politique britannique à l’époque était de mettre le fascisme allemand sur la voie d’un conflit avec l’URSS.** Le pacte de non-agression entre l’Allemagne et l’Union soviétique signé en août 1939 a contrarié les plans du ministère des Affaires étrangères à bien des égards, mais n’a rien changé de la position stratégique de la Grande-Bretagne.

Après la défaite écrasante et presque instantanée de la France, Hitler, opérant désormais dans une position de force, reprit ses tentatives de parvenir à un accord avec la Grande-Bretagne sur la division des sphères d’influence mondiales – efforts qui avaient été suspendus à l’été 1939. [Nous avons déjà parlé](#) de son fameux discours « pacifiste » prononcé au Reichstag le 19 juillet 1940. L’allocution radiophonique – « [Nous restons indifférents aux menaces](#) » , qui a été diffusée en réponse par l’actuel chef du ministère des Affaires étrangères, Lord Halifax, était sans conteste provocatrice:

Les peuples du Commonwealth britannique, ainsi que tous ceux qui aiment la confiance, la justice et la liberté, n’accepteront jamais ce nouveau monde d’Hitler.

Mais en examinant de près les [détails](#) de la guerre fictive qui a suivi, connue sous le nom de « Bataille d’Angleterre », on est frappé par le sentiment de ridicule de ce qui s’est réellement passé. Pendant une grande partie de cette campagne, les allemands attaquèrent les installations militaires ennemies. Les Britanniques alternèrent leurs raids aériens sur des cibles militaires avec leurs bombardements de villes allemandes. Par exemple, à la fin d’août 1940, les bombardiers britanniques frappèrent Berlin. Mais ce n’est que le 7 septembre que les avions allemands ont lancé des raids réguliers au-dessus de Londres. À la fin de la bataille d’Angleterre, 842 Londoniens sont morts au cours du Blitz allemand et la célèbre attaque de Coventry le 14 novembre 1940 a fait 568 victimes. Le nombre de victimes civiles allemandes des raids aériens britanniques a été incomparablement plus élevé en Allemagne (bien qu’il n’y ait toujours pas de statistiques officielles sur le nombre de ces morts, ce qui est surprenant). Nous sommes constamment confrontés à un fait inéluctable: Hitler ne mène qu’une guerre tiède contre la Grande-Bretagne, ne pratiquant que la réciprocité avec des contre-attaques.

Manifestement, ce n'est pas comme ça qu'on gagne une guerre. **Mais si nous partons de l'hypothèse que le Führer n'avait pas réellement l'intention de gagner une guerre contre la Grande-Bretagne, mais cherchait seulement à rendre Londres plus susceptible d'accepter des conditions de paix plus favorables à l'Allemagne, alors la logique derrière les événements devient claire. La Grande-Bretagne ne voulait pas la paix, elle voulait que Hitler se tourne vers l'est!**



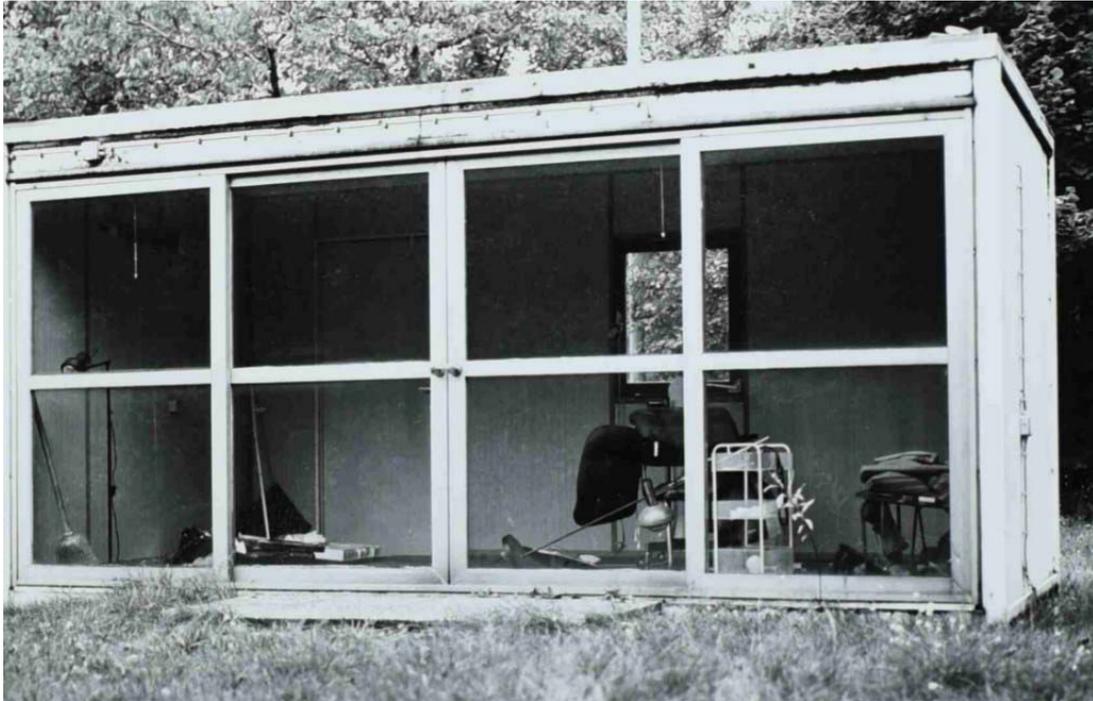
Rudolf Hess à la prison de Spandau, 1987

Tout au long de cette période, le Chancelier du Reich s'est engagé dans des tentatives acharnées mais généralement infructueuses de négocier avec Londres par des voies officieuses. Sans aucun doute, la figure la plus marquante et la plus mystérieuse de ces tentatives était l'envoyé du Führer [Rudolf Hess](#), le seul criminel de guerre nazi condamné à la prison à perpétuité qui n'a jamais réussi à sortir de prison vivant. Sans entrer dans les détails (digne d'un roman policier) de son activité tumultueuse entre l'automne 1940 et le printemps 1941 (il suffit de mentionner l'histoire de sa fameuse lettre au Duc de Hamilton du 23 septembre 1940, qui a été plus tard « perdue »), il faut admettre **que la**

quintessence de ces tentatives était [la fuite de Hess vers la Grande-Bretagne le 10 mai 1941](#) avec l'intention d'obtenir une promesse de la Grande-Bretagne qu'elle n'entrerait pas dans la mêlée en faveur de l'URSS si l'opération Barbarossa devait être lancée.

En mai 1941, Londres a donné à Hitler les assurances qu'il désirait tant de sa neutralité dans sa future guerre contre l'URSS et la promesse de la paix tant attendue par l'Allemagne après la défaite de la Russie... Sinon, Hitler n'aurait jamais décidé d'attaquer l'URSS. C'est le plus grand secret de la politique britannique de la Seconde Guerre Mondiale, et pour garder ce terrible secret sous silence, le nazi Rudolf Hess a passé 46 ans en prison et a été étranglé à l'âge de 93 ans avec un cordon électrique.

Il fallait s'attendre à ce que les nouveaux documents sur l'affaire Hess, [déclassifiés par le Foreign Office](#) il y a plusieurs mois, n'éclaircissent pas cet aspect critique de ses négociations à Londres en mai 1941.



La maison d'été dans le jardin de la prison de Spandau où Rudolf Hess a été tué le 17 août 1987.

Et ainsi, en juin 1941, la situation sur le théâtre de guerre européen était revenue sur une voie favorable à la Grande-Bretagne. La première priorité de Londres a été de faire durer la guerre le plus longtemps possible à l'Est – une victoire rapide de l'une ou l'autre des parties aurait fait peser des risques inacceptables sur les intérêts britanniques en Europe et au Moyen-Orient. C'est pourquoi l'aide britannique à la Russie devait être offerte au compte-gouttes. La Grande-Bretagne s'était jointe verbalement à l'URSS immédiatement après le 22 juin 1941, mais en termes d'action réelle – Londres non seulement n'a pas commencé à fournir de l'aide, mais elle n'a même pas pris de mesures pour se lier par des engagements explicites et formels. Le 12 juillet 1941, un accord d'entraide militaire fut signé à Moscou. Ce document ne comportait que deux clauses:

1. Les deux gouvernements s'engagent mutuellement à s'entraider et à se soutenir mutuellement dans la guerre actuelle contre l'Allemagne hitlérienne.
2. Ils s'engagent en outre à ne pas négocier ni conclure d'armistice ou de traité de paix pendant cette guerre, sauf d'un commun accord.

Il serait difficile de ne pas remarquer que ce document ne dit rien de précis et qu'il est extrêmement vague, ce qui a eu pour résultat net que la Grande-Bretagne n'a rien fait directement dans cette lutte commune contre les nazis ou dans ses efforts pour offrir au moins une certaine aide à l'Union Soviétique.

Après quelques semaines, Ivan Maisky, l'ambassadeur soviétique à Londres, invectivait le chef du ministère britannique des Affaires étrangères:

«L'URSS et l'Angleterre sont des alliés dans cette terrible guerre, mais en quoi notre allié britannique nous aide-t-il actuellement? Il ne fait rien du tout! Ces dix dernières semaines, nous nous sommes battus seuls! ... Nous vous avons demandé d'ouvrir un deuxième front, mais vous avez refusé. À la conférence de l'Atlantique, vous nous avez promis une aide économique et militaire de grande envergure, mais jusqu'à présent, cela n'a été que de belles paroles... Vous savez que notre service aérien a demandé à votre service de fournir immédiatement 60 grosses bombes – et après? Une

longue correspondance s'en est ensuivi, à la suite de laquelle on nous promettait six bombes! ([Ivan Maisky, Mémoires d'un ambassadeur soviétique](#))»



L'Ambassadeur Ivan Maisky et son épouse arrivant à Londres, 1932

Les Britanniques étaient bien contents de tout ce qui se passait autour d'eux : une guerre était en cours, mais ils faisaient peu de combats. Hitler avait tourné son attention vers l'est et les raids au-dessus des îles britanniques avaient pris fin. Quelques mois plus tard, le 8 novembre 1941, Staline lui-même, dans une lettre adressée à Churchill, exigea un traité explicite et clair, car sans un tel traité, Downing Street n'était capable que d'envoyer des mots vides de soutien au lieu d'une véritable aide militaire.

Je suis d'accord avec vous « , écrit Staline, » que nous avons besoin de clarté, ce qui fait actuellement défaut dans les relations entre l'URSS et la Grande-Bretagne. Cette ambiguïté est due à deux circonstances: premièrement, il n'y a pas d'entente définitive entre nos deux pays concernant les objectifs de guerre et les plans pour l'organisation de la paix après-guerre; deuxièmement, il n'y a pas de traité entre l'URSS et la Grande-Bretagne sur l'aide militaire mutuelle en Europe contre Hitler. Tant qu'il n'y aura pas d'accord sur ces deux points principaux, non seulement les relations anglo-soviétiques ne seront pas claires, mais, si nous devons parler franchement, il n'y aura pas de confiance mutuelle... ».

Après l'insistance de Staline et les tentatives prolongées de refus de Churchill, **l'URSS et la Grande-Bretagne ne devinrent alliées au vrai sens du terme qu'en mai 1942**, lorsqu'un [véritable traité d'alliance](#) fut signé lors de la visite à Londres du ministre soviétique des Affaires étrangères, Vyacheslav Molotov. Mais ce fait n'a pas du tout changé le fond de la politique de Londres. **Un mois après la signature du traité d'alliance, les Britanniques trahissaient de façon flagrante l'Union Soviétique. L'une des pages les plus dramatiques et les plus surprenantes de l'histoire de la Seconde Guerre Mondiale a été la destruction par les Allemands [du convoi de navires PQ 17](#).**



Signature du Traité soviétique-britannique, Londres, 26 mai 1942

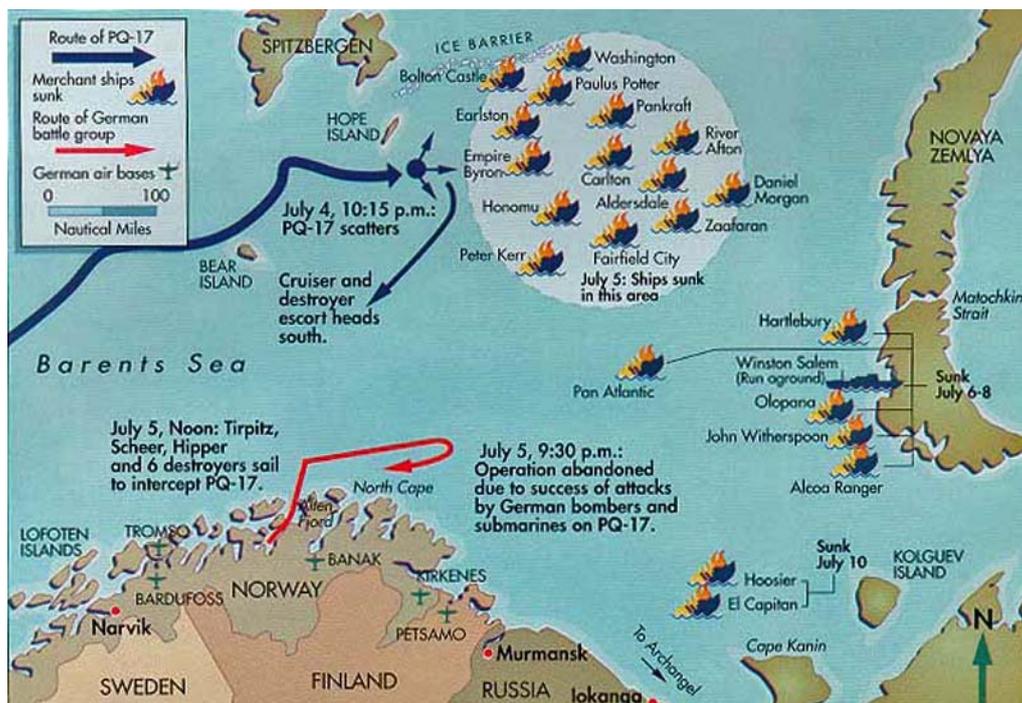
Le désastre qui a frappé le légendaire convoi PQ 17 de la Grande-Bretagne, qui apportait une aide militaire à l'Union Soviétique en juillet 1942, reste un mystère pour ceux qui ne comprennent pas le véritable programme de Londres pendant la Seconde Guerre Mondiale.



Le deuxième front, que les Alliés avaient promis à Moscou en 1941, n'a été ouvert ni cette année ni la suivante. Après tous les efforts diplomatiques et les batailles de Staline, l'aide à l'URSS prit la forme de fournitures militaires. Le moyen le plus simple et le plus efficace de livrer cette cargaison était la mer. Les convois polaires ont été assemblés en Islande, puis ont navigué autour de la Scandinavie pour se frayer un chemin jusqu'à Mourmansk ou Arkhangelsk. Chacun d'eux était gardé par des navires de guerre britanniques. Les Allemands ont attaqué les convois polaires à partir d'aérodromes situés à l'intérieur de la Norvège occupée par les nazis. Des sous-marins allemands et des navires de surface y étaient basés, dans des installations militaires à Narvik et à Trondheim.

Avant juillet 1942, les convois avaient subi peu de pertes, la première ayant eu lieu lorsque le convoi PQ 12 (mars 1942, composé de 12 navires marchands) avait perdu un navire et un destroyer d'escorte. Le PQ 13 a perdu quatre navires, le PQ 14 un navire, le PQ 15 trois navires, et le PQ 16 sept navires marchands.

Mais sur les 34 navires marchands et pétroliers du convoi PQ 17, qui ont quitté le fjord de Hvalfjörður le 27 juin 1942, seuls 13 ont atteint les côtes de l'Union Soviétique – 21 navires ont été coulés! Sur les 297 avions inclus dans cette cargaison, 210 sont allés au fond de la mer, tout comme 430 des 584 chars, 3 530 des 4 246 véhicules qui avaient été fixées aux ponts et stockées dans les cales, ainsi que beaucoup d'autre matériel militaire dont avait si cruellement besoin L'URSS qui se livrait à des combats féroces et intenses sur le Don et la Volga. Au total, 122 000 tonnes de marchandises ont été perdues sur le total initial de 188 000 tonnes, en plus des centaines de morts...



Mais ce ne sont pas ces pertes énormes qui ont donné au convoi du PQ 17 sa propre page dans les livres d'histoire, mais à cause de la raison pour laquelle cela est arrivé. Cette raison avait un visage humain. **Le fait est que les navires de guerre britanniques ... ont simplement abandonné le convoi à la merci du destin. Ils s'éloignèrent, ordonnant au convoi de se disperser et à tous les navires qui le composaient de se frayer un chemin jusqu'aux rivages soviétiques. Ainsi, ces vaisseaux sans défense étaient devenus une proie facile pour les sous-marins et les avions allemands...**

L'escorte militaire et les forces de couverture du convoi comprenaient six destroyers, quatre corvettes, quatre chalutiers armés, trois dragueurs de mines, deux sous-marins et deux auxiliaires antiaériens. C'était le commandant Jack Broome qui était responsable de l'expédition et il publiera plus tard un mémoire remarquable, [Convoy Is to Scatter](#) .

Le 3 juillet 1942, après avoir réussi à repousser plusieurs attaques aériennes allemandes, le vaisseau amiral de l'escorte reçut un câble codé de Londres, affirmant que « des photographies de Trondheim montrent que des [navires de guerre allemands] Tirpitz, Hipper et 4 destroyers sont partis ».

Le 4 juillet 1942, il y a eu de nouvelles attaques aériennes allemandes contre le convoi. Cette fois, les Allemands ont eu beaucoup plus de chance: deux navires ont été coulés et trois ont été endommagés,

mais la Luftwaffe a perdu six avions. Et puis « quelque chose d'étrange » se passe. Tôt dans la matinée du 5 juillet, le contre-amiral Hamilton donna l'ordre à sa première escadre de croiseurs de se retirer, retirant sa protection au convoi, et l'amiral Pound, l'amiral de la flotte, ordonna la « dispersion » des navires marchands. Cette décision était fondée sur des informations qui auraient été reçues concernant une menace d'attaque du convoi par le cuirassé Tirpitz. Ce serait un euphémisme de dire que le commandant Jack Broome a trouvé cet ordre tout à fait déconcertant et déroutant :

« Le meilleur parallèle descriptif auquel je pouvais penser était l'effet que fait un choc électrique. L'ordre de DISPERSION est l'apanage du chef sur place quand, et seulement quand, une force écrasante attaque son convoi, lequel serait plus difficile à massacrer que si elle restait concentrée. C'est la dernière goutte d'eau, le 'sauve qui peut' et c'est, bien sûr, irrévocable ... En recevant ces messages, séparés par un intervalle de seulement 13 minutes et arrivant avec une urgence croissante, nous n'avons pu tirer qu'une seule conclusion. L'Amirauté avait reçu la confirmation que les Allemands étaient prêts à frapper, et ces confirmations étaient suffisamment fiables pour qu'ils décident qu'en cas d'attaques continues venant d'en haut et d'en bas, les navires marchands sans défense seraient ainsi plus en sécurité qu'ils ne le seraient dans le convoi... Le PQ 17 fut le premier convoi de l'histoire de la Royal Navy à recevoir l'ordre de se disperser par un officier qui n'était pas sur place. »

L'histoire officielle britannique insiste sur le fait que le convoi du PQ 17 a été victime d'une erreur tragique. Supposément, dès que Lord Pound a pris sa décision fatidique et a donné son ordre, il s'est avéré que l'escadron allemand n'était allé nulle part et se trouvait toujours à sa base en Norvège !



L'amiral Dudley Pound, responsable de la destruction du convoi PQ 17, a démissionné le 5 octobre 1943 et était mort le 21 octobre de la même année ...

Mais que s'est-il vraiment passé ? Immédiatement après la [signature du traité d'alliance avec l'URSS](#) le 26 mai 1942, les dirigeants britanniques, probablement Churchill lui-même, ont émis un ordre secret selon lequel le prochain convoi ne doit pas arriver sur les rives de l'Union Soviétique. Toutes les actions ultérieures de l'amiral Pound, qui sont sans parallèle dans l'histoire navale et militaire, ne sont rien de plus que ses efforts pour exécuter les instructions qui lui avaient été données. Cela a non seulement permis « d'aider sans aider » l'Armée rouge, mais a également donné carte blanche aux dirigeants britanniques pour faire de leur mieux pour mettre fin aux convois, sous prétexte d'avoir subi de « lourdes pertes ». C'était l'arrêt de l'assistance à l'Union Soviétique, à un moment critique de la bataille de Stalingrad.

Qui plus est, parce que les Britanniques ont pratiquement abandonné le convoi et remis leur route maritime aux Nazis en retirant les navires de guerre protecteurs, cela équivalait à encourager directement Hitler à poursuivre sa montée vers Stalingrad pour achever la Russie soviétique.

Pour que le Führer se rende compte que sa seule issue était d'écraser l'URSS, ou en d'autres termes, d'intensifier la guerre, il avait besoin d'une preuve irréfutable que les Britanniques étaient prêts à trahir la Russie. Et bien qu'ils soient officiellement alliés, les Britanniques seraient prêts à faire la paix avec le Reich si l'URSS pouvait être vaincue. **La trahison britannique de leur propre convoi était la preuve offerte aux Allemands que, cette fois, un accord avec eux était possible.**

Les Allemands connaissaient vraiment les noms de chacun des navires du convoi et même la cargaison que chacun transportait ! Les sous-marins allemands n'avaient aucune raison de se cacher. Ils ont fait surface et, ne gaspillant pas leurs torpilles, ont facilement coulé les navires marchands sans

défense avec le feu d'artillerie. Les marins alliés sauvés plus tard ont prétendu que les nazis étaient étonnamment bien informés quant à ce que chaque navire portait. Pour expliquer ce fait étonnant, les Britanniques ont ensuite fait circuler l'information selon laquelle les Allemands auraient trouvé les livres de code et la liste des navires à bord du navire marchand SS Paulus Potter, qui avait été laissé à la dérive après avoir été attaqué (l'équipage avait abandonné le navire mais ne l'avait jamais sabordé). Une autre bizarrerie dans le comportement des Allemands qui a été remarquée par les témoins oculaires était leur nonchalance surprenante et leur sens confiant de l'impunité. Ils ne semblaient pas se battre tant que ça ... s'amusant, comme lors d'une plaisante et innocente sortie:

On leur a pratiquement remis un permis de bombarder, de torpiller et de nous photographier, puis ils se sont photographiés en train de se remettre leurs médailles! ... Il est rarement possible de filmer autant d'images prises en une seule action en mer, toutes du point de vue de l'ennemi qui a récolté une si riche moisson pour sa propagande. ([Paul Lund](#), PQ 17-Convoy to Hell)

Un détail encore plus curieux: **le câble radio ordonnant la retraite du convoi a été envoyé par les Britanniques «en clair», c'est-à-dire sans cryptage** ! Il n'y a pas encore d'explication rationnelle à ce jour pour expliquer pourquoi toutes les règles de base du secret ont été subitement violées. La seule raison logique pour envoyer un message radio d'une importance cruciale en clair quand il n'y avait pas de besoin pressant de le faire (!) serait qu'il y avait un désir qu'il soit immédiatement lu par l'ennemi. Les Britanniques ont ouvertement informé les Allemands que le convoi était maintenant sans défense et pouvait facilement être attaqué, mais qu'il n'était pas nécessaire de frapper les croiseurs en retraite et les navires du convoi qui pouvaient se débrouiller seuls. De ce point de vue, il est tout de suite clair pourquoi les Allemands se sont comportés avec une telle nonchalance et étaient si confiants de leur impunité.

Autre fait important : le 5 juillet 1942, les navires de guerre britanniques reçurent encore un autre câble radio, dont la signification est difficile à interpréter autrement que par un désir de couvrir leurs traces : » *Veillez noter que le message de l'Amirauté ... aux navires escortant le PQ 17, au commandant de la 1^{ère} escadre de croiseurs et au commandant en chef de la Home Flotte qui ordonnait la dispersion du convoi, a été transmis en cryptage naval, et non en clair, comme on l'a noté sur les copies en circulation.* » [[Jack Broome](#). Convoy Is to Scatter]. En d'autres termes, les capitaines de navires ont été priés de faire une falsification dans le journal de bord de leur navire et de noter que l'ordre télégraphié « convoy is to scatter » (le convoi doit se disperser) a été envoyé sous forme cryptée, plutôt qu'en clair, comme c'était le cas en réalité ! Plus tard, l'Amirauté a décidé de détruire tous les journaux de transmission radio de cette campagne.

N'est-il pas surprenant que, après avoir appris la tragédie du convoi PQ 17, Staline a demandé: « **Les officiers de marine britanniques comprennent-ils même le concept de l'honneur ?** »



Le 28 juillet 1942, Staline publia son fameux ordre no. 227: « [Pas un pas en arrière!](#) » Et ce n'était pas parce qu'il avait oublié de le faire en 1941, mais parce que la situation sur les premières lignes de la guerre était devenue beaucoup plus dangereuse et la perspective d'une défaite militaire soviétique beaucoup plus possible qu'au début de la guerre. C'est pourquoi, le 19 octobre 1942, Staline écrit à l'ambassadeur soviétique en Angleterre, Ivan Maisky:

Nous avons tous, à Moscou, l'impression que Churchill vise à la défaite de l'URSS, pour ensuite se réconcilier avec l'Allemagne d'Hitler ou de Brüning aux dépens de notre pays. Sinon, il est difficile d'expliquer le comportement de Churchill, que ce soit en ce qui concerne le deuxième front en Europe ou les livraisons d'armes à l'URSS, qui continuent à diminuer.

La tragédie du PQ 17 s'est produite au début de juillet 1942 et le télégramme de Staline a été envoyé à la mi-octobre. Dans l'intervalle Churchill avait envoyé des lettres d'explication, les Britanniques avaient tenté de réduire les convois, et Churchill avait fait une visite à Moscou du 12 au 14 août. En conséquence, Staline était convaincu, comme il l'a exprimé dans son télégramme à Maisky, que Churchill conspirait avec Hitler.



Churchill et Staline au Kremlin, août 1942

Vous pouvez juger vous-même de la faiblesse des « explications » de Sir Winston au sujet de la tragédie du PQ 17 en lisant la correspondance des deux dirigeants dans son intégralité, nous allons donc vous en donner les faits saillants ici. La lettre complète du Premier ministre britannique à Staline le 18 juillet

1942 peut être réduite en une phrase: *nous ne pouvons pas combattre les Allemands, car cela nous coûterait très cher*. Et par conséquent, écrit Sir Winston, **nous n'avons pas d'autre choix que de mettre fin aux convois pour l'URSS**. La lettre de réponse de Staline, le 23 juillet 1942, éclaire ce qui se passait à l'époque:

J'ai reçu votre message du 18 juillet. Je crois comprendre que le gouvernement britannique refuse d'approvisionner l'Union Soviétique en matériel de guerre par la route du nord et que, malgré le communiqué anglo-soviétique sur l'adoption de mesures urgentes pour ouvrir un deuxième front en 1942, le gouvernement britannique reporte l'opération jusqu'en 1943.

Selon nos experts navals, les arguments des experts navals britanniques sur la nécessité d'arrêter la livraison de fournitures de guerre aux ports nord de l'URSS sont intenable. Ils sont convaincus que, compte tenu de la bonne volonté et de la volonté d'honorer leurs obligations, des livraisons régulières pourraient être effectuées, avec de lourdes pertes pour les Allemands. L'ordre donné par l'Amirauté britannique au convoi du PQ 17 d'abandonner les navires de ravitaillement et de retourner en Grande-Bretagne, et aux navires de ravitaillement de se disperser et de continuer seuls, sans escorte, est, aux yeux de nos experts, déroutant et inexplicable. Bien sûr, je ne pense pas que des livraisons régulières dans les ports du nord de l'Union Soviétique soient possibles sans risque ni perte. Mais alors aucune tâche majeure ne peut être effectuée en temps de guerre sans risque ni perte. Vous savez, bien sûr, que l'Union Soviétique subit des pertes beaucoup plus importantes. Quoi qu'il en soit, je n'aurais jamais imaginé que le gouvernement britannique nous refuserait la livraison de matériel de guerre précisément maintenant, alors que l'Union Soviétique en a grandement besoin en raison de la situation grave sur le front germano-soviétique. Il devrait être évident que les livraisons via les ports persans ne peuvent en aucun cas compenser les pertes en cas d'interruption des livraisons via la route du nord.

Quant au second point, à savoir celui de l'ouverture d'un second front en Europe, je crains que la situation ne prenne une mauvaise tournure. Compte tenu de la situation sur le front soviéto-allemand, j'affirme avec la plus grande insistance que le gouvernement soviétique ne peut tolérer que le deuxième front en Europe soit reporté à 1943. J'espère que vous ne le prendrez pas mal si j'ai jugé bon de vous donner mon opinion franche et honnête et celle de mes collègues sur les points soulevés dans votre message.



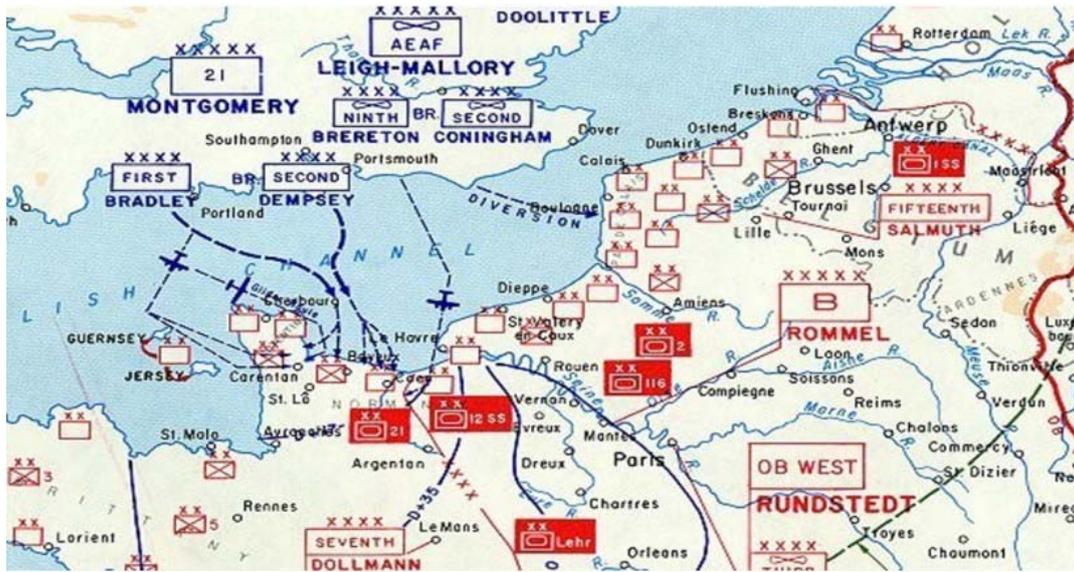
Lors des entretiens à Moscou: Churchill, l'ambassadeur britannique Harriman, Staline, le ministre des Affaires étrangères Molotov

Au cours de la visite de Churchill à Moscou quelques jours plus tard, Staline lui disait très clairement: « **Les Allemands n'ont pas une grande flotte, et il faut la détruire, plutôt que de disperser les convois.** » Staline savait à qui il avait affaire. Il savait qui avait hissé Hitler au pouvoir et en connaissait les raisons. Il comprenait que le but ultime de l'Angleterre était de faire durer la guerre soviéto-allemande aussi longtemps que possible. C'est pourquoi il se montra tellement offensé par l'excuse de ces «facteurs circonstanciels» au point que ses «alliés» furent contraints d'envoyer le convoi du PQ 18 en URSS au début de septembre 1942. Fait intéressant, les escortes militaires accompagnant le convoi du PQ 18 reçurent également l'ordre de se concentrer sur leur propre protection plutôt que sur celle des navires de ravitaillement. ([Paul Lund, PQ 17: Convoy to Hell](#)). Mais cette fois cet ordre fut ignoré, et les marins britanniques réussirent à sauvegarder les transports. Le fait que le PQ 17 aurait pu être protégé est également évident du fait que malgré une bataille féroce dans la mer de Barents au nord de North Cape, 28 des 41 navires du [PQ 18](#) sont arrivés en sécurité dans le port soviétique, causant des pertes considérables à la *Luftwaffe* (environ 40 avions pilotés par les meilleurs As allemands ont été touchés par l'escorte pendant le voyage).

L'histoire du PQ 17 n'est qu'un petit fragment de la mosaïque des jeux élaborés que l'establishment britannique a utilisé pendant la Seconde Guerre Mondiale pour atteindre ses objectifs insaisissables. À cette fin, ils ont sacrifié leurs propres citoyens et soldats. Par exemple, dans le cadre de la campagne de désinformation de [l'opération Fortitude](#) dans la première moitié de 1944, les services de renseignements britanniques avaient envoyé des agents dans divers pays de l'Europe occupée, et ces agents « connaissaient », d'une manière ou d'une autre, le lieu et l'heure du débarquement allié en Europe. Selon les informations fournies, ce débarquement devait avoir lieu dans le Pas-de-Calais. Les planificateurs de l'opération avaient également veillé à ce que ces agents tombent entre les mains de la Gestapo et que les capsules de poison qui leur avaient été données en cas d'arrestation se révèlent inefficaces. Mais la preuve de ces tentatives de suicide rendait plus fiables les informations obtenues par la Gestapo en torturant les agents capturés. En conséquence, les Allemands crédules attendaient le débarquement allié au mauvais endroit. De plus, après que les troupes alliées aient pris d'assaut les plages de Normandie, Hitler, qui attendait toujours un débarquement dans le Pas-de-Calais, n'a pas pu déplacer au sud plusieurs divisions de chars qui auraient pu repousser cette invasion.

Et qu'en est-il de ces malheureux agents? Certains d'entre eux ont survécu à la guerre et, se rendant compte de ce qui leur était arrivé, ont exigé une enquête. Mais, comme les journaux des câbles radio du convoi arctique, les archives du Special Operations Executive avaient été détruites juste à temps. En réponse aux tentatives de découvrir ce qui s'était réellement passé, le gouvernement britannique montra une expression de dignité offensée. Ils prétendirent qu'un tel plan d'action aurait été indigne d'eux et sont outrés par sa suggestion même.

Aucun document n'existe. Cela veut dire que ça n'est jamais arrivé ...



XIX – Comment Churchill a perdu et récupéré sa victoire dans la Seconde Guerre Mondiale



Il y a beaucoup de mensonges dans le monde, et le pire c'est que la moitié d'entre eux sont vrais.

Winston Churchill

De nos jours, alors qu'un nombre effrayant de personnes sur cette planète ne possèdent qu'une compréhension des plus rudimentaires de l'histoire de la Seconde Guerre Mondiale et croient fermement que dans cette grande confrontation, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont vaincu une sorte de « totalitarisme » global, beaucoup de gens s'affolent à la moindre allusion à l'évocation du rôle décisif joué par l'URSS pour vaincre les nazis. Mais aujourd'hui nous allons aller un peu plus loin et démontrer comment la **Grande-Bretagne, qui était l'un des principaux orchestrateurs de la Seconde Guerre Mondiale, non seulement n'a pas réussi à gagner la guerre, mais l'a carrément perdue.**

Nous avons déjà montré comment l'objectif premier de Londres et Washington dans le lancement de leur projet Hitler était d'écraser tous les concurrents potentiels de la monnaie anglo-saxonne et de créer un nouveau monde basé sur le dollar. Mais qu'avaient-ils gagné au moment où les troupes soviétiques ont capturé le Reichstag en mai 1945 ?

Aucun des objectifs de Londres n'avait été atteint.

Ils avaient joué un jeu politique sophistiqué, poussant les nazis au pouvoir et concédant la moitié de l'Europe afin de jouer l'Allemagne contre la Russie. C'était une histoire d'énormes pertes financières et de brillantes opérations secrètes. Mais au bout du compte, les troupes russes étaient stationnées à des centaines de kilomètres plus à l'ouest qu'elles ne l'étaient au 1er septembre 1939. Que diraient les actionnaires d'un club de football européen si, après des millions d'euros de dépense et de nombreuses années de recrutement, leur nouvel entraîneur ramenait cette équipe de la première à la troisième place? C'est de façon similaire que le classement de la Grande-Bretagne a chuté après la Seconde Guerre Mondiale. Avant cela, Londres détenait la première place à la fois dans le monde et en Europe. » *Il n'y a plus de doute que désormais la Russie est toute-puissante en Europe* », écrit dans son [journal le](#) maréchal britannique Sir Alan Brooke au printemps de 1945.

Quelqu'un devait répondre de cela. Churchill avait gagné la guerre de telle manière que sa victoire avait un fort relent de défaite. En conséquence, au lieu de recevoir les honneurs pour son triomphe contre l'Allemagne nazie, Churchill a gagné ... une humiliante démission.



Staline, Truman et Churchill à Potsdam, Allemagne, juillet 1945

Juillet 1945. Dans la ville allemande de Potsdam, les vainqueurs – les dirigeants des puissances conquérantes – tenaient une conférence. Staline, Truman et Churchill étaient assis à la table des négociations. Et soudain, au milieu de la conférence, Churchill est forcé de quitter son bureau et doit rentrer chez lui. Londres a proposé de le renvoyer à Potsdam en tant qu'adjoint du nouveau Premier ministre, un homme qui avait déjà assisté à chaque conférence dans le rôle d'adjoint de Churchill ! Churchill s'est senti écrasé et désorienté. Quand le roi lui a offert l'Ordre de la Jarretière comme prix de consolation, l'ancien Premier ministre l'a refusé ...

Lorsque l'on étudie l'histoire de la Seconde Guerre Mondiale, il est important de comprendre que Hitler ne nourrissait aucun plan pour conquérir le monde. Pendant ce temps, les familles bancaires qui fondèrent la [Banque d'Angleterre en 1694](#) et le [système de la Réserve Fédérale en 1913](#) étaient convaincues qu'elles se trouvaient au seuil de la domination mondiale. Il ne restait qu'une étape: forcer tout le monde à signer l'[Accord de Bretton Woods](#) et faire du dollar un substitut de l'or.

Tout semble avoir été fait pour atteindre cet objectif. Pendant les années de guerre, les États-Unis d'Amérique avaient consolidé la majeure partie des réserves mondiales d'or à l'intérieur de leurs propres frontières. L'or appartenant à l'Angleterre, la France et d'autres pays européens a migré à travers l'océan. Une grande partie de l'or de la Russie a également navigué vers les États-Unis. Après tout, les [marchandises fournies par le prêt-bail](#), que l'on appelle «l'aide» américaine, n'ont pas été distribuées gratuitement. Tout ce que les États ont expédié à l'URSS a été payé en or. De plus, les Russes qui échangeaient des lingots d'or contre des armes et de la nourriture payaient ces livraisons avant que les navires ne quittent leur port d'attache. Les destinataires endossent les risques si une cargaison est perdue par des torpilles ou des avions allemands.

Ils ont tout fait – mais sans résultat. Un sixième de la surface terrestre, en plus de la moitié de l'Europe, est resté en dehors de la zone dollar. Les chars soviétiques étaient stationnés à Berlin et toute l'Europe de l'Est devint une sphère d'influence russe. C'était historiquement sans précédent – l'armée russe n'avait jamais été aussi puissante sous aucun de ses tsars. La Tchécoslovaquie, la Roumanie, l'Albanie et la Yougoslavie n'avaient jamais été des alliés obéissants de Moscou. Alors, qu'est-ce que Sir Winston méritait d'autre pour une politique aussi « réussie », à part sa démission?

L'accord de Bretton Woods devait être ratifié en décembre 1945. L'URSS, qui avait été pleinement engagée à la conférence de Bretton Woods en juillet 1944, était loin d'être satisfaite du résultat.



Une délégation soviétique participe à la conférence de Bretton Woods, juillet 1944

Pour rappel, les principales décisions de Bretton Woods ont été:

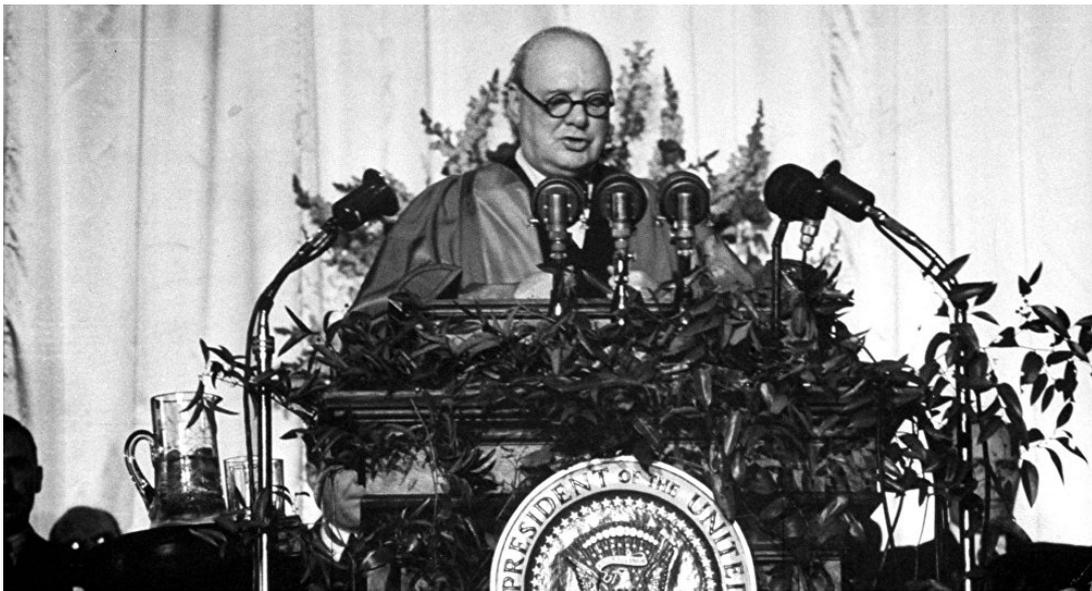
- la création d'un nouveau système financier mondial dominé par le dollar de la Réserve fédérale – qui était solidement lié à l'or – agissant comme principale monnaie de réserve
- la création du Fonds monétaire international (FMI), qui bénéficie à la fois de l'immunité de poursuites dans tous les pays et du pouvoir d'obtenir toute information intéressante sur la situation financière d'un pays
- la création d'une banque centrale dans chaque pays, contrôlée par le FMI (Elles sont virtuellement des branches du Système de la Réserve Fédérale) et qui n'a pas le droit d'émettre librement sa propre monnaie nationale
- la répartition des quotes-parts du FMI de telle sorte que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se voient attribuer le contrôle nécessaire pour assurer le contrôle total des activités du Fonds (les Etats-Unis se voient attribuer un quota de 2750 millions de DTS. La Grande-Bretagne a reçu 1 300, tandis que l'URSS n'en a reçu que 1 200)

– Deux ans plus tard, dans le cadre de l'Accord de Bretton Woods, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (le GATT était le prototype de la future OMC) a été conclu avec l'objectif d'élargir les marchés des produits américains vendus en dollars.

Ainsi, l'intention de Bretton Woods était de créer un système dans lequel certains (les propriétaires de la Fed) impriment de l'argent, en échange duquel tout le monde économise ses propres liquidités et vend tous ses objets de valeur et ses ressources.

Malgré une pression écrasante (la notification de Truman à Staline selon laquelle les armes nucléaires avaient été larguées sur [Hiroshima et Nagasaki](#) n'était qu'un épisode de ce programme de pression), l'URSS refusa de ratifier l'Accord unilatéral de Bretton Woods qui entra en vigueur le 27 décembre 1945, sans la coopération de l'URSS ou des pays de l'orbite soviétique.

Mais la véritable ère du dollar – la période pendant laquelle il détenait un pouvoir incommensurable – ne commencerait que 46 ans plus tard que prévu, c'est-à-dire seulement après l'effondrement de l'URSS en 1991. Pendant quatre décennies et demie, l'Union Soviétique resta ferme contre cette tumeur cancéreuse de l'argent créée à partir de rien, établissant une économie alternative et une civilisation entièrement nouvelle. Quand Roosevelt est mort en 1945, Staline était hors d'atteinte du pouvoir des banquiers, et ils n'ont eu que Churchill à soumettre à une flagellation publique ...



Winston Churchill prononçant un discours à Fulton, mars 1946

Le 5 mars 1946, Churchill prononça [son fameux discours](#) à Fulton, Missouri. Il a consacré plusieurs mois à le préparer. Il a passé tout l'hiver 1945-1946 aux États-Unis, où lui et le président Truman se sont rencontrés et ont échangé sur ses principaux points de discussion. Puis il s'est rendu à un centre de villégiature en Floride, où il a perfectionné et poli le texte pendant plusieurs semaines. En d'autres termes, ses préparatifs pour son discours de mars ont commencé à la fin de 1945, quand il est devenu clair que l'URSS ne ratifierait pas l'accord de Bretton Woods et n'était pas sur le point de subordonner son système financier à la Fed.

Ce n'était pas une sorte de « tyrannie » ou de « dictature » en URSS qui a déclenché l'ardent désir de Churchill de présenter un document politique clé, ce que son discours au Westminster College s'est avéré être, mais plutôt le refus de Staline de faire céder l'URSS à la » presse à imprimer. »

En passant, il est intéressant de noter que Churchill a emprunté sa fameuse phrase «rideau de fer» à ... Joseph Goebbels, qui avait inventé cette nouvelle expression dans un éditorial du [journal](#) Das Reich le 25 février 1945. Mais nous nous intéressons moins à qui appartient le droit d'auteur d'une si belle tournure de phrase qu'à la clarification purement pragmatique : de quel côté est descendu le fameux rideau de fer ?

La réponse de Staline au discours de Churchill était très éclairante.

« En réalité, M. Churchill et ses amis de Grande-Bretagne et des États-Unis présentent aux nations non anglophones quelque chose qui ressemble à un ultimatum : 'Acceptez volontairement notre loi, et tout ira bien; sinon la guerre est inévitable'... Mais les nations ont versé leur sang au cours de cinq années de guerre cruelle pour la liberté et l'indépendance de leurs pays et non pour échanger la domination de Hitler contre celle de Churchill. Il est donc tout à fait probable que les pays non anglophones, qui comprennent la grande majorité de la population mondiale, ne soient pas disposés à accepter un nouvel esclavage. »



Joseph Staline en 1945

Ne prêtant aucune attention à la pression de l'étranger, l'URSS était occupée à reconstruire son pays après les ravages de la guerre. **Le 29 août 1949, une bombe atomique soviétique est testée.** Maintenant Staline pourrait respirer de soulagement – il n'a plus besoin de craindre une frappe nucléaire de la « presse à imprimer ». Et le 28 février 1950, le Conseil des ministres soviétique publie un décret stupéfiant :

» ... Le gouvernement soviétique a reconnu la nécessité d'augmenter le taux de change officiel du rouble et de calculer ce taux de change du rouble, non pas sur la base du dollar américain, tel que cela

avait été établi en juillet 1937, mais sur une base plus stable de l'or, conformément à la teneur en or du rouble.

Partant de cette prémisse, le Conseil des ministres de l'URSS a décrété:

1. À partir du 1er mars 1950, de ne plus utiliser le dollar pour déterminer le taux de change du rouble contre les devises étrangères, mais de passer à une base d'or plus stable, conformément à la teneur en or du rouble
2. De régler la teneur en or du rouble à 0,222168 grammes d'or pur
3. A partir du 1er mars 1950, de fixer le prix d'achat de l'or de l'URSS à quatre roubles et 45 kopecks par gramme d'or pur
4. A partir du 1er mars 1950, de fixer le taux de change du rouble par rapport aux principales monnaies étrangères sur la base de la teneur en or du rouble, conformément à l'article 2 : à quatre roubles pour un dollar américain au lieu du taux actuel de cinq roubles et 30 kopecks.

En cas de modification ultérieure de la teneur en or des monnaies étrangères ou de la modification de leur taux de change, la Banque d'État de l'URSS fixe le taux de change du rouble par rapport aux monnaies étrangères en tenant dûment compte de ces changements. «



Un défi avait été lancé. Une autre monnaie que le dollar, le rouble soviétique était maintenant la seule monnaie dans le monde qui soit directement liée à l'or. Staline a créé un système de monnaie et de paiement qui a servi d'alternative à la version anglo-saxonne. Mais il ne l'a fait qu'après avoir fourni à son pays un bouclier nucléaire. Sans céder à la pression, il avait créé au niveau de l'Etat un concurrent à la Réserve fédérale et la Banque d'Angleterre. Il ne restait plus qu'à étendre ce système de paiement et à commencer à donner à la «presse à imprimer» une véritable concurrence. Après tout, l'idée derrière l'argent est simple – s'il est accepté, c'est qu'il y a une demande. Donc, la demande est essentielle. Tout comme les Etats-Unis avaient travaillé pour générer la demande pour le dollar, Staline a commencé à le faire pour le rouble. **L'URSS a commencé son commerce extérieur en roubles dorés ou en or, mais en aucun cas en dollars!**

Le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) avait été créé quelques années auparavant, en 1949, et ses membres échangeaient des roubles d'or avec la Chine, la Mongolie, la Corée du Nord, le Vietnam et de nombreux pays en développement. Un immense continent économique avait été créé, où le dollar ne pouvait pas entrer.



En 1952, Moscou a accueilli une conférence pour les pays en développement et même un certain nombre de pays capitalistes (Suède, Finlande, Islande, Autriche, Suisse et Irlande). La proposition de la Russie de Staline a sonné le glas des plans d'expansion mondiale des banquiers: « ... les prix du commerce extérieur convenus d'un commun accord, le développement du commerce extérieur basé sur le troc (échange de marchandises) ... la création d'une monnaie interétatique commune avec une teneur obligatoire en or. Ceci, à son tour, accélérera

l'intégration économique «non dollarisée», véritablement équitable, des démocraties populaires avec les anciens États coloniaux (c'est-à-dire en développement). Et les pays capitalistes qui ne sont pas intéressés par la «dollarisation» peuvent rejoindre cette intégration, sous une forme ou une autre ... »

C'est le moment de penser à Winston Churchill. Nous ne nous souvenons pas de lui comme d'un excentrique ayant échoué, mais comme d'un vainqueur et d'un héros. Mais ce n'était pas le fait de gagner la Seconde Guerre Mondiale qui l'a rendu ainsi. Il a eu une seconde chance et on lui a offert l'opportunité de corriger les bévues qu'il avait commises. Cette possibilité n'a été prolongée que parce que la «presse à imprimer» n'avait pas réussi à trouver une personnalité publique plus compétente. En 1951, Churchill redevient Premier Ministre de Grande-Bretagne. Et il a commencé à travailler assidûment pour rectifier ses propres erreurs. Cette fois, il est complètement réhabilité et reçoit même les honneurs. Et je ne parle pas du prix Nobel de littérature pour son livre sur la Seconde Guerre Mondiale. En avril 1953, Winston Churchill est fait chevalier. C'est le même Ordre de la Jarretière qu'il avait refusé après son premier mandat en tant que Premier Ministre. Cette cérémonie a eu lieu un mois après la mort mystérieuse de Staline. Mais le mystère quant à savoir qui a joué sur les ambitions, la vanité et la stupidité des fonctionnaires du parti communiste en URSS (et comment) fait l'objet d'une enquête entièrement différente.



XX – Qui a posé le mur de Berlin?



Je pense que certains d'entre vous ont peut-être entendu à plusieurs reprises parler de la façon dont le tyran assoiffé de sang Staline a mis en place un blocus de Berlin-Ouest en 1948 et de la façon dont les nations éprises de liberté ont organisé le pont aérien de Berlin pour le contourner. Mais aujourd'hui, nous allons vous raconter ce qui s'est réellement passé.

Après que [Staline ait refusé](#) de se laisser entraîner dans l'accord draconien de Bretton Woods et que Churchill ait prononcé son célèbre discours à Fulton dans le Missouri, l'Occident a commencé à presser l'URSS sur tous les fronts disponibles. Le site le plus propice pour cela était le pays vaincu de l'Allemagne.



Allemagne Zones d'occupation 1946

Immédiatement après avoir vaincu les nazis, les Alliés ont accepté de diviser l'Allemagne en trois zones d'occupation: russe, britannique et américaine. Mais le pays lui-même n'était nullement divisé par des frontières: c'était l'Allemagne unie, mais sans aucun semblant de pouvoir étatique à l'intérieur de ses propres frontières, hormis les autorités militaires de l'occupation. Berlin a été découpé de la même manière. La ville avait été prise d'assaut par les troupes soviétiques, mais comme convenu, l'URSS a permis aux forces alliées d'entrer dans la capitale allemande. Le **5 juin 1945**, la Déclaration de Berlin fut adoptée, qui proclamait la prise en charge de l'autorité suprême en Allemagne par toutes les puissances qui avaient vaincu les nazis. Plus tard, sur l'insistance de Charles de Gaulle, les Français ont également découpé leur propre territoire allemand – on leur donna à occuper la région de la Sarre et se virent également attribuer un secteur de Berlin. Il y avait maintenant quatre zones d'occupation. Puis, le **30 août 1945**, un organe de gouvernance fut créé, le Conseil de contrôle, à travers lequel les Alliés pouvaient travailler ensemble et détenir le pouvoir suprême dans ce pays occupé. Le **1er janvier 1946**, le commerce commença entre les zones soviétiques et britanniques. Pendant un certain temps, tout se passa bien, car l'URSS n'avait pas encore refusé de reconnaître la suprématie du dollar de la Réserve fédérale ... Cependant, une fois ce Rubicon franchi, les choses commencèrent à chauffer.

5 mars 1946 – la date du [discours](#) de Churchill et le début des ouvertures hostiles de l'Ouest.

6 août 1946 – Le général américain Lucius Clay fait une annonce à Stuttgart au sujet de l'unification imminente de deux zones d'occupation.

Le 2 décembre 1946, les États-Unis et la Grande-Bretagne signent un accord à New York pour fusionner leurs zones d'occupation. Une entité avec le nom bizarre de Bizonie émerge sur la carte de l'Europe.

1er janvier 1947 – tout le commerce entre la Bizonie et les autres zones doit maintenant se faire en dollars de la Réserve Fédérale. Et quelle monnaie avait été utilisée pour commercer avec la zone soviétique tout au long de 1946? Le Reichsmark. L'URSS n'a pas de dollars et les Allemands y ont encore moins accès. Quelle est la raison d'exiger que le commerce se fasse uniquement en dollars? Cela signifie que le choix est de se soumettre ou de cesser tout commerce entre les deux moitiés de l'Allemagne.

12 mars 1947 – Le président Truman prononce son discours sur la doctrine Truman devant le Congrès et la guerre froide commence officiellement.

5 juin 1947 – le fameux [plan Marshall](#) est adopté.

23 février – 6 mars 1948 – la [conférence des six puissances de Londres](#) est tenue en présence des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg, où une décision distincte est prise pour créer un État allemand dans les limites des trois zones d'occupation.

Ainsi, les États-Unis et le Royaume-Uni avaient entrepris de diviser l'Allemagne en deux États. En réponse, l'URSS se retira du Conseil de contrôle le **20 mars 1948** et cessa immédiatement ses travaux. L'Occident n'avait plus besoin d'un organe directeur pour superviser toute l'Allemagne. Ils forgeaient un nouvel état allemand.

Mais il se passa alors quelque chose d'assez intéressant. Entre le **20 et le 21 juin 1948**, une **réforme monétaire est menée dans les trois zones d'occupation occidentales qui ressemblait beaucoup à un holdup**. Le Reichsmark utilisé par Hitler est remplacé par le Deutschmark. Chaque Allemand était autorisé à échanger 60 Reichsmarks au taux de 1:1. Quarante marks pouvaient être échangés immédiatement, et 20 autres deux mois plus tard. La moitié de leur épargne pouvait être échangée à un taux de 1:10, tandis que la deuxième moitié était gelée jusqu'à une date ultérieure où elle pouvait être échangée à 1:20. Mais les pensions, salaires, paiements et impôts étaient recalculés dans la nouvelle monnaie au taux de 1:1.



Deutsch Mark Alliés de l'Allemagne de l'Ouest (1948)

Les personnes morales subissent un sort encore plus triste. Toutes les entreprises se voient attribuer 60 points par employé. Toute la dette publique qui était due dans les anciens Reichsmarks est remise

à zéro sans aucune compensation! Par conséquent, **environ les deux tiers des actifs bancaires, qui avaient été investis dans des obligations d'État, n'avaient plus aucune valeur.** Et tout cela s'est produit d'un seul coup – **comme une opération militaire bien planifiée.** Les marks allemands avaient été secrètement imprimés aux Etats-Unis et mis en circulation sans avertissement.

Voyons maintenant cette situation un instant. Que pensez-vous qu'il se soit passé dans un pays où une nouvelle monnaie a été introduite dans une moitié, alors que l'ancienne monnaie a continué à être utilisée dans l'autre moitié? On avait offert aux Allemands la possibilité d'échanger leurs économies à un taux de 1:10 ou 1:20, alors quelle pourrait être la prochaine étape logique pour eux? Ils essaieraient de dépenser leurs anciens marks partout où cet argent était encore accepté. **Autrement dit, dans la zone d'occupation soviétique. Et c'est exactement ce qui s'est passé.** Les Allemands se précipitèrent pour transformer leurs vieux Reichsmarks en marchandises dans la zone « Est ». Ils siphonnèrent tout ce qui se trouvait sur les rayons des magasins, cherchant essentiellement à se débarrasser de leur argent. Face à cette situation scandaleuse, que devait faire l'administration soviétique? Ils ont dû fermer les frontières de leur zone pour tenter d'endiguer ce flot d'argent, sinon l'économie s'effondrerait- il ne resterait plus rien dans les magasins. Et c'est précisément sur cela que comptait l'Occident: provoquer une émeute qui entrainerait ensuite l'URSS dans une « répression sanglante des manifestations populaires ».



Les frontières de la zone d'occupation pourraient bien sûr être scellées, mais que faire de Berlin? Il n'y avait pas encore de mur là-bas – la ville était encore indivise. Et « par chance », la réforme monétaire devait entrer en vigueur dans le secteur occidental de Berlin trois jours plus tard que dans la Bizonie et la zone d'occupation française – le **25 juin 1948**. C'était comme si quelqu'un voulait que les Allemands saisissent l'allusion – emmenez vos Reichsmarks à Berlin! Ils les acceptent toujours là-bas. Et les voitures de toute l'Allemagne allaient maintenant être bourrées de billets et se rendre directement à la capitale allemande. Mais heureusement, les Alliés et leurs employés allemands devaient avoir un laissez-passer spécial pour se rendre à Berlin via la zone soviétique. Que faire? Le gouvernement

soviétique décida d'interdire l'entrée à Berlin ainsi que le passage à Berlin par la zone soviétique. Et les habitants du secteur ouest de la ville n'avaient pas le droit d'entrer dans la partie Est de Berlin pour aspirer tout ce qui se trouvait sur les rayons des magasins. **C'était le « blocus » de Berlin-Ouest proclamé par Staline.**

Le mark est-allemand serait introduit beaucoup plus tard.

Le **1er juillet 1948**, les gouverneurs militaires des trois zones d'occupation présentèrent aux ministres-présidents des onze États allemands qui se trouvaient sous leur juridiction ce qu'on appelle les documents de Francfort. La décision avait été prise à Londres d'ordonner aux Allemands de créer un nouveau gouvernement national! Les capitales étrangères ne craignaient pas que cela ne divise à la fois le pays et ses habitants.

La future Allemagne de l'Ouest occuperait 52,7% du territoire allemand d'avant-guerre et hébergerait 62% de sa population.

Et après cela, les événements s'enchaînèrent joyeusement, en suivant le scénario familial.

Le **23 mai 1949**, la naissance de la République fédérale d'Allemagne (RFA) est annoncée. Le degré d'indépendance accordé à la politique étrangère de cet État fantôme est évident : le ministère fédéral des Affaires étrangères de l'Allemagne n'existait même pas avant le 15 mars 1951 et il faudra attendre trois autres années pour que les gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni proclament la pleine souveraineté de l'Allemagne de l'Ouest sur les affaires étrangères (24 juin 1954).

Pendant ce temps, l'URSS faisait tout ce qui était en son pouvoir pour s'opposer aux projets de l'Occident de créer un État allemand dans une seule partie de l'Allemagne, laissant indécise la question de la future structure étatique et de la neutralité des Allemands.

Moscou a répondu à la création de l'Allemagne de l'Ouest en proclamant la formation de la **République Démocratique Allemande (DDR) le 7 octobre 1949**. Cependant, Staline pensait qu'il était erroné d'avoir deux Allemagnes au cœur de l'Europe. Par conséquent, le **10 mars 1952**, l'URSS envoya une proposition à l'Occident, que l'histoire appellera plus tard la « [Note de Staline](#) ». **Ce document fournit des preuves claires que le but soviétique n'était pas de créer son « propre » État allemand, mais d'unifier l'Allemagne afin d'empêcher Washington et Londres d'utiliser les Allemands comme des pions dans leur propre politique.**

L'Union Soviétique voulait mener des négociations immédiates sur la réunification de l'Allemagne et des élections libres sur l'ensemble de son territoire, avec la formation ultérieure d'un gouvernement unique qui devrait conserver un statut neutre. Dois-je rappeler à tous que la « note de Staline » a été ignorée par l'Occident? Si quelqu'un, par naïveté ou par ignorance, commence à se demander qui est responsable de la division du peuple allemand qui dure depuis des décennies, il suffit de le lui rappeler. L'Occident a bloqué les négociations entre les deux « Allemagnes ». Et l'Allemagne de l'Ouest n'a reconnu l'Allemagne de l'Est **qu'en 1972**. Auparavant, les deux États allemands ne se reconnaissaient pas et n'avaient pas de liens diplomatiques.



Carte de la République démocratique allemande

Si vous demandez à une personne moderne qui s’informe à partir des médias «indépendants» des informations sur la différence entre l’Allemagne de l’Ouest et l’Allemagne de l’Est, vous entendrez probablement parler de «totalitarisme». Si vous le pressez pour une réponse plus précise, alors vous entendrez probablement qu’il n’y avait pas de système multipartite en Allemagne de l’Est, qui était dirigé uniquement par le Parti communiste, tandis que l’Allemagne de l’Ouest abritait de nombreux partis politiques. Eh bien, c’est un mensonge ... complet. Le **10 juin 1945**, l’administration militaire soviétique en Allemagne avait déjà autorisé les activités des partis démocratiques et des syndicats dans sa zone. Et il l’a fait avant que nos «alliés» prennent des actions similaires dans leurs zones d’occupation. Quatre partis ont été créés en **Juin et juillet 1945**, et en 1946, deux d’entre eux fusionnèrent pour créer le Parti de l’unité socialiste d’Allemagne

(SED), qui devint plus tard le parti au pouvoir. Je pense que beaucoup de lecteurs trouveront intéressant d’apprendre qu’un système multipartite existait jusque dans les derniers jours de la République Démocratique Allemande. Le premier parlement est-allemand – la Chambre populaire provisoire – comptait 330 députés **en 1949**: le SED détenait 96 sièges, les libéraux-démocrates et la CDU avaient remporté 46 sièges chacun, les Démocrates nationaux – 17 et le Parti des agriculteurs démocrates – 15. Les sièges restants avaient été divisés entre les syndicats et la jeunesse allemande libre. Et si quelqu’un pensait que ce n’était qu’une façade et que le «régime assoiffé de sang» étranglerait plus tard le système du multipartisme, alors cette personne aurait tout faux. Et si quelqu’un pense que ce n’était rien d’autre qu’une façade et que le « régime sanguinaire » a par la suite étranglé le multipartisme, alors cette personne aurait tout à fait tort. Si on prétend que le parlement est-allemand n’était qu’une façade, il faut admettre que tous les autres parlements du monde méritent ce label. La vérité est la suivante: l’Allemagne socialiste et son système multipartite ont continué à se développer à l’unisson. En 1986, les 500 députés de la Chambre du Peuple comprenaient dix factions de cinq partis, des syndicats, du Komsomol, de la Fédération Démocratique des Femmes d’Allemagne, de l’Association Culturelle du DDR et même de l’Association d’entraide paysanne.



La Chambre du Peuple de la République Démocratique Allemande

Les plus grands médias du monde diffusent aujourd'hui des clichés sur le « pacte de Varsovie agressif ». C'est un autre mensonge évident. **L'Occident a créé l'OTAN en 1949 et l'URSS a fondé l'Organisation du Traité de Varsovie en 1955.** Et ce bloc militaire est né en réponse à la militarisation de l'Europe par l'Occident. L'URSS n'a pas réagi à la création de l'OTAN avant que la République fédérale d'Allemagne ne devienne membre de ce bloc. Dans une déclaration spéciale **du 15 janvier 1955**, l'Union Soviétique déclarait que les négociations entre les deux Etats allemands sur la neutralité perdraient tout leur sens si l'un d'eux rejoignait un bloc militaire occidental. Mais les États-Unis et la Grande-Bretagne avaient délibérément créé une menace militaire en Europe. Ils avaient besoin d'une situation non naturelle dans laquelle un peuple divisé avait deux gouvernements et devait être doté de deux armées opposées l'une à l'autre. Londres et Washington n'ont été que trop heureux de reproduire encore et encore cette situation: Inde et Pakistan, Chypre et Chypre du Nord, Irlande et Irlande du Nord, Croatie et Serbie, Russie et Ukraine, etc...

L'Allemagne de l'Ouest devint membre de l'OTAN le 9 mai 1955. En réponse, le bloc militaire du Pacte de Varsovie fut créé le 14 mai 1955. Même la fameuse armée est-allemande – l'une des plus belles du monde pendant les 34 ans de son existence – n'a été créée qu'après que les « alliés » aient violé sans vergogne la décision prise à la conférence de Potsdam en 1945 qui interdisait à l'Allemagne de se doter de ses propres forces armées. Bonn a officiellement annoncé la formation de la Bundeswehr le 12 novembre 1955, mais ce n'est qu'en 1956 que l'Armée nationale populaire de la DDR a été créée ...

Alors, qui a initié une confrontation irréconciliable au cœur de l'Europe après la Seconde Guerre Mondiale et la division du peuple allemand pendant 40 ans ?